

---

# LES COUSINS DE VAISON

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### I

J'ÉTAIS rédacteur au ministère de l'Intérieur, direction de l'Administration départementale et communale, 4<sup>me</sup> bureau (Urbanisme et Contentieux), et je préparais mon doctorat en droit.

J'avais choisi pour sujet de thèse : *la Justice religieuse dans le Comtat-Venaissin (1427-1791)*. « Question intéressante, extrêmement intéressante, m'avait dit un de mes maîtres, M. Bussaud-Lejeune. Peut-être est-elle seulement un peu spéciale, et je me demande si, en tout état de cause, elle n'eût pas convenu plutôt à une thèse d'histoire qu'à une thèse de doctorat en droit... » Le reproche était assez fondé. Mais il en est d'une thèse de doctorat en droit comme de tous les livres, j'imagine ; on se figure naïvement qu'on choisit son sujet ; en réalité, il vous est imposé par votre caractère, votre tempérament, etc.

Or, d'une part, j'ai toujours eu un faible pour l'histoire, pour les recherches historiques. Les conseils de mon père avaient fait de moi un fonctionnaire ; il était fonctionnaire lui-même et ne concevait pas qu'un homme pût être autre chose qu'un fonctionnaire. Mais je n'étais entré dans l'administration que parce que j'étais un fils soumis. J'aurais cent fois mieux aimé être archéologue, bibliothécaire.

Deuxièmement, je suis d'origine provençale. Mon père était de Carpentras; ses parents, ses ascendants, aussi loin que l'on pût remonter, étaient de Vaison, petite ville située à quelques kilomètres au nord de Carpentras. Le Vaucluse est de toutes les régions de France et, je crois bien, de toutes les terres habitées du globe, celle dont le passé m'a toujours intéressé le plus vivement.

D'où l'explication de ce sujet de thèse effectivement « un peu spécial ». On verra plus tard que cette double raison explique d'autres choses encore.

Un soir, j'étais donc allé à la bibliothèque Sainte-Geneviève pour travailler et j'avais demandé un certain nombre d'ouvrages, dont, je me souviens, le *Jus Canonicum* de Mathias Follot, où il y a d'assez bonnes choses à prendre sur les tribunaux ecclésiastiques de la fin de l'ancien régime.

Quand j'eus regagné ma place, avec mes livres, je m'aperçus que le garçon, par inadvertance, m'avais remis, au lieu du *Jus Canonicum*, un petit volume relié en veau, avec d'assez jolies et d'assez fines dorures sur le dos, et dont la page de titre portait ces mots :

De quelques sectes  
et confréries secrètes  
par M. Le Mée.

A Paris

Et se vend à Amsterdam  
chez Pierre Mortier, libraire  
sur le Vygendam, à la ville de Paris.

1691

Et au-dessous de « A Paris », il y avait un dessin représentant la Seine à Paris, la pointe de la Cité, les tours Notre-Dame et la coupole de ce qui est devenu l'Institut.

Pendant quelques instants, je feuilletai ce livre, pensant que le sujet qui y était traité pouvait avoir un certain rapport avec le sujet de ma thèse. Il n'en était rien. Après un frontispice, assez gauchement dessiné, qui figurait une sorte de déesse, assise, portant un casque emplumé, un grand manteau, et montrant un livre ouvert à un homme vêtu à la mode du Grand Roi (chapeau à plume, culotte bouffante, épée au côté, etc.), après ce frontispice et la page de titre que j'ai déjà



décrite, venait une longue dédicace « A Monsieur le Marquis de Seignevin », qui commençait par ces mots : « Monsieur, dans le désir que j'ay de vous donner une marque publique de mon attachement et de mes très-humbles respects... » et se terminait par ceux-ci : « Pour moy je me contenteray de prévenir ces communes acclamations par des protestations particulières de mes respects très-humbles, et par la plus parfaite fidélité avec laquelle je puisse estre toute ma vie, Monsieur, Votre très-humble et très-obéissant serviteur. S. Le Mée. »

Après quoi le très-humble Le Mée se lançait, à bride abattue, dans de longs bavardages sur les Flagellants, les Hon-teux de Nimègue, la secte des Petits Clercs, etc., qui me parurent dépourvus de tout intérêt.

Je reposai le livre à côté de moi et je me mis à travailler. Je n'avais pas un besoin urgent du *Jus Canonicum*; je ne l'avais guère demandé que pour m'assurer qu'il n'était pas en mains à ce moment et que personne ne furetait du côté où je furetais moi-même. J'avais pris l'excellent *Droit coutumier dans l'Ancienne France*, de Bernard Garuquel. Pendant une heure ou deux je restai penché sur cet ouvrage. Puis j'éprouvai le besoin de me reposer un peu, de me détendre; je repris le petit bouquin du sieur Le Mée.

Le livre s'ouvrit au hasard à la page 163, et je lus ces mots : « Je ne veux point parler de la secte dite des Implorants de Vaison, sur les pratiques et rites très-étranges de laquelle je pourrais cependant beaucoup dire, et je le diray peut-être un jour. »

Ces lignes étaient à la fin d'un chapitre, du chapitre XII, comme pourront s'en rendre compte tous ceux qui possèdent ce petit livre dans leur bibliothèque. Et ni avant, ni après, il n'était plus parlé des Implorants de Vaison. Je feuilletai l'ouvrage rapidement et je ne trouvai rien. Depuis, j'en ai épluché, mot par mot, chaque phrase et je puis certifier que dans le corps du livre c'est la seule allusion qui soit faite à la secte en question.

Je dois dire que si j'avais pris, à ce moment, le sieur Le Mée pour un auteur sérieux et digne de foi, j'aurais essayé sur-le-champ, profitant de ce que précisément je me trouvais dans une bibliothèque, de ce que j'avais à portée de la main

tous les ouvrages d'histoire, tous les dictionnaires, j'aurais essayé, dis-je, de recueillir quelques renseignements sur ces mystérieux Implorants; pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles j'avais choisi ce sujet de thèse; parce que : 1<sup>o</sup> féru d'histoire ; 2<sup>o</sup> d'origine provençale.

Mais le sieur Le Mée semblait ne pas tenir du tout à ce qu'on le prit pour un auteur sérieux. Il racontait par ailleurs, sur les Petits Clercs notamment, tant de choses folles, ridicules, que je pensai qu'il devait être un de ces pauvres hères comme il y en avait tant au xvii<sup>e</sup> et au xviii<sup>e</sup> siècle, qui faisaient du journalisme avant la lettre et racontaient, sur n'importe quoi, n'importe quelle bourde, sachant bien que toute folie trouve son lecteur, au même titre que toute chose sensée. Plus facilement même, peut-être.

Je laissai donc là, une fois de plus, le livre du pauvre Le Mée, et je n'y pensai plus. Je me rappelle seulement que pendant un moment encore je restai songeur. Je pensais à Vaison, aux parents que j'avais là-bas. Je n'étais jamais allé à Vaison. Mon père s'était brouillé avec son frère Paul, de Carpentras, avec sa belle-sœur et leurs enfants pour des questions d'argent, d'héritage. Fâché avec les Malavas de Carpentras, il avait étendu sa fâcherie à tous nos parents, proches ou lointains, de Provence, et, notamment, à nos arrière-arrière-cousins de Vaison, les Gazagnon. Il n'avait plus jamais voulu entendre parler d'aucun de « ces gens-là », comme il disait. Jamais il n'avait voulu retourner dans le Vaucluse. Si j'avais parlé, moi, d'y aller faire un tour et de renouer la chaîne, j'aurais été fort mal reçu. A la mort de mon père, qui survint en 1920, j'aurais peut-être pu donner suite au projet que j'avais formé depuis longtemps d'entreprendre ce voyage dès que les circonstances me le permettraient. Mais ma mère était très malade. Elle mourut en 1923. Jusqu'en 1923, il me fut impossible de songer à vivre une autre vie que celle de garde-malade. Et de 1923 jusqu'au moment où commence cette histoire, j'avais eu mes examens de droit à passer, ma situation à me faire, et je ne roulais pas sur l'or, tant s'en faut.

Vaison et Carpentras étaient donc pour moi comme deux petites villes qui m'eussent été interdites, dont ces stupides querelles de famille, les tristesses, les difficultés de la vie ne

m'avaient pas laissé approcher, et je les parais de mille grâces, naturellement. Surtout Vaison. Car à Vaison les Malavas avaient vécu pendant des siècles. Je voyais cette vieille cité peuplée de leurs ombres...

Ainsi je songeais, la main posée à plat sur le petit bouquin de Le Mée. Puis ma rêverie s'étira, s'effiloça. Une étudiante chinoise vint s'asseoir à côté de moi. Elle sortit de sa serviette des livres, des papiers, un sandwich. Elle se mit à manger. Je repris le *Droit coutumier* du bon Garuquel. Cette soirée s'acheva... D'autres jours vinrent, passèrent... J'avais oublié Le Mée, ou, du moins, si je continuais à y penser, c'était tout au fond de moi-même, obscurément...

## II

Un jour, j'étais allé chez un de mes amis de lycée, nommé Robert Besniet, qui avait à ce moment une assez jolie situation à la banque Piétrefond et qui possédait une petite propriété à Roconval, dans la vallée de l'Epte. Une petite propriété modeste mais charmante, très gentiment installée. Il pleuvait. J'ai toujours été assez faible des bronches et j'avais préféré ne pas sortir. Robert Besniet m'avait emmené dans une pièce qu'il appelait « la bibliothèque », et où il y avait en effet quelques livres, notamment le *Dictionnaire des Célébrités*, de Devaillaux, en 16 volumes. Il avait acheté cela dans une vente, heureux de pouvoir garnir, d'un coup, tout un rayon.

Je ne sais ce qui me fit à ce moment songer à Le Mée : « Tiens, voyons donc s'il n'y aurait rien sur ce Le Mée, par hasard... » Je pris le volume où se trouvaient les noms commençant par un L. Or il y avait parfaitement quelque chose sur notre homme. Il y avait les lignes que voici :

*Le Mée, Sébastien-Fernand, né à Valréas en 1661 (1660, disent certains). Auteur d'un ouvrage sur les Sectes et Confréries secrètes, qui fit autorité en son temps. Se donna la mort à Vaison, dans des circonstances mystérieuses (1693).*

— Le Mée... Publie son livre à 30 ans... Se tue à 32 ans, à Vaison... Circonstances mystérieuses...

Puis, je pris un bout de papier dans ma poche et au crayon j'écrivis sur ce bout de papier cette courte notice. Mon intérêt

était piqué, accroché. Il était peu probable désormais qu'il se décrochât.

Robert Besniet me demanda ce que je copiais. Il eût été trop long de le lui expliquer, et, d'ailleurs, un homme qui est dans la banque n'attache guère d'importance et d'intérêt, ordinairement, qu'aux valeurs d'échange : francs, livres, marks, etc. Il se serait moqué de moi, n'aurait pas compris. Je lui répondis que « ce n'était rien, un renseignement qui pourrait m'être utile pour ma thèse ». On n'en parla plus. La pluie continua à tomber. Robert Besniet me dit que si ce temps-là se maintenait encore trois, quatre semaines, « il y aurait peut-être un assez joli coup à faire sur les blés ». Je ne voulus pas le contrarier. Je lui répondis qu'en effet « il y aurait peut-être là une opération assez intéressante à tenter ». Je ne sais pas trop ce que j'aurais répondu si l'on m'avait demandé laquelle.

### III

Rentré à Paris, je me préoccupai de résoudre ce petit problème. Car avec mon flair d'historien-amateur je sentais qu'il y avait là un mystère assez curieux à éclaircir.

Je dois dire qu'à ce moment ma thèse n'était pas finie, que j'avais des ennuis avec une jeune femme à qui, dans un moment de folie, j'avais promis de l'épouser et qui me menaçait de faire du scandale, d'aller trouver mes chefs. Je ne menai peut-être donc pas, dès le début, cette enquête avec beaucoup d'ardeur et un très vif désir d'aboutir.

Pendant plusieurs semaines, je me bornai à écrire à droite et à gauche, à des savants, à des professeurs, qui me semblaient devoir être assez au courant de cette question des sectes secrètes, à aller les voir, à tâcher de me procurer des ouvrages susceptibles de m'apporter quelques lumières.

Je m'empresse de déclarer que mes recherches n'obtinrent pas grand succès.

Tout d'abord, j'avais écrit à M. Léon Kahn, le savant professeur au Collège de France, pour lui demander s'il consentirait à me recevoir, afin que je pusse lui exposer un petit problème de nature, croyais-je, à l'intéresser.

L'auteur des fameuses *Déductions historiques* me répondit

qu'il  
le  
sou  
« av  
J  
J  
«  
sillo  
je c  
qu'il  
des  
tain  
laqu  
le tr  
J'éta  
plus  
quel  
cita  
Impl  
« trè  
s'inc  
les p  
de q  
trou  
La m  
proje  
son n  
à ce  
176  
Sim  
tions  
onele  
celui  
«  
ne so

qu'il ne recevait plus personne, que ses quatre-vingt-quatre ans le lui interdisaient formellement, mais que si je voulais lui soumettre par écrit le petit problème en question, il me lirait « avec autant d'intérêt que de curiosité ».

Il avait dû s'imaginer avoir affaire à un quémandeur.

Je lui écrivis.

Il me répondit ceci, d'une petite écriture tremblée :

Paris, 16 octobre 1929.

« Monsieur,

« Il est bien regrettable que mon bon maître Charles Loissillon soit mort. Je me rappelle parfaitement qu'un jour, vers, je crois, 1865 ou 1866, il nous parla, dans une conférence qu'il nous fit à l'École normale supérieure, de la survivance des anciens cultes, à propos de laquelle il nous cita « une certaine confrérie provençale », qui pourrait bien être celle à laquelle vous vous intéressez. A l'issue de la conférence, j'allai le trouver. Ces paroles m'avaient frappé. J'avais vingt ans. J'étais à l'âge où l'ombre du mystère offre peut-être encore plus d'attrait que la lumière de la vérité. Je lui demandai quelques détails. Il me dit que sur cette confrérie, dont il me cita le nom, mais je l'ai oublié, — peut-être était-ce : « les Implorants », en effet, — il avait recueilli des renseignements « très, très curieux ». Et je vois toujours sa belle tête blanche s'inclinant par deux fois sur ce « très, très curieux ». Il devait les publier quelque jour, « encore, ajouta-t-il après un silence de quelques secondes, qu'il ne fût peut-être pas très utile de troubler ces braves gens, qui ne faisaient de mal à personne... » La mort, hélas ! ne lui a pas permis de donner suite à son projet. Je crois me rappeler qu'il a légué tous ses papiers à son neveu, dont j'ai encore eu des nouvelles vers 1890. Il était à ce moment principal clerc chez M<sup>e</sup> Pernel, notaire à Paris, 176 bis, rue de Turbigo. Il avait nom M. Jean (ou Jacques) Simounet, et bien que n'entendant pas grand chose aux questions historiques qui avaient fait la vie et la gloire de son oncle, il se proposait d'écrire un livre, « bourré de faits », sur celui-ci.

« Qu'est devenu ce projet ? Je crains bien que M. Simounet ne soit jamais allé jusqu'au bout de ses intentions...

« En m'excusant de ne pouvoir satisfaire plus amplement votre si légitime curiosité, je vous prie d'agréer, monsieur, etc.

« LÉON KAHN. »

Je reçus cette lettre un matin. Au début de l'après-midi, je me présentais chez M<sup>e</sup> Pernel, 176 *bis*, rue de Turbigo.

Je fus cette fois servi par la chance.

Le clerc à qui je m'adressai me dit qu'il avait fort bien connu M. Simounet, aux alentours des années 1890-1900. A cette date, M. Simounet pouvait avoir entre cinquante et soixante ans. C'était un homme gentil, fort bien élevé, un peu triste, « et qui fumait beaucoup ».

Puis, se levant, le clerc atteignit derrière lui, dans un carton vert, un gros registre recouvert de molesquine noire et, immédiatement, l'ayant ouvert à la lettre S, il tomba sur la notice concernant M. Simounet.

— Il est entré ici en 83, me dit-il, suivant chacune des lignes de cette notice avec son doigt. Il est devenu principal en 89 et il a quitté la maison en 1902. La dernière adresse qu'on trouve de lui, c'est... attendez donc... c'est Villecerf (Seine-et-Marne)... sans indication de rue... Je suppose que c'est un petit pays...

Je le remerciai, rentrai chez moi et, comme je me suis toujours fort bien trouvé de m'adresser aux curés de ces petites communes pour des renseignements de ce genre, j'écrivis au curé de Villecerf. Je le priais de me dire si, parmi ses paroissiens, il n'y avait pas ou il n'y avait pas eu un certain M. Simounet, Jean, ou peut-être Jacques, neveu du célèbre historien Loisillon et héritier, comme j'avais quelque raison de le supposer, de tous ses papiers, documents, manuscrits, etc.

Le brave curé me répondit poste pour poste. Il se souvenait parfaitement d'avoir eu parmi ses paroissiens un M. Simounet, dont il ignorait le prénom, qui vivait seul avec une vieille bonne, et qui était un homme « d'un commerce fort agréable, excellent latiniste... » Il avait dû mourir vers 1910. « Quant à tous les livres et documents dont M. Simounet avait pu hériter de son oncle, l'illustre historien, un malencontreux incendie, allumé par inadvertance par M. Simounet lui-même, qui était grand fumeur, avait tout réduit à néant. Cette catastrophe doit dater de l'été de 1909. Je ne serais pas surpris que, voyant tant

de précieux souvenirs s'en aller en fumée, M. Simounet, qui était plein de cœur, soit mort de chagrin. »

De ce côté donc, j'arrivais à cet endroit du terrain de chasse où l'on dit que les traces se perdent.

Deuxièmement, j'avais découvert par hasard à la Bibliothèque nationale, dans le fonds Violette-Malaxet, une petite plaquette intitulée « *Ce qui ne meurt*, par C. C. C., Londres et Paris, 1822 », ouvrage un peu fou, plein de rêveries et de divagations, mais où de place en place on rencontrait des choses extrêmement précieuses et curieuses.

Notamment ceci, à la page 133, en note : *Allez à Vaison, jeune homme, et s'ils vous accueillent parmi eux et vous admettent à leur sanctuaire, les Implorants vous révéleront l'un des plus beaux miracles de fidélité que le monde ait jamais connu.*

Mais rien ni personne ne put jamais me fournir sur cette plaquette et son auteur le moindre renseignement. Le *Brunet* ne mentionnait même pas l'ouvrage.

#### IV

En dehors de ces deux pâles lueurs, donc, rien. Je le répète, pour ces deux raisons dont j'ai parlé plus haut, — ma thèse qui n'était pas finie et cette jeune femme qui voulait se faire épouser, — je n'avais pas poussé mon enquête bien à fond. Mais, d'ailleurs, eussé-je voulu la mener jusqu'au bout, je ne vois pas très bien comment je m'y serais pris. Je ne suis pas un historien professionnel, je n'entends pas grand chose au matériel, au personnel, si je puis dire, de l'Histoire. Je connaissais évidemment des gens comme Léon Kahn, parce qu'il n'est guère permis de les ignorer, et j'avais lu les « *Pro-légomènes* » de Charles Loisillon, parce qu'ils sont devenus classiques et d'un usage courant dans tous les établissements d'enseignement. Mais c'était à peu près à cela que se bornait mon érudition. Je suis sûr, par exemple, qu'un agrégé d'histoire ayant à satisfaire une curiosité comme la mienne, aurait su immédiatement à quel savant de Lyon, d'Oxford ou de Halle il pouvait s'adresser avec quelque chance de recevoir une réponse intéressante. Moi, pour boucler cette opération qui m'avait tout de même pris quelques semaines, je m'adressai

tout simplement à trois ou quatre sociétés d'études historiques, archéologiques, etc., ayant leur siège à Aix ou à Avignon. Il y en a d'excellentes, d'ailleurs, et qui font de très utile besogne. La plupart me répondirent qu'elles inscrivaient cette question à l'ordre du jour de leur prochaine séance, et je n'en entendis plus parler. L'une d'elles, l'Union des Arts, Sciences et Lettres du Sud-Est, m'envoya, par retour du courrier, un petit bout de papier rose duquel il résultait que j'avais été élu, à l'unanimité, membre correspondant et bienfaiteur de ladite Union, et que j'étais prié en conséquence de verser la somme de soixante francs.

Je n'insistai pas et pour le moment j'en restai là de mes recherches. Logiquement, j'aurais même dû prendre la décision d'en rester là à tout jamais et de me tourner vers d'autres soucis. C'est ce qu'estimeront sans aucun doute les esprits raisonnables.

Oui... Mais il ne s'agissait plus de logique, ou, du moins, si l'on veut me permettre de faire un peu de psychologie, il s'agissait d'une logique spéciale, d'instinct plus que d'idée.

Mon raisonnement était le suivant :

1<sup>o</sup> Il y a eu à Vaison une secte secrète que l'infortuné Le Mée appelle les Implorants.

2<sup>o</sup> Il est certain que c'est une vieille, très vieille histoire; elle se passait il y a plus de deux siècles.

3<sup>o</sup> Mais voici ce mystérieux C. C. C., qui, en 1822, parle de ces non moins mystérieux Implorants, de leur sanctuaire, d'un miracle, etc.

4<sup>o</sup> Voici Charles Loisillon qui, en 1865-1866, parle d'une « certaine confrérie provençale » sur laquelle il avait recueilli des renseignements « très, très curieux ». Or il est permis de supposer que la confrérie provençale en question n'est autre que la secte des Implorants.

5<sup>o</sup> Depuis 1865-1866, plus rien sur cette question.

6<sup>o</sup> Mais quelque chose (voilà l'instinct qui apparaît) me dit que cela ne prouve rien :

a) D'abord parce que je n'ai pas tout lu, interrogé tout le monde;

b) A supposer qu'il n'y ait aucun document sur la question et que personne ne possède là-dessus le moindre renseignement, il n'y a pas lieu de s'en étonner; une secte secrète



doit avoir pour principe de ne pas faire trop parler d'elle ;

c) Vaison est une petite ville de 3049 habitants (agglomération : 1860, — si l'on en croit le Bottin). Point d'industrie. Peu de commerce, sans doute. Elle n'est sur la route de rien. Elle semble donc devoir rester à l'écart des curiosités indis-crètes.

7° J'ai lu le Guide du Sud-Est de la France. Il y a sur Vaison, page 349, douze lignes, pas davantage, écrites en tout petits caractères. Et ces douze lignes me laissent rêveur. *Vaison... d'origine antique... importante sous les Romains... Théâtre romain... Nombreuses antiquités... Statue de Diadumène, actuellement au Musée Britannique. Ancienne cathédrale... Cloître des XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles... Abside triangulaire romane (XIII<sup>e</sup> siècle) de la vieille église Saint-Quenin...* Que de choses ! Que de ruines ! Que de rêves dans ces douze lignes ! Immédiatement, la pensée vous vient d'une ville où le passé est maître et où il semble ne pas vouloir céder le pas au présent...

8° Oui... Entendu... Admettons qu'il y ait une secte secrète à Vaison, que cette secte se livre à des pratiques étranges... Et après ? Qu'est-ce que cela peut bien me faire ? Ou plutôt : pourquoi est-ce que cela me fait quelque chose ?

9° Alors à cette question deux voix répondent :

Celle de la raison (il y a tout de même un peu de raison dans ce raisonnement) qui me dit : « Vaison est le berceau de ta famille. Ton grand-père était de Vaison. Il est le premier de la famille qui ait quitté Vaison pour aller se fixer à Carpentras. Son père, son grand-père, etc., étaient de Vaison. Tu as encore à Vaison des cousins, les Gazagnon. Ils ont des enfants, des filles. C'est ta famille. C'est ce qu'il y a dans ta famille de plus fidèle aux origines. »

Et la voix de l'instinct : « Il y a là quelque chose de plus... Quelque chose qui t'attend, qui t'appelle... »

Les deux voix me répondent-elles cela d'une façon aussi nette ? Non, sans doute... Surtout celle de l'instinct. L'écriture déforme tout à force de vouloir préciser et c'est pourquoi la musique est parfois plus près de la vérité que la parole.

Mais, bref, le sens général de ce que m'apportaient ces voix était à peu près celui-là ; j'avais donc résolu d'abandonner mes recherches pour le moment, de les reprendre plus tard. Mais de les reprendre d'une autre façon. Le système

d'investigation que j'avais employé jusqu'alors ne m'avait pas trop bien réussi. J'avais décidé, — toujours un peu « obscurément », j'y insiste, — de me rendre sur les lieux mêmes, d'aller faire un petit tour à Vaison. Mon sous-chef devait prendre ses vacances en juillet ; moi, je prendrais les miennes en août et j'irais les passer en Provence, à Avignon, Carpentras, — et Vaison, bien entendu. Je n'étais d'ailleurs pas sans appréhension et je me demandais un peu comment je serais reçu chez les Malavas de Carpentras et les Gazagnon de Vaison, si même il était bien raisonnable d'aller sonner à leur porte. Je ne tenais pas du tout à ce qu'on se remit à parler du passé, de ce que mon père avait fait, n'aurait pas dû faire, etc. Au premier mot qu'on me dirait contre lui, je me cabrerais...

Cela se passait en novembre 1929.

Le 16 novembre, j'avais terminé ma thèse ; le 13 février 1930, j'étais reçu docteur en droit avec la mention : bien. Ce qui me valut des compliments de mes chefs, d'une part, et, de l'autre, une chose à laquelle je ne m'attendais guère : un article extrêmement, exagérément élogieux dans le *Républicain du Sud-Est*, lequel se publie, comme on sait, à Avignon. « C'est avec le plus vif plaisir, disait B. de Fontfroide, l'auteur de cet article, que nous avons appris l'éclatant succès remporté au doctorat en droit, à Paris, par M. Charles Malavas, rédacteur au Ministère de l'Intérieur, avec sa belle thèse sur *la Justice religieuse dans le Comtat-Venaissin*. M. Charles Malavas, fils d'un de nos excellents compatriotes, François Malavas, républicain éprouvé, et qui fut, un moment, l'un des chefs du parti dans le Vaucluse, etc. » Il y en avait toute une colonne.

J'envoyai ma carte à M. B. de Fontfroide pour le remercier.

Quelques jours après, je recevais au ministère la lettre suivante :

Carpentras, 18 février.

« Mon cher Charles,

« C'est ton oncle Paul qui t'écrit, un vieux bonhomme (né en 1863) que tu ne connais pas, que tu n'as jamais vu, peut-être même pas en photographie, mais dont j'espère tout de même que ton père t'a souvent parlé. Mon cher Charles, j'ai vu

avec plaisir dans le journal le grand succès que tu as eu avec le doctorat en droit, qui t'a été décerné. Il en rejaillit forcément un peu de gloire sur toute la famille, et j'ai voulu t'envoyer ce mot pour te dire combien nous nous réjouissons tous ici de ton succès, ta tante, ta cousine Charlotte, tes cousins Pierre et Gaston, et moi-même.

« Figure-toi, mon cher Charles, que nous nous sommes bien souvent demandé ce que tu étais devenu. Je savais que ton pauvre père et ta pauvre mère étaient morts, à quelques années d'intervalle, mais toi, je ne savais pas ce que la vie avait fait de toi. Je vois qu'elle a fait de toi un « monsieur », et tu ne peux pas savoir, mon cher Charles, combien je m'en réjouis, pour toi, pour nous tous, et plus encore peut-être pour ton pauvre père, qui aurait été bien heureux. Il n'y a rien de triste comme une famille qui se divise. Ton pauvre père et moi, nous nous sommes fâchés, pour des bêtises, et quant à moi, je l'ai bien souvent regretté. L'argent ne mérite pas qu'on lui fasse tant d'honneur. Là où ton pauvre père est allé, là où j'irai bientôt moi-même (né en 1863, coffre solide, il est vrai), les millionnaires et les pauvres gens sont tous logés à la même enseigne et habillés de la même façon. Il n'y a qu'une chose qui compte, c'est de bien s'aimer, et de bien s'entendre. Ton père aurait dû comprendre ça, et moi aussi. Il n'aurait pas dû vouloir tout prendre, et moi, je n'aurais pas dû vouloir tout garder. Enfin, ce qui est fait est fait, et qui sait, hélas ! si tout cela pourra se réparer. On peut du moins essayer de faire la part du feu, et c'est pourquoi je t'écris cette lettre, pour te tendre la main à toi, puisque je ne peux plus la tendre à ton père.

« Mon cher Charles, que te dire qui puisse t'intéresser ? Tu sais déjà que ta tante et moi, ta cousine et tes deux cousins nous sommes encore de ce monde, et grâce à Dieu à peu près en bonne santé. Nous vivons, ta tante, moi et Charlotte, qui n'est pas mariée, — et à quarante ans il est un peu tard pour convoler, — dans une petite maison que nous avons dans le quartier de la gare et où nous avons passé presque toute notre vie. Ta tante est une vieille femme qui a toujours l'air en colère, toujours en train de vous disputer, et au fond un cœur d'or. Ta cousine Charlotte est la meilleure fille du monde, douce, serviable. Moi, je me tiens encore droit, je ne déteste

pas rire et plaisanter, et j'occupe ma place à table comme tout le monde. Mais je ne veux pas flatter le portrait.

« Tes deux cousins, Pierre et Gaston, sont mariés tous deux. Pierre a deux garçons, Jacques et Edmond, qui sont deux sacrés petits diables. Il est associé avec un M. Laborel, qui a une fabrique de berlingots. Gaston est comptable chez Rey, l'exportateur.

« Et toi, mon cher Charles, si tu réponds à cette lettre, comme je l'espère bien, voudras-tu nous donner quelques renseignements sur toi? Étant né en 1896, tu as exactement le même âge que ton cousin Gaston, et tu es de deux ans plus jeune que ton cousin Pierre. Es-tu marié? As-tu des enfants? J'espère que oui. La France a besoin de petits contribuables.

« Et sais-tu, pour terminer cette lettre, ce que ta tante et moi, nous disions tout à l'heure? Nous disions : « Une chose qui serait gentille, c'est si, aux grandes vacances, par exemple, il venait nous dire un petit bonjour. Nous serions bien heureux de voir le fils d'un homme que, malgré tout, nous avons bien aimé. » Alors, mon cher Charles, l'invitation est faite, et sache que tu nous ferais à tous le plus grand plaisir en acceptant.

« Là-dessus, comme tu dois te dire : « Il est rudement bavard, l'oncle de Carpentras! », nous t'embrassons bien affectueusement, mon cher Charles, et nous te disons : A bientôt!

« PAUL MALAVAS. »

Près la gare, Carpentras.

Cette lettre me toucha aux larmes. D'abord parce que je voyais que la grande querelle de mon père et de tous nos parents de Carpentras était finie. Ensuite, parce que, depuis la mort de mon père et de ma mère, je me sentais bien seul dans la vie. Les amis, les maîtresses ne valent pas une famille, et j'en retrouvais une. Et enfin, à en juger d'après sa lettre, Paul Malavas, mon oncle, avait l'air d'un brave homme, sans calcul, sans rancune, bon vivant, affectueux, à qui la vie, les soucis, la vieillesse ne semblaient avoir donné aucune amertume. Je croyais voir, à distance, le sourire de cet homme de soixante-sept ans, « encore droit », sachant encore se tenir à table, et qui écrivait peut-être des lettres un peu longuettes, un peu ennuyeuses, mais pleines de cœur et de sens...

Je lui répondis le soir même :

Paris, le 20.

Mon cher oncle,

« Votre lettre m'a fait le plus grand plaisir. Rien ne pouvait m'émouvoir autant que de savoir que toutes ces vieilles querelles, au courant desquelles je n'ai été mis, d'ailleurs, qu'incidemment et par bribes, étaient oubliées et enterrées. Je vous remercie, mon cher oncle, et vous aussi, ma chère tante, d'avoir fait les premiers le geste qu'il fallait pour effacer ces tristes choses du passé. Désormais, si vous le voulez bien, nous ne parlerons plus de tout cela, et nous ferons comme si nous avions toujours été unis par les liens de la plus tendre affection.

« Et je réponds, mon cher oncle, aux gentilles questions que vous voulez bien me poser :

« Non, mon cher oncle, je ne suis pas marié. Dernièrement, j'ai failli me marier, mais, si vous me permettez cette plaisanterie, je crois que j'ai échappé au danger. Me marierai-je un jour ? Je ne sais. Quelqu'un disait que le mariage était une chose si grave qu'on n'avait pas trop de toute sa vie pour y réfléchir.

« En ce qui concerne l'invitation que vous me faites d'aller vous voir cet été à Carpentras, figurez-vous, mon cher oncle, que je l'accepte, et de grand cœur. Voilà bien longtemps que je me proposais de voir la ville où mon père est né et où il a passé son enfance. Mérimée dit d'ailleurs quelque part que c'est une ville charmante et que la vue qu'on a sur le Ventoux est une des plus belles choses qui soient. Donc, mon cher oncle, attendez-vous à me voir débarquer, avec ma valise, au mois d'août. Et surtout ne vous mettez pas en peine de me loger chez vous. Le guide m'enseigne qu'à l'*Hôtel de l'Univers et d'Orient*, on trouve des chambres à partir de 2 francs et que les repas y sont à 2 fr. 50 et 3 francs. Voilà tout à fait ce qu'il me faut. Il est vrai que mon guide date de 1910 et que, depuis vingt ans, les prix, même à Carpentras, ont pu changer...

« Mon cher oncle, je termine en hâte cette lettre pour aller la jeter à la poste. Je vous le jure, je suis très content. Votre lettre m'a apporté une des plus douces joies de ma vie. Je vous embrasse tous bien affectueusement.

« CHARLES MALAVAS. »

7, impasse Royer-Collard, Paris (Ve).

Dans cette lettre, je ne disais pas un mot de mes cousins de Vaison; d'abord je ne savais pas en quels termes l'oncle Paul était avec eux, et ensuite je voulais me rapprocher de Vaison avec prudence, par des chemins « sous bois »... Pourquoi? J'en suis encore à me le demander... Et j'avais essayé, assez puérilement, je l'avoue, de donner à mon style ce je ne sais quoi de sautillant, de primesautier et de blagueur à froid à quoi, paraît-il, on reconnaît le Parisien. Charles Malavas, de l'impasse Royer-Collard, Paris (V<sup>e</sup>), avait voulu épater Paul Malavas, de Carpentras, « près la gare ».

Trois jours après, je recevais ce billet hâtif :

Carpentras, 22.

« Mon cher Charles,

« Ta lettre nous comble d'aise. Mais tu nous feras le plaisir de descendre chez nous, et non ailleurs. Que dirait-on, à Carpentras, des Malavas, s'ils envoyaient leur neveu coucher à l'hôtel? La brave Charlotte est déjà en train de préparer ta chambre. C'est l'ancienne chambre de Gaston. Tout le confort, — ou à peu près. Et maintenant, il ne nous reste plus qu'à compter les jours. Encore cinq mois!

« Bons baisers de nous tous, mon cher Charles. C'est drôle, nous t'aimons bien, comme si nous te connaissions.

« Ton vieil oncle,

« PAUL MALAVAS. »

Et au-dessous de la signature de mon oncle, je lus ces mots, d'une écriture appliquée et touchante de paysanne :

« Nous t'attendons. Viens vite, mon cher Charles.

« Ta tante.

« E. MALAVAS. »

Le nom de jeune fille de ma tante était Étiennelette Bougaron. Elle avait deux ans de moins que mon oncle.

## V

Sur ces entrefaites, je tombai malade. Je restai une quinzaine de jours au lit avec une bronchite et peut-être encore quatre ou cinq jours à la chambre.

Vers le 15 mars, je retournais à mon bureau et je m'imaginai que j'étais guéri, que j'allais pouvoir reprendre mon service comme si de rien n'avait été. En quoi je me trompais. J'étais encore très faible, et au moindre effort que je faisais, quand je montais un escalier, par exemple, j'étais tout de suite essoufflé. Ajoutez à cela, le soir, toujours un petit train de fièvre, et, la nuit, des oppressions, des étouffements assez pénibles.

Six mois plutôt, j'aurais dit : « Bah ! Ne nous écoutons pas ! Ça se passera ! » Et, effectivement, « ça se serait passé », petit à petit mes forces me seraient revenues... J'avais déjà vu quelques bronchites du même genre et je savais parfaitement que cela se terminait toujours sans grand dommage...

Mais nous n'en étions plus tout à fait au même point que six mois plus tôt. Depuis, il y avait eu cette histoire des Implorants... Avait-elle une importance telle, cette histoire, bonne tout au plus diront beaucoup, à intéresser les lecteurs de *l'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, avait-elle une importance telle que ma façon de réagir devant une bronchite s'en trouvât modifiée ? On l'admettra peut-être difficilement... Pourtant le fait est là... En me voyant dans cet état de faiblesse et de fiébrilité, j'étais beaucoup moins porté à m'en inquiéter, qu'à concevoir un certain espoir, vague encore, qui chaque jour allait grandissant et se précisant. Je songeais : « Si mon état de santé ne s'améliore pas, il va tout de même falloir que je prenne un congé, et ne pourrais-je pas en profiter pour avancer la date du voyage à Carpentras ? » Je ne me disais pas cela d'une façon aussi nette, encore une fois. Mais cette idée flottait en moi...

Quatre ou cinq jours après être revenu au ministère, j'étais entré chez mon chef de bureau, M. Leblois, pour lui parler de je ne sais quelle affaire de pourvoi au Conseil d'État. Et, — je m'en veux tout de même un peu aujourd'hui de cette petite comédie, qui, par bonheur, n'était peut-être pas absolument consciente, — je me rappelle que je lui parlais de cette affaire avec cette voix de poitrine, cette voix courte, caverneuse, qu'on n'entend guère qu'au théâtre, dans les drames réalistes et sociaux, les pièces de Gorki, par exemple : le vieux tuberculeux haletant qui crache ses derniers poumons sur la société pourrie...

M. Leblois, qui était un très brave homme, m'interrompit au milieu d'une phrase, et me dit :

— Je vous demande pardon, mon cher ami, vous m'avez l'air encore un peu essoufflé ?

— C'est cette maudite bronchite qui traîne, répondis-je. Il paraît que c'est cela, cette année ; les bronchites s'éternisent...

— On m'a dit cela, oui, fit M. Leblois. Vous auriez peut-être pu aller voir le médecin de l'administration...

Je hochai la tête :

— Oh ! vous croyez ? Pour quoi faire ?

— Il vous aurait dit si oui ou non vous pouviez reprendre votre service tout de suite. Il est tout à fait inutile de commettre une imprudence.

Je suis sûr que l'excellent homme, me connaissant comme il me connaissait, me tenant pour ce qu'effectivement j'étais, j'avais toujours été jusqu'alors, un employé zélé, consciencieux, je suis sûr qu'il s'attendait à ce que je lui répondisse : « Voilà le printemps. Avec les beaux jours cela ira mieux... » ou quelque chose de ce genre.

Or, je lui répondis :

— Bien. J'irai le voir.

Il ne manifesta naturellement aucune surprise. Mais il avait ouvert le dossier de l'affaire que je venais lui soumettre, je sentis dans ses idées une sorte d'arrêt, de petit choc. Pendant deux ou trois secondes, il ne dit rien. Il se demandait certainement : « Tiens ! Serait-il vraiment malade, plus malade même que je ne pensais ? Ou veut-il tirer une carotte ? »

Enfin il dit :

— C'est cela, voyez donc le médecin...

Et nous nous mîmes à reparler de ce pourvoi au Conseil d'État.

Dès le lendemain, j'étais chez le médecin de l'administration, le docteur Luciani, un Corse. On dit que les Corses sont ou tout bons, ou tout mauvais. Celui-là était tout bon, gentil, cordial, ayant toujours l'air de s'excuser de vous faire du mal quand il vous touchait, ou seulement quand il vous adressait la parole. Il m'examina, m'ausculta, me palpa le foie, l'estomac, et me demanda ce que je ressentais, de quelle façon se manifestait mon malaise. Je lui expliquai ce que j'avais eu, ce que j'avais encore, cette fatigue, ce petit train de fièvre.



Il me dit, en souriant :

— Oui... Vous savez que vous n'avez pas grand chose, au fond ?

Je souris à mon tour faiblement, le sourire du malade à qui on dit : « Vous êtes sauvé... »

— Tant mieux, docteur, répondis-je. Je ne serais d'ailleurs pas venu vous trouver, si mon chef de bureau ne m'avait dit de le faire.

— Qui est votre chef de bureau ?

— M. Leblois.

Son visage s'éclaira :

— Ah ! c'est M. Leblois ? Il est bien gentil, M. Leblois. C'est un homme très fin, très agréable...

Puis de nouveau il colla son oreille à ma poitrine et il me dit : « Voulez-vous compter à partir de 80, cher monsieur... » Je me mis à compter.

— Ça suffit, dit-il.

Puis se redressant lentement et me regardant comme s'il avait voulu lire dans mon regard la sentence qu'il devait prononcer :

— Je me demande, fit-il, si vous n'auriez pas dû tout de même attendre quelque temps avant de reprendre votre service...

— Oh ! vous croyez, docteur ?

— Vous n'avez rien... Du moins à l'auscultation je ne vois rien. Il faudrait vous radiographier... Mais il est évident que l'état général n'est pas brillant... Vous n'avez rien eu aux poumons ?

— J'ai eu assez souvent de fortes bronchites...

— Non, je dis : aux poumons... Pas de pneumonie ? Pas de pleurésie ?

— J'ai fait une pleurésie étant jeune... vers dix-sept, dix-huit ans...

Il se redressa :

— Ah ! voyez-vous ! fit-il.

Et tout de suite :

— Est-ce que vous avez quelque part où aller, à la campagne ?

— J'ai des parents, oui, docteur... en Provence...

— Ah ! en Provence ? où cela ?

— A Carpentras, à Vaison... La famille de mon père est originaire du Vaucluse...

— Ah! Carpentras! Que c'est joli, Carpentras! Vous connaissez?

— Non docteur. Je n'y suis encore jamais allé.

— Oh! il faut y aller. Il faut absolument que vous y alliez. C'est un enchantement. Et il faut voir également les petites villes d'alentour... et les grandes... Orange... Avignon... Alors si je vous donnais, par exemple, deux ou trois mois de congé, vous pourriez aller les passer en Provence?

— Certainement, docteur. Mais croyez-vous vraiment que mon état de santé soit tel?...

— Écoutez, écoutez, fit-il, je crois qu'il vaut mieux faire attention, voilà tout. La machine humaine est une machine assez délicate... Je vais vous donner trois mois. Dans trois mois, vous verrez, vous nous reviendrez avec un organisme entièrement remis à neuf, qui pourra fonctionner à plein rendement... Et vous aurez fait connaissance avec la Provence!

Il me regardait, d'un air de dire : « Veinard, va! »

Pendant que je me rhabillais, il s'assit à sa table et se mit à écrire. J'avais bien un peu envie de rire. J'avais tout à fait l'impression qu'il m'envoyait passer trois mois à Carpentras beaucoup plus par amour pour Carpentras que dans l'intérêt de ma santé.

— Voici, me dit-il, en me tendant le petit certificat qu'il venait de griffonner. Vous donnerez cela à M. Leblois et vous lui direz que, dès ce soir, j'enverrai une petite note au directeur du personnel. Et partez donc dès que possible! Grand air, repos, sommeil, nourriture saine et abondante... et cette campagne!... ces ruisseaux!... Cela vaut mieux que toutes les drogues, je vous assure...

Je le remerciai, en souriant tristement, comme si j'avais été un peu atterré, et au fond j'étais ravi. Le hasard avait placé sur ma route juste le médecin qu'il me fallait, le médecin qui dosait les congés de convalescence d'après les régions de France où les convalescents se proposaient d'aller se reposer...

Je revins au ministère. Je me rendis auprès de mon chef de bureau, et avec une demi-grimace d'inquiétude, qui prouvait qu'à défaut du métier de fonctionnaire et du métier d'archéologue, j'aurais pu exercer avec succès celui d'acteur, je lui tendis, sans un mot, le certificat du médecin. Il me

regarda d'abord, avec surprise, et ensuite il lut ces mots :

« Monsieur Charles Malavas, rédacteur au ministère de l'Intérieur, ne présente, à proprement parler, aucun symptôme d'une affection quelconque nettement caractérisée. Aucune lésion pulmonaire. Le cœur est bon. L'état général, cependant, sans être inquiétant pour le présent, est tel qu'il y a lieu, semble-t-il, de prendre garde. Une rechute pourrait avoir des conséquences fâcheuses.

« Conclusion : un repos de trois mois me paraît nécessaire. M. Malavas est disposé à passer ces trois mois en Provence, au grand air. Nul traitement ne saurait mieux convenir à son état de faiblesse extrême, avec tendance à la dépression. »

Cette note lue, M. Leblois la tourna et la retourna, comme s'il s'agissait d'un poisson d'avril, et sans me regarder, il me demanda :

— Mais... vous n'avez rien de sérieux? Le docteur Luciani ne vous a pas dit que vous aviez à craindre quelque chose du côté... des poumons, par exemple?...

— Non, rien, répondis-je.

Puis avec une sorte d'hésitation :

— Maintenant... a-t-il voulu ne pas m'inquiéter?...

Et je promenais sur le bureau des doigts nerveux. M. Leblois, qui, je le répète, était le meilleur homme du monde, voulut me rassurer.

— Il vous l'aurait dit, fit-il. Vous n'êtes pas un enfant...

Puis il se tut quelques instants, relut quelques phrases du certificat, et me regardant :

— Il faut partir, dit-il. Il ne faut pas attendre. Du moment que le docteur vous le conseille...

— C'est entendu, répondis-je. Mais je suis vraiment ennuyé d'être forcé de quitter mon service d'une façon aussi...

— Évidemment, fit-il. D'autant que je ne vois pas trop comment je vais faire. Mais la santé avant tout.

Il dut remarquer la mine apeurée que je faisais.

— Il ne faut pas vous inquiéter, dit-il. Ces choses-là... prises à temps...

Et il se leva, m'accompagna jusqu'à la porte.

— Allons, au revoir, fit-il, en me tendant la main. Et revenez-nous en bonne santé.

Je me suis souvent demandé s'il ne m'avait pas cru perdu.

Il était onze heures. La première chose que je fis, en sortant du ministère, ce fut d'aller au bureau de poste qui se trouve au coin de la rue d'Anjou et du boulevard Malesherbes, et j'envoyai à mon oncle Paul le télégramme suivant : « Viens d'être malade. Aurais besoin cure repos grand air et bonne vie famille. Pouvez-vous héberger pauvre convalescent ? Affectionnement. »

Après quoi j'allai à pied, sans me presser, jusqu'au restaurant Poccardi, rue Favart, où je déjeunai. Je bus un flacon de Chianti blanc. Je trouvais la vie belle, variée. Il y avait non loin de moi, assise seule à une table, une jeune femme qui devait être employée dans un magasin des environs, une employée d'une classe déjà un peu relevée. Elle était jolie, très brune, de beaux yeux pétillants de volonté. Je lui fis deux ou trois petits signes. Mais elle avait à côté d'elle un petit carnet, un petit crayon, et tout en mangeant sans savoir même, je pense, ce qu'elle mangeait, elle inscrivait des choses sur ce petit carnet. Un moment je crus qu'elle me regardait. Mais non. Son regard s'était posé sur mon nez comme il se serait posé sur le bouton de la porte. Ce qui jeta tout de même un voile sur ma joie de vivre.

Je passai mon après-midi à boire des cafés-crème dans divers cafés et à regarder les journaux illustrés. Cette façon parfaitement ridicule d'employer mon temps me plaisait. J'avais l'âme d'un permissionnaire. J'éprouvais une certaine volupté à ne savoir que faire, à regarder de grandes photographies représentant le lancement du *Bougainville* au Havre, les résultats des dernières fouilles en Mésopotamie, etc. et à bâiller. J'avais déjà l'impression que j'allais mieux. J'entrai dans une librairie des boulevards, et je demandai au vieux monsieur qui avait une calotte noire sur la tête, le ruban violet à la boutonnière, et qui paraissait chargé du rayon des cartes, s'il n'avait pas une carte de la région de Carpentras.

— Si fait, monsieur, dit-il. Nous avons des cartes de toutes les régions.

Et effectivement, il ouvrit un tiroir, et il en sortit une carte, qu'il me tendit. C'était la carte Michelin de la France n° 81. Pendant qu'on me rendait ma monnaie, j'ouvris cette carte, et je tombai juste sur Vaison. Je vis que Vaison était sur une petite rivière, l'Ouvèze, qui, à en croire la carte, devait avoir

un cours capricieux, quantité d'îles et de bras, et des eaux très bleues. Je lus les noms des villages environnants : Saint-Marcellin, Entrechaux, Saint-Romain-en-Viennois, Ville-dieu, etc. La caissière, qui était une grande jeune fille vêtue de noir, à l'air imposant, presque tragique, m'avait rendu ma monnaie, et je ne la prenais pas, je rêvais sur cette carte. Je ne ramassai mes six francs que parce qu'un Anglais venait payer, pour un livre qui portait comme titre, dit le vendeur, à voix basse : *Plaisirs secrets de Paris*.

J'étais de retour chez moi vers six heures. Un télégramme m'attendait, — ce à quoi je m'attendais moi-même. C'était la réponse de l'oncle Paul, qui me disait : « Viens vite; t'attendons affectueusement. »

Je demandai au petit garçon de la concierge d'aller m'acheter un indicateur du P. L. M., et je montai faire ma valise.

Cinq minutes après, j'avais l'indicateur. Je vis que le meilleur train à prendre était celui qui quittait Paris à 22 heures 30 et qui arrivait à Orange à 11 heures 45 le lendemain matin. A Orange, il fallait prendre un autre train, à midi 5, et on était à Carpentras à 13 heures.

Je n'avais aucune raison d'attendre jusqu'au lendemain pour partir. Je prendrais donc ce train-là. J'achevai de faire ma valise, je descendis, et j'annonçai à la concierge que je partais, « pour peut-être plusieurs mois ». Je lui donnai mon adresse chez les Malavas, près la gare, Carpentras, pour me faire suivre mon courrier. Mais je lui recommandai de ne la communiquer elle-même à personne. Je ne voulais pas être ennuyé là-bas.

— Même pas, me dit la concierge, à cette jeune dame qui est venue plusieurs fois chez vous?

— Surtout pas à cette jeune dame! répondis-je.

Elle me demanda en riant :

— C'est donc cassé?

— C'est cassé. Alors vous comprenez...

— Bon, bon, bon! Au revoir, monsieur Malavas. Bon voyage.

J'étais tellement heureux de partir que, pour aller de chez moi à la gare de Lyon, je pris un taxi. Je dinai au buffet, et tout en mangeant, je fis porter au télégraphe, par le chasseur,

à l'adresse de l'oncle Paul, le télégramme suivant : « Serai demain jeudi à 13 heures Carpentras. Vous embrasse tous au cri vive Carpentras. »

A 22 heures 30, donc, le train partit. Je passai toute la nuit seul dans le compartiment avec un abbé. Jusqu'à Montereau, l'abbé lut son bréviaire. A Montereau, il referma son bréviaire, se leva, prit dans un grand sac de cuir noir, qui était au-dessus de lui, dans le filet, une paire de pantoufles de grosse laine noire, enleva ses souliers, les mit sous la banquette, chaussa ses pantoufles, et il me demanda :

— Est-ce que cela vous importunerait, monsieur, si nous éteignions cette lumière ?

— Point du tout, monsieur l'abbé, répondis-je.

Et comme il faisait mine de se lever :

— Ne vous donnez pas cette peine, lui dis-je. Je vais l'éteindre moi-même.

— Je vous remercie infiniment, monsieur, fit-il.

J'éteignis.

— J'espère, dit-il, en se pelotonnant dans son coin, que nous pourrions dormir un peu, que nous ne serons pas trop secoués... Je n'ai pas pensé à regarder si nous n'étions pas sur l'essieu...

— Non, monsieur l'abbé, répondis-je, nous sommes juste au milieu...

— Ah! tant mieux!

Il s'endormit et je m'endormis à mon tour.

Je me réveillai vers sept heures. L'abbé était déjà levé. Il était dans le couloir et regardait le paysage. Je sortis du compartiment.

— Eh bien! monsieur l'abbé, lui demandai-je, avons-nous bien dormi ?

— Fort bien, monsieur, fort bien, répondit-il. Vous aussi, j'espère, cher monsieur? Ces trains sont excellemment suspendus...

Nous entrions en gare de Lyon. L'abbé, qui allait et venait dans le couloir, aperçut dans un compartiment voisin des personnes de connaissance, et il alla s'asseoir près d'elles. Il ne reparut pas de la matinée. Il ne revint dans mon compartiment que vers onze heures et demie. Nous arrivions à Orange.

Il vit que j'avais mis mon pardessus, que j'étais prêt à descendre.

— Vous descendez à Orange, cher monsieur? me demanda-t-il.

— Oui, monsieur l'abbé. Vous aussi?

— Oui, cher monsieur. Vous restez à Orange?

— Non, je dois prendre à midi 5 le train de Carpentras...

— Ah! Carpentras! fit-il. Très jolie petite ville... Moi, je vais à Vaison. Il va même falloir que je me dépêche un peu. Ce train-ci doit arriver à Orange à 11 heures 45 et le train pour Vaison part à 11 heures 56. Vous voyez que c'est extrêmement juste...

Je ne sais quelle question je voulais lui poser sur Vaison Mais de ce compartiment voisin où il était assis tout à l'heure, une voix de femme l'appela :

— Monsieur le curé!

— Oui, chère madame, j'y vais, dit-il.

Et se retournant vers moi :

— Allons, au revoir, cher monsieur, et bonne continuation...

Il disparut, et je ne le revis plus qu'à Orange, grande et grosse tache noire se hâtant, sur le quai, vers un petit train fumant. Quant il eut quitté mon compartiment, je trouvai sur la banquette une petite image de piété, représentant l'Enfant Jésus avec un agneau, et au dos de laquelle il y avait, écrit à l'encre :

*Au bon abbé Moitrieux, curé de Vaison, sa petite Dea Dia, reconnaissante.*

C'est ainsi que pour la première fois ma pensée enregistra ces deux petits mots : *Dea Dia*.

## VI

Entre Orange et Carpentras, le train s'arrête cinq ou six fois et notamment à un village dont j'ai retenu le nom, Jonquières, parce que c'est le nom d'un chef de bureau à la direction du personnel, au ministère de l'Intérieur.

Enfin, nous arrivâmes à Carpentras. Je descendis du train et je compris tout de suite que l'homme et la femme qui étaient là, sur le quai de la gare, debout, immobiles, l'un

contre l'autre, à peut-être cinq ou six mètres de moi, c'était mon oncle Paul et ma cousine Charlotte.

Depuis, l'idée, l'image que je me suis faite d'eux s'est un peu modifiée, naturellement. Voici comme je les vis en cette première seconde. Lui, il portait bien ses soixante-sept ans. Mais c'était un beau et solide vieillard. Il était grand, large d'épaules, et, quand on avait ressenti cette impression première de force, de santé, de majesté, qui résultait de toute sa personne, on arrivait à son visage, qui était souriant, un peu triste, et en même temps un peu moqueur. Un homme plein de bonté, d'humour, d'humanité, de philosophie : voilà ce que je crus lire sur ce visage.

Quant à ma cousine Charlotte, il y avait peu à dire d'elle, sinon qu'elle souriait, elle aussi, d'un sourire peut-être moins riche, moins nuancé, où il y avait peut-être plus de bonté, plus de tendresse encore, plus d'effacement, et moins d'esprit. Une femme pleine de cœur, un peu molle.

Je m'étais avancé vers eux.

— Vous êtes mon oncle Paul ? demandai-je au vieillard.

— Oui, répondit-il, en me tendant les bras. Viens, Charles. Viens que je t'embrasse. Prends sa valise, Charlotte.

Je donnai ma valise à Charlotte et je me jetai dans les bras de l'oncle Paul.

— Bonjour, mon oncle, lui dis-je. Je suis bien content, vous savez.

J'avais les larmes aux yeux ; lui aussi, d'ailleurs.

— Ah ! c'est toi, p'tit gars ! C'est toi, p'tit gars ! répétait-il, en me donnant avec sa main de géant des tapes dans le dos, aussi douces et aussi feutrées que possible.

Puis il me repoussa à un demi-mètre de lui pour mieux me voir et il me dit :

— Il n'y a que la famille, Charles. Tout le reste, ça n'est que des bêtises.

La bonne Charlotte nous regardait, en pleurant, elle aussi, et en souriant derrière ses larmes, la tête un peu inclinée sur l'épaule, comme lorsqu'on regarde quelque chose avec extase. Quand l'oncle et moi, nous nous fûmes bien embrassés, bien palpés l'un l'autre, que nous eûmes bien pris connaissance l'un de l'autre avec nos yeux et avec nos mains, je passai à la cousine. Elle avait posé à terre ma valise. Je la pris



dans mes bras, l'embrassai sur les deux joues et je lui dis :

— Ma cousine, j'aurais voulu vous apporter quelque chose de Paris. Mais j'étais tellement pressé de partir, je ne vous ai rien apporté.

— Non, non, répondit-elle. Je n'ai besoin de rien. Mais j'espère que tu vas me dire *tu*, Charles. Car cousin et cousine, c'est bien à peu près comme frère et sœur.

— Je te dirai *tu*. Entendu.

Et je lui demandai comment allait la tante, et Pierre, et Gaston, et tout le monde. Elle me répondit que la tante était restée à la maison, pour préparer le déjeuner, et quant à Pierre, Gaston, etc., je ne sais ce qu'elle me répondit.

— Allons, lui dit l'oncle, reprends la valise et partons.

Et nous partîmes. Les choses se passaient à la papa, en gare de Carpentras. J'avais donné mon billet à l'oncle. Il le montra de loin à l'employé qui attendait à la petite porte de sortie des voyageurs :

— Eh! Victor! cria-t-il à celui-ci. Je le pose là!

Il le posa sur le gros cachet de cire rouge qui fermait le goulot d'une bonbonne qu'on avait descendue du train, et nous sortîmes de la gare par le passage à niveau, en dépit de tous règlements. Ce qui fait le charme du Midi, c'est que les règlements n'y ont pas la même importance et la même autorité qu'au-dessus de Valence. Pour tout dire, on est beaucoup moins stupide à ce point de vue, beaucoup moins esclave à Carpentras qu'à Paris, par exemple.

Une fois franchi le passage à niveau, nous prîmes la route d'Avignon, puis, tout de suite à droite, une petite ruelle bordée d'un côté de maisons grises, qui me firent l'effet d'être des maisons d'ouvriers, de petites usines, et, de l'autre, de petits jardins, avec des arbres, des tilleuls.

Au troisième petit jardin, nous nous arrê tâmes. Il était séparé de la ruelle par un petit mur surmonté d'une grille de fer. L'oncle poussa la porte d'un coup de pied, nous entrâmes dans le jardin et j'aperçus la tante, là-bas, sur le pas de la porte de la maison qui se dressait au fond du jardin. Elle s'essuyait les mains avec son tablier de toile bleue.

— Le voilà! cria l'oncle. Le voilà celui qui détruit les souris et les rats!

Je fis les cinq ou six pas qui me séparaient encore d'elle et je la pris à son tour dans mes bras.

— Bonjour, ma tante.

— Bonjour, me dit-elle, en me rendant mon baiser.

Et elle avait un petit nez pointu qui m'entra dans la joue. Elle ajouta :

— Va vite te laver si tu es sale et on se mettra tout de suite à table. Je t'ai fait des faux petits oiseaux.

Mon géant d'oncle arrivait :

— Je t'expliquerai tout à l'heure ce que sont les « faux petits oiseaux », fit-il. Viens, je vais te montrer ta chambre.

Il avait pris des mains de Charlotte la valise. Il entra dans la maison. Je le suivis. Nous montâmes le petit escalier qui grimpait au premier et nous arrivâmes à ma chambre.

— La chambre de Gaston quand il était garçon, me dit l'oncle.

Puis, me montrant le grand lit de bois clair, le baldaquin, les grands rideaux blancs, les murs passés à la chaux, la cheminée, sur laquelle il y avait, entre autres choses, un grand globe de verre, avec, sous ce globe, une sorte de petit arbre où se trouvaient perchés cinq ou six petits oiseaux empailés, du plus charmant effet :

— Alors? me dit-il. Ça te plaît-il, tout ça? Que penses-tu de ce palace?

— Je pense, mon oncle, répondis-je, que j'y serai parfaitement bien.

Il me regarda :

— Et tu vas nous rester longtemps?

— Tout le temps que vous voudrez...

— Reste-nous longtemps, Charles. Car tu sais...

Et il passa sa large main sur son front :

— Car tu sais que tu lui ressembles, à ton père, d'une façon extraordinaire, et que tu ressembles au père de ton père, au Vieux, comme nous disions. Oui... (Il me regardait, me regardait...) Je retrouve mon père que j'ai perdu il y a plus de trente ans! Ah! Charles, que c'est drôle!

Et il prononçait : drolle...

— Reste trois ans, Charles, reprit-il, dix ans, et tu me feras plaisir. J'ai trop de peine et trop de honte à penser qu'il y a eu de la fâche dans notre famille et que les uns sont

partis d'un côté, les autres sont restés de l'autre... Ça n'est pas bien... La plus vieille famille du Vaucluse, mon cher ami ! Que ça se perd dans la nuit des temps !

Il eut l'air de chasser une pensée :

— Enfin ! Ce qui est fait est fait...

Et revenant à des préoccupations plus matérielles :

— Allons, me dit-il, lave-toi un peu, Charles. Avec cette horreur de fumée on en a besoin... Et puis descends vite... tu as faim.... ?

— Oui, mon oncle, j'ai très faim...

— Tu n'es pas végétarien, toi, j'espère ? me dit-il en me regardant d'un œil soupçonneux. Tous les Parisiens sont végétariens...

— J'aime tout ce qui est bon, mon oncle...

— A la bonne heure ! Hé ! adieu, Charles !

Il me serra encore contre lui et descendit.

Je me lavai, me rasai, et j'allais descendre à mon tour, quand j'aperçus sur la cheminée, à côté du globe de verre, dans un petit cadre, affreux d'ailleurs, de peluche rouge, une photographie. C'était une photographie d'amateur qui avait dû être mal prise ou mal développée. On avait l'air de l'avoir partagée en deux triangles par une ligne qui allait du coin supérieur de gauche au coin inférieur de droite. Tout ce qui était dans le triangle de gauche était resté dans une sorte de ténèbre où apparaissaient seulement de vagues taches blanches. L'autre triangle, au contraire, était d'une clarté, d'une netteté parfaite, et on y voyait, appuyé à la paroi d'un rocher ou d'une muraille, un visage de femme ou de jeune fille, le plus charmant peut-être, le plus délicieux que j'eusse jamais contemplé. Un front pâle, vaste, finement modelé, comme par la lueur d'un clair de lune, des cheveux très noirs qu'une brise devait rejeter de côté, de grands yeux, qui semblaient pleins d'amour, de crainte, de tristesse, une bouche petite, gourmande, dont on verra nettement le dessin quand je dirai qu'il était tout à fait celui de cette belle tête antique de Diane, je crois, qui était autrefois au Musée de Tégée et qui a été transportée depuis peu au Musée National, à Athènes. Je faillis prendre le petit cadre et descendre avec lui à la salle à manger, pour demander qui était cette femme.

J'entendis que l'escalier craquait sous les pas de quelqu'un.

J'allai ouvrir ma porte. C'était Charlotte qui montait voir ce que je devenais.

— Charlotte, lui dis-je, en lui montrant cette photographie, qu'est-ce que c'est que ça ?

Elle la regarda, me regarda, eut l'air d'hésiter un instant, puis :

— Ça, dit-elle, c'est la fille des Gazagnon, notre cousine, tu sais, de Vaison. Mais écoute, Charles, n'en parle pas en bas, ça vaut mieux... il y a eu des histoires à cause de cette petite...

De nouveau, elle regardait la photographie :

— Oui, fit-elle... elle est belle... plus belle encore que là-dessus, peut-être... Ça n'est pas étonnant que ce pauvre Gaston...

Elle eut l'air de regretter d'en avoir trop dit, s'arrêta court :

— Allons, viens, dit-elle. Tu me fais parler, et ça refroidit.

D'en bas, la voix un peu aigrette de la tante appelait :

— Alors vient-il, ce Charles ?

Nous descendîmes.

## VII

Je viens de relire les quelques pages qui précèdent et je n'en suis pas satisfait. Je trouve qu'elles sonnent faux, qu'elles font « roman ». C'est surtout ce petit cadre de peluche rouge... Dans presque tous les romans que j'ai lus il y avait un petit cadre de peluche rouge qui se mettait tout à coup à jouer un rôle considérable. Il n'y a rien qui sente la littérature comme ces tristes petits bibelots.

Pourtant elle était bien encadrée de peluche rouge, cette photographie. Pourtant ce visage de jeune fille était bien d'une idéale beauté... Mais voilà : j'ai un peu simplifié et un peu « grossi », je crois.

Simplifié, en ce sens que sur la cheminée, près de ce globe de verre, il n'y avait pas seulement ce petit cadre de peluche rouge, avec cette photographie. Il y avait deux ou trois autres photographies, dans d'autres cadres de bois ou de simili-cuir, et, notamment, une photographie très effacée représentant un jeune homme dans l'uniforme des dragons d'avant la guerre. J'aurais peut-être pu en parler, ce qui aurait donné plus de vraisemblance, moins, — comment dire ? — de préméditation

à mon récit. J'avoue d'ailleurs, — c'est mon excuse, — que le dragon m'avait moins frappé que la jeune fille.

Et j'ai « grossi », en ce sens que, quelque révélation que j'aie eue, en regardant cette photographie, d'une jeune fille très belle, très mystérieusement et très pathétiquement belle, cette impression, tout de même, ne fut peut-être pas si profonde, si bouleversante. J'ai, pour ainsi parler, un peu confondu les temps et donné à cette minute une plénitude et une richesse que ne devaient guère avoir que d'autres minutes, plus tard.

Quoi qu'il en soit, pour essayer de me faire pardonner, si j'ai péché, je vais conter le reste de la première journée que je passai à Carpentras en un style, maintenant, de commissaire-priseur, comme disait, je crois, Flaubert, à moins que ce ne fût Stendhal.

Nous descendîmes donc, Charlotte et moi. Nous nous mîmes à table avec l'oncle et la tante et nous déjeunâmes. Déjeuner très agréable. Saucisson, olives vertes et noires, en fait de hors d'œuvre. Après quoi, poulet aux olives et aux champignons, très bon. Après quoi, « faux petits oiseaux », ce qui signifie tout simplement de petits morceaux de foie entourés d'une mince barde de lard et qu'on a mis à rôtir en brochette devant un feu de bois. Excellent. On jurerait de « vrais » petits oiseaux.

Petite salle à manger très propre, assez sombre, parce que dans le Midi on craint le soleil, qui amène la chaleur et, chose plus grave, les mouches, et qu'on avait fermé à demi les contrevents. Meubles Henri II, modernes, horribles, sympathiques à force de vouloir singer la pièce de musée. Notamment un buffet sur les portes duquel étaient sculptés en haut relief des gens à cheval, avec des manches à crevés. Une suspension au-dessus de la table. Abat-jour en verre bleu-vert, et, tout autour, une frange de perles, les unes blanches, les autres rouges. Le tout, affreux. Au mur, deux agrandissements photographiques représentant mon oncle et ma tante, quand ils devaient avoir une cinquantaine d'années, en tenue des dimanches, belle cravate claire pour l'un, corsage sanglé pour l'autre, tous les deux l'air de s'ennuyer profondément. Sur la cheminée, une pendule sous verre, en zinc doré, effroyablement doré, avec des guirlandes, des festons d'un Louis XV éperdu et, tout en haut, sur une sorte de petite plate-forme,

au-dessus du cadran, à demi étendu sur des rochers, un berger, richement vêtu.

Tout cela, je le répète, sympathique, parce qu'enfantin, parce qu'extrêmement reposant de l'art décoratif tel que le conçoivent, à Paris, les gens dits cultivés, ce terrible et asservissant art décoratif qui est tel qu'on a toujours l'air d'être en visite chez des meubles un peu dégoûtés, qui vous regardent de travers.

L'oncle, gentil comme tout, amusant, contant joliment et, dans le courant habituel de la conversation, sachant placer, au bon moment, le petit mot qu'il fallait. Je ne me rappelle plus tout ce dont nous parlâmes. Je me rappelle simplement qu'il me dit que jusqu'à soixante ans environ, il avait été menuisier en voitures, et qu'à soixante ans il avait lâché le métier pour se reposer un peu « et voir venir ». Voir venir quoi? La Camarde, sans doute...

La tante, non moins gentille, et pas sotte du tout. Peut-être seulement un peu pointue, comme le petit bout de nez qu'elle m'avait entré dans la joue, à mon arrivée.

La cousine Charlotte, une brave, brave fille. On sentait qu'elle n'avait qu'une idée : se dévouer, rendre service. Il était inutile de se demander pourquoi elle ne s'était pas mariée. Son regard, son charmant regard vous disait la réponse : elle avait voulu rester auprès de ses parents pour veiller sur leur vieillesse.

Et voilà. Nous ne parlâmes pas du tout des cousins de Vaison. Pas un mot du cadre de peluche rouge. Je pensais que l'oncle Paul m'en aurait peut-être parlé de lui-même... Non. Rien... Et je sentis, deux ou trois fois, qu'il y songeait, cependant, qu'il voyait bien que telle ou telle de ses phrases demandait un prolongement de ce côté. J'attendais, et il repartait dans une autre direction, comme s'il avait tourné bride.

Il était trois heures et demie quand nous nous levâmes de table.

— Viens, me dit l'oncle Paul, on va aller voir tes cousins... et puis la ville, après, si ça te chante... (Prononcé : si ça teu chann't...)

Et nous partîmes, tous les deux, laissant la tante et la cousine Charlotte débarrasser la table et faire la vaisselle.

Elles n'avaient pas de bonne, et si elles avaient eu une bonne, elle leur aurait sans doute apporté plus de gêne que de secours. Car il leur aurait alors fallu chercher à quoi employer leurs journées.

### VIII

Nous allâmes d'abord voir mon cousin Pierre, l'aîné des deux fils de l'oncle Paul.

Pierre Malavas était co-propriétaire et co-directeur, avec un M. Laborel, d'une petite usine où on fabriquait des berlingots. On sait que le berlingot est en quelque sorte, avec les conserves de fruits, de légumes, l'industrie nationale de Carpentras. Son usine était située route d'Apt, passé le canal. Trois ou quatre bâtiments, assez propres, qui avaient dû être construits quelque temps après la guerre, et qui me parurent installés et outillés d'une façon assez moderne. De la façade du bâtiment principal, cinq grands tuyaux de cheminée, en zinc, sortaient, montaient le long de cette façade, s'élevaient ensuite jusqu'à mi-hauteur du toit de tuiles; on aurait dit cinq grands tuyaux d'orgue. Une cinquantaine d'ouvriers, hommes, femmes et enfants, d'après ce que me dit l'oncle. Du mouvement, de l'animation, des gens qui allaient et venaient sans flâner et en ayant l'air de savoir d'où ils venaient et où ils allaient, pas de désordre, pas de gâchis. Une usine qui avait l'air de marcher. On entendait le bruit que faisaient les berlingots dans leurs grands récipients : on eût dit un bruit de cailloux roulés par l'eau d'un ruisseau. L'oncle Paul, qui faisait le modeste, avait l'air assez fier au fond de l'usine de son fils Pierre.

Celui-ci, que nous surprimes dans une espèce de petite cage de verre, qui lui servait de bureau et où étaient ses livres, son coffre-fort, fut avec moi, comme l'avait été son père, extrêmement gentil, extrêmement affectueux; peut-être, si l'on veut, avec un peu plus de retenue que mon oncle, car on le sentait d'une classe sociale déjà un peu plus élevée et, par conséquent, plus habitué à discipliner ses réflexes. Mais un brave garçon, sans aucun doute, et qui me témoigna immédiatement une sorte d'amitié fraternelle. Il était grand, beau, solide, comme son père, mais, lui, quand je cherche à



analyser l'expression de son visage, je trouve qu'il avait une expression infiniment sympathique d'enfant sans méchanceté, sans vice, sans détour, qui vient de commettre une petite faute, qu'on a grondé légèrement et qui garde, plus encore de la faute que de la gronderie, une petite moue triste. Une tristesse, par conséquent, très légère et un peu gamine, charmante, je le répète. Il avait l'air d'ailleurs en parfaite santé, heureux de vivre, le teint rose. Je pense que d'après ces quelques mots on verra ce mélange, vraiment séduisant, de joie native, profonde, et de mélancolie sans amertume.

L'oncle Paul était, je ne sais si je l'ai déjà dit, vêtu un peu à la façon d'un paysan enrichi, qui aurait revendu sa ferme et ferait le lézard au soleil. Le cousin Pierre, lui, était habillé en monsieur, presque élégamment, plus élégamment que moi, bien sûr, avec un veston de cette couleur qu'on appelle « violine », un veston très propre, très bien coupé ; nullement débraillé, en outre. Il avait son gilet parfaitement boutonné, un col, une cravate, ce qui, plus que tout le reste, me parut devoir être noté, car je n'étais pas à Carpentras depuis bien longtemps, et j'avais déjà remarqué que les Carpentrassiens n'aimaient guère les cravates ni les cols.

Les paroles que nous échangeâmes, Pierre et moi, je ne crois pas utile de les répéter. Elles ne brillaient ni par la profondeur ni par l'originalité : « Alors te voilà ? Tu vas nous rester longtemps ? etc... » Je veux marquer simplement que Pierre Malavas avait l'accent de Carpentras, naturellement, un peu moins que son père cependant, et, en tout cas, il parlait une langue correcte, sans idiotismes, et si j'avais sténographié ses paroles, on ne pourrait du tout savoir si l'homme qui les avait prononcées était du Midi ou du Nord.

Bien entendu, il voulut tout de suite m'emmener voir sa femme et ses deux enfants. Ils habitaient un petit pavillon tout à côté de l'usine, une centaine de mètres, à peine, plus bas. Un petit cube de ciment gris, coiffé de tuiles roses, avec des fenêtres aux contrevents vert d'eau, qui s'ouvraient sur le Ventoux. Habitation simple, modeste, mais convenable, et qui aurait pu même être gentille si elle n'avait été décorée intérieurement et meublée avec ce sans-goût, ces hérésies de lignes et de couleurs, ces plafonniers en pâte de verre rose, ces chaises, ces tables d'acajou enrichies (?) de bronze



doré, etc., etc., qui ont remplacé partout, dans toutes nos provinces, ces charmants vieux styles d'avant le progrès des idées et des mœurs.

Ma cousine Émilie était une grande femme mince, un peu serpentine, mais non sans grâce, sans distinction ; elle était vêtue d'une longue robe de velours noir, qui lui dessinait le buste et les hanches. Elle avait de jolis yeux, très doux, un joli grain de peau, le teint pâle. Dans l'ensemble, elle faisait assez « grande dame », et son mari paraissait avoir pour elle une très vive admiration. J'appris qu'elle était d'Avignon.

Elle me reçut avec une amabilité sans effort, une aisance de ton et de manières qui me conquièrent. Elle avait beaucoup moins l'accent du Midi que son mari.

Ses enfants n'étaient pas rentrés de l'école. Ils arrivèrent au bout d'un quart d'heure que nous étions là. C'étaient deux bons petits garçons. L'ainé, Jacques, avait douze ans, et l'autre, Edmond, neuf ans. Je remarquai, à propos d'Edmond, une chose assez curieuse : c'était que le grand-père l'appelait Enneumond, le père Edeumond, et la mère Edmond. D'une manière générale, je n'aime pas beaucoup les enfants, qui manquent assez souvent de discrétion et rendent, par leurs jeux, leurs batailles, la vie lourde. Ceux-là me parurent agréables, pas trop bruyants, et pendant tout le temps que nous restâmes là, ils ne cassèrent rien. Ils se ressemblaient. Ils avaient tous les deux une bonne balle bien ronde, avec de bonnes joues rouges, un peu tombantes.

Leur mère, en s'asseyant sur un divan recouvert d'une abominable étoffe à grandes fleurs vertes et rouges, en croisant ses deux longues et fines jambes l'une sur l'autre, en posant ses deux longs bras nus, fins et blancs, l'un sur l'autre, tout au long de sa cuisse, leur mère me dit qu'ils allaient chez les Frères, et que « c'était bien préférable pour l'éducation ».

L'oncle me regarda en plissant ses petits yeux, avec malice :

— Je n'ose pas les inviter à déjeuner chez moi, fit-il, tellement ils se tiennent correctement, *ces petits prinnces!*

— Oh ! père ! dit ma cousine Émilie, en se récriant gentiment.

Le cousin Pierre ne disait rien. Il me regardait, il regardait sa femme, son père, ses enfants, ses meubles, avec une

sorte de ravissement... Le brave garçon ! Comme il était heureux ! sainement et simplement heureux !

La cousine Émilie nous offrit des cerises à l'eau-de-vie, dans des petits verres à long pied, de toutes les couleurs, à la dernière mode d'Avignon, je présume. Elle nous apporta ces petits verres sur un affreux plateau de cuivre rouge.

— Oh ! que c'est beau, tout ça ! dit l'oncle.

— Elle est allée acheter ça à Orange, fit le cousin. Elle fait des folies avec l'argent des berlingots...

Et il souriait.

— Que tu es sot ! dit-elle, souriant, elle aussi.

L'oncle prenait son verre.

— Et on peut prendre ça sans le casser ? fit-il. Tu dirais des fleurs !

Et crac ! le verre se cassa dans sa main, le pied tomba par terre...

— Boun Diou ! quelle invention ! dit-il. Et de quoi j'ai l'air, maintenant ?

Etc., etc. Ce petit croquis simplement pour montrer le ménage de mon cousin Pierre : ce brave garçon en veston violine, cette longue jeune femme un peu maniérée, que son mari admirait, ces deux bons petits enfants... Passons maintenant à l'autre fils de l'oncle Paul.

— Ah ! me dit l'oncle, en partant de chez Pierre, allons voir le pauvre Gaston, à présent...

« Ah ! » d'un air de dire : « Le moment est venu. Ce n'est pas drôle. Mais il faut y aller. »

Gaston, — ce fut la première idée qui me vint à l'esprit, — avait beaucoup moins bien réussi dans la vie que son frère aîné. Il était comptable chez un exportateur-importateur de Carpentras, qui s'appelle Rey, et qui a sa maison avenue d'Avignon, quelque trente mètres avant d'arriver à la place de l'Hôpital. Nous étions déjà passés chez Rey tout à l'heure en allant chez Pierre ; l'oncle ne m'avait même pas dit : « C'est ici que travaille Gaston... ». Il avait peur sans doute que je ne lui répondisse : « Entrons. Nous irons voir Pierre ensuite. » Il voulait me montrer tout d'abord celui de ses deux fils qui lui faisait le plus honneur.

Nous entrâmes sous le porche. A l'autre bout de ce porche, il y avait une petite cour et, au fond de cette cour, les bureaux.

Nous n'allâmes pas jusque là. L'oncle Paul semblait gêné, mal à son aise. Il demanda simplement à un homme en longue blouse grise, qui, sous le porche, peignait au pochoir de grands numéros sur des caisses, si « Gaston ne pourrait pas venir une minute ». L'homme laissa son pinceau et ses pochoirs, s'avança jusqu'au milieu de la cour, et il appela :

— Hé! Gaston! C'est ton père qui est là!

Et Gaston apparut.

La première chose que j'aperçus, qui me frappa, ce fut l'éclair de ses yeux, l'éclair fulgurant, tragique et un peu dément de ses yeux. Je pensai : « C'est un fou, un homme qui n'est pas de ce monde... » Il était maigre, maigre à faire peur, long comme une espèce de héron décharné, un peu flageolant, des jambes qui, en marchant, semblaient s'embarrasser l'une dans l'autre, un peu voûté, une longue barbe noire, mal soignée..., et ce regard, ce regard d'aigle traqué... Lui, il n'avait pas de veston violine. Il était vêtu d'une blouse blanche, très sale, il n'avait ni col, ni cravate, et il était chaussé d'espadrilles vertes, en corde tressée.

— C'est toi, Charles? me dit-il en me serrant la main et en me regardant comme jusqu'au fond de l'âme.

Et il ajouta d'une voix sombre :

— Je suis content de te voir...

J'étais saisi, comme transi. Un fantôme... on aurait dit un peu un fantôme...

— Et tu es ici pour quelque temps? me demanda-t-il.

— Deux mois, répondit l'oncle. Je le garde deux mois.

— Deux mois, répéta Gaston... On peut faire bien des choses en deux mois... Il faudra que nous nous revoyions. Aujourd'hui tu m'excuseras... jour d'échéance...

— Nous ne voulions pas te déranger, fit l'oncle, d'une voix à la fois triste et rude.

Gaston eut un vague sourire, un vague geste d'excuse :

— Vous ne m'avez pas dérangé... Je suis bien content...

Puis me tendant la main, brusquement :

— Adieu, Charles...

Et il s'en fut, un œil soudain fixe, le sourcil dressé, comme s'il avait aperçu quelque chose par terre...

Deux secondes, l'oncle resta sans bouger, le regardant disparaître, et je vis qu'il avait dans le menton une sorte de

tressaillement, d'imperceptible tressaillement. Je ne savais que penser... Qu'est-ce que cela voulait dire? Qu'est-ce qu'il y avait derrière cela?

— Allons, viens, me dit l'oncle, enfin, en me prenant par le bras. Nous allons visiter la ville.

— Allons, mon oncle, lui répondis-je d'une voix calme, presque enjouée, comme si je n'avais pas remarqué le bizarre et le tragique de cette scène.

Tout de même, quand nous eûmes fait quelques pas :

— Mais, mon oncle, lui demandai-je, vous m'avez bien dit que Gaston était marié?

Il hésita un instant :

— Marié? fit-il. Oui, il est marié... Pourquoi?

— Nous n'allons pas voir sa femme?

Il fit encore trois, quatre pas, sans répondre, et il dit :

— Tu iras la voir si tu veux. Je te montrerai sa maison et le quartier général de ses opérations. Je te montrerai ça de loin... Moi, je ne peux pas y aller...

Et pendant qu'il me serrait le bras :

— Ça me fait mal!

Un sanglot qui dura un quart de seconde, qui le secoua comme une décharge électrique. Puis il se raidit. Je n'osais rien dire. Je n'osais même pas le regarder... Comme un homme solide est plus pathétique dans la douleur qu'une mazette!

— Voilà, me dit mon oncle, chassant du fond de lui-même un gros soupir. Ce que tu vois là, c'est la place de l'Hôpital et au milieu, c'est la statue d'un certain cardinal Malachie d'Inguibert, sur le socle de laquelle on a écrit ces mots :

Ses libérales mains  
Ont laissé dans Vacluse  
Le pauvre sans besoins,  
L'ignorant sans excuse...

Et il ajouta :

— Comme tu peux le constater, ça rime. Preuve que ce sont des vers...

JEAN MARTET.

*(La deuxième partie au prochain numéro.)*

---

# ESQUISSE

## D'UNE DOCTRINE COLONIALE

### FRANÇAISE

Voilà soixante-cinq ans que Prévost-Paradol écrivait, dans *la France Nouvelle*, la fameuse page qui réclamait, pour la France, une haute destinée coloniale : mais il la concevait encore comme exclusivement méditerranéenne : « Puisse-t-il venir bientôt, ce jour où nos concitoyens, à l'étroit dans notre France africaine, déborderont sur le Maroc et sur la Tunisie et fonderont enfin cet empire méditerranéen qui ne sera pas seulement une satisfaction pour notre orgueil, mais sera certainement, dans l'état futur du monde, la dernière ressource de notre grandeur... L'Afrique ne doit pas être seulement pour nous un comptoir comme l'Inde, ni seulement un camp ou un champ d'exercice pour notre armée, encore moins un champ d'expérience pour nos philanthropes ; c'est une terre française qui doit être le plus tôt possible possédée et cultivée par des Français, si nous voulons qu'elle puisse un jour peser de notre côté dans l'arrangement des choses humaines. »

Le rêve de Prévost-Paradol s'est réalisé et au delà : ce n'est pas seulement en Afrique du Nord que s'est fondée une nouvelle puissance coloniale « capable de peser de notre côté dans l'arrangement des affaires humaines » ; c'est sur toute l'étendue de la planète que s'est constitué un empire logiquement conçu, bien proportionné, bien équilibré, qui, ayant reçu du passé des semences françaises, les a vues germer, s'élever, s'accroître jusqu'à se développer en une magnifique famille de « Nouvelles Frances ». Cet empire a déjà fait ses preuves de

fertilité, de solidité, de fidélité : les fruits ont dépassé la promesse des fleurs.

On peut donc, dès maintenant, le considérer dans son ensemble, dans ses méthodes d'expansion, d'enrichissement et d'exaltation civilisatrice. L'Exposition récente a provoqué une vaste curiosité coloniale ; elle a saisi d'une immense espérance coloniale l'opinion métropolitaine. Cet enthousiasme ne doit pas s'éteindre comme un feu de paille ; au lieu de le laisser tomber, il faut le nourrir, l'entretenir, le faire croître en puissance et en rayonnement.

La France républicaine et démocratique se trouve placée, au moment où ces lignes sont écrites, en présence de tâches nouvelles qui peuvent devenir la consécration définitive de son histoire et du régime qu'elle s'est donné. Son attention passionnée étant requise pour l'examen des plus graves problèmes extérieurs, il m'a paru qu'au premier rang figurait le problème colonial, et comme, pour viser les buts futurs, rien ne sert autant que de s'appuyer sur les faits acquis, c'est à cette Afrique du Nord, mère et racine de toutes les colonies modernes françaises, que je suis allé demander les leçons et les constats pouvant aider à la création continue du vaste empire néo-français réalisant, et au delà, les vœux de l'auteur de *la France Nouvelle*.

En ce qui concerne le problème colonial, ma position personnelle est la suivante : dans ma bibliothèque, au premier rang de mes livres les plus chers, figure un exemplaire de l'ouvrage de Jules Ferry *le Tonkin et la mère-patrie*, et cet exemplaire porte, sur la feuille de garde, cette inscription : « A MON AMI HANOTAUX POUR SERVIR A L'HISTOIRE QU'IL DOIT ÉCRIRE ». D'une telle main, ce désir était un ordre.

L'histoire dont Jules Ferry fut l'initiateur, je l'ai suivie, en effet depuis les origines, et j'ai même dû collaborer à son développement. Je débute au ministère des Affaires étrangères quand le premier pas fut fait par l'établissement du protectorat français sur la Tunisie ; un peu plus tard, dans le cabinet de Jules Ferry, je vis entrer, le premier, ce négociant ignoré, Dupuis, qui, par sa seule arrivée, posait la question du Tonkin. Un peu plus tard, à Foucharupt, maison de campagne de Jules Ferry, je déchiffrais seul, pour le grand patron, les dépêches de l'amiral Courbet, et, à la lettre, j'y ai

risqué ma vue; un peu plus tard encore, j'ai reçu, le premier, de la bouche du général Lewal, ministre de la Guerre, la nouvelle du « désastre de Lang-son », et j'ai dû arracher au repos de la nuit l'homme qui avait perdu le sommeil, pour lui donner ce coup de poignard qui allait l'abattre.

Après quelques années passées au Parlement, je rentrais au ministère des Affaires étrangères et j'y arrivais juste au moment où la politique de l'expansion coloniale, si impopulaire, semblait hésiter à la veille de son décisif accomplissement. Comme chef du service des protectorats, et comme ministre des Affaires étrangères, j'eus pour devoir de la soutenir avant que la concurrence, soudainement éveillée, des grandes Puissances nous barrât les routes et j'ai eu en mains le « devenir » colonial de la France en son caractère diplomatique pendant dix années, de 1889 à 1898.

J'ai eu à étudier et à mener à bonne fin les affaires se rapportant au partage de l'Afrique et, en particulier, la convention franco-anglaise de juin 1898 relative à la jonction de nos colonies de l'Afrique occidentale; les affaires de Madagascar avec leur aboutissement, l'expédition du général Duchesne et l'annexion de la Grande Ile et de ses dépendances; la convention d'Addis-Abeba fondant notre colonie de Djibouti; les onze conventions (1896-1898) abolissant en Tunisie le régime des Capitulations et consacrant la reconnaissance par les Puissances du protectorat de la France; enfin, les conventions avec la Chine signées en 1896, mettant fin à la guerre des pirates, reconnaissant la péninsule indochinoise comme colonie française, et la convention de 1897 concédant à la France une situation commerciale privilégiée, la construction des chemins de fer et un droit exclusif sur les provinces du Yunnan, du Kouang-tong et du Kouang-si, avec cession du point de Kouang-tchéou-wang dominant le golfe du Tonkin.

Ainsi, j'ai dû m'instruire, au cours de ma carrière politique, administrative et diplomatique, des problèmes que posait devant la France, la connaissance de « toute la terre », jusque là en grande partie ignorée. Avec M. Desbuissons, le savant géographe du ministère des Affaires étrangères, nous inscrivions, sur des croquis journaliers, les premiers traits manuscrits de cette géographie nouvelle avant que les cartes existassent; et l'on trouvera, un jour, dans les archives du

ministère, les dossiers de ce tenace labeur, depuis le mémoire rédigé en 1889 sur la part qui devait revenir à la France dans l'attribution des nouvelles terres africaines, jusqu'à la dernière signature apposée, le jour même de la chute du cabinet Méline, sur cette convention franco-anglaise de juin 1898 qui établissait la jonction de notre empire africain Méditerranée-Soudan-Congo, et nous garantissait tout l'hinterland de nos possessions contre une concurrence étrangère quelconque, y compris le Maroc. C'était le moment où, selon la légende de la caricature anglaise, « la France rentrait ses foins ».

En somme, depuis un demi-siècle, et au delà, le plus important de ma vie active s'est consacré aux questions coloniales ; et c'est pourquoi, au moment où elle va se clore, je me suis reconnu le devoir de l'achever, en quelque sorte, par une vue d'ensemble sur les résultats acquis, et sur les puissances nouvelles qui se dégageront inévitablement du magnifique effort auquel cette grande génération coloniale s'est consacrée dans les temps que nous avons vécus.

De cette pensée est née, conformément au vœu impératif de Jules Ferry, l'*Histoire des Colonies françaises*, considérée comme le complément nécessaire de l'*Histoire de la Nation française*, rédigée avec le concours sans prix de M. Alfred Martineau et d'une magnifique équipe coloniale, qui elle aussi a vécu ces choses ; et comme ce grand travail touche à sa fin, je me suis cru autorisé à lui donner la conclusion qu'il réclame par une vue sur l'avenir et l'esquisse d'une doctrine de la colonisation française.

Cette tâche finale s'imposant à moi, j'en venais naturellement à accomplir un dernier voyage en Afrique du nord pour constater *de visu* le point où en est l'établissement français sur ces terres de l'initiation moderne, dans cette Algérie où elle est consacrée par un siècle de prospérité croissante, dans cette Tunisie où s'est appliquée, pour la première fois, la formule si ingénieuse du protectorat avec son succès cinquantenaire, sans parler des extensions d'ores et déjà illimitées qui s'ouvrent soit à l'ouest, par le Maroc atlantique, soit au sud à travers le Sahara, champ imprévu d'une totale civilisation africaine. Ce sont ces réalités, saisies au vol en quelque sorte dans un rapide voyage, et les aperçus qui s'en dégagent, qui font l'objet des pages qui suivent.



En vue d'une telle enquête et recherche, l'histoire était, pour un historien, une indispensable compagne. Je voudrais essayer de montrer, en pénétrant *in medias res*, comment elle vous saute à la gorge à chaque détour de la route ; et comment, dans le présent, si vivant, des choses africaines, elle fournit une perpétuelle mesure par la comparaison avec un passé gardé sous la poussière des siècles. Le plus simple me paraît être, pour traduire cette sensation comme je l'ai éprouvée moi-même, de copier textuellement quelques pages de mon carnet de notes : le lecteur tombera inopinément comme **ry** suis tombé moi-même, dans l'embuscade de l'histoire.

*Vers Sétif et Djemila.*

Le 25 avril, nous quittons Constantine et, dans une bonne petite auto coloniale, un peu bruyante, un peu voyante, toute en rouge, nous partions pour Alger, par Sétif.

Beauté de la plaine mamelonnée après Constantine ; rareté des arbres ; espèce de Beauce. Bientôt, cependant, le squelette rocheux de la terre se découvre : terrain calcaire, sol pauvre ; paysage triste vers Saint-Amand. Nous roulons sur la route poussiéreuse. L'aspect se modifie peu à peu. Charretée d'Arabes grimpés sur des sacs ; Arabes sur des baudets ; toujours des sacs. Récolte en stocks et en mouvement. Où vont-ils ?... Un magnifique cavalier pouilleux nous croise et nous dévisage longtemps... Arabes en gandourahs, Arabes en paletots : mélange des races et des costumes. L'auto sur le milieu de la route ; sur les bas-côtés, à droite et à gauche, l'indigène, avec ses bêtes : deux sangs, deux âges circulent de compagnie et en bonne harmonie tranquille. A perte de vue, travail agricole soigné ; des attelages de huit ou dix bœufs ou mulets défonçant une terre profonde ; même des tracteurs. C'est la vallée du Rummel, devenue accidentée, pittoresque, variée ; un peu plate encore ; richesse surtout dans le devenir.

*Ain-Smara.* — Marché au blé et au bétail. Des centaines d'Arabes noirs et blancs, coiffés de coquelicots. Sacs de blé, sacs de blé, sur des baudets, sur des arabas, sur des camionnettes, sur des conduites intérieures ; du blé, du blé, du blé. J'interroge. « Que font-ils de ces sacs en ballade ? Ils vendent

ou ils achètent ? — Pour le moment, ils achètent, mais pour revendre. — Spéculation. Ah ! ils savent !... »

*Oued Atménia.* — Gros bourg à la française. Mairie, écoles, pont, place, marché, bestiaux, moutons, et avec cela des chaumeaux bien tranquilles à l'ombre des platanes. Sur la colline, de longues fermes au chapeau de tuiles et juponnées de blanc. Le tout, jeune province française. Comment dirai-je ? « jeune Beauce » ? Et, en effet, nous arrivons à Châteaudun ! *Châteaudun du Rummel* ! Notre vieux Châteaudun de France envierait ces entours, cette aisance, cette vallée magnifique surplombée et arrosée de loin par le massif de montagnes qui borne au sud la Kabylie.

Nous traversons la ville : agences, garages, taxis (oui, taxis), bains, douches, dancings, cinémas, villas pour petits rentiers, boutiques pour petits commerces, promenades pour petites gens... notre province, quoi ! Et la belle plaine fertile qui dégorge tout cela dans le petit patelin souriant ! Ni arbres, ni oliviers, ni vignes : céréales, herbages, prairies, bétail, moutons errants sur les dernières landes caillouteuses. Cette même vie rustique déjà solide, stable, sûre d'elle-même, vous la retrouverez dans ces jolis centres aux noms si français : Saint-Donat, Saint-Arnaud. Saint-Arnaud, négligeant son grand nom militaire, a pris une allure toute pacifique, familière et rurale : maisons coiffées de rouge, belles vues, belles places, café « égyptien » ! Foule en blanc, semis de coquelicots agité par le vent. 2000 peut-être, peut-être plus. C'est le marché, mais touchant à sa fin. Il est midi, le soleil tape : on s'en va. Les paysans des environs nous précèdent et encombre, de leurs baudets, de leurs sacs, de leurs chèvres, de leurs moutons, la route de Djemila. Les chiens aboient à la voiture. Le chauffeur trompe, et fonce. Il faut arriver pour le déjeuner. Le temps se gâte. Mais la route est barrée : des moutons blancs, blancs, blancs et, dans le ciel, des nuages noirs, noirs. Nous roulons, nous fonçons vent debout : il faut arriver.

*Route de Djemila* — Entours de Saint-Arnaud, soignés, époussetés, alignements d'arbres bien taillés comme une charmille de chez nous. Mais y en a-t-il des moutons ! Y en a-t-il ! Nous ne pouvons avancer. Ah ! elle est loin la famine ! Un barrage de côtelettes. Peu à peu le flot blanc se divise à droite,

à gauche, et se répand dans les landes. Nous montons ; la vallée, toute verte, est close au bout par ce triste nuage noir, massif comme une muraille. Levez-vous, orages désirés ! Pourtant, tout au bas, sur le ciel, un étroit liseré blanc. Hâtons-nous ! La route est libre ; la voiture chante ; on monte. Terrain mamelonné, caillouteux, collines, hauteurs et, brochant sur le tout, la ligne des montagnes lointaines. L'aspect du ciel change à tous les virages, et Dieu sait s'il y en a dans cette ascension rapide vers l'aérien sommet ! Spectacle magnifique plus on s'élève. Géants noirs assis avec, sur les genoux, de petits gourbis comme des enfants au maillot. La forme des monts dessine un immense amphithéâtre. Extraordinaire architecture naturelle dont seuls les Romains ont osé se faire un modèle.

Le nuage noir a mangé le petit liseré blanc. Un voile est tombé sur le jour. Une muraille de plomb barre la route. Un Arabe blanc se dresse sur un pic, debout comme une pierre milliaire des siècles. Et c'est la pluie ; une pluie diluvienne ; il grêle ; il neige. Terre et ciel d'enfer. Nous surplombons une immense cuvette trouble. Mais voilà qu'au bout, sur l'horizon, le petit liseré blanc se remet à grandir. Un rayon de soleil se braque, comme d'une lampe sourde, sur la vallée : et la voilà qui se découvre à perte de vue, habitée par un peuple de colonnes. C'est Djemila. Avec le brutal caprice de cette dure Afrique, le temps s'est remis aussi vite qu'il s'était démis. La lumière est revenue comme elle s'était enfuie. Le rideau est tiré et un chaud soleil, trop chaud, succède aux soudains frimas de la montagne.

La femme de haut dévouement et de grande science qui s'est faite l'annonciatrice de ces ruines, M<sup>me</sup> de Cressolles, s'avance vers nous, toute prête à nous faire les honneurs de ce vaste domaine de beauté dont elle achève la découverte, en poursuivant sans relâche l'œuvre laissée par son mari. Nous nous nommons. Et, après un déjeuner froid, assis sur des boîtes Potin, d'où nous tirons conserves et boissons, confitures et gâteaux secs, nous la suivons dans l'itinéraire qu'elle nous a savamment tracé.

Sans entrer dans un détail descriptif qu'il vaut mieux laisser à la mémoire du kodak, je résume l'impression générale que mon esprit a gardée de cette rapide visite.

*Djemila.*

Après Timgad, que j'ai connue antérieurement et qui est certainement d'une splendeur plus décisive, Djemila est le témoin le plus extraordinaire de la prospérité et du luxe romain sur cette terre d'Afrique. Ces ruines donnent la mesure de ce qu'elle peut devenir aux mains d'une grande civilisation créatrice et persévérante. Marquons tout de suite ce trait qui distingue Djemila de Timgad : Timgad est une ville d'État, une ville de garnisaires, où l'Empire a accumulé de parti pris toutes les conditions du bien-être, toutes les séductions de la douceur de vivre, pour y distraire l'ennui de ses légionnaires; Djemila est une ville de plaisance et de plaisir, élevée pour leur propre agrément par des particuliers riches retenus à proximité de leurs affaires et qui se sont assurés, à coups de deniers, tout l'agrément de vacances fraîches et joyeuses pendant les mois torrides de l'été algérien. En vue de quoi, dans cette cité créée de toutes pièces et, somme toute, de petite dimension, ils ont réuni ce que le luxe le plus averti pouvait convoiter. Jamais, en un si petit cadre, tant de grandeurs n'ont été pressées, entassées.

A une journée (à cheval) de Sétif, ville de travail, de culture et de spéculation, dans le lieu le plus secret et le plus âpre de la montagne, au fond d'une cuve surélevée, au pied de hauteurs abruptes, en plein dans le vent du nord, ou mieux dans un carrefour de courants d'air, la ville arbitraire, — l'antique Cuicul, une sorte de Font-Romeu ou de Saint-Gervais, dominant la plaine torride, — cachait, à 1 000 ou 1 200 mètres d'altitude, l'exigeant *farniente* qui ne voulait s'assurer qu'une seule chose, le « frais opaque ». Seule, après la Rome antique, l'Angleterre moderne a su réaliser un tel confort, un instant de repos si complet récompensant l'activité tropicale. Il ne s'agit pas ici de touristes ou d'alpinistes en mal de déplacement. Du tout : il s'agit d'un établissement durable fondé par des gens qui s'installent et tiennent. Ce sont des colons, des hommes d'affaires, des banquiers qui satisfont leurs caprices et qui ne se refusent rien, seigneurs romains, possesseurs de milliers d'arpents et d'esclaves, qui entendent avoir sous la main tout ce qui peut les distraire sans les fatiguer,

les amuser sans les réveiller, la religion, le théâtre, l'amour, la promenade en litière, la bonne chère, et « par-dessus tout » les longs sommeils respectés.

L'endroit est sévère, le site médiocre, tout remué et creusé par la volonté où l'on était de tirer parti de son étroitesse; nulle perspective d'ensemble; d'étroits ravins se tordant, s'enroulant les uns dans les autres, des déclivités rapides dominées par quelques hauteurs modestes se hissant sur une pente toute bossuée. Ajoutons que la ville était enterrée, lorsqu'elle fut découverte, sous une couche de dix ou douze mètres de sable, accumulée par les siècles, et que l'on a dû déchirer le linceul pour découvrir le squelette, si bien qu'il faut parcourir ce terrain, deux fois bouleversé, pour découvrir, l'un après l'autre, les restes épars de cet entassement de merveilles, pareil à une boîte à joujoux laissée là par des géants en fuite. Les deux civilisations qui se sont succédé en ces lieux, la païenne et la chrétienne, y ont duré à peine six ou huit siècles et, des deux, la chrétienne le plus longtemps. Qu'on juge de ce que fut, en un si étroit espace et en un temps si court, un tel gaspillage de construction et de destruction ! Et comment donner l'idée de cette profusion qui explosa soudain, se poursuivit dans un épanouissement rapide et s'abattit comme sidérée par une attaque frappant de congestion totale la civilisation romaine ?

Il y a des temples à profusion, temples dédiés aux dieux, à la famille impériale, aux familles particulières; et tous sont d'une élégance et d'un charme qu'envierait n'importe quelle célèbre survivance de l'antiquité. La grande époque où l'art romain atteignit ici la perfection dans un goût exquis, a érigé, sur un perron de vingt-six marches, ce temple de Vénus, rival de la Maison carrée dont les quatre colonnes du péristyle encore debout dessinent dans le ciel un quadrilatère parfait. Il y a, bien entendu, un Capitole, et il est colossal, avec ses colonnes de quatre mètres cinquante de tour; il y avait trois ou quatre forums avec des tribunes aux harangues, car comment le repos africain ne serait-il pas un long bavardage ? Et des thermes, et des fontaines, et de l'eau courante, et des commodités aux bras de marbre appuyés sur des griffes de lion; et des arcs de triomphe, — celui de Caracalla d'un modèle parfait, — et des marchés où abondaient les poissons, les viandes, les

primeurs de cette féconde Afrique. Le plus grand a été élevé par un certain Cosinius, Carthaginois, qui ne tarit pas sur ses propres mérites, sur sa fortune, sur sa générosité, tandis que sa piété reconnaissante dédie la bâtisse superbe à Mercure, dieu du commerce et dieu des voleurs. Les maisons de particuliers, intactes, beaucoup plus *lisibles* que celles de Pompéi, sont alignées, le long de rues pavées de marbre, avec leurs mosaïques, leurs peintures à peine effacées, leurs atriums, leurs fornix aveugles, tout ce qui pouvait assurer la volupté dans le silence. Les théâtres et amphithéâtres sont de proportions telles qu'il est impossible d'admettre que la population locale eût jamais suffi à les remplir. La vue sur l'amphithéâtre, qui épouse de sa forme classique le fond de la vallée, est surprenante. Sans doute on convoquait la province entière aux pompes et cortèges qui s'y déroulaient. Quelle est la ville de nos provinces qui pourrait offrir à ses plaisirs sportifs un palais de telles dimensions? La civilisation antique, ayant disparu, fut remplacée par l'âge chrétien; or, la truelle ne s'arrête pas; on construit toujours: ce sont des cryptes, des basiliques, des baptistères, des curies, de nouveaux marchés, de nouveaux forums, des sarcophages, des tombeaux; le tout pour se vider brusquement un jour. La ville perd soudain sa population, comme si la peste l'avait frappée; mais elle-même reste debout, intacte dans le site devenu désert, comme si elle attendait le retour de ses habitants qui ne reviendront jamais.

Donc, sur cette roche lointaine, tout était pierre, marbre, colonnes, balustres, revêtement. Pas un pouce de terre à nu; on se demande s'il y avait un jardin, un arbre: c'est, sur un sol de marbre et de mosaïques, une forêt de colonnes, un ombrage de toitures et de portiques, comme si l'homme entendait supprimer la nature et ne jouir de rien qui ne fût de sa main. Ville luisante et polie, silencieuse et claire, endormie sous un soleil torride jusqu'à l'heure où la chute du jour la réveille d'un coup de vent tombé de la montagne et lui rend, avec la nuit, la vie, la fraîcheur et la volupté.

Et nous parlons de colonisation!... Dans mille ans peut-être, Sétif, la ville du travail, qui a élevé jadis Cuicul la ville du repos, sera capable de se donner à elle-même une pareille banlieue; dans mille ans, peut-être, Sétif aura acquis un tel sens du confortable, du luxe, du nécessaire et du

superflu, et aura porté à ce degré de richesse, de goût et de prodigalité les fils de ses braves colons d'aujourd'hui qui ne sont pas encore, tant s'en faut, des seigneurs romains. Allons les voir, d'ailleurs : en route pour Sétif!

### *Sétif.*

Nous coucherons ce soir à Sétif et nous y resterons le temps nécessaire pour comparer le passé au présent et pour voir ce que, en les rapprochant, on peut augurer de l'avenir. Sétif est la ville moyenne par excellence, une ville modèle, comme on dit une ferme modèle ; ville de province, un peu de la province française en terre algérienne, bien assise dans son présent, très tranquille sur son devenir, mais qui, si on s'en rapporte à ce que fut jadis sa fille Cuicul, peut se permettre les plus hautes ambitions. J'ai regardé, écouté, interrogé et ce qui m'a été, de divers côtés, rapporté comme un fait acquis, c'est qu'à Sétif, depuis la conquête, la prospérité a été discontinue et toujours croissante.

Sétif a été reconnue, de bonne heure, par les organisateurs de notre établissement algérien, comme un centre de colonisation des plus intéressants. Les terres sont fertiles dans tout le circuit dont son marché est le centre ; la population indigène est sage, attachée au sol et, autant qu'on peut l'attendre d'elle, laborieuse. La paix s'est établie tout de suite et le calme a suivi naturellement. De mémoire d'homme, pas un incident grave ; tout marche sans grincement et sans heurt sous l'œil d'une administration attentive, bienveillante, discrète, sans police, et presque sans forces militaires : une discipline naturelle, souple, non contrainte ; parfois des cris, une querelle, mais qu'un « apéro » apaise. La ville, avec ses airs un peu passés, et « duc de Nemours », a franchi les premières difficultés ; sa vieille caserne s'endort dans un jardin fleuri ; son enceinte en plâtras s'écroule, défense inutile. On a conçu un projet d'urbanisme qui la remplacerait par un boulevard à la moderne avec places, squares, et on ferait ainsi de Sétif une vraie grande ville, au risque de troubler sa gentille quiétude.

La population se divise en trois groupes vivant côte à côte et en bonne harmonie, mais sans se confondre : les indigènes, les israélites et les européens.



— Les indigènes. Ils restent *des indigènes*, quels que soient leurs vêtements, leurs apparences, leur instruction. Les vieux sont immuables ; les « quarante ans » parlent le français et mettent le veston en gardant la chechia ; les jeunes savent lire et écrire en français par la fréquentation des écoles et parfois quittent la chechia, mais pour la reprendre ; l'acquis européen, en apparence satisfaisant, reste superficiel. L'âme, par son essence propre, est frappée d'une sorte d'inadaptation ; la différence des sangs et des électrons psychologiques s'oppose à des transformations hâtives. Le temps fera son œuvre. On m'a donné, cependant, une note assez frappante et qui marque un degré dans le sens de cette compréhension réciproque si désirable : récemment, il s'est fondé, dans la région, un groupement des indigènes ayant demandé et obtenu les droits civils français, environ quatre-vingts. Or, après mûre délibération, le groupe n'a pas cru devoir s'intituler *Union des naturalisés français*, ce qui eût supposé qu'ils étaient auparavant des étrangers ; il s'est qualifié : *Union des Indigènes français*. Cette nuance, caractéristique de la finesse dialectique de la race, indique aussi une intelligence nouvelle des droits abstraits conçus à l'européenne.

Cela dit, la masse indigène reste toujours, dans son fond, pareille à elle-même, non point hostile, mais *à part*. Des associations, plutôt secrètes qu'occultes, subsistent avec des marabouts, soit orthodoxes, soit dissidents. Nous les connaissons mal et les laissons à leurs méditations et à leurs prières. Il n'est pas sans profit, pourtant, de les approcher, de les comprendre : sujet de haut intérêt pour la psychologie raciale et pour l'art gouvernemental ; parmi les Français, ceux qui essaient de comprendre dans le respect et une mutuelle bonne foi ne sont nullement tenus à l'écart et obtiennent même parfois de bien précieuses confidences. Il faut compter avec ces forces et ne pas rester indifférent à un idéalisme qui a ses respectables origines dans la plus haute histoire du monde. La guerre, qui a fait beaucoup pour la discipline volontaire et pour l'union, n'en a pas moins porté de sérieuses atteintes au prestige de l'Européen. La race « supérieure » ne s'est pas toujours montrée à son avantage. On a comparé et on s'est tu. Mais la thèse de l'assimilation n'a pas gagné, tant s'en faut, à certains contacts trop intimes.



— L'élément israélite, toujours actif : commerçants, commissionnaires, prêteurs à la grosse ou à la petite semaine, est riche et s'enrichit de jour en jour. Il a, lui aussi, une vie à part et, jouissant des droits civils français, il vote en bloc dans un sens le plus souvent messianique. Qualités et défauts, il sait user de sa richesse; il est initiateur, organisateur. Un des chefs de la colonie juive est cité ici comme un modèle d'activité et de générosité pour les œuvres sociales et municipales. J'aurais voulu le voir, mais je n'ai pu rencontrer ce « bienfaiteur ».

— L'élément européen; au premier rang, les Français d'origine, mais qui, tous, sont unis, en somme, dans les mêmes traditions, les mêmes mœurs, le même idéal, le même labeur, sont les chefs naturels de la colonisation, et, par conséquent, les agents indéniables de la prospérité nouvelle. Les Français, moins nombreux qu'ils devraient et pourraient être, se divisent « à la française », dans les questions politiques, donnant ainsi une idée assez fausse de ce qu'ils sont en réalité, sérieux, laborieux, épargnants, modérés, sociables. Sans eux, tout retomberait au néant.

Dans la ville, dans le district, le colon gagne bien sa vie et s'enrichit. Encore une fois, il n'y a pas d'exemple d'une période de recul dans l'histoire française de Sétif. Les gains sont constants; la terre a pris et prend de jour en jour une valeur croissante. En cas de crise, les positions établies et même celles qui sont en voie d'établissement ont des raisons pour attendre et savent attendre. De très belles fortunes se sont accumulées, soit par le travail, soit par la spéculation. Tout ce qui sait travailler, tout ce qui veut travailler trouve sa place et sa récompense. Si la publicité algérienne était bien faite dans la métropole, ce ne seraient pas les colons qui manqueraient à l'Afrique du Nord. Je pourrais citer, à ce sujet, des exemples typiques, et un nombre de réussites remarquables. Encore faut-il que de telles entreprises soient l'objet de sages et lentes réflexions et qu'elles disposent de quelques ressources soigneusement ménagées au début. Mais, avant tout, ce qu'il faut, c'est la volonté énergique de travailler, d'endurer et de persévérer. Car il y a du dur. Un vieil Algérien me disait : « Un colon est un homme qui se lève à trois heures du matin. »

Quels sont les effets de la crise actuelle ? Assurément, ils se font moins sentir, jusqu'à présent, en Algérie que nulle part ailleurs. Cependant la viticulture, nerf de la prospérité algérienne, est inquiète de la position prise, aux élections récentes, par la viticulture du midi; les autres branches de la production agricole sont aussi sur le qui-vive. D'ailleurs, il me sera donné de voir les choses de plus près. Demain, c'est le grand marché de Sétif, et l'on m'y conduira. Accompagné d'un guide bienveillant et renseigné, j'aurai sous les yeux toute la contrée réunie autour de sa grande affaire, sur la vaste place où l'on vend et où l'on achète; et j'aurai devant moi le spectacle de la réalité rurale dans la vie collective. Plût aux dieux que mon voyage fût un tissu de pareilles journées!

Donc, rendez-vous le matin à sept heures, sur la place du marché... Peut-être 10 000 Arabes; parmi eux, 2 ou 300 Européens acheteurs ou vendeurs, surtout commissionnaires. On vend de tout; braderie où se rencontrent les vieilles chaussures éculées et les broderies de style, la défroque et les vêtements neufs, les nattes et les tapis, mais surtout les produits, les animaux et les outils de la terre, céréales, semences, instruments agricoles, engrais, chevaux, vaches, porcs, moutons, légumes, primeurs... Aujourd'hui foule énorme, mais trafic médiocre. La note est à l'attente. Les gens circulent, regardent, tâtant de la main le rable d'une bête, glissant les doigts dans la bouche d'un cheval; un serviteur fait trotter un bidet parmi la foule qui s'écarte. Ni cris, ni bousculade, ni marchandage bruyant : tout se passe en douceur sous un soleil limpide qui distribue sur la foule ballante des couleurs et des ombres d'aquarelle. Le mot d'ordre est : « voir venir ». A peine si des regards s'échangent, dérobés, à peine croisés. Une circulation constante où tous, sans s'arrêter, se dévisagent.

Ça tire. Les animaux sont peu demandés. Un marchand m'offre deux belles vaches hollandaises au pis magnifique, que j'aurais estimées chez nous 7 ou 8 000 francs la paire. On les aura pour 3 000. Un magnifique taureau, bien en chair, au poil noir luisant, le feu dans les narines, est acheté pour la boucherie 2 500 francs; il en vaut facilement le double. De même pour les chevaux; un cheval ordinaire, de ces gentils petits barbes un peu maigriots, 500 francs; un magnifique alezan, superbe, bête de luxe, 1 500 francs. Le marchand conclut : « Il n'y a

qu'à partir. On ne veut de rien. — Est-ce la crise? — Non; c'est l'attente. » La saison boude; on verra. « La Pâque des Juifs étant tardive cette année, tout est en retard. » Mais une chose qui indique que le fond n'est pas mauvais, c'est l'affluence des campagnards, les chiffres qui se prononcent à l'oreille et que je saisis au vol, la belle humeur de ceux qui, à la rencontre, sourient des yeux tout en laissant tomber les bras. Au café, les lèvres s'ouvrent et laissent glisser une confiance : « Quelques bonnes affaires, tout de même. Vous avez vu?... » Je n'ai rien vu ; car le commerce est tout secret. Ce que j'ai bien remarqué, c'est qu'on n'a pas dit un mot de politique, quoique l'Algérie soit, comme la France, en pleine période électorale. Sagesse qui, à ce qu'il me semble, donne une leçon à la métropole, si passionnée pour des mots. En somme, la grande affaire, pour le moment, c'est *les affaires*.

Revenons à l'histoire. Car je ne l'ai pas laissée dans les ruines de Djemila. Production, travail collectif, subsistances, céréales, chevaux, bœufs et moutons, n'est-ce pas de l'histoire au premier chef? Le reste est littérature.

La prospérité antique de Cuicul indique ce que pourrait être la colonisation de la région de Sétif dans un avenir certifié d'ailleurs par ce développement croissant qui n'a cessé de récompenser l'effort de la colonisation depuis la conquête. Cette terre pourrait porter sa valeur originelle au centuple. Je reviendrai sur le problème, mais je veux invoquer d'abord comme décisive, à mes yeux, la preuve qui ressort des deux journées passées ici : un coin inconnu de l'Afrique romaine a pu atteindre à un comble de richesse permettant la création d'une ville de plaisance comme Cuicul. Et nous n'avons dit ni les somptueuses villas semées dans la campagne et dont les restes subsistent, ni les organisations de routes et des moyens de transport que cette mobilisation des fortunes suppose, ni les trésors artistiques, ni les riches mobiliers devinés d'après les dallages et les mosaïques qui les supportaient, ni les futilités coûteuses dont les musées ont recueilli les reliques et qui prouvent cet enrichissement prodigieux qui, à la lettre, ne se refusait rien. Quoi qu'on en ait dit, l'Afrique n'était pas appelée sans raison « le grenier de Rome » ; elle suait le superluxe. Quand Paul Bourde, envoyé en Tunisie dès les premières années de notre établissement, y releva les milliers de moulins

à huile laissés par l'antiquité et qui autorisèrent l'effort qui, grâce à lui, a doté la Régence de la forêt d'oliviers qui obombre tout le sud, que faisait-il, sinon suivre les leçons de l'histoire ? A Téboursouk, le vaillant contrôleur civil, M. René Bréjean, qui est là depuis plus de vingt ans et qui a vu croître et gonfler la puissante mamelle agricole qu'est la vallée de la Medjerda, ne me disait-il pas qu'il y a, sur le territoire de son contrôle, quinze villes sous-jacentes au sol dont il a sondé les ruines et qui, une fois déblayées, apparaîtraient comme les égales de Dougga, que je visitais avec lui, de Tébessa, de Lambessa, de Timgad et enfin de cette Cuicul-Djemila qui, moins connue, m'a retenu, une parmi ses sœurs ?

Il faut conclure : l'expansion coloniale de la France en Afrique du nord, si je prends comme point de comparaison la grandeur de la province romaine, en est encore à l'état naissant. Le Maroc, qui double le champ de la colonisation et qui assure une sécurité désormais inviolable, est un type décisif d'organisation rapide et moderne qui va donner à toute l'Afrique française un nouvel élan. L'Algérie depuis cent ans, la Tunisie depuis cinquante ans, le Maroc depuis la guerre, sont lancés sur les mêmes voies et prendront à bref délai un essor qui dépasse toute prévision. La France sera grande par sa grandeur coloniale. Mais il faut, pour que de tels pronostics se réalisent, une méthode, une volonté, une persévérance, et, par dessus tout, une discrimination de nos grandes affaires qui sache mettre au premier rang, dans nos préoccupations politiques, économiques et sociales, l'empire total qui s'est élevé par l'effort des générations d'entre les deux guerres.

Mais, après avoir évoqué, en débutant, cette haute leçon d'histoire, je reviens à mon dessein qui était de rechercher, dans un rapide contact avec l'Algérie et la Tunisie actuelles, — en remontant à mes expériences et connaissances antérieures, — les données mieux précisées du problème colonial et le sens probable de ses futures solutions.

GABRIEL HANOTAUX.

(A suivre.)

---

## LES FIANÇAILLES DE L'IMPÉRATRICE

---

# LETTRES

## A LA DUCHESSE D'ALBE

*Au cours de recherches qu'il effectuait à Madrid, dans les archives de M. le duc d'Albe, un historien anglais, le très distingué M. Robert Sencourt, a retrouvé des lettres inédites de l'impératrice Eugénie à sa sœur la duchesse d'Albe. Ces lettres familières, écrites en hâte et sans aucun souci de style, à une sœur chérie, sont un document psychologique d'un vif intérêt, outre qu'elles révèlent des détails inconnus sur les fiançailles impériales. Nous exprimons notre gratitude à M. le duc d'Albe, qui a bien voulu donner à la Revue l'autorisation de reproduire ces lettres, ainsi que celle adressée par Napoléon III à la comtesse de Montijo pour lui demander la main de sa fille.*

Le comte Primoli ayant publié naguère ici même, une étude sur le mariage de Napoléon III (1), il semble inutile, pour éclairer les lettres qui suivent, de retracer les origines et la jeunesse de M<sup>lle</sup> de Montijo, comtesse de Teba.

Il suffit de rappeler que c'est dans l'hôtel, habité, 10 rue de Courcelles, par la princesse Mathilde, que la comtesse de Montijo et la comtesse de Teba, revenues à Paris, en 1849, au lendemain de la Révolution, furent présentées au Prince Président, et que Louis-Napoléon s'éprit de la jeune fille, alors âgée de vingt-trois ans. Ce n'est, toutefois, que trois ans

(1) Voyez la Revue du 1<sup>er</sup> novembre 1924, *Autour du mariage de l'Impératrice*, par le comte J.-N. Primoli. Voyez également *l'Impératrice Eugénie et sa cour*, par M. Octave Aubry, 1 vol. ill.; Flammarion, éditeur.

plus tard et après la proclamation de l'Empire, que Napoléon III, à la fin d'un bal donné aux Tuileries, en janvier 1853, et marqué par un incident pénible pour la jeune fille, se décida à lui offrir la couronne.

L'Empereur adressa alors à la comtesse de Montijo la lettre suivante, dont le comte Primoli, dans l'article auquel il a été fait allusion, déplorait la perte, et qui a été retrouvée au palais Liria, à Madrid, dans les archives du duc d'Albe, le plus proche parent de l'impératrice Eugénie, et l'héritier d'une grande partie de ses papiers.

Au Palais des Tuileries  
Le 15 janvier 1853.

Madame la Comtesse,

« Il y a longtemps que j'aime mademoiselle votre fille, et que je désire en faire ma femme. Je viens donc, aujourd'hui, vous demander sa main, car personne plus qu'elle n'est capable de faire mon bonheur, ni plus digne de porter une couronne. Je vous prierai, si vous y consentez, de ne pas ébruiter ce projet avant que nous ayons pris nos arrangements.

« Recevez, madame, l'assurance de mes sentiments de sincère amitié.

« NAPOLEON. »

Cette demande en mariage si simple et si directe trouvait tout naturellement sa place ici, comme une sorte de préface aux lettres qui suivent. Celles-ci sont adressées par la comtesse de Teba à sa sœur Francesca, — surnommée Paca dans sa famille, — qui était d'un an son aînée, et avait épousé, en 1844, le duc d'Albe. Elles sont rédigées en français, très hâtivement d'ailleurs, ce qui ne nuit en rien à leur intérêt, sinon à leur syntaxe. Sauf la dernière, elles ne sont malheureusement pas datées. Par deux fois, au cours de ces lettres, la comtesse de Teba passe du français à l'espagnol; l'élève de Mérimée, pressée par le temps, a repris tout naturellement sa langue maternelle.

ROBERT SENCOURT.

## LETTRES

[Janvier 1853].

Ma chère et bonne sœur,

Je veux être la première à t'annoncer mon mariage avec l'Empereur; il a été si noble, si généreux avec moi, il m'a montré tant d'affection que je suis encore toute émue; il a lutté et vaincu les ministres; le 15 février, il l'annonce à la Chambre (1) dans le discours de la Couronne, et le mariage est fixé au 1<sup>er</sup> mars. Il m'a dit qu'il serait heureux que tu vinsses, et même dès maintenant, ce qui me semble impossible, vu le peu de temps qui reste. Tu ne manqueras pas de venir en mai pour les fêtes (2).

Je ne peux te dire, ma sœur, combien je t'ai toujours chérie; le destin qui nous lia dès l'enfance, semble devoir nous séparer; mais j'espère que tu viendras parfois te réjouir de mon affection, qui sera toujours égale et sincère, comme je compte sur la tienne; car, si un jour la fortune nous est hostile, c'est vers toi que nous tournerons nos regards. Je te prie de ne rien dire pour l'instant, afin d'éviter des lettres anonymes et des ennuis de toute sorte.

Un baiser à Carlos, et dis à Maria que je lui réserve la parure de perles pour le premier bal auquel elle viendra assister (3).

Je t'envoie la copie de la lettre de S. M.

Ta sœur qui t'aime,

EUGÉNIE.

P.-S. — Aie la bonté de m'acheter deux éventails écarlates, les plus beaux que tu pourras découvrir et, si aucun ne te satisfait, pousse tes recherches jusqu'à Cadix. Cherches-en un autre de bois de santal à filigrane d'argent et un autre doré, mais ils devront avoir de longues tiges et les panneaux les plus élégants que tu pourras trouver. Le docteur Lucas te remboursera de ma part. Je voudrais aussi une élégante *moña*

(1) A partir d'ici, cette lettre et son post-scriptum sont en espagnol.

(2) M<sup>le</sup> de Montijo envisageait une cérémonie de couronnement.

(3) Carlos et Maria étaient les enfants de la duchesse d'Albe.

de femme andalouse, assortie à la robe bleue que la Reine m'a donnée. *Adios toros* (1)! Je voudrais ma *moña* dès qu'elle sera terminée, j'en ai besoin pour un bal costumé. Elle doit être très légère... et très jolie... Je suis assez sûre de ton goût pour savoir qu'elle sera parfaite. Envoyez-la par l'agence Cerrallos. Je te fais parvenir pour ton anniversaire un charmant manteau de M<sup>me</sup> Doucet, j'espère qu'il te plaira. Je suis très occupée. Adieu.

*Hermana Mia* (2),

J'arrive dans ce moment à l'Élysée, je n'ai pas eu un moment pour te dire l'émotion que j'éprouve. Tout ce moment est bien triste, je dis adieu à ma famille, à mon pays pour me consacrer exclusivement à l'homme qui m'a aimée au point de m'élever jusqu'à son trône. Je l'aime. C'est une grande garantie pour notre bonheur; il est noble de cœur et dévoué; il faut le connaître dans sa vie intime pour savoir à quel point il faut l'estimer. Son discours a produit un effet magique parce qu'il parle au peuple et au cœur, deux choses qu'on n'invoque jamais inutilement en France. Aujourd'hui, je regarde encore avec effroi la responsabilité qui va peser sur moi et cependant j'accomplis ma destinée; je tremble non de peur des assassins, mais de paraître moindre dans l'histoire que Blanche de Castille et Anne d'Autriche. J'envoie le discours de Louis-Napoléon. Je suis sûre qu'il te plaira.

Adieu, aujourd'hui c'est pour la première fois qu'on a crié « vive l'Impératrice ». Dieu veuille que ça ne change jamais, mais l'adversité me trouvera plus ferme et courageuse que la prospérité.

Ta sœur qui t'aime,

EUGÉNIE.

P.-S. — Je n'ai pas osé télégraphier à James (3) de venir, pour ne pas le déranger, mais il me manquerait beaucoup le 30, jour de la cérémonie. Je ne t'ai pas envoyé cette lettre,

(1) Locution espagnole qui équivaut à peu près à « Adieu paniers, les vendanges sont faites! »

(2) Ma chère sœur; le reste de la lettre est en français.

(3) James : le duc d'Albe, beau-frère de la future Impératrice.



l'ayant oubliée sur ma table. Je te prie d'annoncer mon mariage à mes amis. Et aussi à Favian; rappelle-lui que je n'oublie pas qu'il m'avait promis une couronne de fleurs et que je n'en porterai aucune, puisque je ne puis porter la sienne (1).

Chère sœur,

A la veille de monter sur un des plus grands trônes d'Europe, je ne puis me défendre d'une certaine terreur: la responsabilité est immense, le bien comme le mal me sera souvent attribué. Je n'ai jamais eu d'ambition et cependant mon destin m'a entraînée sur le haut d'une pente dont un rien vous précipite; mais je ne suis pas montée d'assez bas pour en avoir le vertige. Deux choses me protégeront, je l'espère: la foi que j'ai en Dieu et l'immense désir que j'ai d'aider à des malheureuses classes dénuées de tout, même d'ouvrage. Si le doigt de la Providence m'a marqué une place si élevée, c'est pour servir de médiatrice entre ceux qui souffrent et celui qui peut y porter remède. Aussi j'ai accepté ces grandeurs comme une mission divine, et en même temps je remercie Dieu d'avoir mis sur mon chemin un cœur aussi noble et aussi dévoué que celui de l'Empereur.

J'ai bien souffert dans ma vie, la foi du bonheur était presque éteinte; eh bien, à présent je crois en lui. J'étais si peu habituée à être aimée! ma vie à moi était un grand désert; seule je vivais et quand par hasard, lasse de cette vie, je tâchais d'avoir une affection quelconque, on m'aimait par secousse, et je n'en sortais que fatiguée. Celui-ci est un homme d'une force de volonté irrésistible, sans être de l'entêtement, capable des grands et des plus petits sacrifices: il irait chercher une fleur dans les bois une nuit d'hiver, s'arrachant au feu pour aller se mouiller pour satisfaire le caprice d'une femme aimée. Le lendemain il exposait sa couronne plutôt que de ne pas la partager avec moi. Rien ne lui coûte. Il joue toujours son avenir sur une carte: c'est pour ça qu'il gagne toujours.

Je me souviens à présent quand Pepa (2) me disait, un jour

(1) Ce post-scriptum est en espagnol.

(2) Pepa, camériste espagnole de M<sup>lle</sup> de Montijo, qui devait épouser plus tard le capitaine Pollet.

qu'on parlait politique : « Les femmes sont pour tricoter les bas. » Je savais bien que je n'étais pas destinée à ça ; je sentais en moi un autre métier. J'ai le pressentiment que je pourrais être utile à mon pays ; quoique moitié française à présent, je ne puis jamais oublier les leçons de mon enfance et où est enterré mon pauvre père. Bientôt je serai seule ici, sans amis ; toutes les destinées ont leur côté triste ; par exemple, moi qui étais folle à la seule idée de liberté, j'enchaîne ma vie : jamais seule, jamais libre, toute une étiquette de cour dont je serai la principale victime, mais ma croyance sur le fatalisme est chaque fois plus convaincue.

Il est arrivé quelque chose de bien extraordinaire et qui laisse libre cours aux superstitions. Lors du mariage de Joséphine avec Napoléon, un savant de leurs amis rapporta d'Amérique une plante appelée Pageria. Cette année-là elle a fleuri et depuis lors, dans tout ce long espace d'années, elle n'a jamais été en fleurs ; cette année elle a refleur, comme pour annoncer la nouvelle ère des Bonapartes.

Avec tout ça, chère amie, je ne te dis pas que le 30 la cérémonie du mariage aura lieu en grande pompe à Notre-Dame ; les carrosses sont superbes, et nous aurons huit chevaux ; enfin je te donnerai des détails après que ça sera passé. Tout ce que je peux te dire c'est que mon cœur bat bien fort quand je songe à cette grande distance qu'il faut parcourir, mais tu peux être tranquille, car il n'y a pas de probabilité qu'il y a rien et pour ton repos je te ferai dire par le télégraphe les nouvelles aussitôt rentrée aux Tuileries. C'est pour moi un grand chagrin de ne pas t'avoir eue dans cette occasion, mais je compte décidément sur toi au mois de mai pour voir le couronnement. C'est des affaires d'État qui ont fait avancer mon mariage de tout un mois, et c'est ce qui m'empêche de compter sur vous.

Adieu, chère et bonne sœur ; c'est probablement la dernière lettre que je t'écirai avant le 30, car je suis tellement occupée que je suis obligée de prendre le temps pour écrire sur mon sommeil.

Adieu, viens me voir, je t'en prie.

Ta sœur qui t'aime,

EUGÉNIE.

30 janvier 1853.

Hier au soir je me suis mariée civilement et dans deux heures je vais à l'église ; aussi je suis bien pressée, mais je ne veux pas que tu puisses penser que je t'oublie même dans ce moment.

La cérémonie d'hier était superbe, mais j'ai manqué de me trouver mal avant d'entrer dans le salon où nous avons signé : je ne puis te peindre, chère sœur, tout ce que j'ai souffert pendant trois quarts d'heure, assise sur un trône un peu élevé, avec tout le monde en face ; aussi j'étais plus pâle que les jasmins que j'avais sur la tête. Ma robe, c'était le beau volant pareil au tien en rose ; j'ai pensé t'envoyer les gants que j'avais, car j'ai précieusement gardé les tiens et je te suppose la même religion des souvenirs. Depuis hier on me donne le titre de majesté : il me semble que nous jouons la comédie. Juan Silva est venu de Bruxelles exprès pour mon mariage : il m'a fait souvenir du « changement de main » que nous avions joué chez toi. Quand je faisais mon rôle d'impératrice, je ne savais pas que je le jouerais nature.

Adieu, chère sœur, mon dernier souvenir de jeune fille est encore pour toi, je vais m'habiller pour partir.

Je t'aime, toute à toi.

EUGÉNIE.

---

## SILHOUETTES ÉTRANGÈRES

---

### M. DINO GRANDI

Député au Parlement à vingt-six ans, sous-secrétaire d'Etat à trente, ministre des Affaires étrangères à trente-quatre, M. Dino Grandi, qui en compte aujourd'hui trente-sept, a une belle carrière derrière lui. Que penser de celle que lui réserve l'avenir ?

Comme Benito Mussolini, Dino Grandi est Romagnol. Ses parents, plus près du peuple que de la bourgeoisie, possédaient et exploitaient eux-mêmes une petite terre à Mordano, non loin d'Imola. C'est là que l'enfant fut élevé. A cette époque, en Romagne, les paysans étaient ou socialistes ou républicains. Le socialisme recrutait surtout ses adeptes parmi les *braccianti* (ouvriers agricoles) ; au contraire, les *contadini* (fermiers) et les petits propriétaires militaient pour la plupart dans les rangs républicains. Mais il s'agissait d'une république idéale, celle de Mazzini ; et, au cours des luttes politiques, violentes en ce pays de violents, il était bien moins question de la forme du gouvernement que du régime de la propriété.

Dino Grandi avait quinze ans lorsque, en 1910, éclata le conflit qui mit aux prises *contadini* et *braccianti*. Les partisans de l'exploitation collective livrèrent, dans toute la Romagne, un furieux assaut contre la propriété individuelle et ses défenseurs. Des deux côtés, les passions étaient ardentes. Dans chaque ville, dans chaque bourg, le parti le plus fort exerçait sur l'autre une véritable tyrannie, dont la forme la plus cruelle était le boycottage. Les boycottés se voyaient privés, non seulement de travail, mais de vivres ; devant eux, les boutiques se fermaient et le boulanger refu-

sait de cuire leur pain. Les victimes exaspérées se vengeaient comme elles pouvaient ; dans les rues, aux champs, on échangeait des coups de couteau et des coups de fusil. A Ravenne, à Voltana, à Dozza, il y eut de vraies batailles, avec morts et blessés. Le gouvernement dut envoyer et maintenir en Romagne, pendant plusieurs mois, outre des forces de police considérables, un corps d'occupation de 15 000 hommes. Il parvint, non sans peine, à contenir en de certaines limites le mouvement révolutionnaire, mais ne réussit point à empêcher que les pires violences ne fussent exercées contre la propriété et contre les personnes.

Les parents de Dino étaient républicains, c'est-à-dire anti-socialistes et patriotes. Ils élevaient le jeune homme dans le culte de Mazzini et des grands Italiens du *Risorgimento*. L'impression que laissèrent en son esprit, naturellement calme et réfléchi, les troubles et les violences de la lutte agraire en Romagne, aurait pu tout aussi bien l'attirer vers la politique ou l'en détourner à jamais. D'autres événements, d'une portée plus grave, devaient bientôt donner à sa jeunesse l'orientation décisive. Au mois d'août 1914, éclatait la guerre européenne ; quelques mois après, la question se posait pour l'Italie, de savoir si elle pouvait demeurer plus longtemps hors du conflit, ou si ses traditions, comme ses intérêts, ne lui faisaient pas un devoir de prendre parti, contre d'injustes agresseurs, pour les peuples qui défendaient, avec leur indépendance, la cause du droit et de la liberté.

Dino Grandi fut, dans sa province, un des premiers et des plus ardents partisans de l'intervention. Dès que celle-ci fut décidée, il courut s'engager dans le sixième régiment d'alpins ; il n'en sortit qu'à l'armistice. Les étoiles de capitaine, une médaille d'argent, une de bronze, deux citations attestent la vaillance de l'engagé volontaire. Sur les circonstances qui lui valurent ces témoignages glorieux, vous n'obtiendrez de Grandi nulle confidence ; mais il vous racontera volontiers les premières épreuves qu'infligèrent à sa réserve silencieuse, à sa paradoxale sobriété, les « diables de montagnards piémontais » avec qui il faisait campagne, et pour qui parler haut et boire sec représentaient deux qualités essentielles du parfait Alpin.

La guerre terminée, le jeune capitaine rentre chez ses

parents. Il veut achever ses études de droit et devenir *penalista*, c'est-à-dire avocat spécialisé dans les causes criminelles. Cette carrière, illustrée par quelques hommes de talent, tentait alors beaucoup de jeunes Romagnols. Tous les jours, Dino Grandi enfourchait sa bicyclette, pour aller de Mordano à Imola, où un avocat réputé l'avait accepté comme secrétaire.

Ceux qui ont vécu en Italie les premières années de l'après-guerre n'oublieront jamais le spectacle de désarroi moral et de bouleversement social qu'offrit alors une nation victorieuse, mais inconsciente des grands résultats de sa victoire. Le peuple italien sortait de la guerre plus intimement, plus solidement uni qu'il n'y était entré; il avait vu s'effondrer sous son magnifique effort l'ennemi héréditaire, l'empire des Habsbourg; il avait élargi ses frontières et rendu à la patrie les deux villes captives, Trente et Trieste. Mais le peuple italien oubliait tous ces succès, pour ne retenir que les échecs: réalisation incomplète des promesses faites par les Alliés à l'Italie au moment de son entrée dans la guerre, déceptions éprouvées et amèrement ressenties au cours des pourparlers de paix. A cela s'ajoutaient, chez les paysans et les ouvriers, d'autres raisons de mécontentement et de colère: les uns réclamaient la terre qu'on leur avait promise, les autres exigeaient la socialisation des entreprises. Ouvriers et paysans se dressaient ensemble contre la propriété, contre l'État bourgeois, contre l'armée chargée de défendre un ordre de choses qu'ils voulaient abolir, enfin contre la guerre que les bourgeois, disaient-ils, avaient imposée et dont le peuple n'avait connu que les misères et les sacrifices.

Dans les rues des villes, on insultait les soldats, on huait les drapeaux, les officiers n'osaient plus sortir en uniforme. Dans les campagnes, on pillait les villas, les maisons des riches, en attendant le partage des terres et la révolution. En Romagne, comme toujours, les esprits étaient particulièrement excités. Quelques ouvriers agricoles, qui croisaient chaque jour Dino Grandi sur la route d'Imola, avaient observé que le jeune homme portait à sa boutonnière le ruban de la médaille *al valor militare*. Ils l'avertirent que, s'il continuait de porter cet insigne, on lui ferait un mauvais parti. Grandi n'ôta point son ruban. Un soir qu'il rentrait à Mordano, on l'attaqua sur la route à coups de revolver. Il eut la chance de n'être pas

atteint et de trouver asile dans une ferme voisine, où il attendit la tombée de la nuit. Le lendemain, il allait à Bologne s'inscrire au *Fascio*. M. Grandi aime à rappeler comment son entrée dans la lutte politique fut la conséquence de cet attentat manqué. Dès lors, il tourne le dos à la basoche et se donne à l'action.

\* \* \*

Le fascisme, à sa naissance, réunissait des éléments assez différents : républicains patriotes, qu'alarmaient les progrès du mouvement communiste et internationaliste ; propriétaires et bourgeois en quête d'une protection contre la menace révolutionnaire ; socialistes déçus par l'attitude équivoque de leurs chefs ; anciens combattants indignés de voir le gouvernement pactiser avec l'anarchie et trahir l'idée pour laquelle ils avaient lutté et souffert. Dino Grandi aperçut dans le fascisme une forme nouvelle de cette foi mazzinienne dans laquelle on avait instruit sa jeunesse. L'action entreprise par Mussolini, n'était-ce pas, avant tout, un effort pour associer plus étroitement les masses populaires à l'État, à la patrie, à la vie nationale ?

Plusieurs siècles de domination étrangère avaient fait de l'État, pour les Italiens, l'ennemi : entre leur intérêt et le sien il n'y avait pas accord, mais antagonisme. Une lutte, tantôt sourde, tantôt déclarée, mettait aux prises nation et gouvernement. En libérant l'Italie du joug étranger, le *Risorgimento* ne sut point l'affranchir d'un état d'esprit traditionnel : l'œuvre de rédemption avait été le fait d'un petit nombre, d'une aristocratie : le peuple ne s'y était pas associé. Plus tard le mouvement socialiste devait traduire, beaucoup moins la foi dans le marxisme, doctrine peu accessible au génie italien, que l'aspiration croissante des masses ouvrières et paysannes à participer à la vie de l'État. Peut-être a-t-on voulu voir trop exclusivement dans le fascisme une nouvelle forme de la résistance bourgeoise contre les excès du syndicalisme ou la menace du communisme bolchéviste. Le mouvement créé par Mussolini s'est appuyé sur cette volonté de résistance ; mais il a surtout puisé sa force dans une nouvelle conception de l'État, propre à réconcilier État et nation, à identifier avec l'État le peuple italien tout entier.

Dino Grandi se fit, dans sa province, l'apôtre de cette foi nouvelle ; grâce à ses efforts, le mouvement fasciste fit de rapides conquêtes dans une province où le bolchévisme avait cru pouvoir s'installer en maître. Au cours des trois premiers mois de 1921, on vit près de cent mille ouvriers agricoles de Romagne et d'Émilie abandonner les ligues rouges pour entrer dans les associations du *Fascio*. C'est le moment qu'avait choisi M. Giolitti pour dissoudre la Chambre et procéder à de nouvelles élections ; en accouplant sur les listes gouvernementales les noms de quelques candidats fascistes à ceux de ses amis, le vieil homme d'État se flattait de pouvoir transformer ces révolutionnaires en artisans de sa propre victoire. Les électeurs de Milan envoyèrent Mussolini à Montecitorio ; ceux de Bologne y envoyèrent Dino Grandi, qui fut, après Bottai, aujourd'hui ministre des Corporations, le plus jeune député de cette législature. La nouvelle Chambre répondait si peu aux calculs de M. Giolitti, qu'au mois de juillet 1921, le gouvernement qu'il présidait prit le parti de se retirer. Un mois après, c'était le Congrès de Rome : les *Fasci di combattimento* cessaient d'être une simple organisation, pour devenir un parti politique. M. Grandi est nommé secrétaire du groupe parlementaire fasciste et membre de la direction du parti ; il a vingt-six ans.

Durant la période qui s'écoule entre le congrès et la marche sur Rome, Dino Grandi redouble d'activité ; aux côtés de Mussolini, il prépare la « révolution ». Dans les journées des 27 à 30 octobre 1922, son rôle est à peu près celui d'un chef d'état-major. Lorsque les *chemises noires* ont occupé la capitale et que Mussolini a reçu du roi la mission de former un gouvernement, ce n'est pas à Rome qu'on trouve Grandi, mais à Genève, à la Conférence internationale du Travail, où le Duce l'a chargé de représenter ces « syndicats nationaux », qui sont, en grande partie, l'œuvre du jeune Romagnol et qui portent en eux le germe d'une des créations fascistes les plus originales : l'État corporatif.

Réélu député en 1924, il remplit quelque temps les fonctions de vice-président de la Chambre, puis entre dans le cabinet comme sous-secrétaire d'État à l'Intérieur. Dès lors sa collaboration avec Mussolini devient de plus en plus intime. Rarement on a rencontré dans la vie politique accord plus parfait



entre deux intelligences, entre deux volontés. Lorsque, par la suite, Arnaldo Mussolini, le frère du *Duce*, écrira une préface aux discours parlementaires de M. Grandi, le titre qui viendra naturellement sous sa plume est celui de *Il Discepolo*, le disciple. Et M. Grandi de lui répondre : « Disciple je suis et m'efforcerai d'être toujours, en toute simplicité, mais avec toutes les forces de mon esprit, selon mon habitude. » En 1923, M. Mussolini lui confie le sous-secrétariat des Affaires étrangères et, quatre ans plus tard, la direction même d'un ministère qu'il s'était longtemps réservé. Depuis 1929, la politique extérieure du gouvernement fasciste est confiée à l'initiative de M. Grandi, conduite selon sa méthode et sous sa responsabilité.



Les circonstances d'une vie aussi singulière ont développé prématurément en M. Grandi quelques aptitudes qui, d'ordinaire, ne se réalisent pleinement qu'à un âge plus avancé : autorité, puissance de réflexion, patience et persévérance dans l'action. Mais elles ont laissé intactes les deux qualités dont le mélange constitue à notre avis la marque distinctive de son caractère : ce Romagnol unit l'idéalisme d'un apôtre au bon sens d'un paysan. Nous avons appris sans étonnement qu'un oncle de Grandi fut missionnaire et passa le meilleur de sa vie à évangéliser les Patagons. On retrouve chez le neveu cette ardeur simple, cette conviction tranquille qui, mieux que la subtilité et l'éloquence, assurent le triomphe de l'idée.

Au physique, nous l'avons retrouvé à Genève en 1932 tel que nous l'avions vu à Rome, en 1924, dans les couloirs de Montecitorio. Grand et mince, il a gardé la silhouette et même un peu l'allure du chasseur alpin. Des traits réguliers, mais sans finesse, un teint foncé, de grands yeux sombres qui, même derrière les lunettes, vous regardent bien en face. Mais la barbe inculte, qui donnait au jeune député quelque ressemblance avec le paysan du Danube, est aujourd'hui soumise à une coupe plus banale, à une discipline plus régulière. Comment contenter tout le monde ? Depuis que M. Grandi porte une barbiche taillée en pointe, les journalistes allemands trouvent qu'il ressemble à Don Juan. Nous avouons

ne voir en lui rien de commun avec le « grand seigneur méchant homme ». Les manières du ministre italien sont simples et affables ; son regard, comme sa voix, est empreint de décision et de franchise. Dans la manière de parler, accentuée et un peu lente, il reste quelque chose de ce que nous appelons en France l'air de province.

Avant d'être ministre des Affaires étrangères, M. Grandi avait pris contact avec plusieurs pays d'Europe et d'Amérique au cours de voyages rapides, mais fructueux. Depuis deux ans, il a eu l'occasion d'étendre et d'approfondir son expérience. Au mois de janvier 1930, c'est lui qui représente l'Italie à la Conférence navale de Londres. En octobre 1931, il va rendre à Berlin la visite que le chancelier du Reich avait faite à Rome à M. Mussolini. Un mois après, il s'embarque pour New-York et passe deux semaines aux États-Unis. Les messages qu'il adresse, les discours qu'il prononce au cours de ce voyage révèlent assez clairement sa méthode de travail et d'observation. Jamais il ne se donne l'air de connaître ce qu'il ignore ; mais il feint parfois d'ignorer ce qu'il voudrait connaître mieux. A côté des conversations officielles où, pour l'ordinaire, les hommes d'État responsables ne prononcent pas plus de mots qu'il n'en faut, le ministre italien se ménage des entretiens plus familiers avec des hommes d'affaires, des industriels, des professeurs. En leur parlant librement, il les induit eux-mêmes en libres discours.

C'est aux universitaires de *Columbia* qu'il fait cette confidence : « Je ne suis jamais entré dans une université sans un profond sentiment de respect, et je n'en suis jamais sorti sans nostalgie. J'appartiens à une génération qui a dû partager sa jeunesse entre l'école et la tranchée. Quand la guerre éclata, j'étais étudiant à Bologne. Je ramassai mes livres et partis sur les Alpes. J'ai fait une partie de mes études dans les intervalles laissés entre deux périodes de combat. Quand la guerre fut finie, ma première jeunesse était finie aussi. J'emportais la satisfaction d'avoir servi mon pays, et le regret de cette école, que j'avais approchée sans pouvoir en profiter à loisir. Deux sentiments que les années n'ont fait que rendre plus vifs. »

Parlant à l'hôtel Ritz, à New-York, devant un auditoire

où se trouvent mêlées toutes les classes et toutes les professions, il développe une idée qui lui est chère : c'est que les problèmes de la politique internationale, loin d'être une matière réservée aux spécialistes, intéressent les nations tout entières, doivent être aperçus et compris de tous. « Nous assistons heureusement à la décadence du préjugé selon lequel les relations internationales concerneraient exclusivement, ou du moins singulièrement, quelques groupes sociaux, comme les banquiers, les armateurs, les négociants, et en conséquence feraient partie des intérêts de la classe dite capitaliste. Les doctrines qui entretenaient cette opinion devaient fatalement aboutir à cette autre idée que les seules relations internationales auxquelles les classes ouvrières peuvent s'intéresser étaient celles qui s'établissent en vue de la lutte commune contre le régime capitaliste. Idée nettement anti-éducative, qui tend à rendre les classes travailleuses indifférentes aux rapports réels entre nations, pour diriger toute leur attention vers les idéologies révolutionnaires. Rien n'a été, rien n'est plus dommageable à la cause de la bonne entente internationale. »

Prêcher la haine sociale sous prétexte d'internationalisme, c'est, au sentiment de M. Grandi, nuire tout autant à la coopération entre les peuples qu'à la coopération des classes au sein de chaque nation. Mettre fin à la guerre des peuples, mettre fin à la lutte des classes, les deux problèmes sont solidaires ; ils ne seront résolus qu'en fonction l'un de l'autre. Et voilà par où le diplomate rejoint l'homme politique et l'apôtre de la doctrine fasciste. Plus directement associées à la vie de l'État, plus étroitement solidaires des grands intérêts nationaux, les masses populaires s'orienteront vers un idéal de coopération internationale, dont la coopération de toutes les classes sociales à l'intérieur de chaque État leur apparaîtra comme le postulat nécessaire.

Dans l'organisation ainsi conçue, la plus humble fonction, publique ou privée, revêt une importance et une dignité nouvelles. On remarque en M. Grandi la préoccupation de former autour de lui des équipes capables de préparer le travail et d'étudier minutieusement le détail des grandes affaires. Voici en quels termes il s'expliquait naguère au Sénat sur ce sujet : « Le chef du gouvernement, au cours des sept années que j'ai

passées à ses côtés, m'a appris à aimer profondément l'administration, et à faire tout le possible pour en améliorer le fonctionnement. Il faut que les moyens et les instruments de notre politique extérieure soient, — par l'organisation, par la préparation, comme par l'esprit qui les anime, — au niveau de la grande tâche à remplir. »

Cette politique extérieure de l'Italie, M. Grandi, depuis qu'il la dirige, a eu maintes occasions de la définir. On retrouve, dans l'idée qu'il s'en fait, plusieurs traits essentiels de son propre caractère. D'abord, le souci, la volonté de parfaite indépendance. « Quelques observateurs de notre politique étrangère, — disait-il dans un discours récent, — tombent parfois dans l'erreur de croire qu'elle doit nécessairement être associée à celle tantôt d'une Puissance, tantôt d'une autre. Cette conception est pour le moins arriérée, eu égard au chemin que l'Italie a parcouru. Nous poursuivons tranquillement, opiniâtrément *notre route*; et si parfois elle rencontre celle d'autrui, ce n'est point qu'elle ait dévié, mais simplement qu'il se trouve que d'autres marchent à nos côtés. Chaque fois que se révèlent de telles coïncidences, nous en sommes heureux; mais elles laissent notre action absolument libre. De cette liberté, que le fascisme a donnée à la politique de l'Italie, nous sommes et nous resterons les gardiens jaloux... Nous avons le cœur jeune, l'esprit neuf; mais la route est vieille. Elle nous a été tracée, en dix siècles d'histoire, par la politique infaillible de nos rois. Droite, patiente, égale dans la bonne et dans la mauvaise fortune, elle est toujours arrivée au but. »

On voit que M. Grandi ne craint point de faire remonter les traditions de la politique italienne jusqu'aux plus lointaines origines, jusqu'aux premiers comtes de Savoie. Ce révolutionnaire est, comme il l'avoue lui-même, « sincèrement et résolument conservateur ». L'esprit qui a déterminé certains traits de l'État corporatif, en adaptant aux besoins nouveaux des formes traditionnelles, apparaît encore dans la façon d'envisager les relations de l'Italie avec les autres Puissances, dans l'attitude de réserve un peu défiante prise à l'égard de la Société des nations, comme aussi dans l'attention particulière accordée aux problèmes de cette Méditerranée orientale, vers laquelle l'Italie a toujours dirigé ses regards.

Que M. Grandi désire sincèrement une bonne entente entre la France et l'Italie, nous n'en doutons pas un instant. Profondément latin, très sensible, comme M. Mussolini, aux affinités de race, le ministre italien des Affaires étrangères a une vision trop claire des intérêts de son pays pour ne point chercher à les accorder avec les nôtres. Cependant, — à quoi bon le dissimuler? — Dino Grandi partage les rancunes de sa génération à l'égard d'une Puissance qui passe pour avoir frustré l'Italie de quelques-uns des bénéfices de sa victoire. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si ce grief est fondé; il suffit de constater la force et la durée des sentiments qu'il inspire. Les Italiens de l'âge de M. Grandi ne nous ont pas encore pardonné d'avoir exclu leur pays du partage de l'empire ottoman et de celui des colonies allemandes.

\* \* \*

A vrai dire, il n'est pas de nation victorieuse pour qui la victoire n'ait été décevante. Mais tandis que chez d'autres la déception ne fut ressentie que peu à peu et au bout d'un certain temps, en Italie elle éclata, violente et amère, dès le lendemain du triomphe. Dix années d'ordre et de progrès intérieur ne l'ont point adoucie. Pas une démarche, pas un discours où elle n'apparaisse, où elle ne s'exprime. Rendons à M. Grandi cette justice, qu'en se faisant l'écho d'un sentiment si vif et si répandu, il n'a jamais manqué ni de courtoisie, ni de mesure. Néanmoins, qu'il s'agisse des réparations ou du désarmement, de l'organisation danubienne ou de la question des mandats, nous sommes bien obligés de constater que les thèses soutenues avec autant de conviction que de talent par le représentant du gouvernement italien s'opposent aux nôtres plus souvent qu'elles ne s'y rallient. Tel discours récent de M. Grandi, soit à Genève, soit au Sénat de Rome, a soulevé chez nous des critiques et des objections justifiées.

Le ministre italien des Affaires étrangères y aura trouvé moins sujet d'étonnement que de réflexion : il n'est pas de ceux qui s'indignent d'être contredits. Toute discussion publique ou privée semble être pour lui, plutôt qu'un prétexte à briller, une occasion de s'instruire. La sympathie qui l'entoure à Genève, l'autorité qu'il y a rapidement acquise

s'expliquent peut-être autant par cette modération, — ou, comme on disait autrefois, cette modestie, — que par la qualité de son jugement. Et M. Grandi doit encore une partie de son succès à cette bonne humeur qui jaillit tout naturellement de sa jeunesse. A Genève, au cours d'un banquet, qui aurait dû être joyeux, mais où quelques délégués, trop préoccupés de leur mission, étaient en train d'oublier qu'ils n'étaient plus que des convives, M. Grandi se leva et dit : « Je revendique, messieurs, pour l'Italie, l'honneur d'avoir, la première, entre les nations du monde, ouvert la voie à la réduction des effectifs et à la parité des armements. Les trois Horaces et les trois Curiaces, substitués par la commune volonté des chefs à deux armées rangées en bataille, n'avaient chacun qu'un glaive et qu'un bouclier. »

Après cela, s'il se trouve encore des gens pour prétendre que depuis ces temps lointains, l'humanité a fait des progrès, je veux qu'on les envoie apprendre l'histoire romaine chez M. Grandi.

VERAX.

L'é  
veni  
c'est  
plut  
D  
non  
S  
grén  
moi  
lettr  
veut  
tem  
A  
ces  
aut  
nob  
dit  
enn  
sur  
C  
être  
lari  
san  
L  
l'en  
très  
un

---

## LES DEUX VISAGES DE L'ENNUI

L'ÉTYMOLOGIE du mot ennui est des plus obscures. Littré, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une hypothèse, fait venir le mot ennui de deux mots latins, *in odio*, en haine, c'est-à-dire désagréable. Mais je proposerais de le rattacher plutôt à *in noxia*, en nuisance.

D'ailleurs, peu importe d'où vient le mot. Nous le comprenons tous fort bien. Nous savons qu'il a deux sens différents.

Souvent il signifie un sentiment pénible causé par un désagrément plus ou moins léger, par une contrariété plus ou moins passagère. Ainsi, c'est un ennui que de recevoir une lettre peu amène, ou d'apprendre qu'une personne à qui on veut demander un grand service s'est absentée pour longtemps, ou de méditer une visite à son dentiste.

A vrai dire, le mot ennui ne s'applique pas seulement à ces petits événements pénibles. Il est aussi, surtout par les auteurs tragiques du *xvii<sup>e</sup>* siècle, pris dans un sens plus noble. Iphigénie, parlant à son père qui veut l'immoler, lui dit : *Si d'une mère en pleurs vous plaignez les ennuis !* Terribles ennuis pour Clytemnestre que de voir sa fille égorgée, même sur un autel sacré !

On dit encore couramment aujourd'hui, sans d'ailleurs en être très affecté : *les ennuis du pouvoir*, *les ennuis de la popularité*. Ceux qui ont le pouvoir ou la popularité, se résignent sans effort à ces ennuis-là.

Mais je ne m'occuperai pas ici, dans ces brèves notes, de l'ennui désagréement, je le prendrai dans un tout autre sens, très usuel aussi. Nous appelons ennui un état d'âme spécial, un sentiment que tout le monde, hélas ! connaît trop bien, et

qu'il est à peine besoin de préciser davantage. Avoir un ennui, et s'ennuyer, ce n'est pas du tout la même chose.

On s'ennuie quand on n'a plus rien à faire, et que, désœuvré, on attend, ou quand on ne prend aucun intérêt à ce qui se passe alentour, ou quand on est plongé dans une besogne fastidieuse, monotone. Cet état de vide intellectuel est une sensation peu agréable. N'insistons pas. Il y a des mots tellement clairs qu'on les obscurcit quand on cherche à les analyser.

Tout le monde me comprendra si je dis : *il y a des livres ennuyeux et des gens ennuyeux*. Et si j'ajoute : *les livres ennuyeux ne sont pas à redouter!*

**L**ES heures dans les horloges et les montres s'écoulent avec le même inexorable rythme, mais elles ne nous paraissent pas fuir avec une rapidité égale. La durée que nous leur attribuons dépend de l'agrément ou de la peine qui les accompagnent. Quand on s'amuse, le temps passe vite. Il semble figé en une fâcheuse torpeur si l'on est engagé dans une occupation sans attrait : *langweilig*, disent les Allemands.

Cet état de néant mental est un état psycho-physiologique qui pousse au sommeil. Quand les choses extérieures ne changent pas, quand des paroles médiocres nous sont dites sur un ton uniforme, quand les tableaux et les phrases se déroulent devant nous, avec une impertinente monotonie, alors l'ennui va en croissant et il s'accompagne d'une somnolence parfois invincible. Par exemple aux sermons, aux conférences, aux leçons professorales, aux plaidoiries, les auditeurs doivent maintes fois faire de grands et infructueux efforts pour ne pas fermer les yeux, et s'envoler dans le pays des rêves. Perrin Dandin le savait bien. Comme il voulait rester éveillé toute la nuit, son fils lui demande : *Mais où dormirez-vous, mon père?* Et le père répond judicieusement : *A l'audience*. C'est en effet une bonne manière de faire un agréable petit somme.

Dans *le Lutrin*, Boileau parle de l'effet soporifique d'un certain poème sur Charlemagne :

Le chancelier Caragne,  
Vers le sommet du front atteint d'un *Charlemagne*  
(Des vers de ce poème effet prodigieux!),  
Tout prêt à s'endormir, bâille et ferme les yeux !



Même sans aller jusqu'au sommeil, l'ennui se manifeste par un phénomène physiologique bien étrange et peu explicable, une convulsion inspiratoire qui est le bâillement. Nous ne savons guère pourquoi cette contraction involontaire du diaphragme est la conséquence d'une lecture ou d'une conversation ennuyeuse.

En tout cas, ce qui est bien curieux aussi, le bâillement a une vertu contagieuse. Si dans une assemblée quelqu'un se met à bâiller, l'exemple est bientôt suivi de tous côtés. Aussi n'est-il pas courtois dans une réunion de bâiller ouvertement. On étouffe comme on peut son bâillement... et on a raison. La Rochefoucauld dit que nous pardonnons à ceux qui nous ennuiant, mais jamais à ceux que nous ennuyons.

Que l'ennui pousse au sommeil, ce n'est pas douteux. Néanmoins il ne suffit pas de s'ennuyer pour dormir.

Parfois, dans l'obscurité silencieuse, les heures de la nuit se succèdent avec une détestable lenteur, mais on ne réussit pas à s'endormir, malgré un ennui croissant. C'est un ennui agité, beaucoup plus pénible que l'ennui pacifique qu'on subit parfois dans la journée.

**I**l ne faut pas dire trop de mal de l'ennui, car c'est pour l'écarter l'ennui que l'homme a créé les arts et inventé les jeux.

Que signifie notre amour du théâtre, de la poésie, de la peinture, de la musique, sinon que nous avons voulu échapper à nous-mêmes ? De même que le corps a besoin d'aliments matériels, l'esprit a besoin d'aliments intellectuels. L'intelligence, comme la Nature, a horreur du vide.

La crainte de la douleur a fait naître toutes nos industries. Pareillement, la crainte de l'ennui (lequel est aussi une sorte de douleur) a donné essor à toute l'esthétique. Comme la vie serait insupportable, si pour nous distraire nous n'avions pas des livres à lire, ou amusants, ou passionnants, ou instructifs, une musique délicieuse à entendre, des tableaux charmants à regarder !

C'est donc un vrai contresens que d'écrire des livres ennuyeux, ou de composer une musique assommante.

Une œuvre artistique n'est pas ennuyeuse, si elle est variée et originale. Le moins ennuyeux peut-être de tous les poètes

français ou étrangers, notre adorable La Fontaine, a dit : *Diversité, c'est ma devise*. Par la diversité, on triomphe de tout ennui.

Et un auteur, qui a écrit près de cent volumes, et qui cependant, sauf dans quelques tragédies, n'est jamais ennuyeux, Voltaire, a dit cette phrase profonde, que *tous les genres sont bons, hors le genre ennuyeux*.

Donc, pour ne pas être dévorés par l'ennui, les hommes ont imaginé les arts. Ils ont aussi inventé les jeux. Sous toutes les latitudes, et à toutes les époques, ils se sont évertués à créer ces jeux les plus divers. Parfois c'est le talent seul qui décide. Aux échecs, par exemple. Souvent, comme dans la plupart des jeux de cartes, à la chance se mêle quelque calcul. Même quand c'est la chance qui décide seule, comme par exemple aux dés, le jeu constitue encore une vraie distraction qui enchante les grands et les petits, les jeunes et les vieux.

Il faut sans vergogne le reconnaître. Rien n'est plus amusant que d'interroger le hasard, ce dieu inconnu, aveugle et sourd, toujours présent à tous nos actes, et qui s'introduit chez nous à chaque seconde de notre existence, nous ouvrant toujours toutes grandes les portes de l'espérance infinie. L'imprévu empêche l'ennui. On ne s'ennuie donc jamais quand on fait appel au hasard, car le hasard est, par définition même, l'imprévu.

L'appât du gain dans les jeux de hasard ne joue qu'un rôle médiocre. On demandait à un grand seigneur anglais : « *Qu'y a-t-il de plus amusant ? — C'est de gagner au jeu. — Et en second lieu ? — C'est de perdre au jeu.* »

Quand au hasard s'ajoute une part d'habileté, de réflexion, de calcul, comme dans certains jeux de cartes, alors le plaisir est plus vif encore. On a un double agrément : la réponse du hasard et le résultat du talent.

C'EST aussi pour vaincre l'ennui que les hommes, même quand il ne s'agit pas pour eux de gagner leur vie, adorent la chasse et la pêche. Ce n'est certainement pas pour le bénéfice, toujours très coûteux, de quelques lièvres ou de quelques perdreaux, qu'ils se livrent avec tant d'ardeur à la chasse. Je crois bien que c'est un inconscient souvenir héréditaire qui s'agite en eux. Les hommes primitifs, nos très lointains

ancêtres, vivaient de la chasse. C'était leur grande occupation, car c'était leur besoin de vivre, comme d'ailleurs celui de tous les animaux carnassiers ou omnivores. Et puis dans la chasse, et peut-être un peu plus dans la pêche, il y a l'inattendu, l'imprévu, la surprise, c'est-à-dire un agrément qui empêche l'ennui.

Tout de même, c'est sans doute l'hérédité de sentiments ancestraux qui inspire à tous les hommes d'Europe ce frénétique amour de la chasse. Dans les fameux cahiers de 1789, les paysans réclamaient avec énergie le droit de chasse. Aujourd'hui il n'est guère, dans toutes les communes de France, même les moins riches, de paysan qui n'ait quelque vieux fusil de chasse : s'il n'a pas de fusil, il s'amuse à construire des pièges et à tendre des collets.

Le plaisir de la chasse est si général, si intense, que, même dans les cours souveraines, il est en grand honneur. Les monarques, lorsqu'ils veulent fêter un *cousin* étranger, lui offrent comme divertissement une grande chasse. Vieille coutume. C'est ce plaisir que la belle Didon, à Carthage, jadis, offrit à l'ingrat Énée. Louis XVI chassait à Marly, et il marquait dans un carnet, qui a été conservé, le résultat des chasses qu'il faisait chaque jour. Il a chassé le 14 juillet 1789!

Dans les départements du Midi, il n'y a plus d'oiseaux; car, dès qu'il en apparaît un, une nuée de chasseurs se précipite sur lui. On a essayé d'édicter des règlements contre ce stupide massacre. Ils sont restés lettre close. S'il n'y avait pas de chasses gardées, protectrices du gibier, il n'y aurait d'oiseaux en France que dans les basses-cours.

Les sports sont aussi des jeux; ils étaient grandement honorés en Grèce (jeux Olympiques), et ils sont certainement plus anciens encore. Aujourd'hui on prétend, sans conviction d'ailleurs, qu'on les cultive avec tant d'ardeur parce que c'est un excellent moyen de développer le système musculaire. Mais je ne crois pas beaucoup que ce soit par hygiène qu'on se livre avec ce fol enthousiasme aux jeux de tennis, de polo et de foot-ball.

C'est pour se soustraire à sa propre pensée qu'on s'adonne à ces exercices. Pascal et Montaigne l'avaient déjà si bien dit, que je n'ose après eux revenir sur cette lassitude mentale qui

fait recourir à des exercices violents et à des jeux bruyants pour n'avoir plus à s'occuper de soi.

Un sport spécial qui est en grand honneur chez les nègres et que les civilisés cultivent avec autant d'ardeur que s'ils étaient des sauvages, c'est la danse. Et je ne puis croire que ce soit pour entretenir la vigueur de ses jarrets, qu'on entoure la danse d'un culte irréfléchi. C'est le moyen de ne pas s'ennuyer. En agitant rythmiquement ses muscles, il paraît qu'on ne s'ennuie plus.

On remarquera que les animaux eux-mêmes, surtout lorsqu'ils sont jeunes, se livrent, tout comme les humains, à des jeux. Les jeunes chiens se poursuivent en aboyant joyeusement, et quant aux chats, nous connaissons tous les gracieuses évolutions d'un jeune chat autour d'un peloton de laine qu'on agite. Même, hélas ! son amour du jeu le rend quelquefois aussi cruel qu'un homme. Car, lorsqu'il a à moitié démoli une souris, il lui plaît de la laisser courir quelques instants devant lui, toute titubante, pour la rattraper d'un coup de griffe. Il se donne ainsi l'illusion de la chasse.

Les jeux sont des distractions. La vie serait ennuyeuse sans eux et nous cherchons à nous évader. Pourquoi ?

**O**N s'ennuie, parce qu'on est désœuvré. L'oisiveté crée l'ennui. Le plaisir est dans l'action, et l'ennui est dans le repos !

Cependant il y a des occupations terriblement ennuyeuses.

Je plains amèrement les jeunes gens qui n'ont pas de goût à leur métier. Pourquoi l'ont-ils pris ? Par indifférence, par veulerie, pour un bénéfice précoce, et alors, leur vie durant, ils souffriront de l'ennui (1).

Perdre son temps, c'est s'ennuyer, ou, si vous préférez une autre formule, s'ennuyer, c'est perdre son temps ; car, lorsqu'on fait honnêtement son métier, quand on a la conscience d'un devoir à remplir, on ne s'ennuie pas véritablement. Ce qui est terrible, c'est l'ennui inutile.

La perte de temps essentielle, irrémédiable, celle qui consume le meilleur de nous-mêmes, celle qui intoxique notre

(1) Comme dans ces vers comiques et célèbres :

Il avait la charrue et l'épée en horreur.

C'était ce qu'on appelle un soldat laboureur.

existence, celle qui fait de notre humble planète une vallée non de larmes, mais de bâillements, c'est la fréquentation et la conversation des gens ennuyeux.

Si encore ils se contentaient de quelques phrases... mais non ! Ils s'attachent à nos pas, dans les salons, dans les jardins, dans les rues, dans les voitures, dans les cabarets. Ils ne vous laissent pas de répit. Je les comparerais volontiers, quoiqu'ils soient beaucoup moins salutaires, à ces petits animalcules que l'on employait autrefois pour retirer du sang. *Non missura cutem nisi plena cruoris hirudo*, la sangsue ne quitte pas la peau jusqu'à ce qu'elle soit gorgée de sang.

J'ai devant moi sur ma table les *Mémoires d'outre-tombe*, *Andromaque*, *Tartuffe*, les *Châtiments*, les *Caractères*... Dupont vient me rendre visite. C'est un fort galant homme, mais la conversation est longue. Souvent, — discrètement, — je regarde la pendule, mais Dupont continue à m'interroger, à raconter ses petites histoires, à m'exposer ses théories, ses opinions. Il s'imagine peut-être qu'il va m'intéresser plus que Chateaubriand, Racine, Molière, Victor Hugo et La Bruyère tout ensemble. Mais il se trompe.

Il y a des gens qui distillent l'ennui comme l'alambic distille l'alcool. Ils sont honorables et sérieux, mais ils n'ont pas le sourire et ils ne l'amènent jamais. Jamais de leurs lèvres ne s'échappe une phrase originale, ou un mot piquant, ou une idée d'apparence nouvelle, ou un aperçu imprévu, sur les hommes ou sur les choses. Sans doute ils n'ont pas de programme à présenter. S'ils en avaient un, ce serait la monotonie et la banalité. Ils sont à coup sûr très raisonnables, mais j'aime mieux ceux qui ont un grain de folie.

Pourquoi est-on ennuyeux ? D'abord parce qu'on parle de soi. Ne racontez pas vos dyspepsies, vos rhumatismes, vos insomnies : c'est toujours très ennuyeux pour votre auditeur. Même pour le médecin que vous allez consulter. Il est forcé de vous écouter et vous le déclarez un mauvais médecin s'il ne paraît pas se passionner pour vos insomnies, vos dyspepsies et vos rhumatismes.

Ne soyez pas trop interrogateur ! Ne cherchez pas à pénétrer dans la vie des gens ! Ne demandez pas de détails à vos interlocuteurs sur leurs repas, sur leurs promenades, sur les gages qu'ils donnent à leurs domestiques, sur les villes

d'eaux qu'ils ont visitées, et sur les prix payés dans les hôtels.

Ne soyez jamais prolix. Plus on est bref, moins on est ennuyeux. A moins d'être très spirituel, — ce qui est rare et difficile, — ne faites pas de longs récits.

Je prendrai en horreur la solitude quand je rencontrerai des gens qui ne me parleront ni de leur famille, ni de leur santé, ni de leurs habitudes, et qui ne s'occuperont pas davantage de ma famille, de mes habitudes, de ma santé.

J'ai tellement souffert de l'ennui à moi infligé par les autres, que mon constant effort est de ne pas infliger cet ennui aux autres.

Nous avons jusqu'ici supposé que l'ennui était chez les divers individus provoqué par les mêmes causes, mais ce serait une grave erreur.

L'ennui varie avec notre disposition mentale. Il est des jours où tout nous semble ennuyeux, d'autres jours où tout nous amuse.

L'ennui varie avec l'âge. Ce qui m'a enchanté jadis, me paraît fastidieux aujourd'hui.

Il faut être déjà quelque peu intelligent pour s'ennuyer. Un individu qui n'a pas d'idées ne souffre pas de l'absence d'idées. Le vide intellectuel n'est désagréable que si l'on a soif d'intellectualité.

Les animaux peuvent-ils s'ennuyer? J'ai dit, il y a longtemps, ici même, que la capacité de douleur est une fonction intellectuelle, d'autant plus forte que l'intelligence est plus pénétrante. On pourrait presque dire la même chose de l'ennui. Je crois bien que les animaux n'éprouvent pas cette sensation. L'âne de La Fontaine, malgré son attitude sérieuse, *va par chemins, gravement, sans songer à rien*. C'est peut-être le sort de tous les animaux. Des poissons rouges qui font, dans leur bocal de verre, des circuits monotones et perpétuels ne s'ennuient probablement pas. Mais déjà, quand on s'adresse aux animaux plus intelligents, on peut supposer qu'ils ressentent quelque chose qui ressemble à l'ennui. A voir la joie débordante qui saisit le chien lorsque son maître l'emmène à la promenade ou à la chasse, on comprend bien qu'il s'ennuyait à la maison et que cette sortie est une distraction.

Ainsi, tout compte fait, nous arrivons à cette conclusion que l'ennui est en étroit rapport avec l'intelligence. Si l'on osait tracer la courbe qui relie ces deux fonctions on verrait sans doute que la capacité d'ennui croît avec l'intelligence, mais qu'elle ne monte pas indéfiniment. A un degré supérieur d'intelligence, l'ennui ne peut plus guère exister; car une grande intelligence trouve en elle-même des ressources qui rendent impossible l'ennui.

QUAND on est enlevé à ses habitudes quotidiennes, quand on ne retrouve pas ses occupations ordinaires, on s'ennuie. On s'ennuie aussi quand on ne voit plus une personne qu'on aimait à voir. De là cette expression qui n'est peut-être pas très classique, mais qui est bien joliment imagée : « *je m'ennuyais de vous.* »

Mais ce n'est pas là le vrai ennui. De même, à vivre loin de son pays, sevré des coutumiers usages, à entendre parler une langue qui n'est pas sa langue maternelle, on éprouve un sentiment pénible qui fait trouver le temps long. C'est la *nostalgie*.

La nostalgie n'est pas tout à fait de l'ennui, mais elle s'en approche beaucoup.

Il est encore une autre expression pittoresque employée par les soldats ou les marins qui vivent loin du pays, et qui sont soumis à des règlements dont ils ne comprennent pas le sens. Je parle du *cafard*. Le cafard, pour les marins surtout, est parfois terrible.

Combien plus terrible encore pour les gardiens de phares lointains, par exemple, ou pour cette poignée de tirailleurs qui doivent vivre plusieurs mois dans des postes sahariens, sans avoir d'autre distraction que d'observer la direction du vent, et de consulter le thermomètre !

ICI maintenant se pose la question de savoir si la solitude est un des éléments constituants de l'ennui.

L'homme n'est pas fait pour vivre seul et il est essentiellement sociable. « Un animal politique », disait déjà Aristote. Alors, abandonné dans une île déserte, sans rapports avec ses semblables, il va peut-être se consumer d'ennui.

Mais à tout prendre, la solitude a du bon. Si je pouvais citer



mon propre exemple, je dirais qu'après de longs jours de solitude, je la trouvais pénible et que j'aspirais à en sortir. Or, après être revenu à la vie sociale, bien vite j'avais soif de solitude.

Robinson Cruséo dans son île ne s'ennuyait pas d'abord. Cependant ce n'était pas tout à fait la solitude, car il avait son chien, son perroquet, et des occupations journalières qu'animait son ingéniosité. Un jour enfin il aperçoit des pas d'homme sur le sable : « *Un homme*, dit-il, *je suis perdu!* » Peut-être allait-il cesser de s'ennuyer, mais il commençait à craindre.

**I**L faut savoir s'ennuyer, surtout quand on est très jeune. La préparation d'un examen, quand on doit *potasser* des matières qu'on n'aime pas, est vraiment insupportable. Pour un étudiant en médecine, pâlir sur des préparations anatomiques et en retenir les moindres détails, c'est tout simplement nauséux, comme pour l'étudiant en droit d'approfondir les subtilités du droit romain. Mais malheur à l'étudiant qui ne s'est pas copieusement ennuyé étant jeune! L'ennui dédaigné prend sa revanche. Un jour vient où l'homme regrettera d'avoir jadis négligé l'anatomie ou les *Pandectes*.

Plus tard il y a les professions où il faut savoir s'ennuyer sans en avoir l'air. Cela, c'est un art que les personnages officiels pratiquent souvent fort bien. Oserai-je dire que le Président de la République doit subir des harangues parfois fort longues, et dépourvues de tout intérêt, mais il est forcé d'écouter jusqu'au bout, et d'acquiescer, et de sourire (1). Peut-être le meilleur moyen de ne pas trop s'ennuyer en entendant des discours qu'on prononce, c'est de penser à celui qu'on va prononcer, lequel discours va du reste ennuyer les auditeurs comme les précédents orateurs vous ont ennuyé.

Même pour les gens qui ne sont ni ministre, ni Président de République, il faut savoir s'ennuyer. La vie sociale serait impossible si l'on voulait se soustraire à toutes les *corvées* :

(1) A ce propos, je raconterai un petit fait qui m'est personnel. M. Poincaré était Président de la République. Il s'agissait de l'inauguration de la statue de mon illustre maître Marey à l'Institut Marey, dont j'étais le directeur. J'étais à côté de M. Poincaré et je lui dis tout bas : « *Rassurez-vous, Monsieur le Président, je vais vous donner un vrai plaisir, je ne ferai pas mon discours.* » M. Poincaré se mit à sourire, et mon discours ne fut pas prononcé.



réunions de famille, conversations de salons, mariages, enterrements, toutes cérémonies qu'il est impossible de toujours éviter.

Faites quelque bien aux hommes, si vous le pouvez. Mais que votre générosité n'aille pas jusqu'à vous laisser ennuyer sans profit pour votre interlocuteur et pour vous.

L'ENNUI ne consiste pas seulement à subir les gens ennuyeux, à poursuivre des occupations ennuyeuses. On peut encore s'ennuyer, et s'ennuyer ferme, quand on est tout seul, occupé à ne rien faire, et qu'on ne peut trouver le moyen de se distraire. C'est la lassitude de vivre, *tædium vitæ*, comme disaient les Romains, lassitude qui pousse parfois au suicide. Un des romans les plus célèbres de la *Revue* commence par ces paroles : « *Mon fils, la vie m'ennuie, je la quitte.* » C'est ainsi que M. de Camors annonçait à son fils sa funeste résolution.

L'ennui allant jusque-là est presque du domaine de la pathologie. Les psychiatres parlent de *mélancolie*, de *neurasthénie*... Mais c'est une étude que nous ne pouvons aborder ici.

Chateaubriand répétait souvent dans ses admirables *Mémoires d'outre-tombe* que la vie était pour lui un fardeau insupportable. Pourtant il y mettait assurément quelque affection, car il gardait trop d'ardeurs, amoureuses et autres, et trop d'antipathies, il recevait trop d'hommages pour s'ennuyer. Mais les générations de 1830 avaient pour ainsi dire le culte de l'ennui. L'ennui était à la mode, comme aujourd'hui la vie mécanique (genre américain).

Il est certain qu'à mesure qu'on avance en âge, les occupations qui avaient charmé notre jeunesse faisant défaut, la paresse du corps et de l'esprit s'accompagne d'une certaine indifférence universelle pour les hommes et les choses. Or, quand on est indifférent aux hommes et aux choses, on s'ennuie.

Mais alors comment ne pas s'ennuyer ? comment prendre quelque intérêt à ce qui est fatalement du déjà vu ? C'est assez difficile. Peut-être faut-il imaginer, au déclin de l'âge, quelque occupation, même minuscule, même saugrenue, qui aidera à passer le temps. A vrai dire, cela est assez médiocre.

Heureux, trois fois heureux les vieillards qui savent trouver du nouveau dans le renouvellement perpétuel des choses.

Et de fait quel temps fut jamais plus fertile en miracles ? Le monde politique, le monde scientifique, le monde social, sont bouleversés par des rénovations incessantes, si bien que l'imprévu, — et un imprévu qui n'est pas sans inspirer une énorme inquiétude, — gouverne les événements. Les hommes d'un vieil âge, au lieu de s'engourdir, devraient être plutôt quelque peu ahuris (avec une curiosité renaissante) de voir ce qui évolue si vite autour d'eux.

Les vieillards ont donc tort de s'ennuyer : les jeunes gens, plus encore. Il est facile maintenant d'aller en quelques jours dans des pays étrangers et splendides, où nos pères pouvaient à peine pénétrer. Et si nos étudiants ne peuvent pas faire de coûteux voyages aux Indes orientales, aux déserts de l'Afrique et aux Cordillères, au moins pourront-ils voir des paysages merveilleux se dérouler devant eux en des films excellents.

Quand on n'a pas l'heureuse fortune de pouvoir s'intéresser aux choses extérieures, il est un dernier remède à l'ennui : c'est de s'étudier soi-même, et de développer sa vie intérieure. On y découvrira toujours des terres nouvelles.

**O**N n'a pas le droit de s'ennuyer quand on est seul. En tout cas, jamais on n'a le droit d'ennuyer les autres.

Donc je serais franchement sans excuse si ces courtes pages avaient obtenu ce désolant effet.

CHARLES RICHEL.

---

# PREMIÈRE TRAVERSÉE

---

DERNIÈRE PARTIE (1)

---

A NEUF heures, en réponse au sien, Davis avait reçu un télégramme de Jorgan qui l'avait empli d'aise : « *Avez agissement en venant au S. W. Etoile des mers doit effectuer traversée plus rapidement possible avec maximum sécurité. Machines permettent. Renouvelons confiance. Jorgan.* »

Il avait donné connaissance du radio à Herwick qu'il s'était mis à apprécier depuis les conseils, un peu vivement exprimés, qu'il en avait reçus le matin. Il s'y connaissait en marins, et Herwick en était un « malgré sa mauvaise réputation ». Au fait, il ne savait pas encore quelle était cette réputation. « Buveur? Non. Ça se voit au premier coup d'œil. Il a le regard clair, bonne haleine, des gestes précis, la parole dégagée... Mauvaise tête? Forte tête? Sans doute. Un homme qui sait ce qu'il vaut, qui ne se plie pas devant les autres, qui est le premier à réclamer son dû ». Cela lui allait assez à Davis. « Si c'est cela, nous nous entendrons et nous resterons longtemps ensemble. »

Herwick jeta un regard sur le télégramme et dit en se frottant les mains :

— Le thermomètre baisse. Il fait froid. J'ai l'habitude de la route.

— Moi aussi.

Copyright by Édouard Peisson, 1932.

(1) Voyez la Revue des 15 juin et 1<sup>er</sup> juillet.

— Cela veut dire : « iceberg ».

— Je sais.

Deux heures s'étaient passées sans qu'ils eussent bougé de leur coin, le regard fixé dans la nuit. Haynes restait quelques minutes auprès de l'un, puis allait s'immobiliser un instant auprès de l'autre et, dans le trajet, il jetait un coup d'œil aux compas, disait deux mots au timonier, deux mots aussi aux matelots chargés d'actionner le signal de brume, et, par habitude, lorsqu'il se trouvait au centre de la passerelle, il écartait les jambes et regardait si le bateau était bien droit.

A dix heures, il dit à Davis : « Je vais manger un morceau. Ne venez-vous pas ? » Le commandant secoua la tête négativement. Haynes remonta une demi-heure plus tard, le visage un peu rouge, et un cigare entre les dents.

Les deux hommes n'avaient pas bougé.

— J'ai dit au steward qu'il monte de la viande froide dans votre cabine.

— Bon, lui répondit Davis, un peu agacé mais tout de même touché de cette fidélité.

Davis, dont l'attention avait été détournée un instant, reprit son immobilité. Herwick, qui n'avait pas remué un cil, plongea ses mains dans les poches, en retira une blague et la pipe, et quelques minutes plus tard une lueur rose joua sur son visage.

Un silence long, pendant lequel tous ces hommes suivaient leur pensée, sans cesser de fouiller la brume, et rien ne comptait hors les vibrations de la coque, le petit gémissement de la barre, leur joie d'être forts et de courir une grande aventure.

La brume venait vers eux, spectrale, à une vitesse folle. Ils pensaient que des êtres dormaient, que d'autres veillaient anxieux, attendant le hurlement de la sirène qui découpait anormalement les heures, et que tous étaient ardemment confiants en eux. Quand ils regardaient le nord, ils sentaient l'effroyable menace des icebergs, et, dans le sud, c'était l'échappée.

Puis, la chose s'était produite comme Herwick l'avait dit à Simon.

Il y avait eu dans l'obscurité, dans les lambeaux de brume, quelque chose de plus dense, de formé, comme si la brume se fût cristallisée en un endroit. On aurait pu croire à l'approche d'un fantôme, mais il n'y a pas de fantôme pour un

marin qui veille. Herwick et Davis, simultanément, portèrent leur jumelle à leurs yeux, et, dans les verres, le corps s'était agrandi, précisé.

— Iceberg, droit devant.

Le matelot de vigie n'avait pu, placé trop bas, apercevoir le glacier.

— En arrière, cria Herwick.

Il se porta en courant vers le télégraphe, mais, en chemin, il s'était heurté à Davis, et, sur la manette de l'appareil, les mains des deux hommes s'étaient rencontrées. Herwick céda la place à son chef. Celui-ci commanda : « en arrière toute », et, immédiatement après, passa à la machine l'ordre de fermer la porte étanche n° 1.

Ils étaient revenus sur la passerelle d'où Haynes n'avait pas bougé, et, leurs mains agrippées à la lisse, les muscles tendus comme s'il était possible de retenir la masse du paquebot, ils avaient attendu, avec la même anxiété, l'arrêt du navire et le choc.

L'obscurité s'était éclaircie, l'iceberg précisé, l'*Étoile des mers* était devenu monstrueux, le temps avait brisé son moule, et un immense balancier, battant sur l'horizon de gauche à droite, comptait les secondes, les mouvements de leur cœur, les tours de l'hélice jusqu'au moment où celle-ci battit en arrière.

Il n'y eut plus rien alors que l'iceberg, l'étrave et leurs six mains creusées par l'effort. Le choc s'était produit avec un bruit de glace fracassée et un remous violent à l'avant. Fort heureusement, l'hélice qui battait en arrière depuis quelques minutes en avait atténué la violence.

Grayson signala au même moment : « Porte étanche n° 1 fermée. »

Les trois lieutenants partis dans des directions différentes, Davis dit au matelot qui restait seul dans la timonerie et qui se tenait devant la barre comme si l'*Étoile des mers* eût continué sa route sur l'Océan, de placer dans la mâture les feux réglementaires pour signaler l'avarie du navire, puis de se tenir sur la passerelle et de surveiller le gaillard, balayé par les faisceaux lumineux des lampes électriques, et où l'on percevait déjà des éclats de voix.

Haynes était un de ces hommes silencieux, qui parais-

sont insignifiants dans les périodes normales de l'existence, mais qui se révèlent supérieurs dans les instants délicats.

Depuis le matin, il était troublé, il semblait attendre le moment d'agir. Il eut quelques minutes d'indécision, ou plutôt d'attente, lorsque l'étrave de l'*Étoile des mers* fonçait sur l'iceberg; il fut pris lui aussi par cet engourdissement qui fut maître de Davis et d'Herwick (sans les empêcher d'agir toutefois) à la vue du bloc de glace, et il souffrit, une à une, les secondes qui précéderent sa rencontre. Mais celle-ci le précipita en avant : il se jeta littéralement dans les échelles, ne sachant pas où touchaient ses mains, où se posaient ses pieds. Il fonça sur les ponts, tendu, vibrant, et si rapidement qu'il atteignit l'entrée du poste, placée tout à côté de l'échelle du gaillard, au moment où les matelots, surpris par la collision, montraient leurs têtes ébouriffées aux yeux encore emplis de sommeil. En quelques mots, qui furent suffisants pour les mettre au courant de la situation, il les groupa et les entraîna derrière lui.

Les hommes n'étaient pas étonnés. Un, en se couchant, avait exprimé l'anxiété des autres.

— C'est un temps à couper un morutier en deux ou à se casser le nez sur un iceberg.

Son voisin le plus proche lui avait répondu :

— Il faut s'attendre à ça plutôt qu'à gagner le million.

Puis, philosophe, il avait ajouté :

— Bah! On passera bien à travers, cette fois-ci encore.

Ils s'étaient endormis, tandis que l'*Étoile des mers* se hâtait vers son sort. Le choc avait fait tourner leurs rêves en cauchemars. Ils s'étaient jetés hors de leurs couchettes cherchant les bottes, les capotes, se bousculant de l'épaule, faisant un grand tapage de pieds nus sur le plancher de fer.

— Qu'est-ce que c'est?

— Un morutier?

— Un abordage?

— Un iceberg?

Ils entendaient l'eau, qui envahissait le puits, choquer contre la paroi la chaîne des ancres, et ils ne savaient pas si ce n'était pas le bruit de leurs pensées diverses, qu'ils ne parvenaient pas à saisir, heurtant leur crâne.

Ils se précipitèrent à la suite de Haynes sans bien comprendre

ce qu'il voulait d'eux et ce qu'il fallait faire. Mais, dès qu'ils furent au grand air, leur angoisse cessa; ils avaient échappé à l'écrasement, et l'immense paquebot, dont ils apercevaient les superstructures s'élevant au-dessus d'eux, magnifique comme un château, ne paraissait pas avoir souffert du choc; il était immobile, et seule cette immobilité était anormale.

— Holmès, cria Haynes, prenez un matelot avec vous et sondez immédiatement la cale 1, puis venez me retrouver. Vous autres, suivez-moi.

La descente de Haynes et le groupement des matelots avaient été si rapidement exécutés que, lorsqu'ils se trouvèrent au-dessus de l'étrave, ils entendirent la sonnerie du télégraphe manœuvré par Davis pour stopper le navire, et que l'iceberg, dérivant vers le sud, n'était pas à plus de cent mètres du bord. Ils le regardèrent s'enfoncer et disparaître dans la brume silencieusement, et leurs yeux se tournèrent vers le nord pour voir si un nouveau danger ne les menaçait pas.

Il n'y avait rien dans le nord, rien dans le sud que la silhouette de l'iceberg à chaque seconde plus indistincte, que la brume blanchâtre, au goût âcre, et que la houle assez forte, noire, qui soulevait le navire et se brisait contre l'étrave en petites vagues pétillantes comme du champagne.

Ils se penchèrent au-dessus de la lisse, mais ils ne pouvaient apercevoir la coque qui s'évidait au-dessous du bordage.

— Un filin et un fanal-tempête, demanda Haynes.

Le filin et le fanal-tempête furent trouvés en un instant. On n'aurait jamais cru de Haynes, à le voir filer comme une ombre dans les coursives, qu'il se ferait attacher un filin sous les bras et suspendre le long de la coque, par temps houleux, pour reconnaître une avarie du navire. Il le fit cependant. En un tournemain, il fut débarrassé de sa capote et une corde fut nouée autour de son torse.

« Ça ne s'était jamais vu, assurément, et, lui, l'aurait fait si on le lui avait demandé. Mais on ne reconnaissait plus Haynes, je vous assure, raconta plus tard un des seconds-maitres. Il ne vous laissait pas le temps de dire un mot. »

— Deux hommes solides pour me déborder, pour me laisser couler jusqu'à la patte de l'ancre. Là, je serai aussi sûr que sur le pont, et je tâcherai d'y voir clair. Amarrez la lampe-tempête à un filin et filez-la le long de la coque. Lorsque je crierai

Stop, tenez bon, et lorsque je crierai trois fois Hop, remontez-moi.

— *All right!*

« C'est un homme, ça. » De le voir si courageux doublait la force des matelots qui tenaient le *bout*. Ils se seraient laissés plutôt enlever par une lame que de lâcher prise. Haynes ne craignait rien, il aurait fallu que le filin cassât, — un filin d'acier! Et le second n'était pas bien lourd!

— Vous y êtes? Laissez filer.

Il disparut. L'*Étoile des mers* peu à peu s'était mis en travers de la houle et roulait assez durement. Lorsqu'il était couché sur tribord, Haynes était suspendu au-dessus de l'eau telle une araignée au bout d'un fil, et lorsque le coup de roulis était sur bâbord, il était plaqué contre la coque et se défendait d'un trop rude contact en étendant les bras et les jambes.

Il eut vite atteint la patte de l'ancre passée à l'écubier, et il fut comme dans une niche, solide au poste. Il cria « Tiens bon » au matelot allongé sur le gaillard, et dont le regard l'avait suivi dans sa descente. L'ordre fut transmis. A quelques mètres de lui, la lampe jetait une vague lueur auréolée. Il cria « hop » avant qu'elle fût en danger d'être atteinte par la houle. Il s'efforça alors d'apercevoir l'avarie. Il se tenait fortement à la patte de l'ancre, penché sur l'eau. Sa besogne n'était pas facile. Il était constamment roulé de droite à gauche, la houle venait jusqu'à un mètre de lui, lui crachait ses embruns et tourbillonnait rageusement.

Il fallait qu'il eût la tête solide. La clarté de la lampe le gênait; il parvint à se fixer des jambes et du bras gauche, et il plaça sa main libre en abat-jour devant ses yeux. Il attendit que son regard fût habitué à la clarté qui se coulait le long de la coque, vers le bas, lorsque l'avant se trouvait déjaugé après le passage d'un rouleau de houle. Enfin, il distingua un endroit plus noir, un trou, une déchirure, à un mètre au-dessous de la flottaison.

Il fit un effort sur lui-même pour être calme, pour oublier sa position, pour être en possession de tout son sang-froid, puis il calcula : « A trois mètres de l'étrave, à un mètre au-dessous de la flottaison, sur trois mètres de long et sur un de large. »

— Hop... Hop... Hop...



Les matelots le remontèrent à la force des poignets, sans précaution, dans la hâte de le tirer de sa dangereuse position. Lorsqu'il apparut au-dessus du bordage, ils le prirent à bras le corps et le posèrent sur le pont. Il n'était pas solide sur ses jambes, la tête lui tournait. Herwick qui arrivait le soutint et l'interrogea anxieusement.

— Eh bien ?

— Ce n'est rien, rien, répondit-il. A trois mètres...

— Capitaine, dit le maître, il n'y a pas d'eau dans la cale 1.

— Bon. Ça va. Ce n'est rien. On va faire un paillet.

Il saisit le téléphone qui reliait le gaillard à la passerelle.

— Allo ! commandant... commandant... Ce n'est rien, une déchirure à un mètre au-dessous de la flottaison, approximativement.

— Bien, répondit Davis. Venez ici prendre mes ordres.

Davis réfléchit. Il était inutile d'envoyer le signal de détresse qui jetterait la perturbation dans l'Atlantique. Cette avarie ne pouvait mettre en danger un navire de l'importance de l'*Étoile des mers* qui comportait de nombreuses portes étanches ; le coqueron et le puits aux chaînes envahis, la seule chose était compromise, perdue pour cette fois : le record de la traversée. Un accident de mer avait arrêté l'*Étoile des mers*, il prendrait sa revanche.

Il calcula rapidement la position estimée de son navire et décida de prendre contact avec les paquebots de la ligne. Il lui était facile de savoir où ils se trouvaient ; leurs positions étaient marquées et tenues à jour sur une petite carte. Il alla la chercher dans son bureau et revint dans la timonerie.

Le *Saturnia* était trop éloigné ; il se hâta vers l'Angleterre. Il aurait été ridicule de faire appel à lui, de lui faire exécuter un demi-tour. Bon ! Voilà qui faisait son affaire. Le *Berlin*, parti de Cherbourg le dimanche, un bateau de la Hambourg, d'une vitesse normale et d'une régularité chronométrique. Il devait se trouver à une centaine de milles dans l'est. Sans augmenter sa vitesse, il pourrait être sur les lieux de l'accident, le lendemain à l'aube.

« C'est parfait. Nous aurons le temps de connaître nos moyens, et peut-être pourrons-nous faire route ensemble jusqu'à New-York. »

Il rédigea un télégramme pour le commandant du *Berlin*,

lui demandant de se hâter si possible, mais lui signalant que *L'Étoile des mers* ne courait aucun danger.

Ce premier télégramme écrit, il le fit porter au poste de Sans-Fil pour qu'il fût transmis sans délai, puis il prépara celui qu'il destinait à la Compagnie.

Il le fit aussi bref que possible en ce qui concernait l'abordage et l'avarie, plus explicite quant à la situation du navire : « *L'Étoile des mers* ne court aucun danger. Je demande au *Berlin* de venir sur les lieux, de m'accompagner par prudence, et de me prêter assistance si besoin s'en faisait sentir. »

Enfin, il écrivit un radio pour prier le poste de Cap-Race de signaler par un avis aux navigateurs exceptionnels l'accident.

Il porta lui-même ces deux papiers au chef de poste qui déjà était entré en communication avec le navire de la Hambourg.

— Ce n'est rien, lui dit-il. Expédiez tout de suite ces télégrammes, et apportez-moi, sitôt reçue, la réponse du *Berlin*.

La tâche de Simon et de Gérard était délicate. Dès qu'ils atteignirent les ponts, ils se heurtèrent à un groupe déjà compact de passagers dont tous les gestes, tous les mots et toutes les expressions tendaient à l'interrogation.

Ils étendirent les bras comme pour les retenir.

— Ce n'est rien de grave. Une avarie de machine.

Cette phrase, ils la répétèrent inlassablement, et les passagers des premiers rangs la dirent à ceux qui étaient derrière eux, et ceux-ci aux nouveaux arrivants, qui sans cesse grossissaient le groupe. Les deux officiers craignaient que l'un des voyageurs n'aperçût l'iceberg. Simon se tourna et fut rassuré ; la brume s'était déjà refermée sur le bloc de glace.

— Retournez aux salons, tous. Il fait froid. Ce n'est pas prudent de rester ici, dit Gérard.

Ils avançaient lentement, les bras toujours écartés du corps, et les repoussaient, sans qu'ils s'en rendissent compte, vers l'arrière. L'humidité pénétrante et l'horreur de l'obscurité profonde collée aux parois du navire les aidaient, et leur calme, les sourires qu'ils prodiguaient, leur manière de parler firent plus que les mots qu'ils prononçaient.

— Seulement... Seulement, notre tentative est compromise.

— Vraiment ! Comme c'est regrettable !

— Quoi donc ?

— Nous serons obligés de gagner New-York à petite vitesse !

— Oh ! l'*Étoile des mers* !

Le souci de tous fut détourné vers une autre voie. Ils ne pensèrent plus à la secousse qui avait interrompu les danses, les chants et les jeux de quelques-uns, qui en avait tiré d'autres du sommeil, à la hâte pour certains de revêtir un manteau sur leur costume de nuit, à leur précipitation à quitter les aménagements et à gagner les ponts.

Ils se passaient la nouvelle, l'amplifiaient, la déformaient.

— Nous sommes en avarie pour plusieurs heures.

— Le *Berlin* va nous dépasser.

Les commissaires vinrent en aide aux lieutenants, et, quelques minutes plus tard, les ponts furent dégagés. Simon et Gérard en firent le tour, et lorsqu'ils arrivèrent à la plage arrière, ils entendirent les pianos qui déjà rythmaient de nouvelles danses.

Simon perçut et nota le contraste des salons brillamment illuminés, des notes grêles de la musique avec la nuit pesante, le vent chargé d'iode, les fortes houles qui s'attaquaient à la coque et le bruit sourd des lames qui s'entrechoquaient gênées dans leur marche par la masse dérivante du paquebot.

Une inquiétude lui serra le cœur. Il se sentit isolé, près de forces illimitées et endormies.

— Retournons sur la passerelle, Gérard.

Lorsque Haynes, Herwick, Simon et Gérard eurent quitté la passerelle, les uns pour se rendre sur le gaillard, ceux-ci pour rassurer les passagers, Davis avait ressenti un vide en lui-même. Au moment que l'étrave de l'*Étoile des mers* avait heurté l'iceberg, sa bonne fortune l'avait abandonné. Il n'était plus le *Davis dix-sept ans de commandement sans une ancre engagée*. Il se sentit diminué. A force d'entendre parler de sa chance il avait cru en elle, et elle lui faisait une espèce d'auréole que le mauvais sort avait effacée d'un coup.

Il se retrouvait, après l'accident, un pauvre homme nu, et le départ de ses officiers le laissait abandonné. Dans l'instant toutes les images du passé, qui depuis quelques jours le hantaient, revinrent tourner dans son esprit. C'étaient tous ses

vieux camarades qui lui disaient : « Davis, il est temps ! »

« Ah ! oui, il est temps. On t'a incité à prendre le commandement de l'*Étoile des mers*. Tu as cédé, tu as voulu lutter, tu t'es jeté dans cette brume avec ta confiance dans ton immunité. Jorgan savait que tu n'hésiterais pas. Quels mobiles t'ont fait accepter ? Un certain orgueil de cette bonne fortune. Jorgan comptait là-dessus. Tu es puni. C'est fini, maintenant. Au retour tu fais ton sac, et au revoir, le capitaine Davis a vécu. »

Mais il avait trop de volonté, trop de conscience professionnelle pour s'abandonner longtemps au découragement. Sa décision de quitter la mer fut prise à l'instant. Elle était ancrée dans sa tête, mais il devait montrer ce qu'il valait, qui il était. Il ne fallait pas que l'on pût, par la suite, lui adresser un seul reproche.

On dirait : « Davis dix-sept ans sans avarie, puis, une nuit, son navire s'est cassé le nez sur un iceberg. » Mais on ajouterait : « Il a fait tout ce qu'il devait faire, puis il a disparu. »

Ces réflexions avaient occupé son cerveau, mais ne l'avaient pas empêché d'agir. Tandis que Haynes jugeait bon de se faire suspendre à un filin pour essayer de repérer l'avarie, il avait tenté de la connaître par des moyens moins empiriques. Les ordres à la machine s'étaient succédé : « Fermez les portes étanches. Fermez les soupapes des drains. » Puis, grâce au plan des fonds du navire et aux réponses de Grayson qui faisait fonctionner les drains un à un, il s'était vite rendu compte que seul le coqueron était envahi par l'eau. Ce n'était pas grave.

Le coup de téléphone de Haynes le confirma dans son opinion.

Simon et Gérard mirent le pied sur la passerelle en même temps que Haynes et Herwick. Le premier regard et les premiers mots de Davis furent pour le second capitaine.

— Eh bien ?

— De l'eau dans le puits aux ancrs et dans le coqueron. Rien ailleurs. J'ai vu la déchirure...

— Comment ?

Le visage de Davis était plus tiré, plus fermé que jamais. L'homme semblait grandi aussi et plus mince. Malgré ses formes et son manteau qui les alourdissait, il paraissait

inhumain, irréel. Il était calme, froid, et les mots glissaient de ses lèvres sans qu'il les desserrât

— Comment ?

Les autres étaient bien des hommes de chair et, malgré leur effort pour se contenir, leur attitude dénotait une certaine agitation. Haynes marchait nerveusement.

— Oui. J'ai vu, dit-il. Je suis descendu le long de la coque, un filin sous les bras, jusqu'à l'écubier. Là, j'ai vu...

Il hésita un moment, baissa la tête, puis la releva.

— J'ai cru voir... J'ai vu le trou, au coup de roulis, comme fait au couteau.

— Eh bien ?

— Il faut placer un paillet.

Dans le silence, les mots, quoique prononcés d'un ton normal, étaient perçus de tous, même des matelots dont quelques-uns étaient montés sur la passerelle pour savoir.

— Un paillet. Oui. Entendu. Moi aussi, grâce au plan, j'ai repéré l'avarie ; elle est un peu au-dessous de la flottaison. Il faut donner une gîte sur bâbord, aussi forte que possible, par les caisses à eau et par les soutes. Il faut élever la déchirure au-dessus de l'eau.

— Mais les passagers ?

— Ils s'y feront... Moi, j'ai mon bateau à conduire à New-York. Que disent-ils pour l'instant ?

Simon lui répondit :

— Ils croient à une **avarie de machine**. Ils sont rentrés au salon. Ils sont calmes.

— Bon. Allez, Haynes.

La manœuvre qu'ils voulaient tenter était simple ; elle se décomposait en deux temps. Tout d'abord, ainsi que l'avait dit Davis, il fallait coucher, — légèrement, mais suffisamment pour que la déchirure se trouvât hors de l'eau, — l'*Étoile des mers* sur le côté gauche. Puis, l'avarie ainsi découverte, ils appliqueraient par l'extérieur, — c'était un travail délicat, — un paillet très résistant, plus large et plus long que la déchirure, et maintenu en place par six filins dont trois passés sous la quille. L'exécution demandait de l'intelligence, de l'habileté et du savoir faire, toutes qualités dont ne manquaient pas Haynes et les matelots qu'il avait recrutés.

Les filins d'acier devaient être très souples. Il fallait les

couler par l'avant, et, en tenant une extrémité, les faire passer sous la coque. Puis conduire le paillet jusqu'à la déchirure. En fait, c'était un véritable bandage à appliquer sur la blessure.

Une fois l'appareil mis en place et l'eau qui avait envahi le puits pompée, la déchirure ne pourrait plus s'agrandir, la cloison étanche ne supporterait plus l'effroyable pression de l'eau et l'*Étoile des mers* pourrait reprendre sa marche, très lentement il est vrai.

C'était décidé. Il ne fallait pas perdre de temps. Davis renvoya d'un geste tout le monde sur l'avant. Et comme Haynes, précédé et suivi de tous les matelots, était déjà au bas de l'échelle, il dit :

— Simon et Herwick, allez aider Haynes. Vous, Gérard, restez ici avec moi.

Il alla au téléphone de la machine et appela :

— Grayson, montez, s'il vous plaît, sur la passerelle... Oui, avec l'ingénieur.

En les attendant, il marcha un peu nerveusement, les mains unies derrière le dos. Il les accueillit sans un bonjour, sans un geste, sans répondre à l'interrogation muette de leur regard. La passerelle, la timonerie et la chambre des cartes paraissaient abandonnées. Le silence inhabituel était tel qu'on percevait le craquement des chaussures et le gémissement de la barre qui tournait de quelques degrés d'un côté, puis de l'autre. Du large venaient des bouffées molles d'un vent sans force qui semblait trainer sur l'eau, apportant l'odeur âcre de la brume. Il y avait des zones d'ombre et des places violemment éclairées, mais, autour de celles-ci, l'ombre semblait encore plus noire. Les hommes étaient noirs, ils ne distinguaient pas leurs traits. Gérard s'écarta de Davis et des deux autres qui avaient apporté, collée à eux, l'odeur de la machine.

— Grayson, dit Davis, j'ai parlé trop vite en vous disant d'envoyer vos hommes au lit. J'ai besoin d'eux.

Le flegmatique chef mécanicien dressa la main gauche à la hauteur de son visage et sourit, exprimant ainsi qu'il savait parfaitement dès le début que son personnel serait utile.

— Comment sont vos caisses à eau ?

— Il y en a de vides à bâbord et à tribord... et de pleines.

— Il faut transvaser l'eau des caisses pleines de tribord dans celles vides de bâbord. C'est faisable ?

Grayson fit « oui » de la tête, et l'ingénieur approuva.

— Rapidement?

— Assez.

— Bon. Et le charbon ?

Grayson, qui savait ce que voulait Davis, ne lui demanda pas de préciser sa question.

— J'ai pris à droite et à gauche comme je fais toujours. Ça se voit du reste, ajouta-t-il, en indiquant le parfait équilibre de l'*Étoile des mers*.

— Il faut mettre vos équipes à transporter le charbon de droite à gauche.

— Et les passagers ?

— Oh ! les passagers ! répondit Davis d'un ton qui indiquait, sans que l'on puisse discuter, qu'il avait seulement souci de faire ce que lui commandait sa connaissance du métier.

Tout de même, il se tourna, pour prendre son avis, vers l'ingénieur représentant la Compagnie, dont le rôle était de plus en plus effacé.

— Nous aurons une forte gîte, lui dit-il, marquant par la sécheresse de ses mots que cette explication était donnée par pure forme.

— Combien ?

— Dix, douze, quatorze degrés peut-être. Je ne sais pas exactement. Une gîte suffisante pour déjauger l'avarie.

— C'est à couler la réputation de l'*Étoile des mers*.

— Comment ! répondit Davis. La réputation ? Mais il n'en a aucune. Celle qui lui a été faite par la publicité ? Elle ne compte pas. Il faudra attendre un an ou deux pour parler de réputation...

Puis, plus sèchement encore :

— J'ai décidé. Je fais pour le mieux. Si la Compagnie...

Mais il ne termina pas sa phrase, haussa imperceptiblement les épaules.

— Faites ce que je vous dis, Grayson. Je vous avertirai lorsque la gîte sera suffisante... Faites vite surtout.

Grayson et l'ingénieur quittèrent la passerelle sans ajouter un mot et Davis alla se placer près de Gérard qui, accoudé à la lisse, surveillait le large et regardait l'avant. La brume faisait un globe à demi-opaque aux signaux accrochés aux drisses et qui indiquaient que l'*Étoile des mers* n'était plus maître de



sa manœuvre, et ne permettait pas de détailler le mouvement des hommes qui travaillaient sur le gaillard, bien que Haynes eût fait fixer aux rambardes quatre puissants projecteurs.

Gérard ne parlait pas. La brume était moins épaisse. Parfois des trouées, des tunnels s'ouvraient en elle, permettaient d'apercevoir les phosphorescences de l'eau à un mille. L'inaction pesa à Davis. Peut-être avait-on besoin de lui, devant; un mot parfois suffit pour mettre quelque chose au point.

— La houle nous gênera, Gérard, dit-il. Je vais aller sur le gaillard. Veillez bien et, si vous avez besoin de moi, frappez un coup à la cloche.

— Bien, commandant.

Tout de suite, il s'aperçut que la besogne des matelots était pénible; ils devaient fabriquer l'appareil avec du matériel neuf. Ils s'ingéniaient à faire perdre sa torsion au filin d'acier, et le prélat trop raide se prêtait mal à être travaillé. Haynes et Herwick rivalisaient de rapidité et d'adresse avec les hommes qui tissaient des boucles.

Malgré l'humidité froide, les visages tendus, crispés par l'effort, ruisselaient de sueur. De voir tout le monde avoir tant de cœur à l'ouvrage, emplît Davis de joie. Il goûta vraiment cette fraternité qui unit les marins: « Les braves gens! »

— Tu t'es fait mal, toi? dit-il à un homme dont une main était couverte d'une plaque de sang qui s'égouttait en filet.

— Ce n'est rien, dit le matelot en secouant négligemment la main et sans dresser la tête.

Haynes l'aperçut et lui dit:

— Dans une demi-heure, le paillet sera prêt.

Davis consulta sa montre; quarante-cinq minutes seulement écoulées depuis l'abordage. Tant de choses avaient été faites en si peu de temps qu'il douta de sa montre. Il interrogea Herwick, placé à côté de lui et aux prises avec une épissure.

— Avez vous l'heure, Herwick?

Le premier lieutenant plaça sa montre-bracelet en pleine lumière, et répondit. Il n'y avait plus à en douter; trois quarts d'heure avaient suffi pour que Haynes repérât l'avarie, pour alerter les navires en mer et les postes côtiers, pour décider de la manœuvre à exécuter, pour donner les ordres à Grayson, pour amorcer l'ouvrage et pour calmer les passagers alertés. Pour du travail, c'était du bon travail.

Je n'a  
La  
de rou  
de no  
les po  
homm  
travai  
que n  
pense

de l'a  
passa  
A  
coup  
serell

Da  
du B  
dema  
des m  
lieux,  
les ter  
mand  
avait  
dans  
que le  
appre  
«  
de l'o  
Il

arrive  
sons.  
seron  
ils l'o  
Da



— Haynes, il faudra m'avertir dès que le paillet sera prêt. Je n'aime pas du tout rouler ainsi.

La houle, heureusement peu forte, donnait un mouvement de roulis assez prononcé à l'énorme masse. Ce mouvement avait de nouveau alarmé quelques passagers qui se montraient sur les ponts et regardaient curieusement les silhouettes des hommes se livrant avec acharnement et dans le silence à un travail qu'ils ne comprenaient pas. « Moi qui leur ai fait dire que nous avions une avarie dans les machines. Que doivent-ils penser ? »

— Simon, dit-il, allez dans la machine prévenir Grayson de l'avancement de notre travail. Voyez ce qu'il fait... et, en passant, dites quelques mots à ces passagers. Calmez-les.

A ce moment, et tandis que Simon était déjà parti, un coup de cloche de Gérard appela le commandant sur la passerelle.

## II

Jeudi 14 mai 19.., 0 heures.

Davis reçut des mains de Gérard un nouveau télégramme du *Berlin*. Le paquebot allemand sollicitait des détails et demandait à être tenu au courant de la manœuvre de l'*Étoile des mers*. Il assurait que le lendemain, à l'aube, il serait sur les lieux, prêt à porter secours si besoin s'en faisait sentir. Sous les termes conventionnels perçait une petite ironie. Le commandant du *Berlin* devait rire sous cape, du moment qu'il n'y avait aucun danger, de l'incident qui arrêta l'*Étoile des mers* dans sa tentative. Il ne serait pas le seul à se réjouir. L'Europe, que les rayons du soleil levant ne tarderaient pas à atteindre, apprendrait l'échec, en se réveillant.

« Jorgan. Ce sera une dure leçon pour toi, celle de la peau de l'ours. »

Il appela Grayson.

— Allo. Je vous ai envoyé Simon... Il n'est pas encore arrivé?... Bon. Il vous mettra au courant de ce que nous faisons. L'eau?... Le charbon?... Ils grognent? Bah! ils se reposeront demain. Dites-leur qu'ils auront la prime malgré tout; ils l'ont bien gagnée...

Dans les soutes, ils se démenaient et ils grognaient sérieu-

sement. Ils étaient à la limite de leurs forces. Soutiers et chauffeurs qui avaient abandonné les foyers, attaquaient au pic des monceaux de blocs qui s'écroulaient à grands fracas, chargeaient le charbon dans des chariots et le transportaient à bâbord. Des hommes épuisés s'asseyaient un instant pour boire à la hâte quelques gorgées d'eau froide, puis, dressés à nouveau, ils reprenaient la pelle.

Dès que Simon arriva en bas, Grayson l'amena dans la soute principale.

— Voyez vous-même. Écoutez-les.

Il voulut les encourager.

— Allons, dans deux heures votre ouvrage sera terminé. Demain nous avancerons à allure réduite. Vous serez comme des rois...

— Des rois?... hou!... hou!... répondaient les hommes dont Simon n'apercevait que la silhouette noire et les yeux blancs.

— Vous aurez la prime malgré tout, et je me souviendrai de ce que vous faites...

— La prime... la prime, répondaient-ils en haussant leurs épaules nues.

— Ils font tout ce qu'ils peuvent. Pour que le travail allât plus vite, il me faudrait des hommes reposés, et ceux-ci sont surmenés.

Et Grayson entraîna Simon hors de cet enfer, vers la machine qui, maintenant stoppée, ronronnait comme un chat. Là, tout était blanc et net, et Simon fut un instant ébloui par la vive lumière amplifiée par la peinture laquée et qui se brisait sur le poli de l'acier et des cuivres.

Grayson répéta sa phrase aux graisseurs qui bouchonnaient les appareils comme on fait à un cheval après une longue course. Pour eux le travail était terminé, et pour la machine aussi qui, relancée, tournerait au ralenti.

— Le commandant vient de me téléphoner, la prime est acquise malgré tout. Venez, lieutenant.

Mais Simon ne bougea pas. Grayson, qui lui avait saisi le bras et avait déjà fait un pas en avant, sentit une telle résistance qu'il se retourna et le regarda dans les yeux.

— Qu'est-ce qu'il y a ?

Le regard de Simon était fixé sur la paroi de droite.

— Qu'est-ce qu'il y a ? répéta Grayson.

Simon desserra à peine les dents.

— L'eau, dit-il.

Elle coulait silencieusement, en filet, à la jointure de deux tôles, ici, à la jointure de deux autres tôles, à côté. Elle coulait plus loin encore, de la couleur de la peinture, presque invisible, de la grosseur d'un doigt.

C'était à tribord. Ils se tournèrent. La paroi de gauche était trop éloignée pour qu'ils pussent voir si l'eau coulait aussi. Ils allèrent vers elle. Simon appuya le doigt. En un instant sa main fut trempée. Il appliqua la main à plat sur la tôle et sentit derrière elle l'océan qui pesait de toute sa force.

Sans dire un mot à Grayson, il se jeta sur l'échelle de fer, y grimpa comme un fou, puis se lança hors de la machine. Au passage, il avait heurté des hommes sans les voir. Dans sa main, il conservait le poids de l'Océan, et il avait la sensation qu'il échappait à un étau formidable qui se refermait lentement sur la coque de l'*Étoile des mers*.

La coursive était déserte ; il courut, et il eut devant les yeux l'image d'Herwick, avec sa grosse mèche noire qui lui tombait sur le côté droit du visage comme une nappe d'huile, avec son sourire, avec son geste habituel de se tirer le bout du nez, Herwick qui lui disait : *Il est une longueur qu'on ne doit pas dépasser... il risque de s'ouvrir comme une grenade.*

Herwick, le mythomane ! il n'avait donc pas menti ! *Comme une grenade !* Le mot lui battait le crâne, le mot et l'image. Tout cela afflua en lui en quelques secondes. Ses pensées dansaient une ronde folle dans sa tête.

Il fallait vite, vite, mettre Davis au courant, le prévenir. Que pouvait-on faire ? Rien. Rien. Il n'y avait rien à faire. Il connaissait trop bien son métier pour savoir que l'on ne pouvait rien tenter contre cet écrasement lent, implacable. *Comme une grenade ! Comme une coquille de noix !* Et tous ces hommes à bord, toutes ces femmes, dont la plupart maintenant dormaient, alors que déjà la coque céda sous la pression. Il fut sur le pont où quelques passagers, un peu inquiets, se tenaient encore. Il dut faire un effort de volonté pour ne plus courir, pour marcher d'un pas normal, se donner une contenance, pour cacher le secret que seuls, lui et Grayson, et peut-être quelques hommes de la machine, connaissaient. Son cœur donnait de grands coups dans sa poitrine.

Dès qu'il l'atteignit, certain de n'être pas vu, il se rua dans l'échelle de la passerelle.

Herwick n'avait pas menti ; l'*Étoile des mers* était trop long, le choc contre l'iceberg avait suffi à le rompre. Comme un immense jouet, il se cassait lentement en deux. Le ventre céda.

Dans la machine, la ruée de Simon vers l'échelle n'était pas passée inaperçue des hommes. Ils le suivirent un instant du regard, se demandant la raison de son départ subit et précipité, puis ils se tournèrent vers Grayson qui devait la leur donner. Il était droit, absolument immobile comme une statue de pierre. Pas une goutte de sang ne colorait son visage, et ses yeux étaient durs, emplis d'angoisse et fixés sur une paroi de la machine.

— Chef, qu'est-ce qu'il y a ? dirent grasseurs et officiers, semblables dans leurs *bleus* maculés.

— L'eau, dit-il, ainsi que Simon avait dit.

Elle coulait, maintenant, de trente tôles, de l'épaisseur d'un poignet d'enfant, et rien ne pouvait l'arrêter.

— L'eau, l'eau.

Ils la virent tous en même temps. Le mot passa plein de menace de l'un à l'autre, courut jusqu'au fond de la machine, jusqu'au fond de la chaufferie, jusqu'au fond des soutes, et, en un instant, eut alerté et rassemblé tous les hommes autour de Grayson. Une espèce de stupéfaction s'était emparée d'eux. « Comment ? L'eau ? Pourquoi ? » Ils connaissaient l'abordage, ils savaient l'envahissement du puits aux ancras. L'accident s'était produit tout à fait sur l'avant. Quelques-uns d'entre eux avaient manœuvré la porte de la cloison étanche qui isolait la partie avariée. Et maintenant de l'eau ici ? Impossible. Pourtant, ils la voyaient. Ils ne cherchèrent plus, ne raisonnèrent plus : ils connaissaient trop la mer sournoise, les surprises des navires. Eux, l'instant d'avant, pleins d'ardeur, qui pensaient soulever le monde du plat de leur pelle, se sentirent faibles, livrés à des forces formidables : l'eau innombrable et insensible, le froid, la brume et la nuit.

Ah ! Qu'il était bon de sentir Grayson avec soi ! Nombreux parmi eux étaient ceux qui naviguaient avec lui depuis plusieurs années. Pour l'un, c'étaient dix ans, pour un autre quatre. Ils le rencontraient dans la course, ils le heurtaient

dans la chaufferie, et toujours un mot d'amitié, un sourire, et quelquefois une poignée de mains. Il connaissait son métier, il était toujours juste et impassible. Aujourd'hui, il devait montrer ce qu'il avait dans la poitrine.

Il le montra. Il étendit les bras comme pour les préserver du danger, et, d'un coup, il sembla grandi. Il dit :

— Holà, les enfants. Fermez toutes les portes étanches, les soupapes d'arrêt, mettez les pompes en marche. Soulagez les soupapes de sûreté et restez avec moi. Je ne vous laisserai pas noyer comme des rats.

Les mots étaient justes. Ils étaient au fond d'un trou, d'une mine que l'eau envahissait lentement et silencieusement.

— Faites vite, ajouta Grayson.

Puis, lentement, il s'approcha de l'appareil téléphonique, et attendit que la communication fût établie avec la passerelle. Il avait la gorge serrée; il fallait tout dire, en peu de mots. Enfin.

— Commandant, l'eau coule de partout abondamment. Il n'y aura rien à faire pour l'étaler. Les pompes sont en marche. Les cloisons étanches sont toutes fermées... Commandant... Il n'y a rien à faire pour l'étaler. C'est un affaissement de la coque... Commandant...

Il ne recevait pas de réponse. Il répéta ses mots encore une fois. Enfin, vint jusqu'à lui une voix qu'il ne reconnut pas.

— Oui, elles sont fermées toutes... Le navire ?

La voix reprenait peu à peu son son particulier; c'était bien celle de Davis.

— Le navire. Il faut l'évacuer... Rien... L'évacuer... Ils sont derrière moi... Oui, je vous tiendrai au courant de la montée de l'eau... Je les sauverai... Non... Au revoir, Davis.

Il raccrocha l'appareil.

— Ceux qui ne sont pas de quart en haut, tenez-vous aux ordres du commandant.

Dans sa hâte, Simon se heurta à Davis penché sur le bureau et qui écrivait un télégramme.

— Je viens de la machine... L'eau coule de partout, de dix tôles, de vingt tôles.

— Je sais, lui répondit Davis.

Et il continua d'écrire : « S. O. S. Steam-ship *Étoile des*

*mers*. En danger de couler. Demande assistance d'urgence. » Il indiqua la position et signa : Davis.

— Portez cela aux télégraphistes, et revenez ici tout de suite après.

Puis, il alla sur la passerelle et frappa sur l'épaule du troisième lieutenant.

— Gérard, lui dit-il, *nous coulons*.

— Comment ?

Une stupéfaction intense se peignit sur les traits du jeune officier. C'était impossible. Il faisait le même raisonnement que les chauffeurs quelques minutes plus tôt.

— Oui, c'est vrai. L'eau envahit le navire. Il faut l'évacuer.

Il donna trois coups de sifflet pour appeler l'attention des hommes accrochés au gaillard et qui roulaient avec lui dans la houle. Et d'une voix sourde mais qui porta, il appela :

— Haynes, Herwick. Tous les hommes ici. Tout de suite.

La voix, le ton, secoua les hommes jusqu'au fond d'eux-mêmes. Sans dire un mot, ils abandonnèrent leur ouvrage au point où il était et se jetèrent vers la passerelle. Le pont de fer résonna du bruit de leur galopade. Bientôt ils furent tous autour du commandant. Davis les regarda posément les uns après les autres ; toutes ces figures lui étaient connues, les unes depuis des années, les autres depuis deux jours seulement. Il avait pour tous le même amour, — presque paternel. C'est seulement en mer que l'on connaît cela. Pour eux, pour ses enfants, et dans cette occasion, il abandonna son ton sec, autoritaire, qui n'était qu'un masque pour s'isoler davantage.

— Écoutez donc tous, dit-il.

Il n'avait nul besoin de faire appel à leur attention. Ils étaient tendus, et leurs figures montraient qu'ils s'attendaient au pire.

— Écoutez. Voilà. Grayson vient de me téléphoner. L'eau envahit la machine. La coque cède. Il faut évacuer l'*Étoile des mers*...

Comme il y eut un mouvement de recul, Davis l'arrêta.

— Attendez, les enfants. Il faut éviter toute panique. Nous ne sommes pas seuls. Attendez. Vous irez à votre poste. Chacun préparera son canot. Soyez calmes. Soyez calmes. Lorsque vous serez parés à amener votre embarcation, je donnerai le signal de l'évacuation. Attendez, allez doucement, et pensez

bien que *toute notre vie nous a préparés à cela*. Allez à vos postes tout de suite et pensez à moi. Je suis ici, je vous vois. Je reste derrière vous. Ne l'oubliez pas. Allez.

Le cercle des matelots s'écarta lentement. Il leur fallut un moment pour se persuader que tout était fini et qu'ils devaient abandonner le navire. Mais pourquoi? Ils raisonnaient comme les chauffeurs, mais pour eux qui ne voyaient pas l'eau envahir sournoisement la machine, il était plus difficile de se représenter le danger.

« Le pont n'est plus solide sous tes pieds. Il va s'effondrer, couler bas. Dans combien de minutes?... » Leur trouble était plus grand de ne pas voir l'envahissement de l'eau. Tout paraissait si solide, et pourtant... dans combien de minutes? Quelques-uns voulurent s'élancer vers le poste où ils gardaient des choses précieuses, plus précieuses que de l'or : des lettres... des photographies... d'une morte, peut-être.

— Non, dit Davis qui s'aperçut de ce mouvement, laissez tout à bord. Allez à vos postes, tout de suite. Mettez vos ceintures de sauvetage. Le lieutenant Herwick prend le commandement des embarcations. A la mer, vous suivrez ses ordres... Herwick.

Le premier lieutenant s'avança vers Davis. Simon était près d'eux, les yeux obstinément fixés sur son camarade. Celui-ci n'allait-il pas lui faire un signe, lui glisser un mot à l'oreille, lui dire : « Je ne vous avais pas trompé, Simon ? » Non, rien. Herwick était absolument impassible.

— Herwick, vous descendrez à la mer dans l'une des premières embarcations. Vous en prendrez le commandement. Vous les grouperez toutes autour de la vôtre. Ne vous écartez pas, le *Berlin* sera ici au lever du jour.

— Bien, dit Herwick.

Le commandant hésita, puis, pensant à la fameuse lettre de Jorgan, il ajouta en lui tendant la main :

— J'ai confiance en vous... Au revoir.

— Au revoir, commandant.

Herwick s'éloigna. Il ne restait autour de Davis que Simon, Gérard et Haynes. Celui-ci s'avança, et l'on vit dans la faible lumière du compas sa barbe s'agiter furieusement.

— Davis, êtes-vous sûr? Évacuer... abandonner l'*Étoile des mers*! Mille passagers alertés en pleine nuit, qui vont se ruer



sur les embarcations, des luttes, des femmes jetées à la mer.

— Simon a vu, Haynes. Je n'ai jamais parlé à la légère. Grayson m'a téléphoné. Ne pas quitter l'*Étoile des mers*, c'est risquer de les faire tous engloûtir avec lui. Attendez.

Il appela :

— Grayson. Alors ? L'eau coule plus abondamment...

Il raccrocha l'appareil.

— Il faut faire vite. Allons, appelez les commissaires. Avertissez le personnel du restaurant. Dans dix minutes, je donne un coup de sirène. Haynes, Simon, Gérard, je compte sur vous. Évitez la panique.

Et de nouveau, il appela Grayson.

— Vous avez de la vapeur ? Vos dynamos sont à l'abri. De la lumière ? Mettez le courant aux treuils électriques, aux lampes des ponts. Bon. Et, jusqu'à la fin, à la Sans-Fil.

Il était seul, les trois officiers étaient allés exécuter ses ordres. Quelle sensation bizarre de se trouver seul, dans une demi-obscurité, dans le froid ! Seul. Non. « Tiens, qui est là ? »

— Ah ! c'est toi, Parham. Qu'est-ce que tu fais là ? Va à ton poste, file.

— Commandant, et les fusées ?

— C'est vrai. Eh bien ! allume-les... Mais, auparavant, donne un coup de sirène prolongé...

Tous les passagers ne dormaient pas. Les rires des danseurs avaient chassé un instant l'inquiétude et la musique les avait ensorcelés. Ils s'étaient jetés dans le tourbillon de la danse, demandant aux musiciens des rythmes toujours plus vifs. Puis, lassés, ils s'étaient arrêtés, et l'inquiétude était revenue, plus puissante, s'attaquant à des corps déprimés par un mouvement violent.

Ils se turent et, dans le silence, le hurlement de la sirène se fit entendre plus fort.

— Cette sirène !

Et le doute :

— Croyez-vous qu'il n'y ait pas de danger ?

Des hommes se dressèrent. Ils devaient donner du courage. Ils organisèrent des jeux, puis ils demandèrent aux femmes d'aller se reposer.



— Dormez. La nuit sera vite passée. Demain, nous aurons un beau soleil.

— Dormir... Peut-on dormir ?

— Il faut aller dans les cabines.

Les femmes se laissèrent entraîner, alanguies par la peur et fatiguées par le mouvement du navire.

— Il faut dormir maintenant.

Il y eut quelques plaintes, des gémissements, quelques larmes même, et enfin le sommeil vint. Cependant des jeunes filles avaient voulu rester dans les salons avec les hommes. Elles trouvèrent des danseurs et un musicien qui consentit à les accompagner au piano, tout doucement.

— Venez danser.

Ils étaient forts; elles se pressaient contre leur puissante poitrine; et, pour eux, elles étaient l'oubli. D'autres jouaient.

— Un poker ?

— Je veux bien.

Une heure passa vite, le temps de quelques valses, de papoter un peu, de perdre quelques mille francs. Puis, un arrêt, le cœur du navire qui ne bat plus, un mouvement de roulis plus accentué.

— Nous sommes arrêtés...

— Qu'est-ce qu'il y a encore ?

Un certain nombre de passagers étaient sortis sur le pont. Simon et Gérard les avaient repoussés.

— Ce n'est rien, une avarie de machine.

— Une avarie, maintenant, oh !

Des minutes longues, à écouter, à chercher la nature des bruits, à se demander la raison de l'arrêt et pourquoi ce travail sur l'avant. Des portes qui s'ouvraient, des têtes anxieuses qui paraissaient. Un matelot passait en courant.

— Dites donc, vous, qu'est-ce qu'il y a ?

Le froid, les lambeaux de brume qui traînaient contre les glaces au delà desquelles on ne voyait rien. Un homme qui s'accrochait à vous : « Venez jouer au poker. On vous l'a dit, ce n'est rien. » Les jeunes filles dont les bras nus mettaient une charge à vos épaules : « Dansons. »

Encore cette sirène ! Va-t-elle s'arrêter enfin ?

Puis, une porte s'ouvrit brusquement. Un commissaire entra. Il était jeune. Extrêmement jeune, imberbe. Sa voix

n'avait pas encore les résonances de celle d'un homme fait. Elle vibra puérilement.

— Au poste d'abandon ! Prenez vos ceintures de sauvetage. Du calme.

— Comment ?

On n'enverrait pas un enfant annoncer une telle nouvelle, donner un tel ordre. Un enfant. Voyez donc sa pauvre figure pâle, plus blanche encore à côté de son uniforme bleu foncé.

— Au poste d'abandon.

Quatre hommes forts, en smoking, se jetèrent sur lui.

— Que dites-vous ?

Il se défit d'eux d'un geste brusque. Ce n'était pas un enfant. D'être attaqué brusquement lui donna la force d'un homme et lui colora les joues.

— Prenez vos ceintures de sauvetage, et allez sur le pont.

Il avait maintenant autant d'autorité et de sang-froid que si pendant vingt ans il eût battu la mer. Il les abandonna à leur sort et se dirigea vers d'autres salons, tandis qu'à côté, plus loin, en bas dans les cabines, d'autres commissaires aussi jeunes que lui répétaient inlassablement les mêmes mots.

— Au poste d'abandon ! Sur les ponts tout le monde ! Du calme, du calme. Allez aux canots...

Du calme ! La voix de l'inquiétude qui avait murmuré pendant deux jours à leurs oreilles, s'amplifia et cria le danger. Du calme !

... Les portes furent trop étroites ; les plus forts les franchirent les premiers, les autres et les femmes les suivirent déjà meurtris du premier choc, déjà les cheveux épars, le regard affolé, les robes déchirées, le fard coulant sur la figure.

Toutes les portes semblaient avoir été arrachées de leurs gonds. Un flot de passagers qui ne voyaient rien que la blafarde lumière des lampes électriques et, au delà, la nuit, envahirent les ponts. Mais Haynes avait prévu la ruée, et des garçons, des chauffeurs et quelques matelots les reçurent à bras ouverts.

— Il y a de la place pour tous dans les canots. Les femmes d'abord.

Les passagers étaient les plus nombreux et, partant, les plus forts. Ils rompirent le faible barrage et se précipitèrent vers la lisse où le flot des arrivants les écrasa. Ils étaient

désespérés, ne sachant pas comment un sauvetage en mer s'opère. Des femmes s'accrochaient éperdument au cou de leur mari, des enfants criaient et pleuraient à chaudes larmes, des hommes s'arrachaient brutalement à deux mains crispées sur leur poitrine.

La première chaloupe apparut. La foule hurlante eut un mouvement irrésistible vers elle. Parmi les cris, on entendit des os craquer. Une femme s'évanouit, glissa et fut piétinée. Heureusement, une deuxième chaloupe se montra à vingt mètres, et la pression s'enraya.

D'autres embarcations apparurent, et ce fut autour de chacune d'elles des luttes sauvages, des corps à corps. Parfois un appel à la pitié s'élevait :

« Sauvez-moi, je vous en prie. »

— Attendez, le danger n'est pas immédiat.

... Le poste d'abandon de Simon était la deuxième et la troisième chaloupes à bâbord. Il avait pour les manœuvrer deux matelots et deux garçons. Il suffisait de déclencher d'un coup sec de la main l'appareil qui les maintenait fixées sur leur berceau, de les soulager en pesant sur les filins et de faire pivoter les bossoirs l'un après l'autre.

Il quitta la passerelle, l'alerte donnée. Il aurait bien voulu dire un mot à Herwick, mais celui-ci, dont les embarcations se trouvaient du bord opposé, avait disparu. « Je le retrouverai », se dit-il.

— Sautez, lieutenant.

Il était devant sa chaloupe déjà débordée. Un matelot lui tendait la main. D'un bond, il fut à sa place, au centre de l'embarcation. « Laissez filer. »

Toutes les embarcations étaient placées sur le pont supérieur, il fallait les amener au pont inférieur où se faisait entendre la rumeur de la bataille.

Dès que son embarcation fut en place, Simon vit une foule se ruer vers elle.

— Du calme, si vous voulez être sauvés. Les femmes. Vous, la première.

Il tendit la main. Il avait posé un pied sur la lisse et l'autre sur le plat bord, sans conscience du danger qu'il courait de tomber à l'eau comme une pierre si l'embarcation s'était légèrement écartée du bord. Cinquante mains se ten-

daient vers lui, et ses paroles se perdaient dans les cris, les sanglots et les appels. Il sauta sur le pont et se rua dans la foule, faisant une trouée devant lui.

— Allons, vous.

Il prenait une femme qui se tordait, gémissait, regardait en arrière vers une autre et la passait au matelot, qui d'un seul mouvement la hissait à bord. Il lui semblait être animé d'une force extraordinaire que rien ne pouvait vaincre. Il ne faisait pas de choix, saisissant au hasard devant lui, n'entendant aucun appel. Il pensait seulement qu'il fallait évacuer l'*Étoile des mers* le plus vite possible.

En quelques minutes, son embarcation fut pleine. Il dit au matelot : « Déborde et amène. Tiens-toi à deux cents mètres et rejoins le premier lieutenant. »

Le bateau plongea dans l'obscurité et fut saisi par la houle. Simon regarda ; il faisait une tache grise, en forme de navette, et, autour de lui, une écume blanche s'arrondissait. Un coup de gaffe, et les avirons maniés avec puissance l'écartèrent de la coque. Il se rejeta en arrière, juste à temps pour ne pas être pris par la deuxième embarcation qui venait prendre la place de la première.

— Doucement... Doucement.

Une jeune fille que la foule portait vers lui, lui demanda naïvement : « Où est ma mère ? — Sauvée », répondit-il, et il passa la jeune fille au matelot.

« Nous les sauverons, nous les sauverons tous », pensait-il. Sans se lasser, sans écouter, il arrachait une à une des victimes promises à la mer. Des mots, des formules bizarres frappaient ses oreilles. « Avez-vous vu, Dick ? » « Mes bijoux. » « Maman... maman. »

Le plus terrible était de se défaire d'un collier de bras qui ne voulaient pas lâcher prise. Il fallait être brutal, repousser avec violence une femme, frapper quelquefois. Il était injurié.

— L'embarcation est pleine. Lieutenant. Venez donc.

Il n'hésita pas.

— Amenez. Vous rejoindrez les autres. J'ai encore du travail ici. Tenez, prenez cette femme à ma place. Bonne chance !

Il avait mis hors de danger cent passagers. Il fonça, la tête baissée, vers la quatrième embarcation. Elle était commandée par un officier mécanicien que Simon ne connaissait pas.

L'homme de la machine, demeuré dans l'embarcation, ne parvenait pas à la libérer de l'assaut des passagers.

— Vous n'y arriverez jamais comme ça, lui cria Simon. Laissez-moi faire.

— Qui êtes-vous?

— Deuxième lieutenant.

La foule le séparait de l'embarcation en danger. Il se lança, l'épaule gauche en avant, pivota, écrasa un passager de l'épaule droite, et, en un effort surhumain, il parvint contre la lisse.

— Arrière, les hommes. Il y a de la place pour tous.

Il souleva une femme à bout de bras.

— Attrape. A vous maintenant.

A cet instant, l'eau atteignit les dynamos. D'un seul coup, toutes les lumières s'éteignirent. Il y eut une ruée folle vers les embarcations, accompagnée d'une immense clameur de détresse. Sous l'assaut, comme sous une vague énorme, Simon fléchit, perdit pied et disparut.

Une à une, les fusées filaient droit vers le haut du ciel, d'un ciel noir et sans étoiles, perçaient la brume, puis se brisaient et retombaient. Davis ne les regardait pas, ni son vieux matelot qui les lançait. De la passerelle, il dominait les ponts des embarcations et suivait du regard la manœuvre.

Un murmure et quelques éclats de voix avaient suivi le beuglement prolongé de la sirène. Puis, était venue une clameur formée des cris sortis de mille poitrines et qui n'avait plus cessé. Elle se déplaçait, étant d'un bord lorsqu'une embarcation était parée, puis de l'autre, et, parfois, des deux à la fois. Elle était nourrie, traversée de cris plus aigus, d'ordres brefs, et pourtant elle paraissait mesquine dans le silence de l'océan et près d'être étouffée par lui.

Elle s'était imposée à Davis, était pour lui une torture, tant il est vrai que l'expression de la souffrance et de la terreur est plus pénible pour les témoins que la souffrance et que la terreur elles-mêmes !

Elle vint d'abord d'un groupe de cinquante passagers qui se ruèrent sur le premier canot qui se présenta à la hauteur de pont, celui d'Herwick. Les cris devinrent plus perçants lorsque l'embarcation dans la nuit plongea vers l'eau. Alors,

ils disparurent : il y eut le grincement de dix avirons sur les tolets, le floc des pales dans l'eau, puis ce fut le silence. L'embarcation s'éloigna, elle fut visible de la passerelle pendant quelques minutes, élevée par une forte houle, puis plongeant dans un creux elle disparut, mais d'elle vint, alors, une bouffée de cris d'horreur et de détresse, que la brume étouffa d'un coup, — et ce fut tout pour cette embarcation.

Et la scène recommença une fois, deux fois, dix fois. Au moment où le quatrième canot toucha l'eau, une lame le plaqua contre la coque. Le matelot qui maniait la gaffe fit un faux pas et disparut. Au creux de houle qui suivit, le palan avant se décrocha, le canot demeura suspendu par l'arrière et vida à l'eau cinquante femmes. La lame suivante détourna le bateau et, l'arrachant enfin à son dernier palan, l'écrasa contre la coque. Un cri inhumain fut éteint par le fracas des lames. L'eau creusa un tourbillon, entraînant des débris de bois, saisissant les corps qui saluaient comme des pantins avant d'être écrasés contre la coque.

Pendant les quelques secondes que dura le drame, Davis demeura immobile, se rongant les poings. Il était écrasé, tordu en deux sur la lisse, les yeux fixes agrandis par l'horreur. Il se sentait dépassé, annihilé par la coalition de forces contre lesquelles il ne pouvait lutter. Il redressa la tête et regarda l'horizon tout autour, appelant un secours. Rien, seulement un vent léger et glacial qui s'amusait à éparpiller les cris, et, au centre de l'obscurité, l'immense *Étoile des mers*, stoppé, qui roulait et qui peu à peu prenait de la gîte sur tribord. Tout autour du navire, il y avait une marge plus claire où l'eau noire venait se saisir des embarcations et les emportait dans la nuit.

— Allo, Grayson.

— L'eau a ralenti un peu sa montée, mais le fléchissement s'accroît. Je crains de ne pouvoir donner de la lumière pendant longtemps. Le tuyautage se disjoint et perd.

— Faites évacuer en bas.

Le fléchissement ? Mais quelle en était la cause ? L'iceberg ? Impossible, le heurt avait eu lieu sur l'avant, à quelques mètres de l'étrave. Quoi donc ? Alors, lui revinrent des parcelles de conversation qu'il avait entendues lui aussi comme Herwick, le souvenir d'une histoire qui avait couru sous le couvert et à

laquelle il n'avait attaché aucune importance. Il pensa aux trépidations qui secouaient le navire lorsqu'il atteignait une certaine vitesse. Enfin lorsque, pendant de longues minutes, il eut tourné et retourné ces pensées, il fut envahi d'une éclatante vérité : l'*Étoile des mers* n'était pas apte au service en mer. Il regarda bien le navire qui était encore sous ses pieds, il n'aurait jamais dû quitter le port.

Le fléchissement ! Cette nuit était féconde pour lui en révélations et en surprises ; c'étaient des heures capitales de sa vie... des heures qui, sans doute, — il avait assez de courage pour ne pas se leurrer, — seraient les dernières. Le fléchissement ! Mais, diable ! Il croyait avoir deviné les motifs qui avaient guidé Jorgan dans le choix du commandant de l'*Étoile des mers*. Le fléchissement ! Le vrai motif de sa nomination ne serait-il pas l'inquiétude que donnait le bateau ?

« Oh ! Jorgan, vous, un marin, vous auriez fait cela ? Sachant que l'*Étoile des mers* ne présentait pas toute sécurité, vous lui auriez fait prendre la mer ? Vous auriez calmé vos doutes en plaçant à bord le commandant fétiche ? Oh ! oh ! Jorgan ! »

Il ressentit un calme étonnant. Dans des circonstances ordinaires, il aurait pu se reprocher d'avoir obéi aux objurgations de Haynes et de ses officiers ; il aurait pu se reprocher de n'avoir pas suivi son intention première de foncer droit dans la brume et de ne pas venir dans le sud. Mais, maintenant, il était satisfait que l'accident se fût produit ; les pertes seraient limitées, l'*Étoile des mers* ne disparaîtrait pas corps et biens au cours d'une tempête... « Pourvu qu'il reste sur l'eau encore un quart d'heure et que nous ayons de la lumière ! »

Un quart d'heure ! Quel calme en lui-même ! Quelle quiétude ! Ses gestes étaient plus amples, ses pas plus lents. Il allait sur la passerelle comme s'il ne devait jamais la quitter. Quarante ans de mer ! Tous ceux qui l'avaient accompagné dans sa course ! Maintenant il était seul, le vieux matelot avait quitté la passerelle sur son ordre, la timonerie était vide, le vent se coulait dans la chambre des cartes, la barre était abandonnée, quelques craquements mettaient des notes plus aiguës dans le vacarme qui venait du bas. Il était brusquement arrêté dans sa vie. « Seul ! Je suis seul, j'ai toujours été seul. Non. »



Et il eut un cri :

— Haynes. Où êtes-vous, Haynes? cherchant du regard, sur le pont, son second. Haynes... Haynes...

De toute sa vie il lui restait son ami. Ce qu'il avait eu de meilleur, c'était l'amitié, ce fut la raison de son appel. Il fallait que son ami fût à côté de lui.

Haynes était à son ouvrage, hors de vue et hors de portée de sa voix. Mais Davis savait qu'il reviendrait et ce fut sans impatience qu'il l'attendit.

...Simon ne demeura pas longtemps sur le sol. Il parvint à se redresser en se glissant sur le côté, mais il avait le visage en sang. La crainte d'être entraîné avec l'*Étoile des mers* prenait une horreur plus grande dans l'obscurité. On se battait plus sauvagement, et Simon ne maîtrisa plus la puissance des coups qu'il portait. Un matelot réussit à éclairer une torche électrique. Le rayon se déplaçait sur les passagers affolés. Là, une tête de femme déformée par la peur, les cheveux rejetés en arrière, la bouche ouverte, poussant des cris. Ici, une autre femme secouée de spasmes, de tremblements nerveux, inondée de pleurs, aphone. Plus loin, des mains crispées, des bras tendus dont on ne voyait pas le corps et qui imploraient. Parfois, le visage inhumain d'un homme affolé par la peur qui se ruait vers l'embarcation, écartant de gestes brusques les femmes alentour. Simon se jetait sur l'homme, tête en avant, le frappait en pleine poitrine et le rejetait en arrière. « Les femmes d'abord ! »

Il comprit que seul il ne pourrait jamais arrêter l'assaut. Il usa d'un stratagème pour sauver les femmes.

— Les hommes, cria-t-il, venez avec moi. Je vais vous donner le moyen de quitter le bord, et il les entraîna vers le pont supérieur où se trouvaient les radeaux.

Dix le suivirent.

Haynes, lui aussi, faisait de la bonne besogne, courant d'un groupe à l'autre, se jetant entre les combattants, encourageant les officiers.

— Allez-y, Gérard.

— Dès que l'embarcation touchera l'eau, aux avirons, débordez.

— Capitaine, combien de temps avons-nous ?



— Nous avons le temps si tout le monde conserve son sang-froid.

Un homme jeune, devenu fou, le saisit aux épaules. « C'est une honte, capitaine », et le frappa du poing en pleine figure. Haynes tomba sur le pont, se redressa, cria à deux garçons : « Attachez-le », puis disparut dans les aménagements.

Dans les coursives, des retardataires, — des hommes, des femmes, des enfants, — couchés tôt et réveillés brusquement par les garçons, couraient affolés.

— Du calme, leur cria Haynes. Passez vos gilets de sauvetage et allez sur le pont. Prenez un manteau, il vous sera utile dans les embarcations.

Quelques-uns serraient contre eux un sac ou une petite valise ; leur argent, leurs bijoux.

— Sauvez votre vie.

Il allait d'une cabine à l'autre, poussant violemment les portes, écartant les rideaux. Les couchettes étaient encore chaudes et gardaient la trace des corps ; des vêtements étaient jetés en tas ; un stylo tenait ouverte une lettre inachevée. Haynes trouva un homme endormi qu'il secoua de toute sa force.

— Qu'est-ce qu'il y a ?

Il le tira de sa couchette, arracha une ceinture de son support, la mit de force entre les bras du passager.

— Qu'est-ce qu'il y a ?

Il lui cria :

— Nous coulons.

Alors l'homme, comme un fou, se jeta dans la coursive.

Haynes poursuivit sa route. Le roulis du navire n'était plus franc ; une masse liquide, dans son ventre, roulait avec lui, alourdissait le mouvement et lui donnait un retour plus brusque. En marchant, Haynes sentait ce poids mort, nouveau, qui avait pris possession de l'*Étoile des mers* et qui, à chaque seconde, était plus important. Lorsque le navire était sur un côté, il peinait pour se redresser. Il était comme une bête blessée qui veut se remettre sur pied.

Les cabines étaient maintenant toutes vides. Un courant d'air pénétrait à bord par quelques hublots ouverts et agitait faiblement les rideaux. Au fond de la coursive s'amorçait un escalier qui conduisait à l'étage inférieur. Haynes s'y engagea. Dès qu'il eut descendu quelques marches, la rumeur des passa-

gers en train de se sauver disparut comme escamotée. Il ne s'en aperçut pas tout de suite, il lui fallut descendre encore un peu. Alors, des fonds du navire le silence arriva jusqu'à lui comme un souffle et accompagné d'une bouffée de chaleur, et ce silence fut brusquement coupé de longues plaintes, de gémissements et de craquements qui déchiraient les boiseries. Haynes s'arrêta au bas de l'escalier luttant contre une espèce de peur qui l'envahissait, mais il la domina et reprit sa marche. Il semblait, lorsque les plaintes naissaient et se propageaient comme une fusée, que le navire était tordu par une main de fer. Elles étaient de natures et comme de formes diverses. Les unes étaient brèves et aiguës, les autres duraient plusieurs secondes. Là, un panneau se brisait net, plus loin une latte de bois sautait sur toute la longueur d'une cabine. Puis, c'étaient de petits bruits : une table qui se renversait, un fauteuil qui pivotait.

Haynes allait de l'avant posément, ne négligeant aucune cabine, se rendant compte soigneusement si toutes étaient vides. Elles étaient toutes vides, et la solitude paraissait, effrayante.

Il descendit encore plus bas et atteignit les salles à manger. Les tables étaient déjà garnies pour le déjeuner du matin, et, dans les offices voisins, des piles d'assiettes s'étaient effondrées et brisées sur le parquet. Là, le beuglement de la sirène, qu'il entendait encore nettement à l'étage supérieur, ne parvenait que faiblement. Tout à côté, se faisait entendre un bruit puissant et régulier, — comme le bruit d'une masse sur une enclume, — qu'il ne parvint pas à définir. « Qu'est-ce donc ? » se dit-il. Il écouta avec calme, et, dans le moment, il perçut le battement violent de son cœur, si violent qu'il ne sut pas si ce n'était pas son cœur qui produisait ce bruit.

« Je vais remonter. »

L'électricité s'éteignit, l'*Étoile des mers* roula sur bâbord et demeura quelques secondes ainsi. Haynes se jeta en avant en proie à la terreur, dressant les bras au-dessus de la tête comme pour se protéger de la masse du navire, des cinq étages prêts à s'abattre sur lui. Il se heurta aux fauteuils de la table, glissa sur le parquet et se releva.

— Il faut marcher lentement. J'ai une vingtaine de pas à faire. L'escalier est à bâbord.

Il fit ces vingt pas, puis tourna. Il était trop effrayé pour entendre encore les gémissements. Il monta l'escalier, il devait suivre toute une courbure. L'air lui jetait des rideaux à la figure. Il crut entendre un sanglot.

— Holà ! Quelqu'un ?

Il ne reçut aucune réponse. « J'ai vu toutes les cabines, il n'y a personne. » Pourtant il semblait que quelqu'un, une femme peut-être, sanglotait, là, tout à côté, dans cette cabine à droite. « Il faut voir. » Il entra, les mains tendues devant lui, les yeux ouverts. Le sanglot était là, dans ce coin. Il allait le saisir. Mais non, il n'y avait rien... Rien qu'un filet d'eau qui coulait...

Il n'eut plus la force de se contenir, il sortit de la cabine et courut de toute sa force, heurtant les cloisons de la tête et des épaules, comme un fou. Un escalier encore, une courbure, et le silence inquiétant, et les plaintes, et les sanglots restaient derrière lui, en bas, diminuaient d'intensité, tandis que le beuglement de la sirène reprenait sa puissance et que la clameur des passagers se faisait entendre de plus en plus distincte.

Enfin, il atteignit le pont supérieur, et se trouva à l'air, dans la foule. Son visage était couvert de sueur. Pris d'une défaillance, il s'accota une minute contre l'encadrement de la porte. Puis il reprit sa marche. Les ponts étaient déjà bien dégagés, il n'y avait presque plus de femmes. Dans une embarcation, il vit que des hommes avaient pris place aussi. « Nous aurons le temps de sauver tout le monde. »

Simon, suivi d'une dizaine d'hommes affolés, le heurta. Brusquement on plaça devant son visage le faisceau d'une lampe électrique.

— Haynes, est-ce vous ? interrogea le deuxième lieutenant, ne reconnaissant pas tout de suite le second capitaine dans cet homme contusionné, à la barbe à demi arrachée, aux vêtements en lambeaux ?

— Oui... Et vous ?

— Simon.

— J'ai fait une ronde en bas. Tout est abandonné.

— Je conduis ces hommes aux radeaux.

— Vous n'aurez plus de treuils pour les mettre à l'eau... Dépêchez-vous, dépêchez-vous. Je crains que nous n'en ayons pas pour longtemps.

— Venez.

— Je rejoins Davis... Au revoir... Sauvez-vous.

— Au revoir... Sauvez-vous.

... A divers signes, les marins comprenaient que l'*Étoile des mers* n'allait pas tarder à sombrer; le navire était plus lourd, il avait perdu sa rigidité. Les haubans et les galhaubans cassaient net, et les craquements entendus par Haynes dans les fonds étaient maintenant perceptibles de tout endroit à bord.

Dans la machine, l'eau, qui était restée un moment stationnaire, avait repris plus rapidement son mouvement d'ascension, créant une masse au centre qui rompait l'équilibre du navire et agrandissait à chaque instant les fissures des tôles. Cette eau était troublée de remous et irisée de taches d'huile. Elle vivait des courants qui la parcouraient et entourait les jambes des hommes d'une pression lente et froide comme celle de la pieuvre.

— Évacuez les fonds, cria Grayson. L'eau va atteindre les foyers des chaudières.

Les hommes, qui étaient demeurés jusqu'à la fin, se précipitèrent vers l'échelle et y grimpèrent.

— Il n'y a plus rien à faire, dit Grayson à l'ingénieur, — et sa voix tremblait un peu, — que d'essayer de nous sauver... C'est dommage. Nous aurions fait quelque chose de beau avec l'*Étoile des mers*.

Son calme ne l'avait pas quitté. Il jeta un long regard dans la machine.

— Allons, dit-il, tous mes hommes sont en haut.

Il monta les échelons derrière l'ingénieur. A peine avait-il atteint le dernier, qu'une vapeur lourde se répandit dans la machine et la chaufferie. Ils entendirent quelques sourdes détonations, puis l'électricité manqua; la petite chaudière qui alimentait les dynamos, — placée plus haut que les autres, — avait été atteinte par l'eau. Il rejoignit ses hommes sur le pont.

— Passez vos ceintures et filez. Prenez un radeau sur le pont des embarcations. Au revoir, monsieur l'ingénieur, chacun pour soi, maintenant.

Sur la passerelle, il trouva Haynes qui rendait compte à Davis de sa ronde.

— Il n'y a plus personne dans les cabines. J'ai visité jusqu'aux salles à manger et aux offices. J'ai parcouru les logements du personnel.

— Et ceux-ci, dit Davis, en désignant un groupe d'hommes à trente mètres que l'on voyait s'agiter dans l'obscurité ?

— Ils se battaient autour d'un canot. Simon les a entraînés. Ils mettent un radeau à la mer.

— Il n'y a plus personne en bas, dit Grayson. Quelques-uns de mes hommes sont sur le pont aussi, aux prises avec un radeau.

— Bon, dit Davis. Les canots ?

— Le numéro quatre a coulé.

— Je sais... J'ai vu...

— Un palan mal accroché, un coup de roulis, la houle...

— Je sais. Combien de temps encore, Grayson ?

— Je ne sais pas. Cinq, dix, quinze minutes. Les tôles se tordent comme du carton.

— Eh bien ! filez. Bonne chance !

Grayson prit la main de Davis, la serra, puis dévala l'échelle sans détourner la tête. Davis et Haynes se trouvèrent seuls, ils baissèrent la tête sans se regarder.

Une lampe-tempête était allumée et posée sur le bureau où quelques papiers étaient rassemblés.

— Haynes. Allez jusqu'au poste de Sans fil. Prenez tous les télégrammes qu'ils ont reçus. Apportez-les moi. Dites-leur...

Il hésita, hocha la tête lourdement, sentant dans sa poitrine quelque chose qui l'écrasait.

— Ah ! ceux-ci, dit-il, ont la plus mauvaise part. Pour essayer de sauver les autres, il faut les condamner. Dites-leur qu'ils doivent rester encore, que moi je suis là aussi.

Dix mètres séparaient la passerelle du poste. Haynes les parcourut en courant. D'un coup sec, il ouvrit la porte et s'arrêta surpris. Les deux opérateurs, assis, fumaient calmement. L'un manipulait, l'autre notait sur une feuille les signaux reçus.

L'arrêt de la lumière et de la force motrice avait été, pour eux, le seul indice du progrès de l'eau. Ils avaient été plongés brusquement dans l'obscurité ; l'un des deux avait tourné le commutateur de secours, et les appareils et les lampes étaient maintenant alimentés par les accumulateurs.

Ils furent aussi surpris que Haynes. Ils étaient isolés par des parois blindées. L'apparition du second capitaine échevelé,

meurtri, vêtu de loques, leur apporta l'image de ce qui s'était passé à bord. Ils se dressèrent.

— Eh bien ?

— Ce sera bientôt la fin. Qu'avez-vous fait ?

— Nous sommes en communication avec le *Berlin* et Cap Race. Le *Berlin* donne tout ce qu'il peut. Il sera ici dans quatre heures. Le *Celtic* a répondu aussi, mais il est trop loin...

— Télégraphiez au *Berlin* que l'évacuation de l'*Étoile des mers* est terminée. Un canot a coulé à la mise à l'eau. Nous en avons pour un quart d'heure. Signalez forte houle, mais ne mettant pas en danger les embarcations. Donnez-moi les papiers, les télégrammes reçus... Il faut continuer à appeler, n'est-ce pas ? Davis est là, sur la passerelle. Je suis là aussi. Simon aide quelques hommes à mettre un radeau à l'eau... Il vaudrait mieux, ajouta-t-il, tandis qu'il pliait les papiers que lui avait remis le chef de poste, passer vos ceintures de sauvetage. Je vais revenir...

— Haynes, dit Davis, lorsque le second fut de retour sur la passerelle, il faut se trouver heureux que la mer ne soit pas plus mauvaise. La houle semble moins forte et la brume s'est bien dissipée.

Pour mieux en juger, ils s'approchèrent du bord et regardèrent au large. A trois cents mètres, les feux des embarcations, toutes réunies, dansaient une danse macabre. Cinq ou six, portés par une vague, apparaissaient, puis disparaissaient plongés dans un creux. Trois autres, plus loin, brillaient à cet instant. Puis c'était de nouveau le tour des premiers.

— Il fait assez clair, les recherches du *Berlin* en seront facilitées.

La houle, lisse et uniforme partout ailleurs, brisait contre l'*Étoile des mers*. Roulée sur elle-même, comme un homme qui baisse la tête et fait un bloc de ses épaules, elle donnait des coups de masse contre la coque.

Davis et Haynes étaient serrés l'un contre l'autre. Davis mit une main sur une épaule du second, et ce geste fut suffisant. Il disait : « Nous sommes nous deux, nous deux seuls depuis dix ans, et maintenant la mort nous guette, mais nous sommes nous deux, nous deux encore.

— J'ai eu peur, dit Haynes, en bas... Si vous aviez entendu ces bruits.

— Je sais, dit Davis, mais je savais que vous seriez ici, maintenant.

Il se tut, puis :

— Je voudrais bien que Jorgan sût ce qui s'est passé. J'ai tout noté : la brume, les télégrammes qui nous donnaient la position des icebergs. Tout est marqué sur le journal du bord : les morutiers, notre changement de route, l'abordage. L'avarié de l'avant est insignifiante.

— Nous coulons.

— Il y a autre chose, Haynes.

— Je sais.

— Moi aussi, j'ai compris. Je voudrais me sauver pour leur dire.

— D'autres le savent. Ils le diront.

Le groupe des hommes entraînés par Simon avait rencontré sur le pont supérieur d'autres hommes conduits par Gérard. Il y avait quelques passagers en smoking, des musiciens, le magasinier et son aide, un cuisinier et quelques garçons. Simon prit un fanal-tempête dans un coffre, l'éclaira, et le suspendit à une drisse, puis avec l'aide de Gérard, il repoussa les passagers.

— Il faut nous laisser travailler, maintenant. Les treuils ne fonctionnent plus. Lorsque les radeaux seront amenés, il faudra vous jeter à l'eau et les rejoindre.

Le cuisinier, un géant, donna quelques coups d'épaule.

— Tenez-vous tranquilles.

Ils coupèrent les amarres d'un radeau, l'attachèrent au croc du mât de charge, et, — cinq ou six hommes pesant sur le palan, — le soulevèrent à un mètre du sol.

— Allons, un homme la-dessus, un seul.

Simon avisa un tout jeune homme caché derrière les autres.

— Vous, prenez la gaffe. Tenez vous accroupi au centre. Agrippez-vous au crochet. Allons. Montez. Dès que le radeau sera à l'eau, décrochez le palan. Les autres sauteront à la mer. Vous les aiderez à se hisser à bord.

Le radeau fut hissé un peu plus haut, le mât de charge pivota, et l'engin et son homme disparurent le long de la coque. En pesant sur le palan, Gérard s'aperçut que les ordres de Simon avaient été exécutés.



— Six hommes. Sautez. Attendez que le bateau se couche sur bâbord.

En bas, l'eau luisait dans l'obscurité. Personne ne s'avança.

— Faites-leur voir, vous, dit Simon à un garçon.

Le garçon se mit en boule, les jambes pliées, et sauta. Alors cinq hommes le suivirent comme des moutons. Des chauffeurs arrivèrent à ce moment, et deux autres radeaux furent mis à l'eau. Puis Grayson arriva de la passerelle, et ce fut lui qui fut descendu sur le quatrième. Le pont était dégagé.

— Seuls, dit Gérard, nous n'aurons pas la force d'amener un radeau. Nous grimperons sur celui de Grayson. Sautons.

Mais de la nuit vinrent une voix et des bruits de pas.

— Simon, Gérard.

Bientôt Haynes sortit de l'obscurité.

— Il y a le youyou du commandant. Il vient avec les Sans-Fil. Préparons-le.

Simon détacha le fanal et tous les trois coururent vers le youyou, placé à bâbord et juste au-dessous de la passerelle. Il fut vite débarrassé de la toile et de sa brassière et débordé.

— Et le commandant ?

— Je viens, répondit Davis.

Il apparut en effet, poussant devant lui, à petits gestes, les télégraphistes qui, gauchement, nouaient leurs gilets de sauvetage.

Gérard s'apprêta à sauter dans l'embarcation. A cinq cents mètres, les feux des embarcations, groupées par Herwick, dansaient dans la houle. De la nuit pleine, touffue, qui entourait le pauvre fanal, montaient les appels des hommes agrippés aux radeaux et le choc lourd des lames contre le navire qui, comme un cargo lourdement chargé, s'était enfoncé dans l'eau.

Le mât de l'avant cassa net et tomba en arrière sur la passerelle, brisant un compas et des vitres qui s'émiettèrent. Les six hommes baissèrent la tête et firent un mouvement pour se lancer vers le youyou. Mais, sous leurs pieds, faisant vibrer les tôles du pont et les secouant jusqu'à leur âme, un hurlement formidable se développa, nourri de chocs sourds, de détonations et de craquements. Le pont prit une inclinaison vers l'arrière, et le centre du navire s'abaissa vers l'eau. La passerelle s'abattit comme un jouet brisé, la timonerie, la chambre des cartes, le rouf se disloquèrent, les panneaux



volèrent en éclats. Ils étaient couverts de débris, cassés en deux. L'avant et l'arrière eurent un mouvement de montée. L'eau surgit sur le pont en volutes blanches, bouillonnant, roulant dans sa masse et tordant des tôles de fer.

Les six hommes criaient, mais leurs cris étaient perdus dans le vacarme. Ils n'étaient déjà plus que des formes souples, à demi insensibles, prises par les vagues d'air chassées de l'intérieur du navire.

Simon était à côté de Gérard, il le saisit par les mains et ferma les yeux.

### III

Jeu*di* 14 mai 19... 10 heures.

— Je tenais dans mes mains les mains de Gérard...

Simon était allongé dans une couchette du *Berlin*. Les pansements qui lui entouraient la tête, laissaient seuls ses yeux visibles.

— Ensuite, lui demanda Herwick qui était assis à côté de la couchette.

— Ensuite ? Ah ! C'est difficile à dire... et je souffre... ma jambe droite est lourde et me brûle... Figurez-vous cela, l'immense paquebot qui coule... et vous qui êtes entraîné avec tous les débris. Les constructions, les mâts, les cordages, le pont arraché, les épontilles, les tôles, chacune de ces choses, saisie, soulevée, tordue, pliée, roulée. Je ne sais pas. Je fermais les yeux. Un bruit infernal. Moi, j'étais pris, je ne peux pas vous dire, comme par un souffle puissant. J'étais une chose sans poids dans un grand vent qui m'attirait, qui m'étreignait. J'ai lâché les mains de Gérard et j'ai dressé les bras. Pendant ces quelques secondes, j'ai vu Mina, ma petite amie, j'ai vu mes camarades du *Mount Everest* accoudés au bordage et me regardant. Puis, l'eau est venue qui m'a frappé en pleine poitrine, qui m'a roulé et entraîné. J'ai senti mes jambes prises dans un étau et j'étais attiré vers le fond. De toutes mes forces, Herwick, j'ai résisté, j'ai voulu me dégager. Puis un déchirement, un grondement dans ma poitrine, un casque sur ma tête. La nuit. Plus rien...

— Vous avez eu une belle chance, Simon. Je vous ai repêché.

— Vous, dit Simon avec un élan de gratitude.

— Oh ! je ne savais même pas que ce fût vous. J'ai vu une tête hors de l'eau, dans la houle, à l'aube. Je vous ai tiré de là au bout d'une gaffe. Vous étiez comme mort, raidi, le sang coulait de votre nez et de vos oreilles. Vous avez la joue droite fendue... et le mollet droit arraché. Vous deviez avoir la jambe prise dans un filin, et vous avez tiré, tiré comme un damné jusqu'à vous déchirer les muscles. On a crié : « Il est mort. » Je les ai fait taire. J'ai usé deux litres de rhum sur vous, *old fellow* ; vous êtes dans un bel état, savez-vous ? Je vous ai massé de toute ma force. Je crois que c'est la douleur qui vous a ramené à vous. Le docteur du *Berlin* dit que vous n'avez rien de cassé. C'est une chance. Mais vous en aurez pour deux ou trois mois.

— Et les autres ?

— Cinquante-cinq passagers sont noyés... Trois femmes sont mortes de froid et de peur dans les canots. Les autres sont ici à bord, aux petits soins, choyés. Ils ont les meilleures cabines... Quelques femmes délirent...

— Et les autres ? répéta Simon.

— Grayson et l'ingénieur sont sauvés. Tous les matelots, tous les garçons, les commissaires, le docteur, les officiers de la machine sont sauvés.

Il baissa la tête, et sa grande mèche noire lui voila la figure.

— Les télégraphistes, Gérard, Haynes et Davis ont disparu.

— Ah ! Gérard aussi ? dit Simon. J'avais ses mains dans les miennes. Elles battaient follement. Je les sentais vivre, et il est mort !

Ils demeurèrent silencieux pendant quelques minutes, puis Simon tourna vers son camarade son visage ravagé par la souffrance.

— Herwick, Herwick, donnez-moi la main. Haynes et Davis aussi ! C'étaient deux bons types. N'est-ce pas que Davis était un bon type ?

— Mais oui, Simon.

— Herwick... Votre histoire...

— Quoi donc ?

— Rien...

— Allons, il faut vous reposer... Un peu de fièvre.

ÉDOUARD PEISSON.

---

## LA CARRIÈRE D'OFFICIER

Les générations d'officiers qui sont entrées dans l'armée entre 1871 et 1914 l'ont fait d'enthousiasme et sans calcul. Les futurs officiers, en venant aux écoles, ne pensaient même pas à ce que seraient leur solde et leur vie matérielle. Ils étaient profondément animés, tout en ne se livrant à aucune bravade et en n'en parlant pas, du désir de venger l'humiliation du pays, amputé par un vainqueur impitoyable, de provinces qui avaient donné à l'armée tant de chefs et de soldats, à la nation tant de preuves de patriotisme. Ce sentiment, et la volonté de reconstituer l'intégrité du territoire de la France avaient amené dans nos rangs la fleur de la jeunesse, et soutenaient notre ardeur au travail, notre volonté d'être prêts moralement, intellectuellement et matériellement le jour où viendrait l'inéluctable règlement de comptes. Il faut avouer qu'à leur ardeur patriotique se mêlait quelque peu de gloriole juvénile : plaisir de porter l'uniforme, joie de commander. Tous, au fond du cœur, croyaient qu'ils iraient chercher au delà du Rhin, pour leurs chefs et pour la gloire de l'armée sinon pour eux-mêmes, ce bâton de maréchal que l'on ne donnait plus à personne. Les expéditions coloniales, le Maroc attiraient en grand nombre les officiers désireux de subir l'épreuve de la guerre et de perfectionner leurs connaissances militaires et techniques.

Après 1918, cette situation s'était profondément modifiée. La jeunesse d'aujourd'hui est plus réaliste, et les parents aussi, car la vie matérielle est devenue plus incertaine et plus dure. D'autre part, après les fatigues et les dangers prolongés pendant tant de mois, un changement s'était produit dans la plupart

des esprits; il ne restait plus de but militaire immédiat, et un besoin impérieux de repos et de détente se faisait sentir. Qu'on joigne à cela une campagne pacifiste aux origines multiples : vanité d'idéologues se croyant capables de transformer le monde avec leurs utopies, fléchissement de l'esprit de devoir chez ceux qui l'avaient trouvé bien dur à accomplir dans le domaine militaire, snobisme de mauvais aloi de gens désireux de paraître animés d'idées originales et libérés de traditions périmées, enfin, — déclarons-le hautement, — propagande des ennemis et des rivaux de notre pays et des jaloux de sa gloire et de sa rapidité de relèvement, propagande menée avec audace par tous les moyens dans le monde entier, et qui a trouvé trop souvent des échos, volontaires ou inconscients, jusque dans notre presse et dans les programmes de certains partis désireux de gagner l'opinion publique par la perspective de moindres efforts.

Ce n'est pas tout : une autre campagne particulièrement odieuse a été et est toujours menée contre l'armée par les éléments de désordre qui, rêvant le bouleversement de la société, veulent ruiner la plus solide des barrières qui la protègent. Toutes ces causes réunies ont concouru à détourner la jeunesse de l'armée et en particulier du corps d'officiers. La diminution du nombre des candidats à Saint-Cyr s'était accentuée au point de devenir inquiétante; une proportion très élevée des élèves de Polytechnique non placés par leur classement dans les divers corps d'ingénieurs et qui autrefois entraient presque tous dans le génie ou l'artillerie, donnaient leur démission pour courir la chance des carrières civiles. Cette situation s'est améliorée. L'école navale, celle du service de santé ont un grand nombre de candidats; le nombre de ceux pour Saint-Cyr augmente, sans être toutefois revenu au niveau d'avant-guerre; à l'École polytechnique, il y a également plus de tendances à rester dans l'armée.

La crise profonde qui trouble actuellement le monde entier, la situation politique si troublée de l'Europe montrent à tous les peuples, en dépit de l'ouverture de la Conférence du désarmement, la nécessité impérieuse de rester prêts à défendre leur sécurité. La question du désarmement est en réalité une comédie de mauvais aloi : la plupart de ceux qui y participent sur la scène de Genève ne songent qu'à désarmer

leurs voisins tout en restant forts eux-mêmes. Jamais il n'y a eu plus de risques de complications de tout genre. La France jalouée a besoin d'une force militaire solide pour sa sécurité. Le cerveau est le moteur du corps ; le corps d'officiers est le cerveau de l'armée. Sans lui celle-ci, même si elle possédait le nombre et un matériel parfait, ne serait qu'une cohue sans consistance et sans valeur.

Cela vaut donc la peine d'examiner les conditions morales et matérielles de la vie d'officier et d'en présenter aux jeunes gens et à leurs familles un tableau clair et fidèle afin de diminuer les effets des causes de désaffection dont nous parlions tout à l'heure.

#### LES ÉTAPES

Il ne faut pas devenir officier de carrière sans vocation. Il est moins grave certainement d'entrer dans l'armée que dans les ordres, mais c'est quelque chose d'analogue. Celui qui adopte la carrière militaire renonce à faire fortune. Sauf pour les médecins et les vétérinaires qui peuvent exercer une profession libérale, et la possibilité pour certains techniciens de bifurquer vers celle d'ingénieur, c'est aussi presque sûrement le renoncement à toute autre carrière.

Vigny a parlé de « Grandeur et Servitude militaires ». La grandeur, ce n'est pas moi qui la nierai. Quant à la servitude, discutons-la. Cette dernière est en tout cas nettement délimitée : c'est celle de la discipline. Selon la belle expression des vieux règlements, on doit l'obéissance aux chefs dans tout ce qu'ils commandent « pour le bien du service et l'exécution des règlements militaires ». Ils n'ont rien à exiger au delà. Hors du service, l'officier n'est obligé à aucune compromission, il jouit d'une pleine liberté dans toute la limite des convenances. De quelle carrière civile en peut-on dire autant ? Le militaire ne dépend pour sa carrière que de ses chefs ; dans la plupart des positions civiles, on dépend plus ou moins de tout le monde.

Cette indépendance de l'officier a sa base solide dans la sécurité morale que lui a donnée la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers. En lui garantissant la propriété de son grade, elle l'a prémuni contre tout arbitraire. L'officier en

effet ne peut perdre son grade que par démission ou par condamnation à certaines peines entraînant la révocation. Les lois sur l'avancement lui garantissent d'autre part l'accès à l'ancienneté au grade d'officier supérieur.

Cette possession du grade est rendue possible par la distinction entre le grade lui-même et l'emploi.

L'officier pourvu d'un emploi de son grade est dit en *activité*; il se trouve en *non-activité* quand il n'a pas d'emploi. Cela peut se produire pour des motifs variés. Si c'est par raison de santé, retour de captivité, diminution des cadres, l'ancienneté continue à courir; elle est suspendue si la non-activité est motivée par une raison de discipline. La solde varie avec la cause de la non-activité, moins avantageuse si c'est un motif de discipline.

L'officier qui, sans avoir droit à sa retraite, n'est pas susceptible d'être rappelé à l'activité, est mis en *réforme*. Cette mesure n'est prise qu'après avis d'un Conseil d'enquête entouré de formes très strictement observées, avis qui ne peut être modifié par le ministre qu'en faveur de l'officier. L'officier reçoit une pension de réforme dont le taux varie avec son ancienneté et le motif de la réforme.

Une autre position peut se produire dans la vie de l'officier, mais uniquement sur sa demande, la *disponibilité*. Tout officier ayant plus de quinze ans de service peut rentrer dans la vie civile tout en conservant ses droits à la retraite et en restant astreint à certaines périodes d'instruction. Il lui est possible de revenir à l'activité.

Enfin après vingt-cinq ou trente ans de service, suivant la quantité et la nature de ses campagnes, l'officier peut être admis à la *retraite*, et il l'est obligatoirement quand il est atteint par la limite d'âge fixée pour son grade. Par une disposition spéciale, les officiers généraux, au lieu d'être mis à la retraite, sont placés, s'ils le demandent, dans le *cadre de réserve*, position qui leur est particulière.

#### LA VIE MATÉRIELLE

On reproche en général, et c'est exact, à la carrière militaire d'être peu rémunératrice, même quand on y arrive à un grade assez élevé. Mais les familles, comme les jeunes gens,

doivent ne pas perdre de vue, à notre époque de vie difficile, la rapidité avec laquelle un jeune homme est à même de suffire à ses besoins et cesse d'être à charge à ses parents. C'est d'autant plus important qu'une famille est plus nombreuse. Il n'y a pas de carrière où un jeune homme soit aussi vite tiré d'affaire.

En effet, à dix-sept ans, l'accès des grandes écoles lui est ouvert en cas de succès aux examens. La pension, qu'on payait autrefois, a été supprimée en 1930, et des exonérations partielles ou totales du paiement du trousseau sont accordées à tous ceux qui en ont besoin : c'est donc le toit et la vie matérielle assurés, en même temps que le complément d'instruction et d'éducation qui assurera une carrière honorable.

A ceux auxquels l'accès de ces écoles n'est pas possible, la caserne ouvre ses portes dès qu'ils ont dix-huit ans. La vie matérielle y est bien moins dure qu'autrefois ; l'hygiène, la nourriture y sont l'objet de plus de soins, les permissions plus fréquentes. Un sujet de bonne conduite, instruit et travailleur, peut devenir sous-officier au bout d'un an et se présenter aux écoles d'élèves-officiers deux ans plus tard, c'est-à-dire être officier à partir de vingt-trois ans.

En somme, par l'une ou l'autre voie, il est possible de devenir sous-lieutenant entre vingt et vingt-cinq ans.

Une troisième voie est ouverte aux jeunes gens à qui la vocation militaire vient sur le tard et qui ont suivi les cours de préparation militaire supérieure : c'est de devenir officier de réserve pendant l'exécution du service légal. Ils peuvent ensuite obtenir l'autorisation soit de faire un stage de longue durée en vue de passer dans l'armée active, soit d'entrer aux écoles des sous-officiers et élèves officiers.

On voit qu'à partir de l'entrée dans la carrière militaire les dépenses d'instruction sont minimales ou nulles, et qu'une vie matérielle digne et honorable est assurée très tôt. Qu'on songe au temps et aux dépenses nécessaires pour l'accès aux carrières libérales, droit, médecine, ingénieur, artiste, sans parler de la difficulté de percer dans ces carrières encombrées. Pour le commerce, la banque, les affaires, l'apprentissage et les années de début sont en général bien peu payés, exposés au risque de la concurrence et à de gros aléas.

Certes les soldes des officiers ne sont pas comparables aux



émoluments de certaines professions civiles pour ceux qui y ont une réussite exceptionnelle. Il faut reconnaître qu'au lendemain de la guerre, alors que les soldes n'avaient pas été relevées et que le prix de la vie s'était accru comme on le sait avec la chute du franc, la situation matérielle des familles d'officiers sans fortune s'est trouvée critique, et qu'elles ont passé quelques années très dures. Mais maintenant les augmentations des soldes ont ramené celles-ci à peu près au niveau d'avant-guerre. Ces soldes ne sont pas somptueuses, mais elles sont touchées de bonne heure, et il s'y joint bien d'autres avantages pécuniaires.

C'est ainsi qu'au moment de leur nomination au premier grade d'officier, les jeunes gens reçoivent une première mise d'équipement qui, si elle ne suffit pas, loin de là, à couvrir tous leurs débours, constitue un appoint non négligeable.

Les voyages de service motivent l'octroi de frais de déplacement, portés aujourd'hui à un taux raisonnable et couvrant à peu près les dépenses occasionnées; les voyages outre-mer sont aux frais de l'État. Pour les déplacements ne se rapportant pas au service, l'officier jouit personnellement du quart de place sur les chemins de fer, et de réductions variables sur les lignes de navigation pour lui et pour sa famille.

Aux colonies, l'officier touche un supplément de solde qui varie de 25 pour 100 en Algérie-Tunisie, à 90 pour 100 en Afrique équatoriale.

Les différents grades dans la Légion d'honneur ouvrent le droit à des pensions variant de 500 francs pour le chevalier, à 6 000 francs pour le grand-croix.

Des frais de service et de représentation sont accordés quand l'officier exerce des fonctions en justifiant l'allocation.

Une très heureuse innovation assez récente a consisté dans des indemnités pour charges de famille à mesure que le nombre des enfants augmente (de 660 francs par an au premier enfant, à 2 920 pour le quatrième); il y a beaucoup de familles nombreuses dans l'armée. Il faut se rappeler que les fils d'officiers peuvent être admis au collège militaire de La Flèche, où la préparation aux grandes écoles, en particulier à Saint-Cyr, est remarquable; les filles des membres de la Légion d'honneur peuvent obtenir des places dans les maisons d'éducation de Saint-Denis, Écouen et Les Loges.



Enfin, au terme de sa carrière, l'officier a droit à une pension de retraite, et à une pension spéciale en cas d'invalidité résultant de blessures de guerre ou d'infirmités contractées dans le service. Ces pensions sont susceptibles de bonifications selon le nombre des enfants; elles se reportent partiellement sur les veuves et sur les orphelins jusqu'à leur majorité. Elles ne sont pas très grosses, mais c'est un minimum de pain assuré.

Toutes ces conditions permettent une vie modeste mais digne, et causant relativement peu de soucis matériels.

#### LA FORMATION DE L'OFFICIER

Les futurs officiers se forment, selon l'arme qu'ils désirent, soit dans les grandes écoles de Polytechnique et de Saint-Cyr ou à l'École navale, soit pour ceux qui sortent des rangs aux écoles de leur arme ou service : Saint-Maixent, Saumur, Poitiers, Versailles, Vincennes. De là ils passent, dans tous les cas où leur formation technique l'exige, par une école d'application : Versailles pour les chars de combat, Saumur pour la cavalerie, Fontainebleau pour l'artillerie, Versailles pour le génie et pour l'aéronautique. Les médecins se forment à Lyon et au Val-de-Grâce à Paris, les vétérinaires à Alfort et à Saumur.

Le régime des écoles est devenu bien plus libéral qu'autrefois; les sorties sont plus nombreuses, les fenêtres plus largement ouvertes sur le monde. On s'attache dans les programmes à donner des notions sur les grandes questions générales, même étrangères à l'armée. Les brimades ont disparu depuis longtemps ou ne sont plus que d'innocentes plaisanteries plus ou moins spirituelles.

Dans toutes ces écoles, on demande aux jeunes gens un travail intensif qui leur fournira le substratum de connaissances indispensable pour leurs travaux ultérieurs. L'officier, en effet, s'il veut être à hauteur de ses fonctions, doit travailler toute sa vie. La tactique change sans cesse avec les progrès de l'armement, l'organisation de l'armée, l'état social même de la nation, et par suite les méthodes d'instruction se modifient elles aussi.

Plus tard, les officiers fréquentent divers cours et écoles

de formation supérieure. Presque tous passent par les cours de franchissement de grade et les cours d'information qui les mettent au courant des nouveautés techniques et tactiques. Le personnel de l'intendance, avant d'y entrer, reçoit une formation spéciale. La fréquentation de certaines écoles techniques supérieures, en particulier pour l'électricité et l'aviation, est encouragée. L'École de guerre (1), où sont réunis après examens des officiers de toutes armes, constitue une véritable université militaire où sont pratiquées de solides méthodes de travail préparant aux parties élevées du métier et au service d'état-major, en même temps qu'on y reçoit une documentation précieuse sur maintes questions d'intérêt général. Enfin le cours des Hautes-Études militaires réunit chaque année un certain nombre d'officiers supérieurs et généraux dont les aptitudes au commandement sont strictement contrôlées dans des exercices appropriés sous la direction d'officiers généraux choisis, en même temps que des vues générales leur sont données par des professeurs éminents sur les grandes questions à l'ordre du jour.

#### LA CAMARADERIE

Dans les écoles de formation et d'application, les futurs officiers ne puisent pas seulement les connaissances nécessaires; ils y nouent des liens précieux d'amitié et de camaraderie qui durent toute la vie, camaraderie dont aucune autre profession n'offre l'équivalent.

Autrefois, avant 1870, quand l'armée était relativement peu nombreuse, et que le service à long terme n'était pas absolument obligatoire, l'armée, tout en étant profondément nationale, vivait à l'écart de la nation. Son corps d'officiers ne formait pas une caste, comme on l'a souvent dit injustement, car il se recrutait et se recrute encore dans toutes les classes sociales; ses rangs étaient ouverts à tous et l'armée française reposait sur une base essentiellement démocratique; ils formaient cependant un corps bien distinct. Tout cela a bien

(1) Les frais de déménagement élevés causés aux officiers par la venue à cette école et leur stage ultérieur dans les états-majors en avaient écarté beaucoup de candidats; une indemnité spéciale est venue remédier à cette situation.

changé, surtout depuis la Grande Guerre qui a conduit au feu la nation entière et au cours de laquelle les officiers de réserve ont tenu une place considérable et fait preuve de telles qualités qu'ils sont indiscutablement aujourd'hui de la famille; ils contribuent à renforcer les liens qui unissent l'armée et la nation. Tous les jeunes gens ayant une instruction suffisante tiennent à honneur de devenir officiers de réserve. Ils en ont le devoir, car ils doivent au pays plus que les autres, en guerre comme en paix, et les obligations de l'officier de réserve n'entraînent pas le renoncement à la vie courante.

On parle souvent de la monotonie de la vie de garnison. N'en souffre que celui qui le veut bien.

Contrairement à ce qu'on dit parfois, la vie militaire offre autant d'occasions que n'importe quelle profession, d'un travail intellectuel et de fonctions infiniment variées qui maintiennent la souplesse de l'esprit. L'examen que nous ferons plus loin du rôle de l'officier permettra d'en juger.

Même pour qui reste sur place, le métier remplit la vie d'occupations multiples. Partout les sports offrent de précieuses distractions, que l'officier les pratique seul ou avec sa troupe et pour le service : cheval, éducation physique et jeux connexes, emploi des armes, tir. L'habileté aux sports est une des sources du prestige de l'officier; leur pratique, la vie au grand air maintiennent à la plupart des officiers d'aujourd'hui une santé et un air de jeunesse indéniables.

L'armée offre de nombreuses occasions de se familiariser avec l'automobile : chars de combat pour les fantassins, automitrailleuses et unités motorisées pour les cavaliers, artillerie portée ou tractée. Les officiers de toutes armes peuvent, par un stage approprié et en subissant les examens voulus, devenir observateurs en avion et revenir chaque année dans les troupes d'aéronautique pour maintenir leur entraînement.

Sans quitter la France, l'officier entrant dans les troupes de montagne y trouve l'occasion des efforts passionnants indispensables à leur genre d'existence.

Pour les amateurs de voyages, que de possibilités dans la marine et la carrière coloniale ! L'Afrique du Nord et le Levant sont prêts à accueillir ceux qui ne veulent pas engager au loin leur vie entière. L'officier y trouve l'occasion de voyages pleins d'intérêt qui le familiariseront avec des hommes, des

mœurs et des pays nouveaux pour lui. A ce point de vue, la génération venue dans l'armée depuis la guerre a été singulièrement favorisée : rares sont aujourd'hui les jeunes officiers qui, soit au Maroc, soit au Levant, n'ont pas déjà subi l'épreuve du feu et ressenti la juste fierté d'exposer leur vie pour la France.

#### LE RÔLE DE PAIX

En temps de paix, l'officier est à la fois avant tout un instructeur et un éducateur. Toute la jeunesse passe par les mains du corps d'officiers qui lui donne la dernière empreinte avant son entrée définitive dans la vie, et cette action se continue plus tard sur les réservistes qui reviennent pour des périodes d'instruction. C'est un rôle de premier ordre, un véritable apostolat de l'idée de devoir.

L'éducation se donne avant tout par l'exemple et par l'influence du milieu où doivent régner la discipline, l'ordre, la bienveillance, la bonne tenue. Ces facteurs sont autrement efficaces que des théories ou des conférences. On n'enseigne pas le patriotisme et l'esprit de sacrifice à jour fixe : l'officier saisira les occasions favorables, incidents de la vie militaire ou courante, événements se produisant en France ou à l'étranger, et en tirera des leçons.

Il faut avouer que les anciennes méthodes d'instruction n'étaient pas irréprochables : elles faisaient trop appel à la mémoire et à l'obéissance passive, pas assez à l'intelligence. Des résultats puissants étaient obtenus tout de même, parce que la durée du service était longue et permettait une imprégnation progressive des esprits. Avec le service à court terme, moins d'un an, il est indispensable d'en changer car on n'a pas une heure à perdre, d'autant plus que la guerre actuelle, avec son combat en ordre très ouvert, exige des exécutants, même les plus modestes, une grande souplesse d'esprit, beaucoup de bon sens, et une grande volonté d'effort personnel. Ce ne sont pas là des qualités naturelles à la plupart des hommes : il est nécessaire de les faire naître et de les développer. Quand on sait y réussir, les jeunes soldats sont bien et vite débrouillés. Il convient que ces méthodes soient applicables aux réservistes, et en temps de guerre. Certes on variera la pâture intellectuelle

à donner à chacun selon ses aptitudes et son grade, mais il y a un minimum d'enseignement à donner devant tout le monde et à tout le monde à la fois. Chacun, selon la vieille expression militaire, en prend pour son grade, et souvent beaucoup plus qu'on ne le croit, quand, au lieu de professer soi-même, on sait faire parler ceux qu'on veut instruire, excellent moyen de soutenir leur attention, de mettre en jeu leur amour-propre, de les forcer à réfléchir et à dire ce qu'ils pensent, sans timidité, avec netteté et décision.

C'est là la différence essentielle entre l'officier et le professeur. Il ne suffit pas au premier d'exposer ce qu'il sait et veut enseigner. Il faut que bon gré mal gré il amène ceux qu'il doit instruire à réfléchir, vouloir et agir. Cette manière d'être, cette aptitude sont aussi indispensables en guerre qu'en paix. Le chef qui sait éveiller ainsi l'intelligence de ses hommes, prend sur eux un ascendant très grand qui se traduit en confiance, en affection et en dévouement.

L'instruction bien donnée, c'est une économie de sang. Il faut exiger implacablement en toute occasion que chacun fasse comme à la guerre : s'abriter, se coucher, utiliser le terrain sans cesser de voir, rester de sang-froid et maître de tous ses mouvements au cours de déplacements rapides, s'appliquer au tir comme si la vie dépendait des effets de celui-ci, penser sans cesse à aider les voisins et à rendre compte aux chefs.

L'éducation consiste à profiter de toute instruction pour familiariser tous les soldats avec la notion du danger, l'idée de la mort possible, de manière que la conduite à tenir devant cette redoutable éventualité devienne innée et indiscutée. Ce serait une complète erreur de croire qu'en traitant ces graves questions on rendra le soldat inquiet et pusillanime. Bien au contraire, on trempe son moral par cette suggestion fréquemment répétée; on rend naturelles pour lui les notions de devoir, de dévouement, de sacrifice poussé, s'il le faut, jusqu'à la mort.

Un puissant moyen de contact, d'influence et d'éducation en même temps que d'instruction est fourni par les écoles d'officiers et de sous-officiers de réserve où le nombre d'assistés va sans cesse croissant. Elles permettent d'agir sur les classes de la nation qui lui fournissent ses cadres en paix comme en guerre. Elles permettent de cimenter entre eux dès le temps de paix cette union sacrée qui a fait la force

de la France pendant la guerre mondiale. Les résultats à en attendre sont au moins aussi grands dans le domaine social que dans le domaine militaire.

Mais l'officier n'a pas uniquement à instruire sa troupe et à faire l'éducation de ses soldats. Il a un rôle d'organisation et d'administration : il doit veiller au bien-être de sa troupe autant qu'au maintien de la discipline. Et cela exige une très grande variété de connaissances dans tout ce qui touche à l'hygiène, à la nourriture, à l'habillement et au logement. C'est une question capitale : outre l'économie indispensable, la conservation des effectifs en dépend, et la discipline aussi du reste, car elle semble singulièrement moins lourde à l'homme qui se sent bien soigné et traité. Quant à la discipline, si elle est assurée sans tracasserie et s'appuie avant tout sur l'exemple des chefs, si sa fermeté n'exclut pas la bienveillance, elle contribue à maintenir entre les chefs et les subordonnés ces liens de confiance et d'affection dont nous parlions tout à l'heure.

#### LE RÔLE DE GUERRE

Enfin, l'officier doit se préparer lui-même sans cesse par l'étude à son rôle de guerre, et le champ à creuser est bien vaste. L'étude des guerres précédentes, même des guerres anciennes, le familiarisera avec la psychologie des combattants, car l'homme ne change pas. Celle de l'histoire lui donnera l'expérience qu'il n'a pas pu acquérir personnellement, enseignera les relations des questions d'organisation et de politique avec la conduite des opérations. La connaissance approfondie des campagnes les plus récentes, l'étude des littératures militaires étrangères renseignent sur les propriétés du matériel de guerre et la valeur des procédés tactiques. La guerre anglo-boer avait montré le rôle du fusil. Celle de Mandchourie avait mis en évidence la puissance terrible de la mitrailleuse et l'importance des tranchées, mais non celui de l'artillerie lourde. Toutefois l'étude de la littérature et de la presse et des règlements allemands avait permis de discerner ce que serait son emploi. Cette étude permettait également de prévoir la mobilisation immédiate de corps d'armée de réserve, le passage par la Belgique et de montrer qu'il n'y avait pas à

craindre en Lorraine une attaque brusquée, redoutée à tort par beaucoup de gens.

Le rôle de l'officier en temps de guerre est le prolongement naturel de son rôle en temps de paix. S'il a bien rempli celui-ci, il partira avec cette confiance que donnent le savoir, une volonté nette, un corps entraîné et sûr de sa vigueur, la certitude de son droit et de son aptitude au commandement. Il sera aidé dans sa lourde tâche par le sentiment que ses soldats ont les yeux sur lui. Les responsabilités qui écrasent les faibles, exaltent les forts.

Nous avons parlé de la nécessité de développer le bon sens, la souplesse d'esprit, la faculté de s'orienter rapidement dans une situation quelconque. Jamais en effet une guerre n'est identiquement semblable à la précédente. Les erreurs du début sont inévitables, quoique l'étude des guerres antérieures en élimine beaucoup. Toutes les armées belligérantes ont commis en 1914, à un degré plus ou moins grand, des fautes analogues. Il en serait de même dans une guerre nouvelle. On conçoit sans peine l'immense avantage qu'aura le parti capable de s'orienter le premier : non seulement les généraux et leurs états-majors qui doivent dégager au plus vite des enseignements d'ensemble, mais aussi les officiers de troupe et même les soldats. Il faudra bien que les officiers de troupe trouvent les procédés convenables, et cela tout de suite, sous les balles et les obus. Le soldat à qui on aura appris à réfléchir, s'adaptera de lui-même. Jamais l'officier ne sera plus utilement instructeur et n'aura plus belles occasions qu'en guerre de dégager, séance tenante, des opérations qui viennent de se dérouler, les enseignements à en tirer, de façon que les fautes commises ne se renouvellent pas. Comme en temps de paix, l'officier donnera l'exemple : pas seulement celui du courage, de l'élan et de l'audace ; celui de la sagesse, de la prudence, du sang-froid qui diminuent les pertes n'est pas moins utile, et il vaudra bien vite à l'officier l'amour de ses hommes et leur confiance.

#### AUX COLONIES

Mais le rôle du corps d'officiers ne se borne pas à achever l'éducation de la nation en temps de paix et sa préparation



matérielle et morale à la guerre, et en cas de guerre étrangère à conduire à la bataille la nation armée.

La France coloniale constitue un vaste domaine dont la superficie est de vingt-trois fois celle de la mère-patrie. Ce domaine, c'est l'armée qui l'a conquis, occupé et pacifié. Là aussi elle a eu et elle a encore avec les populations des contacts précieux. Même pendant la période de lutte ouverte, ce contact a été utile, parce que jamais des actes de cruauté inutiles n'ont été commis, et que l'estime naît vite entre gens qui se combattent bravement. Puis des contingents indigènes sont entrés dans la composition de nos troupes, et alors est née la fraternité d'armes, une des plus solides bases d'affection et de dévouement qui existent : l'amour est autrement fort que l'intérêt, bien que ce facteur ne soit pas à négliger.

Pendant des périodes plus ou moins longues, et encore aujourd'hui dans les régions de sécurité douteuse, l'officier fournit un administrateur fort économique. Il se plie à toutes les besognes et fait beaucoup avec peu de moyens. Le personnel civil qui lui succède est toujours plus nombreux et plus onéreux. Partout la présence de l'armée reste nécessaire pour montrer la force afin de n'avoir pas besoin de s'en servir, selon la formule du maréchal Lyautey. Les événements du Levant, du Maroc, d'autres plus récents en Indochine ont montré que l'ordre et la paix peuvent toujours être compromis et que le concours de l'armée est indispensable au maintien de la sécurité et de la prospérité.

#### LA DÉFENSE DE L'ORDRE

Il reste enfin à l'armée un dernier rôle bien délicat, et parfois très dur à remplir : le maintien de l'ordre public dans la métropole elle-même, s'il vient à s'y produire des troubles graves auxquels la police et la gendarmerie ne suffiraient pas à faire face. Il faudra bien alors recourir à l'armée, appeler peut-être même pour la renforcer une partie des classes les plus jeunes des réserves. Nous ne devons pas ignorer que le communisme conduit, dès maintenant partout et en permanence, une guerre civile occulte. Ses meneurs proclament hautement qu'ils passeront à la guerre civile ouverte dès qu'ils se sentiront la force nécessaire, et que la guerre étrangère doit,

s'il se peut, se transformer en guerre civile. Ils travaillent partout à la préparation de celle-ci, dans les usines, dans les administrations publiques et privées; ils s'efforcent d'introduire leurs agents jusque dans la police et dans l'armée.

Tous les bons citoyens ont le devoir de réagir par tous les moyens en leur pouvoir. Le corps d'officiers en a beaucoup : le meilleur est de recourir à une discipline bienveillante en même temps que ferme, qui empêche les propagandistes de « haine de classe » de répandre leurs accusations calomnieuses. La guerre civile, tout en s'inspirant des mêmes principes généraux que les autres, offre des particularités spéciales. Les officiers doivent donc l'avoir étudiée elle aussi et en connaître les règles pour être capables de la conduire au lieu de la subir. Ils iront au besoin à l'école chez Marx et chez Lénine qui ont su les dégager (1). A côté des connaissances nécessaires, ils devront posséder également le courage civique, indispensable au chef dans d'aussi graves conjonctures. « Le difficile n'est pas de faire son devoir dans les troubles civils, disait un général ayant assisté aux convulsions politiques de notre Révolution, du Premier Empire et de la Restauration ; c'est de savoir où est le devoir. » Un vrai chef n'a pas de doutes à ce sujet.

#### LA SEULE GARANTIE DE LA PAIX

En France, tout le monde désire la paix et nul ne songe à chercher querelle à qui que ce soit. Mais nous n'avons pas le droit d'ignorer l'état d'esprit de rivaux possibles, parmi lesquels se trouvent des ennemis probables dans un avenir plus ou moins éloigné.

Après 1870-1871, notre esprit national nous a fait désirer ardemment la revanche qui libérerait l'Alsace-Lorraine : il est tout naturel que les Allemands d'aujourd'hui nourrissent des sentiments analogues. Mais la différence est grande dans l'attitude des deux peuples.

Après 1871, nous avons strictement respecté les clauses du

(1) Le « bureau d'éditions communistes » de Paris vient de publier un volume intitulé *l'Insurrection armée* dans lequel, après l'exposé historique des plus récentes tentatives révolutionnaires, on pose les règles de ce genre d'opérations. Le contenu de ce volume est constitué à peu près exclusivement par la traduction d'articles sur la matière parus dans les revues militaires soviétiques.

traité de Francfort qui n'était pas moins un *Diktat* que celui de Versailles. Nous avons payé rubis sur l'ongle les 5 milliards d'indemnité qui nous étaient réclamés, sans parler des contributions de guerre levées au cours de la campagne, et les Allemands n'ont évacué les territoires occupés que le dernier sou une fois payé. Nous n'avons jamais nié avoir déclaré la guerre. Même par la suite l'Allemagne a été implacable dans ses exigences et, sans l'intervention du Tsar, Bismarck nous aurait fait en 1875 une guerre préventive pour empêcher notre relèvement.

Cette fois, à peine la paix signée, l'Allemagne tout entière ergotait sur ses responsabilités dans le grand conflit mondial. Avec cette duplicité dont parlait déjà Tacite, le peuple allemand a tant crié qu'il n'était pas coupable, qu'il s'en est persuadé et en a persuadé une partie du monde. Il a pleuré misère, payé le moins possible, en rechignant. Il a fait faillite volontaire par l'inflation ; il a emprunté au monde entier des sommes énormes qu'il ne peut ni ne veut rembourser, et il en résulte une crise mondiale. Son gouvernement camoufle son armée, son budget, sa police militarisée, facilite l'organisation de forces militaires occultes. Les Allemands sont résolus, et ils le déclarent, à reprendre par la force les territoires perdus, et en même temps ils réclament insolemment et comme un dû notre secours économique. C'est un peuple qui ne respecte que la force.

Une force suffisante est donc pour nous la seule garantie de notre sécurité et du maintien de la paix. Elle n'est pas faite uniquement de nos forces militaires. Notre solidité financière, notre puissance économique et industrielle en sont de précieux facteurs. Le moral de la nation en est un plus précieux encore. On n'a pas le droit d'oublier que le corps d'officiers, tout en forgeant nos forces militaires, contribue largement à maintenir haut le moral du peuple. C'est lui qui les mettra en œuvre dans les jours d'épreuve après les avoir préparées en y développant l'esprit de devoir et de sacrifice, et s'être instruit lui-même par un travail incessant. Il n'est pas excessif de proclamer que les officiers sont en temps de paix de véritables missionnaires entretenant cet esprit dans toute la jeunesse qui passe par leurs mains. C'est là un rôle singulièrement haut et bien fait pour attirer et retenir de nobles esprits.

Aussi les parents peuvent et doivent laisser venir à l'armée ceux de leurs enfants que la vocation y pousse. Ceux-ci y auront en perspective une belle vie de devoir. Ils y deviendront vraiment des hommes. Ils y jouiront d'une camaraderie unique telle qu'on n'en rencontre dans aucune autre carrière, une vie modeste mais garantie contre l'arbitraire. Certes on peut sur sa route rencontrer dans l'armée, comme dans les autres carrières, quelques jalousies et malveillances : cela tient à la nature de l'homme. Mais combien plus rares, parce que l'on y a toujours devant les yeux un même idéal de devoir et de patriotisme. Toutes ces conditions laissent aux officiers jusqu'à la fin de leur carrière une grande jeunesse de cœur et d'esprit, tandis qu'une vie physique intense leur conserve la jeunesse du corps. Et quand arrive l'âge de la retraite, ils y emportent une dernière récompense, que personne ne saurait leur enlever, le sentiment du devoir accompli, non seulement sur le champ de bataille pour ceux qui ont eu l'honneur de faire la guerre, mais aussi au cours de leur travail modeste, obstiné et inlassable d'éducateurs et d'instructeurs en temps de paix.

On peut en croire le vieux soldat que je suis, qui a fini son temps et est passé au cadre de réserve. Il a subi bien des traverses, bien des moments difficiles au cours de sa longue carrière. Il ne regrette rien. Tout ce qu'il a vécu, il serait prêt à le revivre sans demander d'y rien changer. Il a conservé toute la fraîcheur des sentiments qui l'animaient il y a quarante-sept ans, à son entrée à Saint-Cyr. Et si, après avoir servi toute sa vie, il écrit aujourd'hui ces lignes, c'est qu'il espère ainsi servir encore la cause de l'armée, fondement essentiel de la sécurité de la patrie.

GÉNÉRAL A. NIESSL.

---

A PROPOS D'UN CENTENAIRE

---

## LE SALON DE CUVIER AU JARDIN DES PLANTES

M. Paul Bourget, au début de son roman *le Disciple*, a comparé à une « petite province » ce coin de l'ancien Paris, sis entre la Halle-aux-Vins, le Jardin des Plantes, et qui comprend les rues Linné, Guy de la Brosse et Jussieu ; mais aussi bien la partie même du Jardin, bordée par la rue Cuvier et qui renferme la maison du grand savant, est restée ce qu'elle était déjà, à l'époque où le maître incontesté de la zoologie et de la paléontologie mettait au service de la science ses facultés divinatrices. Ainsi que la maison de Buffon, la maison de Fourcroy, la maison de Cuvier existe toujours, enveloppée de verdure, de lierre, précédée d'une pelouse et « provinciale » vraiment, tout comme autrefois, dans sa rusticité et dans son silence.

Le centenaire de la mort de Georges Cuvier, — mort survenue le 13 mai 1832, — et qui vient d'être célébré récemment avec éclat, en particulier à Montbéliard, sa ville natale, donne un caractère d'actualité à cette demeure. C'est l'occasion de rappeler quel lieu brillant de réunion elle fut au temps de la Restauration, lorsque la présence de Cuvier, membre du Conseil d'État, de l'Académie des Sciences et de l'Académie française, attirait, à côté du monde un peu patriarcal et recueilli des savants voués aux études de la chimie, de la botanique, des sciences naturelles, celui plus ardent, juvénile et joyeux même, des écrivains, des voyageurs, des peintres.

M<sup>lle</sup> CLÉMENTINE ET M<sup>lle</sup> SOPHIE

Mais avant d'évoquer les ombres de ceux qui fréquentèrent ce salon, traçons la silhouette légère de la fille et de la belle-fille du savant qui illuminaient de jeunesse et de grâce la petite maison du Jardin des Plantes.

Voici d'abord la fille de Cuvier, cette jolie Clémentine pour laquelle Jean-Jacques Ampère, avant son départ pour l'Italie, soupira quelque peu. Un certain M. Duparquet, ami du poète dramatique Pierre Lebrun, lui fait maintenant une cour respectueuse. Ils sont fiancés, et quand André-Marie Ampère, l'illustre physicien, a connu cette nouvelle, il a ressenti pour son fils absent une sourde amertume, une déception mêlée de regret, enfin un « serrement de cœur ». « La beauté, a dit Stendhal, est une promesse de bonheur. » M. Duparquet le croit ; il est heureux. Il ne se doute pas, le pauvre garçon, combien cette « promesse », ici, est fallacieuse. Encore un mois et Clémentine, à la veille de ses noces, mourra du mal de poitrine et crachant le sang, laissant ses parents désespérés.

Et voici M<sup>lle</sup> Sophie, demi-sœur de Clémentine. Elle est née du premier mariage de M<sup>me</sup> Cuvier ; son père fut le fermier-général Duvaucel, décapité en même temps que Lavoisier, le 8 mai 1794. De là sans doute, sur ce gracieux visage, dont le célèbre peintre anglais sir Thomas Lawrence laissa un crayon enchanteur, quelque ombre de mélancolie. De « ces jolies âmes françaises pour lesquelles il faudrait écrire avec les couleurs de l'arc-en-ciel », voilà comment Stendhal sera tenté un jour de définir la jeune fille ; et voilà, avec ses clairs yeux bleus, les traits fins de son visage encadré de jolies boucles, ce qu'elle est vraiment.

Dans un livre ravissant, consacré à Sutton Sharpe, qui fut un légiste et un avocat londonien de grande réputation, et avec qui Sophie Duvaucel entretenait une correspondance qui semblait le prélude de fiançailles, miss Doris Gunnell a parlé des deux sœurs. « C'étaient, écrit-elle, deux personnes délicieuses et qui faisaient le charme de la maison de Cuvier. » Clémentine était charmante, mais, dit miss Gunnell, « Sophie était belle, d'une beauté gracieuse et touchante. » De plus, elle était fort spirituelle et intelligente. Une autre Anglaise,

mistress Lee, qui approcha Sophie Duvaucel, va jusqu'à dire que sa conversation était « la plus séduisante, la plus brillante qu'aient peut-être jamais laissée tomber des lèvres de femme ».

A lire ces lignes, à rassembler ces témoignages, si favorables aux deux sœurs, Clémentine et Sophie, l'on conçoit mieux l'attraction que le salon de Cuvier exerça si longtemps et si profondément sur l'élite intellectuelle d'alors. Ah! ce n'était pas seulement pour entendre Cuvier discourir sur les animaux fossiles que tant de jeunes gens, appelés dans des ordres divers à conquérir la gloire, accouraient au Jardin des Plantes et, comme dit Stendhal, s'y attardaient quelquefois « passé minuit » ; mais l'esprit et les grâces, dans ce sanctuaire d'un savant, avaient leur asile et en faisaient le rival des salons de M<sup>me</sup> Récamier, de M<sup>me</sup> Ancelot et du baron Gérard.

#### DEUX « GRANDS DÉGOUTÉS »

Parmi les habitués du salon de Cuvier, une figure se détache tout d'abord, celle d'Henri Beyle. Il allait le mardi chez M<sup>me</sup> Ancelot, le mercredi chez le baron Gérard, le peintre à la mode, enfin le samedi chez Cuvier. On l'y voyait paraître, la taille quelque peu avantageuse sanglée dans une culotte de casimir, en habit chamois, le teint chaud, le visage encadré de favoris et coquettement cravaté de dentelle. Dans la correspondance entre Adrien de Jussieu et Jean-Jacques Ampère, on lit ces mots, datés de 1827, écrits par Adrien au cher voyageur : « Je continue à aller les samedis chez M. Cuvier. Tu me disais jadis que tu étonnais et contrariais par ton ironie les admirations de M<sup>lle</sup> Sophie. Sur ce point, tu es dignement remplacé. Rien de plus amusant que d'entendre Beyle, qui est un habitué, discuter avec ses dames les mérites des choses. » C'est que Beyle, ou si l'on veut Stendhal, est le plus extraordinaire des causeurs, l'improvisateur le plus étourdissant. Selon son biographe et cousin, Romain Colomb, cela ne tenait pas seulement à la verve, à l'accent avec lesquels il soutenait les points de vue les plus imprévus, voire les plus singuliers, mais encore à cette « multitude d'anecdotes » dont disposait sa mémoire et que sa vive imagination, non sans une pointe d'humour, « produisait sous une forme gracieuse, colorée, originale ».



Stendhal n'avait pas encore publié *le Rouge et le Noir*, ni *la Chartreuse*, mais seulement une *Histoire de la peinture en Italie*, le traité de *l'Amour* et cette *Armance* dont le succès était d'ailleurs, assez mince. Prosper Mérimée, amené par Beyle chez Cuvier, était à ce moment encore plus mince auteur : on ne connaissait alors de lui que le *Théâtre de Clara Gazul* et *la Guzla*, deux mystifications charmantes comme l'on sait, mais enfin des mystifications. Clara Gazul, la soi-disant célèbre comédienne espagnole, n'avait jamais existé ; quant à *la Guzla*, que Mérimée présentait comme un recueil de poésies illyriennes, il en était entièrement l'auteur.

Cette supercherie, ainsi dévoilée, n'avait pas eu l'heur de plaire aux dames Cuvier, et le fait d'être introduit par Beyle dans la famille du savant n'était au reste pas fait pour rehausser le prestige du conteur futur de *Mateo Falcone* et de *la Vénus d'Ille*. Stendhal, qui ne respectait pas grand chose, pas même ses hôtes, n'était pas *persona grata* auprès de ces dames. Ce railleur impénitent, quand il avait à tracer sur le papier le nom de Cuvier, ne le remplaçait-il pas ironiquement par le dessin d'une petite cuve ou *cuvier* ? N'allait-il pas jusqu'à donner à l'illustre savant le sobriquet antédiluvien de « Mammouth ». « Je vois, disait-il en 1830, les figures que l'on fait chez Mammouth... » C'était au moment de la publication de *le Rouge et le Noir*, et il pensait aux physionomies réprobatrices de Cuvier et de ces dames quand le livre ferait son apparition. De son côté, Stendhal trouvait M<sup>me</sup> Cuvier fort « aigre ».

Encore qu'il affectât déjà ces dehors tout flegmatiques, qu'on a su être depuis simplement une réserve pudique, Mérimée se montrait navré de ce malentendu. A son ami anglais Sutton Sharpe, il écrivait même, le suppliant d'intervenir : « Dites donc un peu de bien de moi à M<sup>lle</sup> Sophie. Je vois assez clairement qu'elle me méprise fort et qu'elle me regarde comme un apprenti scélérat qui fait honneur à son maître en fait de crimes, c'est-à-dire à Beyle. » Ailleurs Mérimée écrit, non sans quelque sarcasme : « Je m'attends à être banni du Jardin des Plantes un de ces jours, ou, ce qui serait pis, à être enfermé dans la ménagerie en qualité de monstre. Ces dames sont devenues terriblement susceptibles ; quand on n'est pas confit en vertu et que l'on parle avec éloge de ce qui est passionné, on est un don Juan, un fanfaron de

méchanceté. » Et le pseudo-poète de *la Guzla* d'ajouter, un peu plus loin : « Je regrette beaucoup d'avoir été présenté dans cette maison (la maison de Cuvier) par Beyle, car il m'a chargé de sa mauvaise réputation, et j'ai bien assez de la mienne. »

Encore que les dames Cuvier le prissent ainsi de haut, ce n'était pas, sous l'apparente sévérité, sans une part d'indulgence ; et, dit M. Louis Royer, qui a publié un très attrayant petit livre sur *Stendhal au Jardin du Roi*, M<sup>me</sup> Sophie trouvait à part soi que la conversation de Beyle et de Mérimée était bien « plus amusante et plus imprévue que celle des dignes savants qui fréquentaient chez son beau-père ». Et en été, les jours de beau temps, on l'invitait à prendre des glaces en plein air. Le 22 juin 1827, l'un des habitués du salon de Cuvier, Jean-Alexandre Buchon, écrivait : « Nous sommes allés mardi dernier avec Beyle, Lebrun, etc., prendre des glaces sous le cèdre du Liban, au Jardin des Plantes. »

Le baron Cuvier au surplus s'était toujours montré obligeant envers le futur consul. Même, ne s'est-il pas efforcé une fois de le faire nommer à la Bibliothèque du roi ? La place était au choix ; M. Paulin Paris a été désigné (ce qui d'ailleurs n'était pas si mal) ; mais le geste a touché Beyle ; il en est très reconnaissant à *Mammouth*. Du moins, à peine installé dans son nouveau poste de Civita-Vecchia, le fera-t-il savoir à M<sup>me</sup> Sophie : « Présentez l'hommage de ma reconnaissance à M. votre père. Je n'oublierai jamais les lettres qu'il eut la bonté d'écrire (pour moi) aux animaux des bibliothèques qui me préférèrent un M. Paris. » Sans doute, cette appellation, appliquée à d'honnêtes et paisibles bibliothécaires, apparaît tout à fait irrespectueuse. Mais l'obligeant, l'excellent *Mammouth*, si serviable et si paternel, n'était-il pas le premier à sourire de ces flèches et de ces saillies de l'enfant terrible ?

Aux yeux du respectable baron Cuvier les deux amis ou, si l'on veut, les deux compères, n'en étaient pas moins des plaisants, des sceptiques, des bohèmes ne croyant ni au bien ni au mal, ni à Dieu ni à diable ; enfin, comme il disait, de « grands dégoûtés ». Le pis est que ces « grands dégoûtés » entraînaient à leur suite toute une séquelle de « scélérats », une équipe de mystificateurs faits à leur image et de leur façon, c'est-à-dire aussi méprisants et « dégoûtés » qu'eux : et tout ce que ces « don Juan », ces « viveurs », ainsi que pensait

la bonne M<sup>me</sup> Cuvier, avaient pu, de jour et de nuit, rencontrer autour des tables des *Frères provençaux* et du *Café anglais*, ils l'amenaient au Jardin des Plantes.

C'est ainsi qu'aux samedis du baron Cuvier parurent tour à tour, et souvent à la fois, les êtres les plus déconcertants et les plus fantasques que le romantisme français ou étranger eût produits encore. Un jour, c'était Désiré Roulin, médecin, voyageur, revenu de l'Amérique du Sud comme Jacquemont de celle du Nord; le sérieux David d'Angers, peu loquace, attentif et qui devait par la suite répéter tant de fois en relief l'image du maître de céans; le médiéviste et voyageur Buchon, qu'exaltait le souvenir récent de son voyage aux Cyclades et aux îles Ioniennes; le séduisant baron Adolphe de Mareste; enfin le baron prussien Koreff, le « sublime » Koreff, comme Stendhal l'appelait. Qu'avait pourtant Koreff de si exceptionnel pour être « sublime » ? Simplement ceci qu'il était arrivé de Breslau avec des lettres de recommandation du savant M. de Humboldt. Fort laid, puisque Feuillet de Conches qui le vit dans ce temps-là affirme qu'il ressemblait à un sapajou, mais doué d'un esprit endiablé, d'une subtilité insinuante, et docteur par dessus le marché, un docteur un peu magnétiseur, un peu galantin et qui, aux yeux des belles « Madames » du romantisme, savait rendre la médecine séduisante et consolante.

#### DELACROIX ET « L'HOMME AUX POISSONS »

Ce serait faire tort à Beyle et à Mérimée que de ne pas faire figurer, au nombre de ces « vauriens », ce personnage d'aspect un peu fatal, moitié rapin moitié dandy, et qui porte, au-dessus d'une cravate de satin noir élevée et à double tour, une admirable tête au teint olivâtre, un peu indienne et qu'animent de surprenants beaux yeux. Celui-là est le peintre de *Dante et Virgile*, du *Massacre de Scio* et de *la Grèce expirant*. Son nom, depuis le Salon de 1824, est éclatant dans les arts : on l'appelle Ferdinand-Victor-Eugène Delacroix.

Delacroix et Mérimée ne venaient pas seulement au Jardin des Plantes pour se mêler à la brillante animation du salon de Cuvier, mais attirés aussi par une curiosité pour l'histoire naturelle. Tandis en effet que Delacroix passait de nombreuses

heures devant les cages du Muséum, à surprendre les attitudes des lions et des panthères, c'était devant l'aquarium que Prosper Mérimée aimait à rêver longtemps. L'écrivain s'était lié depuis peu avec Achille Valenciennes, et c'était Achille Valenciennes, aide-naturaliste et le collaborateur de Cuvier pour sa grande *Histoire naturelle des poissons*, qui avait initié Mérimée aux délices de l'ichtyologie. Le dramaturge de *l'Occasion* et du *Carrosse du Saint-Sacrement* s'était pris dès lors d'une belle ferveur pour cette science. Selon M. Louis Royer, on ne voyait plus Mérimée paraître au Jardin « que muni de sa boîte d'aquarelle pour s'appliquer à reproduire sur le papier les brillantes couleurs des poissons du Muséum ».

« L'homme aux poissons », tel fut le nom dont Mérimée se trouva affublé dès lors par son ami Beyle ; et de cet « homme aux poissons », il sera question dans la *Correspondance* assez idyllique que Sophie Duvaucel échangera, durant les années 1826 et 1827, avec son éventuel fiancé, le britannique, aimable et brillant M. Sutton Sharpe. Miss Doris Gunnell, dans la monographie si finement écrite de ce dernier personnage, a même reproduit un billet dans lequel nous voyons le *dear Sutton*, ou cher Sutton, convié à dîner au Jardin des Plantes par M<sup>me</sup> Cuvier. Aussi spirituel que pressant, ce billet est de la main de Sophie ; et dans ce billet, qu'il faut bien dire un peu tendre, le gracieux modèle de sir Thomas Lawrence écrit à son correspondant : « Venez demain vers trois heures, et nous aurons encore bien du temps pour causer avant le moment du dîner. Sachez pourtant si M. Mérimée n'a pas mis dans sa tête de peindre des poissons ce jour-là, auquel cas il vaudrait mieux n'arriver que vers cinq heures et remettre la promenade du matin à vendredi. » Est-ce à dire que Mérimée, amateur de poissons, pouvait être un obstacle aux discrètes effusions de Sophie et du cher Sutton ?

#### CUVIER CHEZ LUI

A son ordinaire, le baron Cuvier, lors de ces fameux *samedis*, recevait dans une pièce exigüe, encombrée de livres, éclairée par en haut, tapissée de couil et qu'en raison de sa forme circulaire on appelait *la Tente*. De la sorte, tandis qu'il abandonnait à sa femme et à ses filles l'ensemble de son appartement, le

savant se réfugiait, en compagnie de ses parents et de ses intimes, dans cet endroit plus solitaire. On voyait là Frédéric Cuvier, son frère cadet, natif comme lui de Montbéliard et garde de la Ménagerie du Jardin des Plantes; puis celui que Stendhal appelle « M. Frédéric fils », neveu du grand Cuvier et, pour lors, conseiller d'État. Se trouvaient là encore Achille Valenciennes, le zoologiste ami de Mérimée; Cambessèdes et de Mirbel, les botanistes; l'aide-naturaliste et chimiste Eugène Chevreul, déjà de l'Académie des Sciences comme son maître et émule Thénard, et que le roi bientôt nommera au Muséum en remplacement de Vauquelin; et puis Adrien de Jussieu, André-Marie Ampère, enfin, lorsqu'il lui arrivait d'être Parisien, le fils de ce dernier, ce Jean-Jacques d'un caractère un peu romanesque et qui, un moment, avait songé à demander la main de Clémentine Cuvier.

Au nombre de tant d'habituez ou d'invités d'un caractère savant se distinguait l'un des plus fidèles et des plus anciens compagnons de la jeunesse de Cuvier, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire. En ce temps-là, l'auteur célèbre de la *Philosophie anatomique* n'avait pas encore dressé son système contre celui de Cuvier. Tant sur la variabilité des espèces que sur la ressemblance des animaux, André-Marie Ampère, Cuvier et lui étaient d'accord; les chaires du Muséum et du Collège de France n'avaient pas retenti encore de leurs controverses; en fin tous trois étaient de parfaits amis.

Parfois Cuvier quittait la Tente et ses familiers pour se montrer dans les appartements où M<sup>me</sup> Cuvier, sa sœur M<sup>me</sup> Brac, Clémentine et Sophie se prodiguaient à qui mieux mieux, d'un des groupes à l'autre. Nul n'était plus cordial ni plus simple que le grand savant qui recevait avec la même urbanité les étudiants obscurs descendus de leur mansarde du Quartier latin, et les notabilités les plus réputées des lettres et des sciences.

L'impression saisissante que Cuvier donnait alors et qui semblait se dégager, chaque fois qu'il apparaissait, du prestige et de l'autorité du génie, cette femme clairvoyante et fine qu'était M<sup>me</sup> Ancelet l'avait éprouvée une fois au moins. C'était à l'une de ces soirées du baron Gérard où, de Humboldt à Rossini, d'Alfred de Vigny à Talleyrand, il semblait que se rejoignissent toutes les réputations, se retrouvassent toutes les

renommées, des plus authentiques aux plus tapageuses. « Dans cette maison où l'on causait et où l'on écoutait, j'arrivai un soir un peu tard, dit M<sup>me</sup> Ancelot, et je vis dans le premier salon un homme d'un certain âge mais d'une apparence vigoureuse et d'une physionomie animée qui m'était inconnu. Il se tenait debout, appuyé contre un panneau de la boiserie, et, autour de lui, une douzaine de personnes, debout aussi, l'écoutaient attentivement. Il parlait de l'Asie, des peuples anciens de ces belles contrées, de leurs lois, de leurs écrits et de leur intelligence. Il jugeait aussi bien les petitesesses et les grandeurs de notre état social que les splendeurs et les vices des civilisations passées. C'était un admirable enseignement en même temps qu'une spirituelle causerie. » Ce causeur éblouissant, à l'expression si persuasive, à la voix chaude, prenante, tout à son sujet, n'était autre que Cuvier. Doué d'une mémoire prodigieuse et d'une activité qui débordait les sciences pour toucher aux sujets les plus divers et les plus étrangers à ses préoccupations personnelles, cet homme étonnant savait encore soutenir une conversation et la diriger. Non seulement il le faisait avec une richesse d'information et une sûreté de vues étendues et profondes, mais, jusque dans l'exposé le plus abstrait, avec cette clarté d'élocution et ce purisme de langage auxquels Goëthe, en le nommant une fois devant Eckermann, a rendu hommage.

Quelle place tenait Cuvier dans l'élite de son temps, on en eut la preuve lorsque le savant reçut le 10 avril 1839 Lamartine à l'Académie française. Peu d'événements suscitèrent à l'époque autant de curiosité et surexcitèrent autant l'imagination. Dès la date du 23 mars, Beyle, à l'ordinaire si dédaigneux de ces manifestations oratoires, se préoccupe assez fiévreusement, dans une lettre adressée à M<sup>lle</sup> Sophie, d'obtenir pour la séance des billets d'entrée. Il le fait au reste en termes aussi respectueux que soumis. « Ma faiblesse se met à vos pieds, mademoiselle; je m'y trouve fort bien car ils sont jolis, et quoique du parti de la vertu, vous n'êtes pas triste... » Ainsi commençait cette lettre charmante et folle, l'une des plus aimables de lui qu'on ait reçues au Jardin des Plantes, et puis tout aussitôt il ajoutait, parmi d'autres divagations : « Les grands dégoutés pourront-ils avoir des billets pour le 10 avril ? » Il faut dire que le prédécesseur de Lamartine à

l'Académie était le comte Daru, sous l'autorité de qui Beyle, sous l'Empire, avait été placé en qualité de commissaire des guerres. Sollicitée aussi galamment, M<sup>lle</sup> Sophie se montra l'auxiliaire la plus obligeante; pour Mérimée, pour Stendhal, elle obtint les précieux billets. Et tandis que M. le baron Cuvier, accompagné de M<sup>lle</sup> Duvaucel, parée aussi élégamment qu'on peut la voir dans le crayon de Lawrence, s'en allait en coupé à l'Académie, les habitués des fameux samedis, et d'abord Beyle et Mérimée, accommodés par leur tailleur et leur coiffeur comme des lions du jour (le mot venait d'être mis à la mode par *Hernani*!), s'y rendaient de leur côté pédestrement. Puis commença la séance à laquelle assista tout ce que Paris comptait alors de mondain, de célèbre ou de simplement réputé; et ce que fut cette belle fête de l'intelligence et de la poésie, Sainte-Beuve l'a dit, dans des pages qui contiennent l'éloge aussi mérité que sensible des deux orateurs.

Doué « d'une voix sonore, rétentissante », d'un « timbre éclatant et pur », le « geste simple », l'auteur des *Méditations* et des *Harmonies* ne déçut point ses admirateurs. Quant au baron Cuvier, nul, autant que lui, n'était digne de comprendre et de célébrer, comme il convenait, le poète-philosophe. Il le fit en des termes d'une tenue parfaite, d'une éloquente élévation; enfin, ajoute le critique des *Lundis*, tout en louant M. de Lamartine, son jeune et ardent génie, Georges Cuvier rendit aussi à la mémoire du comte Daru un tribut mérité d'hommages. « D'Alembert, dans ses *Éloges*, écrit encore Sainte-Beuve, n'eût pas fait mieux. »

#### DEUILS ET DISPERSION

Ces événements heureux ne furent pas les seuls, hélas! par lesquels se marqua la présence de Cuvier et de sa famille au Jardin des Plantes; et les déceptions, les deuils, vinrent à leur tour s'abattre sur cette maison paisible. La fille de Cuvier, celle que devait épouser M. Duparquet, s'en alla la première, frappée du mal de poitrine. C'était, comme l'on sait, un mal très romantique. M<sup>me</sup> Cuvier surtout fut anéantie par cette perte si brusque; l'on eût dit que le sort, impitoyable, mit quelque violence à s'acharner sur elle. Non seulement son premier mari, arraché à son affection, avait été, comme nous



l'avons dit, immolé sous la Terreur, mais deux des fils nés de cette tragique union, étaient morts déjà : l'un qui se trouva assassiné au Portugal, en 1809, lors de la retraite de l'armée française ordonnée par Junot; l'autre, Alfred Duvaucel, précurseur en quelque sorte de Victor Jacquemont, qui périt à Madras, aux Indes, en 1821, au cours d'une exploration scientifique (1).

En faisant part à son fils, alors au Danemark, de la disparition si prématurée de Clémentine, André-Marie Ampère dépeint la navrante douleur des parents. Le malheureux père, dit-il, pleure presque continuellement depuis trois jours. Quant à M<sup>me</sup> Cuvier, sa seule vue, ajoute-t-il, me déchire l'âme. Dans son affliction, cette mère désespérée, rapporte toujours André-Marie Ampère, alla jusqu'à faire « fermer le salon où Clémentine était morte ». Et c'est ainsi que les fiançailles de Sophie avec Sutton Sharpe, qui se poursuivaient avec la complicité et sous l'œil attendri du dévoué Stendhal, se trouvèrent bientôt compromises. Sophie mit en effet comme condition à son mariage, un éventuel partage de sa vie, entre Londres, où Sutton Sharpe résidait, et ce Jardin des Plantes où, disait-elle, il ne lui était pas possible de laisser dans la peine son beau-père et sa mère. De ce fait, l'union projetée devenait irréalisable; toutefois, écrit miss Gunnell, « la jeune fille ne renonça pas à son bonheur sans lutter ».

Dévouée principalement à son beau-père, on la vit, dès ce moment, entourer Cuvier de soins et de prévenances; elle l'accompagnait à ses cours, lui servait de secrétaire; enfin, le soir, elle lui faisait la lecture. Dans cette demeure, assombrie par un deuil récent, la gaieté, l'animation n'étaient cependant plus les mêmes. Les samedis, ces samedis si réputés du Jardin des Plantes, ne tardèrent pas à perdre beaucoup de leur éclat; puis il y eut la dispersion, l'inévitable et fatale dispersion de ceux qui en avaient été l'ornement. Quoi qu'on en ait dit, les Français de ce temps-là goûtaient les déplacements: ils aimaient les voyages. L'un des premiers, Victor Jacquemont était parti. Bientôt l'on n'eut plus de nouvelles de lui que par éclairs. Quand il écrivait, comme dans cette lettre datée de Djellapoor sur les bords de l'Hydaspe, c'était, dès

(1) La Revue devait publier, en 1833 (15 juin, 1<sup>er</sup> juillet), d'intéressantes *Lettres de voyage*, adressées par Alfred Duvaucel à sa sœur Sophie.

le printemps de 1831, pour se plaindre de l'oubli dans lequel on le laissait. De son côté, Stendhal s'ennuyait à périr dans son consulat de Civita-Vecchia ; Mérimée voyageait en Espagne d'où il écrivait à Sophie ; enfin Jean-Jacques Ampère était à Rome, où Beyle le rencontra en compagnie d'Adrien de Jussieu. C'était en 1831 ; et, dit Stendhal, « j'ai parlé beaucoup des *samedis* avec M. Ampère ! »

Ah ! ces *samedis*, ces chers *samedis* de Cuvier au Jardin des Plantes, il n'était pas possible de les oublier. Sutton Sharpe en rêvait sous le ciel de Londres ; Eugène Delacroix, sous celui du Maroc, se les rappelait certainement, et jusque dans les Indes, Victor Jacquemont, dont les jours déjà se trouvaient comptés, ne pouvait s'empêcher de penser à eux ; mais peut-être que l'auteur du *Rouge et le Noir*, sous son apparence voltairienne et railleuse, était, de tous les habitués d'autrefois, celui à qui les *samedis* manquaient le plus ! « Ah ! disait-il, les soirées aimables que j'ai passées au Jardin ! » ou bien, tandis qu'il se désespère dans son Italie : « Mes goûts champêtres, avoue-t-il encore, mes goûts champêtres rêvent depuis hier soir aux charmes d'un logement au Jardin [des Plantes] avec la perspective des arbres verts. » Apparemment que Beyle, par réaction contre le ciel et les flots toujours céruléens de la péninsule, se prenait à regretter *Mammouth*, les poissons de l'aquarium, joie de son ami Mérimée, et ces glaces qu'en compagnie de M<sup>lle</sup> Sophie, d'Alexandre Buchon et du poète Lebrun, on savourait sous le cèdre du Labyrinthe !

Cependant, dans cette grandeur consulaire qui le retient attaché à Civita-Vecchia, une nouvelle terrifiante, dès le mois de mai 1832, parvient à Stendhal. Le 13 de ce mois exactement, frappé, disent les uns, par le choléra, et, disent les autres, par une affection de la moelle épinière, Georges Cuvier est mort. Et ce grand travailleur s'en est allé, résigné, stoïque, regrettant de n'avoir pu mettre le sceau définitif à tant de travaux, à tant de recherches qui passionnaient sa puissante et féconde activité. Parmi les témoignages nombreux de regret et d'affliction que M<sup>me</sup> Cuvier et sa fille reçurent de tous les coins du globe, aucun sans doute n'est empreint, autant que celui d'Henri Beyle, de sincère regret et de fidèle attachement. « Comment, écrit-il, exprimer également la part que je prends au douloureux événement qui met l'Europe en

deuil? Comment espérer alléger une douleur si juste? Du moins elle est partagée et par moi, madame, autant que par aucun des admirateurs de M. Cuvier. »

Deux longues années se passent alors, durant lesquelles Stendhal continue de « bâiller sa vie » à Civita-Vecchia; puis, un beau jour, une autre nouvelle lui parvient, moins effrayante que la précédente certes, mais tout aussi inattendue : Sophie Duvaucel, qui refusa jadis d'épouser Sutton Sharpe, décide enfin d'accorder sa main à l'amiral Ducrest de Villeneuve, un Breton né au Theil auprès de Vitré et pour lors préfet maritime de Lorient. « Rien de plus heureux, rien de plus honorable que l'événement sur lequel je vous fais mon compliment », écrit Henri Beyle, toujours de son Italie. On est à la fin de 1834; dès lors, dans la mémoire de tant de fidèles, dispersés un peu partout, et qui fréquentèrent le salon de Cuvier, les *samedis* ne sont plus qu'un souvenir, délicieux sans doute, mais enfin un souvenir.

Faite pour briller dans le plus grand monde et pour donner de l'éclat aux assemblées les plus distinguées, la fille de M<sup>me</sup> Cuvier va s'exiler dans son « Orient », comme lui écrit Stendhal en persiflant, mais le cœur tout de même un peu serré en pensant à Sutton Sharpe. Et de grande dame, d'animatrice d'une gloire conjugale qu'elle eût pu espérer devenir un jour, à Londres ou à Paris, elle sera, dans un vieux port breton, tout simplement ce que Balzac appelle une « Muse de département », enfin Madame la préfète maritime.

Et maintenant, de tant de rappels du passé, de tant d'ombres, les unes touchantes, les autres fameuses, qui animèrent, voilà cent années, ce coin de Paris si recueilli, si provincial, que reste-t-il en dehors de tant de témoignages écrits, de si amusants et spirituels souvenirs laissés par les témoins contemporains de ces beaux jours? Tout simplement une vieille maison vénérable, ornée du buste du grand savant et qui se cache, au Jardin des Plantes, dans la verdure; enfin, au Musée du Louvre, ce magnifique crayon, dû à sir Thomas Lawrence et dans lequel M<sup>me</sup> Ducrest de Villeneuve (Sophie Duvaucel) se fait voir, au fond d'un cadre ancien, toujours belle et toujours aimable.

EDMOND PILON.

---

## FACE A LA CRISE

---

V <sup>(1)</sup>

# L'AGRICULTURE

Comme toutes les autres branches de l'activité économique, l'agriculture subit une crise. L'agriculture a même été la première atteinte par la baisse des prix et la difficulté de l'écoulement de ses produits. Le rapporteur de la Conférence économique internationale, à Genève, dès 1927, après avoir insisté « sur l'interdépendance existant entre la situation de l'agriculture, d'une part, et, d'autre part, celle de l'industrie et du commerce », attribuait à la crise agricole la généralisation de la crise qui s'étendait dans tous les pays et dans tous les domaines : « La dépression économique agricole, écrivait-il, est caractérisée par la rupture d'équilibre qui s'est produite entre les prix des produits agricoles et ceux des produits manufacturés... Cette dépression a entraîné une diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs sans que les consommateurs aient toujours bénéficié d'une diminution des prix des denrées alimentaires. La diminution du pouvoir d'achat de la population agricole a eu une répercussion sur la production industrielle et elle est, par suite, une des causes du chômage qui, de son côté, a réduit les débouchés des produits agricoles. » Un des économistes les plus autorisés dans toutes les questions se rapportant à l'agriculture, le docteur Laur, à l'Assemblée générale de la Commission internationale d'agriculture, à Anvers, en août 1930, ne craignait pas, de son côté, d'affirmer que la nouvelle crise économique mondiale était une conséquence immédiate de la chute des prix des denrées agricoles.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars, 1<sup>er</sup> avril, 15 avril, 1<sup>er</sup> mai.

En France, la crise agricole ne s'est pas fait sentir aussitôt que dans d'autres pays et heureusement elle n'y a pas atteint le degré d'acuité qu'elle revêt, par exemple, en Amérique, aux États-Unis et au Canada, en Europe dans les pays danubiens.

Quelles sont les causes de cette crise agricole mondiale? Quelle est la situation particulière de la France en face de la crise? Quels sont les remèdes que l'on a proposés pour l'enrayer ou, tout au moins, pour en atténuer les effets? C'est ce que nous voudrions rechercher; mais il est nécessaire de rappeler, tout d'abord, quels sont les caractères de la crise agricole actuelle.

#### CARACTÈRES DE LA CRISE AGRICOLE ACTUELLE

Dans tous les temps et dans tous les pays, l'agriculture a connu périodiquement de mauvaises années, des années de vaches maigres, saisons défavorables, gelée, pluies excessives, sécheresses prolongées, etc., entraînant des diminutions ou des pertes de récolte qui occasionnent aux producteurs agricoles une gêne plus ou moins forte; de même, la baisse brusque des prix de vente de certains produits ne permet plus de couvrir les frais engagés dans telle ou telle culture, dans tel ou tel élevage. Ce sont là des accidents dont l'agriculture ne connaît que trop le retour.

La crise actuelle n'est pas un de ces accidents; elle se caractérise, au contraire, par son universalité. Tous les pays du monde sont atteints et aucun produit n'y échappe. L'agriculteur se voit dans l'impossibilité d'écouler ses produits à un prix rémunérateur: les céréales comme le vin, le sucre comme le café, le lin comme le houblon, le bois comme les produits oléagineux, la viande comme les produits laitiers et les œufs, etc.

Il n'existe pas, pour ainsi dire, de divergence d'opinions sur les raisons essentielles de la crise agricole. Presque tous les experts du Comité économique de la Société des nations sont d'accord sur deux points: « 1° La crise est due à une sorte de déséquilibre entre la production qui est dans l'état de surproduction et la consommation qui est dans l'état de sous-consommation; 2° La crise se manifeste par un rapport anormal entre le coût de production et le prix de vente des produits agricoles. »

En un mot, la production n'est plus adaptée à la consommation, ainsi s'explique le déséquilibre qui est la cause même de la crise; et, quand on recherche d'où provient ce déséquilibre, c'est aux conséquences directes et indirectes qu'a eues la guerre de 1914-1918 qu'il faut remonter. Prenons, par exemple, deux des produits agricoles les plus importants, dont la production se retrouve en Europe comme dans les autres continents et dont l'écoulement donne lieu à un commerce mondial, le blé et le sucre. Comment, par suite de la guerre, se sont transformées les conditions de production de ces deux denrées?

*Le blé.* — Pendant la guerre les grands pays producteurs de blé d'outre-mer ont eu à faire face, de la part des pays européens, à une demande sensiblement supérieure à la demande moyenne des années qui ont précédé 1914. En Europe la réduction des emblavures et l'impossibilité de donner les soins de culture voulus avaient entraîné une diminution considérable des récoltes, alors qu'au contraire pour ravitailler les combattants les besoins s'accroissaient; en France nous ne récoltions, en 1917, que 36 millions de quintaux de blé au lieu de 88 à 90 millions de quintaux, moyenne des années antérieures à 1914. Pour satisfaire aux besoins de la France, de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Allemagne, etc., ce n'était pas non plus la Russie, la Hongrie, la Roumanie qui pouvaient le faire; ces pays, en temps normal exportateurs de blé, en manquaient eux-mêmes. Les grands pays producteurs de blé d'outre-mer se sont donc équipés pour produire le blé qui manquait à l'Europe; et, comme au Canada, aux États-Unis, en Argentine, en Australie les terres, susceptibles d'être cultivées, étaient loin de l'être toutes, les agriculteurs de ces pays, encouragés, du reste, par les hauts prix auxquels le blé se vendait, se mirent à défricher de nouvelles terres: 15 millions d'hectares, mis ainsi rapidement en culture, donnèrent bientôt les 100 à 150 millions de quintaux de blé supplémentaires dont l'Europe avait besoin pendant ces années de bouleversement général.

La guerre terminée, l'Europe allait-elle pouvoir se reconstituer, rétablir son agriculture? Les pays d'outre-mer paraissent en avoir douté. En tout cas, ils ont agi comme si cela ne

devait pas arriver, ce en quoi ils ont commis une grave erreur. Dans tous les pays européens, à la fin des hostilités, il y eut, en effet, un mot d'ordre général auquel les peuples ont répondu avec une sorte de fièvre : produire. Les résultats ne se firent pas longtemps attendre; ils dépassèrent bientôt les prévisions les plus optimistes. En 1929, en Europe (l'U. R. S. S. exceptée), la récolte de blé atteignait 389 millions de quintaux, c'est-à-dire était supérieure à la moyenne obtenue pendant la période 1909-1913 qui avait été de 371 millions de quintaux.

Seulement le Canada, qui pendant la période 1909-1913, n'avait produit que 54 millions de quintaux de blé, en produisit 134 millions de quintaux en 1928; aux États-Unis la récolte de blé, de 188 millions de quintaux, moyenne d'avant-guerre, passait à 249 millions de quintaux en 1928; celle de l'Argentine, de 40 à 93 millions de quintaux, celle de l'Australie de 23 à 43 millions de quintaux.

Les grands pays exportateurs d'outre-mer n'ont donc pas compris que le débouché européen pour le blé diminuerait, qu'il ne serait plus, dans tous les cas, aussi important qu'il l'avait été pendant et aussitôt après la guerre : ils n'ont pas réduit en conséquence leurs ensemencements. Peut-être encore, à l'heure actuelle, se figurent-ils que, comme ils peuvent produire à meilleur marché que les agriculteurs européens, la France, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne, etc. devraient renoncer à la culture du blé. Nouvelle erreur, ainsi que nous le verrons plus loin.

Toujours est-il que, depuis 1923, le stock mondial de blé, reporté d'année en année sur la campagne suivante, augmente progressivement. Il est passé de 30 à 60, de 60 à 80, de 80 à 100 millions de quintaux, et l'on estime que les États-Unis seuls disposeront à la fin de la campagne présente (fin juillet 1932) d'un surplus exportable de 93 millions de quintaux. La politique de la Fédération des fermiers américains et du *Pool* canadien du blé a créé la situation actuelle. Le crédit qui fut concédé aux agriculteurs américains leur permit de retarder leurs ventes de blé, d'essayer d'en maintenir les prix, mais la surproduction ne fit ainsi que s'accroître.

Le recours au crédit a donc été, en pareil cas, plus nuisible qu'utile, car si, momentanément, il a permis de maintenir un certain niveau des prix, il a contribué à l'accumulation des



stocks qui finalement a amené l'effondrement des cours sur les marchés américains et le marché mondial.

Le prix moyen annuel, en francs-or, du blé par quintal sur le marché de Chicago avait été de 16 fr. 8 en 1913; en 1920, il avait atteint 49 fr. 5, et, après une baisse allant jusqu'à 22 et 23 francs les années 1922, 1924, il se releva à 31 francs pendant l'année 1925; mais le prix est redescendu et, depuis 1929, la chute a été brutale : 17 fr. 9 en 1930; 14 fr. 9 les premiers mois de 1931, et en février 1932, 10 fr. 54 (54 cents par livre).

Si bas que puisse être descendu aux États-Unis comme au Canada, en Argentine, en Australie le prix de revient du blé par suite des améliorations techniques réalisées dans la culture, dans la récolte et le battage par l'emploi généralisé de la moissonneuse-batteuse, il reste très au-dessus du chiffre actuel obtenu comme prix de vente. Aussi la crise qui atteint les fermiers américains est-elle des plus graves et a-t-elle entraîné la crise des fabricants de machines et d'engrais, la crise des banques qui leur avaient avancé de l'argent.

*Le sucre.* — Le sucre fournit un autre exemple typique de la perturbation profonde que la guerre a amenée dans la production et l'écoulement des produits agricoles. A la veille de la guerre, la betterave et la canne se partageaient presque également la production du sucre dans le monde : 8 875 000 tonnes de sucre de betterave provenant pour la plus grande partie des cultures européennes; 9 773 000 tonnes provenant du sucre de canne.

La guerre vint profondément modifier ces situations respectives; la culture de la betterave devint presque impossible ou tout au moins très difficile dans les pays européens grands producteurs de sucre de betterave en temps normal, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Belgique, la France; faut-il rappeler que notre culture betteravière et notre industrie sucrière furent particulièrement atteintes puisque, quelques semaines après le début des hostilités, les quatre cinquièmes de notre région sucrière se trouvaient envahis ou sous la ligne de feu; seules, 60 fabriques de sucre sur 200 pouvaient fonctionner. Alors qu'en 1912-1913, nous avions produit en France 877 658 tonnes de sucre, la campagne 1915-1916 ne nous en fournissait que 135 899 tonnes et la production tombait à

110 096 tonnes en 1918-1919. La production du sucre de betterave européen n'était plus elle-même que de 2 689 000 tonnes.

Les pays cultivant la canne se sont trouvés dans une situation toute différente. Devant les demandes de l'Europe, favorisés par les prix élevés auxquels ils pouvaient écouler leurs sucres, ils s'outillèrent pour augmenter leurs plantations, sélectionner les variétés qu'ils cultivaient, aménager leurs fabriques d'une façon toute moderne. Dès 1915, la production du sucre de canne s'élevait aux environs de 12 000 000 de tonnes; les prix mondiaux restant élevés, cette progression se continua par bonds successifs pendant et après la guerre : la production de sucre de canne atteignait 16 200 000 tonnes en 1926-1927; 19 130 000 tonnes en 1929-1930.

Cependant, comme pour le blé, l'Europe reconstitua sa culture betteravière et son industrie sucrière; la production de sucre de betterave dépassa en 1929-1930 la production d'avant la guerre. Sur la quantité totale de sucre produit pendant cette campagne, 28 460 000 tonnes (au lieu de 19 millions avant la guerre), le sucre de canne entraît pour les deux tiers et le sucre de betterave n'entraît plus que pour un tiers.

La consommation mondiale, ici encore, n'ayant pu suivre la même progression, les stocks se sont accumulés; ils étaient estimés au début de la dernière campagne à 2 650 000 tonnes, entraînant une débâcle du cours mondial du sucre, dont les producteurs de Cuba, Java, Formose, qui, par rapport à la période 1912-1913, avaient augmenté leur production de 70, 60 et 230 pour 100, étaient les premières victimes. Le sucre brut qui, en 1913, comme moyenne annuelle, avait valu 3,50 cents par livre et après une forte hausse pendant les années de guerre avait encore valu 4,34 en 1926, 4,21 en 1928, tombait dans les dernières semaines de 1931 à 1,10, 1,20 cents par livre.

« La guerre, faisait remarquer M. Hyde, secrétaire de l'Agriculture, à ses compatriotes américains dans un récent discours, a stimulé notre production et nos exportations. Tant qu'elle a duré, la guerre a été un puissant stimulant. Mais, comme c'est ordinairement le cas pour les stimulants, les effets ultérieurs ont été mauvais. »

*L'inflation.* — On peut en dire autant de l'inflation fiduciaire, cette forme anormale et abusive du crédit dont M. Lucien

Brocard  
effet, n  
agricole  
que sou  
moins  
plus qu  
la dern  
feste pa  
Dan  
les pri  
Malheu  
compte  
ginère  
cette p  
à cert  
achats  
avec la  
et parl  
trouve

La  
céréale  
côté c  
et des  
dont l  
de ces  
à tout  
nuant  
masse

La  
laque  
une a  
L'Inst  
Bulle  
des I  
prena  
les no  
Italie  
à 63,

Brocard signalait, ici même, les pernicioeux effets (1). Si en effet, nous avons d'abord assisté en matière de production agricole à un développement « furieux d'activité », dû au fait que sous l'influence de l'inflation, pendant une durée plus ou moins longue, les prix de vente ont monté d'abord beaucoup plus que les prix de revient, « nous en sommes aujourd'hui à la dernière phase de la maladie qu'est l'inflation qui se manifeste par une paralysie générale de l'activité économique ».

Dans beaucoup de pays, au cours des années 1924-1927, les prix des produits agricoles montèrent à des taux élevés. Malheureusement, les agriculteurs ne se rendirent pas toujours compte de ce qui provoquait cette hausse exagérée; ils s'imaginèrent trop facilement que les bénéfices, réalisés durant cette période, persisteraient. De là l'extension donnée encore à certaines cultures comme à certains élevages, de là les achats de terres et les baux réalisés à des taux qui aujourd'hui, avec la baisse générale des produits agricoles, amènent la gêne et parfois aussi la ruine de ceux qui les ont passés et qui se trouvent chargés de dettes hypothécaires écrasantes.

*La crise s'étend.* — Les agriculteurs, devant la baisse des céréales, avaient eu naturellement tendance à s'orienter du côté de l'élevage, de la laiterie, de la production de la volaille et des œufs, du côté de la culture des fruits et des légumes dont les débouchés se conservaient avantageux. Mais, au cours de ces deux dernières années, la crise agricole s'est étendue à toutes ces productions, la crise économique générale continuant à réduire toujours davantage le pouvoir d'achat de la masse des consommateurs.

La phase critique de la dépression d'après guerre, dans laquelle l'agriculture mondiale est entrée depuis 1929, a subi une aggravation considérable au cours de l'année 1930-1931. L'Institut international d'agriculture de Rome, dans son *Bulletin* de janvier 1932, donne les nombres indices généraux des produits agricoles dans le second trimestre de 1931 en prenant pour base (100) ceux du premier trimestre de 1929. Les nombres sont tombés de 100 à 81,4 en Allemagne, à 65 en Italie, à 71 en Pologne, à 59,6 en Argentine, à 60,2 au Canada, à 63,7 aux États-Unis, à 56,7 en Nouvelle-Zélande, etc...

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1932.

*L'augmentation du prix de revient.* — **A** la baisse des prix des produits agricoles malheureusement n'a pu correspondre une diminution du coût de la production. La comparaison entre les indices des prix obtenus par les agriculteurs pour la vente de leurs produits et les indices des prix qu'ils doivent payer pour les produits qu'ils achètent soit pour leur exploitation soit pour leur consommation personnelle est souvent difficile à établir, toujours délicate à interpréter; mais il est certain qu'à l'heure actuelle presque tous les produits agricoles, le blé, le maïs, le sucre, le coton, le café, le caoutchouc, la laine, les œufs, etc. sur le marché mondial, ont des prix de vente inférieurs à ceux enregistrés dans la période qui a précédé la guerre. Au contraire, presque tous les postes du prix de revient des produits agricoles ont subi une augmentation, et parfois très forte, par rapport à l'avant-guerre.

Tout ce qu'achète l'agriculteur pour son entretien personnel, pour l'entretien des machines qu'il emploie, pour les constructions qu'il doit bâtir ou réparer, il le paie à des prix supérieurs à ceux où il les payait avant la guerre. Dans ces cas, le cultivateur se range, en effet, parmi les consommateurs et il subit l'écart considérable qui existe entre les prix réalisés par les producteurs et ceux versés par les consommateurs, écart de prix sur lequel nous reviendrons et qui est une des causes aggravantes de la crise mondiale.

Les charges fiscales, enfin, les impôts nationaux, départementaux, communaux, ont subi une augmentation générale dans tous les pays. Elles sont beaucoup plus élevées qu'avant la guerre; des charges sociales, souvent très lourdes, s'y sont ajoutées. Le coût de la main-d'œuvre agricole est aussi beaucoup plus élevé. Or, les salaires constituent l'un des principaux éléments du coût de la production; dans nos exploitations agricoles à culture intensive, en France, plus du tiers.

Dans beaucoup de pays, notamment dans les pays de l'est de l'Europe, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, le taux élevé de l'intérêt du crédit augmente encore les frais de production. Des taux usuraires qui varient entre 18 et 50 pour 100 y sont pratiqués.

Avant de rechercher quels sont les remèdes que l'on pourrait apporter à la situation dont souffre l'agriculture, il peut être opportun de rappeler quelques-unes des crises qui, au

cours du siècle dernier, sans avoir la gravité et l'universalité de celle que nous subissons actuellement, présentent cependant avec elle des analogies frappantes.

## LES CRISES AGRICOLES ANTÉRIEURES

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, après les guerres du premier Empire, l'agriculture connut, entre 1820 et 1825, des années pendant lesquelles, la production dépassant la consommation, les prix des céréales et du bétail tombèrent très bas ; mais, pareil état de choses ne se prolongea guère et il faut arriver à la période de 1879-1900, et surtout 1880-1890 pour trouver une crise agricole aiguë et prolongée dont les caractères et les causes présentent des analogies frappantes avec la crise actuelle.

Reportons-nous à l'article qu'Eugène Risler, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> février 1885, consacrait à la « crise agricole ». Il y montre d'abord que la crise est générale, qu'elle existe en Angleterre, en France et dans la plus grande partie de l'Europe, que même on la constate en Amérique, dans les États de l'est des États-Unis.

La crise est survenue après une ère de prospérité pendant laquelle les bénéfices furent considérables. N'est-ce pas la situation que le monde des affaires a connue il y a quatre ou cinq ans, et n'avons-nous pas fait hier les mêmes observations que Risler il y a un demi-siècle ? « L'on s'organisa comme si ces bénéfices devaient durer toujours... L'abondance des capitaux et la confiance des actionnaires semblaient inépuisables. Les Sociétés financières trouvaient moyen de les multiplier en spéculant sur les mirages de l'inconnu. Les actions montaient de plus en plus et l'exagération du crédit était arrivée à son point extrême de tension, comme l'électricité de l'atmosphère à la fin d'une longue série de beaux jours, lorsque tout à coup une étincelle vint la déchirer et le *krach* se produisit. Cette crise financière et industrielle pèse encore sur le marché de nos produits agricoles en diminuant ou du moins en arrêtant l'accroissement de la consommation de certaines denrées, et, réciproquement, elle se prolonge par suite de la crise qui appauvrit nos cultivateurs. »

« On souffre parce qu'on a trop de pain », écrit encore Risler, et l'on a trop de pain, c'est-à-dire trop de blé, parce

que les fermiers américains avaient, en quelques années, plus que doublé leur production. En 1870 celle-ci n'était que de 82 millions et demi d'hectolitres ; en 1879, elle s'élevait à 160 et l'exportation à 52 millions d'hectolitres. Les prix du blé tombèrent très bas. De puissantes maisons de Chicago qui dominaient à cette époque le commerce des céréales stockèrent une partie de leurs blés disponibles, espérant provoquer ainsi une hausse dont ils profiteraient. Leurs calculs furent trompés. « Le stock qu'elles avaient mis en réserve vint se joindre aux nouveaux approvisionnements pour faire descendre les prix. » Les agriculteurs français, qui souffrirent davantage de cette baisse des cours, furent les fermiers « qui, au moment où la crise éclata, se trouvaient engagés par des baux conclus à des conditions trop onéreuses pour eux ».

En même temps que la culture du blé, celle de la betterave sucrière fut également des plus profondément atteinte par la baisse des prix du sucre ; la betterave qui avait fait la prospérité de l'agriculture de nos départements du Nord pendant quarante ans ne laissait plus aucun profit. Aussi les régions de l'Aisne, de la Somme, de l'Oise, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne où précisément blés et betteraves formaient, comme aujourd'hui encore, les deux principales cultures des grandes exploitations de ces départements, sont indiquées par E. Risler comme celles dans lesquelles se concentraient le plus de fermiers qui, déjà endettés, achevèrent de se ruiner. Le sombre tableau de la situation agricole de l'Aisne, que le comte de Saint-Vallier vint apporter à la tribune du Sénat, reste toujours le fidèle témoignage de la détresse de l'agriculture lors de cette crise.

En abordant maintenant l'examen de la crise agricole actuelle en France, nous allons constater que ce sont encore ces mêmes « pays » dans lesquels la situation de nos cultivateurs se trouve la plus pénible et toujours pour les mêmes raisons.

#### LA CRISE ACTUELLE EN FRANCE

Le mot qui caractérise le mieux la France, selon la remarque de Vidal de la Blache, est variété : variété des reliefs, des sols et des climats qui nous vaut cette variété de régions naturelles, de « pays », dont se compose la France. Ces régions

naturelles ont chacune une utilisation des terres, des modes de faire valoir, des systèmes de culture qui leur sont propres. Dans d'autres pays, lorsqu'on a vu une exploitation agricole, on peut quelquefois dire qu'on les a vues toutes; en France ce serait tout à fait inexact et rien n'est dangereux comme de vouloir généraliser pour l'ensemble de notre territoire les constatations relevées sur tel ou tel de ses points.

En réalité, ne nous plaignons pas de cette variété; au contraire, félicitons-nous en puisqu'elle est une des raisons pour lesquelles, dans son ensemble, la France, jusqu'ici au moins, a été moins durement frappée par la crise agricole que d'autres nations. Grandes, moyennes, petites propriétés et exploitations agricoles; modes de faire valoir, direct ou par fermage, par métayage; productions végétales et animales sont répartis en France avec quelque chose de cet équilibre qui existe entre l'agriculture et l'industrie dans notre pays et que tout le monde s'accorde à reconnaître comme une des conditions nous ayant permis de mieux résister à la crise, de mieux nous accommoder des mesures prises pour l'enrayer. La situation des agriculteurs n'est pas la même dans nos différentes régions, suivant, par exemple, que la grande exploitation ou l'exploitation paysanne y prédomine.

Les salaires des ouvriers agricoles, bien que toujours demeurés modestes, constituent néanmoins aujourd'hui, comme il y a cinquante ans (1), une charge très lourde, trop lourde pour beaucoup de nos exploitations agricoles. Quand sur les ventes de la ferme il faut déjà prélever une somme de 1000 à 1200 francs *par hectare* pour payer les frais de main d'œuvre, qu'à cette somme s'en ajoute une autre encore plus élevée provenant des frais généraux, une autre qui s'en rapproche pour l'achat des semences, des engrais, des aliments du bétail, etc., on comprend que seuls de gros rendements et de gros prix de vente des produits agricoles puissent permettre d'équilibrer le budget de nos exploitations à culture intensive. A la ferme extérieure de Grignon, citée avec raison comme un modèle d'exploitation bien conduite et dont la comptabilité est tenue minutieusement, en 1930, la somme des dépenses par hectare s'est élevée à 4 175 francs.

(1) E. Risler indiquait, en parlant des grandes exploitations à betteraves, la hausse des salaires comme une des causes principales de la crise.



Dans ces conditions, vient une mauvaise année, à plus forte raison, viennent, comme dans certaines parties de la Brie, trois mauvaises années consécutives, pendant lesquelles en 1929 les blés ont été gelés, en 1930, la récolte de cette céréale a été réduite du fait de la verse et du piétin, en 1931, du fait de la rouille et de l'échaudage à la veille même de la moisson, années où les rendements sont alors tombés au-dessous de 20 quintaux à l'hectare au lieu de 30 à 35, et l'on se rend compte de la crise qui atteint les fermiers : les caisses de crédit agricole ne peuvent plus répondre aux demandes de prêts qui leur sont adressées et les fermes à céder deviennent chaque jour plus nombreuses.

La situation est toute différente de celle qui existait quand le blé se vendait au delà de 200 francs le quintal, quand le cours du sucre approchait de 300 francs (1). A ce moment pour une ferme à céder, c'est-à-dire à louer, les preneurs étaient nombreux qui se la disputaient. Non seulement ils acceptaient des loyers de 3 quintaux et parfois même plus par hectare, mais ils n'hésitaient pas, pour prendre une exploitation comme *fermiers*, à engager un capital d'exploitation de 6 000 à 7 000 francs par hectare. Les jeunes gens qui entraient ainsi dans la carrière agricole, entraînés souvent par la croisade du « retour à la terre » prêchée de tous côtés, pour prendre une ferme de 200 hectares, devaient commencer par trouver le million, les douze cent mille francs nécessaires. Rares étaient naturellement les privilégiés disposant d'une telle somme. Le plus grand nombre, après y avoir engagé leur avoir personnel et la dot de leur femme, ont dû emprunter l'argent qui leur manquait.

Aujourd'hui la situation de ces jeunes fermiers, qui représentent l'avenir de notre agriculture, est particulièrement pénible; et ce sont eux qui, cependant, se trouvent à la tête de ces magnifiques exploitations de la Brie, du Soissonnais, du Vexin, etc., dont on admire les belles cultures et qui fournissent à la France une grande partie non seulement du blé et du sucre vendus sur les marchés, mais aussi une proportion élevée de la viande, du lait, etc. que consomment Paris et les grands centres industriels.

(1) 1928.

La baisse des prix des céréales, du bétail et des produits du bétail, viande, beurre, œufs, etc., quand on rapproche les prix actuels à la production, c'est-à-dire, payés dans les fermes, de ceux pratiqués il y a quelques années, frappe également les exploitations paysannes, mais n'entraîne pas ici les mêmes catastrophes. Or ces exploitations paysannes, très heureusement, forment la majorité des exploitations agricoles françaises dans tout l'ouest, une partie du centre, du nord, de l'est, du sud-est, du sud-ouest, etc. Les 10 à 30 hectares de l'exploitation paysanne française, que ce soit comme propriétaire, fermier, métayer que la famille les fasse valoir, la plupart du temps le père, la mère, les enfants en cultivent les terres et les prés, la vigne ou le verger, sans avoir besoin de recourir à une main-d'œuvre salariée étrangère; en tout cas, cette dernière ne constitue qu'un appoint. Ce sont les membres eux-mêmes de la famille qui exécutent presque tous les travaux. L'argent dépensé dans la grande exploitation en frais de main-d'œuvre est économisé, au moins en grande partie, dans l'exploitation paysanne.

Dans celle-ci, autre avantage, les produits peuvent être et sont beaucoup plus variés que dans les grandes exploitations : céréales et plantes fourragères diverses, élevage et production laitière, engraissement des animaux, bœufs, veaux et pores; productions de la basse-cour, des vergers, des clos de vignes, des ruchers s'y rencontrent souvent associés. Sans doute les mauvaises années existent pour les exploitations paysannes comme pour les autres, mais contre ces mauvaises années elles ont su contracter une sorte d'assurance en ayant conservé « cette vieille tradition de polyculture qui adapte avec souplesse ses assolements aux prix des foires, c'est-à-dire aux besoins, aux conditions du marché ».

M. Roger Grand, auquel j'emprunte cette fine observation, fait encore remarquer que la crise économique pour le paysan est, suivant sa gravité, une gêne ou même un malheur, ce n'est pas une catastrophe comme dans l'industrie ou dans la grande exploitation agricole. Le paysan « tient sur l'exploitation familiale qui le nourrit, le loge, où il vit sans besoins factices et à peu de frais relativement, en se restreignant momentanément, grâce à l'atavique faculté de résignation et d'économie qu'il possède, grâce aussi à sa vertu de

patience, à son esprit de prévoyance qui engendre celui de l'épargne ».

L'un des types les plus spécialisés d'agriculture pour lequel dès lors la crise peut devenir des plus graves est dans quelques-unes de nos régions françaises l'exploitation viticole, telle qu'on la trouve, par exemple, dans le Bas-Languedoc, le Bordelais, certaines communes de la Bourgogne, du Beaujolais, de la Champagne, de l'Anjou, etc. Et si la vigne ne constitue pas toujours ailleurs une monoculture pour l'exploitation, le vin souvent est le seul produit du domaine qui soit vendu, qui donne une recette argent. Plus de 1 500 000 viticulteurs sont répartis sur l'ensemble de notre territoire : aussi toute crise qui frappe la viticulture cause une répercussion des plus sensibles sur toute l'économie française.

Aujourd'hui la vigne, par les frais qu'a exigés sa plantation, par les façons aratoires, les traitements qu'elle demande, est une des cultures les plus coûteuses. Malheureusement, c'est aussi une de celles qui courent les plus grands aléas. Depuis quelques années, avec la hausse des prix payés aux ouvriers, la hausse des prix de toutes les matières employées pour traiter le vignoble, fabriquer et loger le vin, les recettes, étant donné les cours des vins, ont été insuffisantes dans la plupart de nos régions vinicoles pour couvrir les dépenses. Les débats auxquels a donné lieu la crise viticole devant le Parlement l'an dernier sont présents encore à toutes les mémoires, et l'on sait comment la loi du 4 juillet 1931 a cherché à pallier la crise. La gravité de celle-ci peut seule expliquer le caractère d'exception et d'application temporaire qui caractérise cette loi, nouveau pas et très accentué dans la voie de la politique interventionniste de l'État en matière agricole.

#### LES REMÈDES

Si la crise est bien due « à une sorte de déséquilibre entre la production qui est dans l'état de surproduction et la consommation qui est dans l'état de sous-consommation », les mesures à prendre pour y remédier sont de deux sortes : d'une part, momentanément, réduire la production et, d'autre part, augmenter la consommation.

Réduire la production suppose une entente entre tous les producteurs ; augmenter la consommation exige que les producteurs diminuent leurs prix de revient et qu'en même temps, toutes précautions soient prises pour éviter que les produits agricoles n'arrivent pas aux consommateurs, majorés de frais excessifs.

En attendant devant le péril de la situation présente tous les pays, les uns après les autres, ont dû chercher à se réserver, au moins en partie, leurs marchés intérieurs ; de là cette poussée de protectionnisme qui risque de nous mener à un état de guerre économique dont les conséquences seraient redoutables. Aussi en agriculture comme en industrie sont-ce, en fin de compte, des ententes internationales qui s'imposent.

« Si l'on tient compte du rôle que la culture des céréales joue dans la valeur de la production agricole et dans le commerce international, on pourrait affirmer que toute mesure dont l'effet serait d'atténuer les difficultés du commerce des céréales constituerait en même temps un puissant remède pour l'ensemble de la crise agricole. » Cette opinion des experts de Genève s'explique, en outre, par ce fait que les conditions de climat et les faibles ressources en capital, dont jouissent les agriculteurs dans beaucoup de pays, ne leur permettent pas de substituer une autre culture à celle des céréales. Tel est le cas des pays danubiens de l'Europe orientale.

Aussi à Genève, à Rome, à Paris et à Londres les représentants agricoles les plus qualifiés des pays européens et des pays d'outre-mer se sont-ils réunis l'an dernier pour étudier en particulier le problème du blé. A entendre les délégués des pays d'outre-mer la solution est très simple : puisque, ont-ils dit, nous pouvons produire toutes les quantités et qualités de blés dont vous, pays européens, avez besoin, que nous pouvons, sur les terres vierges dont nous disposons encore et grâce aux procédés techniques de culture que nous permettent les grandes étendues de nos exploitations, les produire à des prix de revient bien inférieurs aux vôtres, renoncez à la culture du blé.

Pareille proposition, bien entendu, n'a trouvé aucun écho parmi les représentants des pays européens ; dans notre continent le blé est à la base de toutes les cultures. Et puis,

pouvons-nous, le cas échéant, nous trouver dans la situation de manquer de pain, si jamais le blé nous était refusé? Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il y a pour une nation des industries « clefs », comme les nomment les Anglais; il y a aussi pour une nation des cultures « clefs » et la culture du blé en est une au premier chef.

Le sucre, la viande, etc., sont en état de surproduction comme le blé; devrions-nous aussi renoncer à les produire parce que Cuba et Java peuvent produire le sucre, l'Argentine et la Nouvelle-Zélande la viande à meilleur marché? « Le maintien de l'agriculture en Europe n'est pas un problème purement économique; il est nécessaire pour des raisons historiques, sociales et nationales (1). »

L'augmentation de la consommation, à bien des points de vue, semble plutôt le but à viser. Au siècle où nous vivons et dans l'état de civilisation dont nous sommes souvent fiers, il y a quelque chose d'inhumain à répéter que par le monde il y a trop de pain, trop de viande, trop de sucre, alors que des millions d'hommes en sont privés ou ne peuvent se les procurer qu'en quantités insuffisantes parce que ces denrées ne leur sont offertes qu'à des prix au-dessus de leurs moyens de paiement.

Les producteurs ont donc le devoir et, pour eux, c'est et ce sera chaque jour davantage une nécessité, de chercher à réduire leurs prix de revient des denrées agricoles. Dans tous les pays les progrès aujourd'hui réalisés en mécanique, en chimie, en physiologie, en biologie, etc. peuvent les y aider; il appartient aux autorités responsables de continuer à favoriser les recherches scientifiques dans ce sens, comme d'en vulgariser les résultats pratiques auprès de la masse des cultivateurs.

La question primordiale toutefois n'est pas uniquement dans la réduction des prix de revient à la production mais dans la réduction de l'écart des prix entre la production et la consommation. Selon l'expression courante aux États Unis, le fermier reçoit une trop faible partie du dollar du consommateur. Dans la distribution des produits agricoles le commerce a un rôle essentiel à jouer que rien ne saurait remplacer, mais dans tous les pays la même observation a été faite :

(1) La crise agricole. Comité économique de la Société des nations.

depuis la guerre surtout, le nombre des intermédiaires s'est démesurément accru sans aucun profit pour les producteurs et les consommateurs, au contraire, au grand dommage des uns et des autres. Les frais généraux que supportent les commerçants se sont accrus beaucoup depuis 1914 et c'est une des raisons que ceux-ci invoquent pour justifier les écarts actuels des prix entre producteurs et consommateurs; or, ici, les États ont une grosse part de responsabilité en continuant à imposer partout un régime fiscal qui paralyse toutes les activités économiques. « Toutes les dépenses publiques sont au niveau de 1929, année du maximum de prospérité et toutes les possibilités de l'économie universelle sont réduites de moitié par rapport à cette époque (1). »

La coopération peut-elle apporter une amélioration à l'état de choses actuel? Beaucoup de personnes le pensent et quelques-unes même voient la solution cherchée à la crise dans les ententes entre coopératives de production et coopératives de consommation qu'elles étendent dans l'ordre international. Malgré les efforts réalisés déjà dans ce sens par le « comité international des relations intercoopératives » qui s'est formé à Genève, ne nous faisons pas d'illusions. Entre autres conditions qu'exigerait la coopération pour résoudre le problème, se place une discipline rigoureuse et fidèlement observée chez les producteurs et les consommateurs. Non seulement, cette discipline n'existe pas, mais oserait-on affirmer que les intéressés en comprennent la nécessité?

En tout cas, les agriculteurs doivent envisager eux-mêmes toutes les mesures qui seraient susceptibles d'améliorer leur situation. Aussi sera-t-il permis de se demander s'ils se sont suffisamment préoccupés des transformations qu'a subies l'alimentation de la masse des consommateurs. Depuis le développement du machinisme moins d'efforts musculaires sont demandés aux travailleurs, qui en revanche sont obligés à plus d'efforts intellectuels et à une attention plus soutenue. Le pain, le lard, la pomme de terre ne peuvent plus faire le fond de leur nourriture; celle-ci a besoin d'être plus variée; elle comportera de la viande, des légumes et des fruits.

Dans toutes les classes de la société, le « standard de vie »

(1) M. Lucien Romier. Académie d'agriculture, 23 décembre 1932.

s'est accru et les produits de luxe ou dits tels peuvent trouver plus de débouchés. La qualité des produits agricoles beaucoup plus que la quantité est donc à rechercher, surtout dans un pays comme la France, par les producteurs agricoles.

Malheureusement, ce n'est pas du jour au lendemain que ceux-ci peuvent modifier leurs systèmes de culture, et toujours ne doivent-ils le faire qu'avec une extrême prudence. En attendant, il faut vivre. Aussi, conscientes de l'importance que présente pour leurs pays l'agriculture, toutes les nations, les unes après les autres, ont eu recours à des mesures protectionnistes ou même prohibitives « qui révèlent leur inquiétude » (1).

A côté du tarif douanier, « forme ingénue de la protection », tout l'arsenal du protectionnisme indirect est utilisé.

Pour sauver « l'agriculture qui reste la production principale de l'économie française » (2), le Gouvernement et le Parlement français n'ont pas hésité à proposer et à voter le relèvement de certains droits de douane; puis ce fut l'obligation d'utiliser, au moins en certaine proportion, les produits nationaux; enfin la politique des contingentements s'imposa. Celle-ci a donné lieu à de vives critiques. Cependant, comme le déclarait le président du Conseil, M. Tardieu: « Si nous n'avions pas, dans les derniers mois de 1931, par des décrets de douane et des contingents, protégé quatre-vingts milliards environ sur cent milliards que représente le revenu total de notre agriculture, l'agriculture française, en ce moment, serait morte (3). »

Droits de douane, contingentements apportent une gêne aux échanges internationaux; certaines mesures de police sanitaire équivalentes à des mesures de prohibition, les primes à l'exportation achèvent de désorganiser les marchés. Une telle anarchie, si elle devait se prolonger, aurait les plus graves conséquences. Aussi, faut-il se féliciter que dans tous les pays l'on commence à se rendre compte que la production nationale n'est pas isolée, qu'elle ne peut faire abstraction du marché mondial. « Dans la prospérité comme dans la ruine, les nations sont solidaires vis-à-vis des grands mouvements

(1) La crise agricole. Comité économique.

(2) Rapport de M. Fould.

(3) Sénat. Séance du 23 mars.



économiques. L'agriculture, ainsi que les autres industries, est condamnée aux ententes internationales. »

La Société des nations, l'Institut international d'agriculture, la Commission internationale d'agriculture donnent l'exemple en abordant l'examen périodique des problèmes agricoles sous l'angle international. Des ententes internationales ont pu être déjà réalisées pour le sucre ; elles le seront bientôt pour le houblon ; on les envisage pour le bois. Il est vrai que, dans les deux premiers cas, le nombre des producteurs intéressés est relativement restreint ; pour le blé, autrement complexe se pose le problème. La solution à trouver ne peut être immédiate, mais il n'est pas indifférent que des conférences se soient tenues pour la chercher, dans lesquelles cette question du blé a donné lieu à des discussions de plus en plus détaillées et approfondies.

Les ententes internationales n'aboutiraient pas toutefois, si elles ne s'appuyaient d'abord sur des organisations nationales professionnelles fortes et disciplinées. La formation de ces dernières est la première condition à réaliser. Nous nous y efforçons actuellement en France avec succès dans le domaine agricole.

Les mesures exceptionnelles de protection douanière rappelées plus haut, la France et les autres nations ont été contraintes de les prendre, la première fois, pour se garantir des importations provenant de l'U. R. S. S. à des conditions de prix telles que toute considération de prix de revient ne pouvait intervenir dans la livraison des produits de ce pays. En U. R. S. S. les prix de revient, en effet, n'existent pas.

Tout en s'efforçant de réaliser, entre producteurs agricoles des différents pays, des ententes internationales, il paraît donc d'une élémentaire prudence de se garantir de l'envoi de blés, de sucre, de vins, de bois et de tous autres produits, qui aurait pour résultat de désorganiser, dans les pays qui les recevraient, la production même et le commerce et, par la crise ainsi rendue plus aiguë, d'y favoriser la révolution. En fournissant à l'U. R. S. S. les moyens de remplir son fameux plan quinquennal, certains n'ont voulu envisager que la possibilité, dans l'état de crise actuelle, de faire momentanément des affaires. Mais c'est l'avenir qu'il faut prévoir et préparer.

H. HITIER.

---

# LA VIE

## A LA PREMIÈRE STAVKA

### L'INSTALLATION A BARANOVITCHI

Le plan de mobilisation avait assigné comme résidence au Grand Quartier général russe, ou *Stavka*, la petite ville de Baranovitchi dans le gouvernement de Minsk. Ce point avait été choisi, parce que Baranovitchi était situé au milieu de la frontière ouest, à un nœud de voies ferrées. La grande voie stratégique Vilna-Baranovitchi-Rovna et son embranchement vers l'est et l'ouest, reliaient le G. Q. G. aux divers secteurs du front futur des troupes ainsi qu'aux deux capitales, Petrograd et Moscou. Ce fut là que, le 17 août, vers midi, arriva le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, généralissime des armées russes.

Aussitôt, on s'occupa de l'installation et de l'établissement des liaisons avec les états-majors des fronts. Ce n'était pas une tâche facile : car nous étions très pauvres en matériel de transmission. Qu'il nous suffise de dire que, au début, la direction du quartier maître général n'avait à sa disposition qu'un appareil télégraphique du type Hugues, permettant de lancer et de recevoir directement des dépêches, sans transcription de l'alphabet morse en alphabet ordinaire. Quant à la liaison téléphonique, il n'y fallait point songer.

On pensait d'abord que le grand-duc s'installerait dans la maison désormais libre du commandant de la brigade de chemin de fer. Elle était située dans un endroit isolé, en plein bois. Mais le grand-duc, voyant qu'il n'y avait qu'un bâtiment, se

déclara fermement résolu à ne pas quitter son wagon, afin que l'organe actif de l'état-major, — les bureaux du quartier maître général, — et le télégraphe pussent être aménagés dans la maison du commandant de la brigade; son wagon stationnerait aussi près que possible de cet endroit. Comme les membres de la suite et les attachés militaires des Puissances de l'Entente, — qui, sauf le général marquis de La Guiche arrivé avec le grand-duc, étaient attendus, — devaient rester auprès du généralissime, il fut décidé que tous ceux qui se trouvaient à Baranovitchi et tous les membres de l'état-major demeureraient dans le train auquel on ajouta un wagon. On fit ranger ce train sur une voie de garage spécialement construite à cet effet, à quelques pas de la maison occupée par nos bureaux. On était certes à l'étroit, mais c'était commode pour le travail, car on gardait ainsi un contact permanent. Le bureau du général de service, la direction des chemins de fer et quelques autres services auxiliaires furent installés à environ 500 mètres de là, dans des casernements. C'est dans ces conditions que la Stavka allait vivre et travailler, durant un peu plus d'une année, jusqu'au jour où, par suite des événements militaires, elle dut être reportée en arrière, à Mohilev.

On n'apporta, pendant toute cette année, que peu de changements et peu d'améliorations à l'installation de la Stavka. On établit le long du train un trottoir de bois et on posa sur les wagons un toit, également de bois, qui les protégeait de la pluie et masquait par sa couleur verte l'emplacement du train que les avions ennemis auraient pu découvrir. De l'autre côté du train on dressa, pendant l'été, une vaste tente qui servait, pendant les chaleurs, de salle à manger.

La maison dans laquelle étaient installés les bureaux du quartier maître général était une construction de bois à un étage et n'avait que quelques pièces. A droite, en entrant, se trouvait mon cabinet : une vaste chambre claire, au milieu de laquelle on avait disposé une simple table en bois blanc, mais très grande, où étaient déployées les cartes nécessaires, et une autre table, beaucoup moins grande, pour écrire. Dans les autres pièces s'étaient installés mes collaborateurs, les officiers de l'état-major général, le topographe et, dans un bâtiment à part, le télégraphe. Il y avait tout autour un petit jardin qui donnait un certain charme à la maison.

## AUPRÈS DU GRAND-DUC NICOLAS

Notre vie s'écoulait, silencieuse et régulière. A se fier aux apparences, nul n'aurait pu imaginer la tâche importante et difficile qui s'accomplissait dans cette petite maison de campagne. Par ses murs de bois à facettes, en harmonie avec l'alentour, et si plaisante à voir, elle faisait bien plus songer à une retraite du temps de paix qu'au centre d'où partaient les ordres donnés à des centaines de milliers de combattants russes. La forêt environnante plongeait la Stavka dans une atmosphère de recueillement que tout bruit venait troubler comme une aigre dissonance; impression que l'on ressentait surtout au cours des nuits étoilées et paisibles.

La journée commençait de fort bonne heure pour mes collaborateurs. Dès 9 heures du matin, tous les rapports du front, qui, d'ordinaire, parvenaient pendant la nuit, devaient être dépouillés systématiquement et reportés sur les cartes correspondantes. A dix heures, arrivaient dans mon cabinet le généralissime et son chef d'état-major auquel je faisais un rapport complet de la situation sur le front et des mesures que je projetais. Le rapport et l'examen des décisions duraient presque deux heures, deux heures et demie, jusqu'au déjeuner. Je travaillais ensuite avec mes collaborateurs, je leur dictais les instructions à transmettre par télégraphe au nom du grand-duc, et je prenais les dispositions qui découlaient du rapport. Cela nous menait à quinze ou seize heures, et le travail cessait pendant une demi-heure pour le déjeuner. Nous avions alors, jusqu'à dix-huit heures, le moment le plus libre de la journée. Nous faisons une promenade à pied ou à cheval, dans la forêt avoisinante, pour nous distraire du travail et reprendre des forces pour le soir. Car nous gardions pour la soirée les questions les plus ardues, celles qui demandaient une étude approfondie. A dix-huit heures, nous recevions de nouveaux communiqués du front et, si le besoin s'en faisait sentir, je faisais un rapport au grand-duc, cette fois dans son wagon. Ainsi les jours succédaient aux jours. Parfois, les dimanches soirs, durant cette période, les jeunes officiers de la Stavka allaient voir les séances gratuites de cinéma qu'on donnait pour les distraire.

Le grand-duc s'absentait rarement de la Stavka, et toujours pour très peu de temps : le plus souvent, c'était pour tenir une conférence avec les commandants en chef des divers fronts. Ses obligations de généralissime ne lui permettaient pas de quitter pour longtemps le Quartier général. A cette occasion, on détachait du train où il résidait son wagon et le wagon du chef d'état-major dans lequel passaient toutes les personnes qui devaient accompagner le grand-duc. Celles-ci étaient peu nombreuses : le chef d'état-major, moi, un ou deux officiers de l'état-major général, l'aide de camp de jour du grand-duc.

La présence du généralissime parmi les troupes était nécessaire au bon moral des soldats. Elle donna même naissance à des légendes. Certaines le peignaient comme un héros populaire accourant toujours à l'aide sur les points les plus dangereux. Dans d'autres, on le voyait visitant impassible les tranchées sous le feu nourri de l'ennemi. D'autres encore évoquaient sa silhouette haute et mince, donnant l'exemple à l'heure de l'attaque et indiquant les missions du combat. Chez les artilleurs, on racontait comment il avait lui-même, dans son train, apporté à la station la plus voisine les munitions qui faisaient défaut. A l'arrière, on ne parlait que de la façon dont il avait réprimandé un intendant pour le manque de pain blanc si cher à l'estomac du soldat russe. Dans les états-majors, on le montrait critiquant les chefs pour les dispositions qu'ils avaient prises. Enfin, dans le pays, parmi les civils, c'était encore d'autres récits. On disait qu'un jour où l'Empereur, penché sur une carte, lui demandait : « Où est l'ennemi ? » il lui aurait répondu : « A deux pas derrière vous », indiquant par là le mauvais ministre qui se trouvait aux côtés du souverain. Que ne disait-on pas sur le grand-duc dont le nom était si populaire ?

Comme j'ai déjà dit, le grand-duc s'absentait rarement de la Stavka. A l'exception de ses voyages sur le front et aux conférences, il ne quittait pour ainsi dire pas son wagon, se promenait rarement à cheval, et, autant qu'il m'en souvient, n'allait qu'une fois chasser pour quelques heures chez un *pomeschtchik* voisin. Ce qui nous valut, le lendemain, un important ravitaillement en gibier.

Les représentants militaires des Puissances alliées auprès de la Stavka menaient la même vie que nous. Ils faisaient

preuve d'un tact extrême, n'essayant pas de s'enquérir des renseignements qui ne pouvaient alors être rendus publics, et confiants qu'on leur communiquerait les informations indispensables dans l'intérêt de la cause commune. De temps en temps, on organisait pour eux des voyages au front. Nul doute qu'ils aient tous gardé le meilleur souvenir de la vie de la Stavka et de l'affabilité du généralissime.

Le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch se distingua toujours par sa généreuse hospitalité. Il considérait tous ceux qui vivaient dans le même train que lui et qui venaient de la Stavka pour affaires comme ses hôtes, et il les réunissait tous les jours à sa table pour un déjeuner et un dîner commun. Cette table, par son caractère, rappelait les mess des régiments de la garde. On y mangeait abondamment, mais simplement. On y buvait un léger vin de Crimée, rouge ou blanc. C'était des soldats qui servaient, vêtus de *roubachki* de toile blanche, comme dans les mess d'officiers. En plus des officiers de l'état-major, il y avait chaque jour à la table du grand-duc quelques autres invités.

Pendant le temps que le grand-duc demeura à la Stavka comme généralissime, nous reçûmes la visite du général d'Amade. Il apportait au grand-duc la médaille militaire, au chef d'état-major et à moi-même les insignes de grand officier. Nous vîmes également le général Pau qui fut longtemps l'hôte de la Stavka avant d'aller se soigner au Caucase. La grande figure de ce vieux héros de la guerre de 1870 fit sur nous une forte impression et nous lui témoignâmes tous la considération la plus affectueuse.

L'armée britannique délégua chez nous le général sir Arthur Paggett lequel nous remit, au nom du roi d'Angleterre, de hautes distinctions. Je me rappelle que, lorsque je demandai à un des membres de l'état-major de rapporter chez moi, à Pétersbourg, la chaîne d'or de mon ordre du G. C. M. G., celui-ci, en la soupesant, s'écria, pour plaisanter : « Et on dit qu'en Russie il n'y a pas d'or ! » Hélas, cette chaîne est passée, avec le reste de ma fortune, aux mains des brigands de Moscou.

Nous reçûmes enfin le général Dewitt, envoyé spécialement par le roi des Belges pour remettre des décorations belges.

Le président du Conseil des ministres, le vieux Goremi-

kine, venait souvent aussi nous rendre visite. Sa figure était bien peu en harmonie avec l'époque de fer qu'il nous était donné de vivre ! Et ces visites ne contribuaient guère à faciliter l'entente du front et des civils. Goremikine n'avait aucune autorité sur ses collègues. Ceux-ci avaient constitué en principe un cabinet d'union. Mais ils appartenaient, en fait, à des éléments très divers. Le général Soukhomlinov, alors notre ministre de la Guerre, n'avait lui non plus aucun crédit auprès des autres ministres ni à la Stavka. Il s'efforçait de faire coïncider ses visites avec celles de l'Empereur, et il n'était pas possible de parler sérieusement avec lui. Ainsi naquit peu à peu cette situation anormale qui fit que l'existence du pays cessa d'être en accord avec la vie du front.

D'autres personnes encore nous rendirent visite : officiers supérieurs de l'armée, hauts fonctionnaires des administrations centrales. Le pèlerinage à la Stavka entra dans les habitudes et beaucoup tinrent pour un honneur d'être reçus au Grand Quartier général. Ces visites, à la vérité, nous gênaient un peu ; mais, par les conversations qu'elles rendaient possibles, elles nous permettaient d'avoir quelques indications sur l'état d'esprit dans la capitale et sur la situation du pays.

Il faut observer, toutefois, que le déjà fameux Grigori Raspoutine, ce mauvais génie du Tsar et de la Tsarine, ne vint jamais à la Stavka. Il savait que le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch ne pouvait pas le souffrir. Plus tard seulement, quand le grand-duc eut quitté la Stavka pour le Caucase, l'impératrice Alexandra Fedorovna, en visite à l'état-major, aurait essayé, dit-on, de gagner à la cause de Raspoutine le nouveau chef d'état-major de la Stavka, le général Alexeïeff.

— A propos, aurait-elle dit, au cours d'une visite, qu'avez-vous contre « notre Ami » ? Pourquoi vous opposez-vous à ce qu'il vienne ici ? Il seconderait, il aiderait l'Empereur.

— Votre Majesté, répondit le général Alexeïeff, je ne connais pas personnellement Raspoutine. Je ne l'ai jamais vu. Mais j'en ai entendu parler autour de moi, et j'en ai entendu dire trop de mal.

Cette réponse aurait beaucoup affligé l'Impératrice. Elle aurait ajouté quelques mots pour défendre le Staretz et se serait éloignée irritée, sans donner au chef d'état-major le temps de lui répondre.



## NICOLAS II A LA STAVKA

Aussi bien, de tout le temps où le grand-duc Nicolas fut généralissime, ni l'Impératrice, ni le prince héritier ne vinrent à la Stavka. L'Empereur venait toujours seul, accompagné du ministre de la Cour, le comte Frederiks, d'une petite suite et souvent du ministre de la Guerre, le général Soukhomlinov. Il ne restait à la Stavka que trois ou quatre jours, puis, sans prévenir personne, partait pour tel ou tel secteur du front. C'est ainsi qu'il inspecta la forteresse d'Ossovetz peu de temps après que la garnison eut repoussé une cruelle attaque allemande. Seul son voyage en Galicie, au printemps de 1913, fut de plus longue durée et préparé officiellement. Dans ce voyage, l'Empereur fut accompagné par le grand-duc, son chef d'état-major et moi, afin de faire du voyage impérial une « inspection purement militaire » d'une partie du front russe. Ce fut, du reste, un échec total...

Pour garer le train impérial lors des visites du Tsar à la Stavka, on avait construit, dans la forêt voisine, un embranchement spécial qui mettait le train impérial à une distance d'un demi-kilomètre des bureaux. Une piste automobile conduisait à ce train. Dans le dessein de donner au cadre qui entourait le train impérial un caractère plus aimable et d'enlever par là tout motif de comparaisons défavorables ou envieuses, la forêt, à cet endroit, avait été élaguée. On avait posé des bancs et arrangé quelques massifs de fleurs. Au milieu de ces massifs, on élevait l'été une vaste tente sous laquelle on dressait la table pour les repas du Tsar et de ses hôtes.

La présence du souverain à la Stavka ne modifiait pas beaucoup la vie ordinaire du Quartier général. L'empereur Nicolas II était extrêmement simple. A dix heures du matin, accompagné d'un cosaque du Corps, il se rendait au bureau du quartier maître général, écoutait le rapport de l'officier de jour de l'état-major général et venait à mon cabinet pour assister au rapport sur les opérations. Il s'intéressait particulièrement aux actes de bravoure de gradés isolés ou de petites unités. Si, dans le courant de la journée, il survenait quelque chose de saillant, j'en faisais moi-même rapport le soir, après le dîner, dans le wagon de l'Empereur.

Après le rapport du matin et le départ de l'Empereur, un fourrier de la Cour, vêtu de couleurs vives, ne tardait pas à l'ordinaire de venir et de prononcer la phrase consacrée : « Sa Majesté l'Empereur daigne vous prier à déjeuner ou à dîner. » Durant tout le séjour du Tsar à la Stavka, quatre personnes étaient régulièrement invitées au repas : le généralissime, son frère, le chef d'état-major et moi ; puis, l'officier de jour de l'état-major général, un ou deux représentants des armées alliées et quelques autres officiers de l'état-major à tour de rôle. Néanmoins, même ceux d'entre nous qui étions toujours invités à la table impériale, recevions chaque fois une invitation spéciale du fourrier de la Cour : précaution dont nous comprimes tous le sens lorsque, en septembre 1913, nous fûmes remplacés par d'autres personnes.

En hiver ou par mauvais temps, l'Empereur recevait ses invités à sa table dans le wagon salle à manger de son train. Ce wagon se composait d'une étroite antichambre, d'un petit salon tendu de soie verte et d'une salle à manger. C'est dans ce salon qu'en 1917 l'Empereur signa son abdication.

A l'entrée de ce wagon, à l'extérieur, dans une pose hiératique, deux cosaques de la suite impériale montaient la garde, — beaux hommes, choisis entre tous, avec leur tscherkess typique, leur bonnet, leur pèlerine négligemment jetée sur le côté, leur visage jeune et énergique, que la barbe frisée et les moustaches entouraient d'un collier d'ébène. Ces cosaques rendaient les honneurs à la perfection, le sabre dégainé, fixant toutes les personnes qui entraient dans le wagon impérial.

L'Empereur paraissait dans le salon, lorsque tous ses invités étaient présents. Il portait d'ordinaire des bottes montantes et une simple chemise de drap. Cette chemise était de couleur neutre, le col souple, avec des épaulettes de colonel au chiffre d'Alexandre III. Un ceinturon réglementaire enserrait la taille. Sur la poitrine, la croix de Saint-Vladimir de quatrième classe. Il accueillait cordialement ses invités par une inclinaison de tête. Puis, les passant rapidement en revue de son regard vague et troublant, il se dirigeait habituellement vers un guéridon d'angle du salon, où l'on avait disposé, à la mode russe, des *zakouski* et de la vodka. Debout, il buvait avec son hôte de marque, qui était toujours le généralissime, le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, un gobelet

d'argent de taille moyenne contenant une certaine vodka de prune. Il mangeait quelques zakouski et s'éloignait bientôt de la table en invitant les autres hôtes à suivre son exemple. Il leur donnait alors le temps de manger à leur tour, puis passait dans la seconde moitié du wagon où la table se trouvait mise. Le Tsar s'asseyait au milieu. En face de lui, invariablement, le comte Frederiks, ministre de la Cour, vieillard affecté mais, au fond, excellent. Les autres invités prenaient place sur l'indication du maréchal de la Cour, le prince Dolgoroukov.

On servait peu de plats, et jamais recherchés, mais d'une préparation exquise. C'était l'œuvre d'un restaurateur de Petrograd, célèbre à son heure, le Français Cubat. On buvait du vin de table ou du *kvass* de pommes, suivant le goût de chacun. L'empereur Nicolas ne buvait rien à table : seulement, à la fin du repas, il se versait dans sa timbale d'argent un ou deux doigts d'un vin spécial contenu dans une bouteille particulière disposée sur la table près de son couvert. Il passait cette bouteille au grand-duc, en lui proposant d'y goûter. On se servait des liqueurs au café.

A la fin du repas, l'Empereur sortait de son étui à cigarettes une grosse cigarette, puis atteignait, au haut de sa manche où il avait sans doute une poche intérieure, un court fume-cigarette noueux ; il y plaçait lentement et méthodiquement la cigarette et il fumait consciencieusement, en invitant les autres à fumer. Personne ne fumait de cigares, l'Empereur ne pouvant supporter leur odeur. Je n'ai jamais vu l'Empereur offrir de ses cigarettes à qui que ce soit, pas même au grand-duc. Fumeur passionné, il était sans doute jaloux du parfum de son tabac qui venait de Turquie : c'était le cadeau ordinaire du Sultan. Comme nous étions en guerre avec les Turcs, il devait, probablement, faire des économies.

— Je suis très heureux, plaisantait l'empereur Nicolas, que l'on m'ait apporté une nouvelle provision de tabac du Sultan peu de temps avant le début de la guerre. Ainsi, je suis tranquille pour un bon moment.

L'après-dîner était long et fatigant pour ceux qui ne fumaient pas, ou pour les amateurs de cigare. L'Empereur, sans hâte, fumait à table, une, deux, parfois trois cigarettes. Puis il se levait lentement et permettait à ses hôtes de passer dans le salon voisin que l'on avait entre temps débarrassé de

la table des zakouski et où l'on avait remis les meubles en place. Les invités s'y disposaient en rang, sur l'indication du maréchal de la Cour.

L'Empereur, en compagnie du grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, les entretenait à tour de rôle, parlant avec ses hôtes de marque, serrant simplement la main aux autres. Parfois cette revue durait très longtemps, et j'appréciais beaucoup la permission qui m'avait été donnée une fois pour toutes, en ma qualité de quartier maître général à la Stavka, de quitter le train impérial aussitôt la fin du repas.

Après avoir salué ses hôtes et en avoir pris aimablement congé, l'Empereur se retirait dans son wagon particulier. Je ne puis pas décrire ce wagon, car je n'y ai été que deux fois : une fois après le repas, lors de l'opération de Varsovie, en octobre 1914, que j'avais proposée et préparée, pour recevoir des mains de l'Empereur la croix de Saint-Georges ; la deuxième fois envoyé par le grand-duc, avec un rapport urgent relatif à la reddition de Presmyśl. Les deux fois, l'Empereur me reçut dans son cabinet de travail, arrangé dans une partie du wagon, et dont l'étroitesse rendait difficile de s'y tenir à deux. Les deux fois, c'était le soir ; l'éclairage était voilé ; et je pus remarquer seulement l'angle intérieur de la pièce orné avec soin d'icônes et d'images. C'était dans le goût de l'Empereur qui, comme on sait, était très religieux. Je ne pense pas, en tout cas, que le wagon de l'Empereur fût très tranquille, car toutes les personnes de sa suite devaient, pour aller de la salle à manger chez elles, passer par le couloir latéral.

L'Empereur était toujours extrêmement affable avec le grand-duc et les officiers de la Stavka. Il avait l'art d'adoucir les rancœurs qui entouraient le grand-duc à la Cour où l'on tenait celui-ci pour un ambitieux dangereux. Ces rancœurs, en fin de compte, devaient amener l'Empereur trop débonnaire, dans son effort pour défendre l'autocratie déjà ébranlée par l'Acte du 17 octobre 1904, à passer outre à l'avis du Conseil des ministres et, — fatale décision, — à prendre sur lui à la fois la lourde responsabilité de la situation intérieure et celle d'une guerre exceptionnellement difficile.

YOURI DANILOV.

---

# HORS DE FRANCE

## I

### AUTOUR DE DANTZIG

DOLÉANCES ALLEMANDES

*Berlin, 15 juin.*

La crise économique a beaucoup influé sur l'aspect extérieur de Berlin, où un calme semi-provincial succède à la folle animation de l'après-guerre. Malgré la poussée nationaliste, les Français sont partout accueillis très courtoisement et on fait effort pour les convaincre du caractère pacifique de la politique allemande.

En revanche, la rancœur contre le traité de Versailles n'est atténuée, ni par les adoucissements successifs de ses clauses, ni par le temps. C'est aujourd'hui le dixième anniversaire de la cession à la Pologne d'une partie de la Haute-Silésie. Tous les drapeaux sont en berne et les journaux de gauche comme de droite consacrent de longs articles à la prétendue injustice dont aurait été victime l'Allemagne en perdant un territoire faisant partie de l'Empire depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Mais un tel argument ne prouverait rien, même s'il était établi que la Silésie ne dépendait pas du patrimoine personnel des Habsbourg, car le Saint-Empire, qui comprenait la Bohême et d'autres principautés allogènes, n'avait, malgré son titre, rien d'une fédération des États germaniques. D'ailleurs, les statistiques prussiennes d'avant guerre donnaient une majorité polonaise de 64,2 pour 100 pour l'ensemble de la Haute-Silésie.

A propos du fameux « corridor », un Berlinois me déclare

aujourd'hui que, tant que cette question n'aura pas été résolue dans le sens du rétablissement de la continuité du territoire prussien, la situation sera pire dans l'Est européen qu'elle n'était avant la guerre dans les Balkans. Seule la cession de la Posnanie pourrait, selon mon interlocuteur, être définitivement reconnue par l'Allemagne. Quant à une amélioration des relations frontalières et à l'établissement de nouvelles facilités de transit entre la Prusse orientale et les provinces occidentales, on n'en veut pas entendre parler ici, de crainte qu'une telle solution ne paraisse une reconnaissance de la situation créée par le « corridor ». Il est manifeste que les dirigeants du Reich n'ont aucun désir d'améliorer les relations germano-polonaises, dont la détente rendrait plus difficile la poursuite de leur politique revisionniste.

*16 juin.*

Ce n'est d'ailleurs pas sur la nécessité de la revision qu'on insiste le plus en ce moment : ce thème quelque peu usé a fait place à celui plus nouveau et susceptible d'entraîner des conséquences plus immédiates, qu'est la menace polonaise. Tous les gens que je vois ici m'en entretiennent et la campagne alarmiste, poursuivie à cet égard, a fini par inquiéter sincèrement l'opinion publique. On se rappelle, d'ailleurs, la nouvelle fantastique, lancée il y a quelques semaines par un journal anglais, selon laquelle les Polonais devaient pénétrer en Prusse orientale le premier mai dernier. A la suite de ces bruits, la population de six villages frontaliers « s'évacua spontanément vers l'arrière » et ni les déclarations un peu plus rassurantes du gouvernement, ni l'absence totale d'incidents de frontière n'ont pu tranquiliser depuis lors les habitants des provinces de l'Est. A Berlin il n'y a pas le même affolement, mais on déclare qu'une agression est possible d'un jour à l'autre et que les Français, toujours inquiets de leur propre sécurité, devraient comprendre les préoccupations des Allemands pour la leur.

Un officier de la Reichswehr m'expose, sur un ton d'ailleurs très conciliant, l'injustice dont l'Allemagne s'estime en droit de se plaindre du fait qu'elle est obligée de rester désarmée en face de ses voisins. Sur une carte d'état-major il me montre qu'à chaque régiment de la Reichswehr est opposée une divi-

sion polonaise et que celle-ci possède un armement incomparablement plus puissant que celui des Allemands, mis en état de grave infériorité par les interdictions du traité de Versailles. Mais, bien entendu, un tel raisonnement tient pour nulles les réserves constituées par les associations nationales dont l'entraînement militaire est très poussé et auxquelles les soldats de la Reichswehr serviraient de cadre en cas de guerre; il ne tient pas compte non plus des armes non autorisées qui ne figurent pas dans le budget mais dont l'existence serait révélée par le seul prix unitaire extraordinairement élevé des armes déclarées. Enfin, il laisse de côté le potentiel de guerre de l'Allemagne.

Sans vouloir reconnaître le bien fondé d'aucune de ces objections, l'officier qui me reçoit affirme la possibilité technique d'un succès foudroyant d'une attaque polonaise sur la Prusse orientale ou sur Dantzig. Cette dernière ville pourrait, selon lui, être occupée en une nuit et, tandis qu'à l'étranger le bruit a couru de velléités d'un coup de main hitlérien, ici on ne parle que de la menace polonaise.

Les Allemands, en prêtant des intentions agressives à la Pologne, oublient que chez eux on parle constamment de prendre certains territoires à la Pologne, tandis qu'elle a toujours affirmé qu'oubliant d'anciens droits elle se déclarait satisfaite du traité et ne réclamait plus rien. La dernière preuve du danger du militarisme polonais serait, selon certains Allemands, dans le fait que les sociétés de préparation militaire y manœuvreraient fusil sur l'épaule, ce que ne font, me déclare-t-on, ni les hitlériens ni les Casques d'acier. Mes interlocuteurs oublient que les nazis et les Casques d'acier peuvent facilement s'exercer au tir dans les 880 stands que possède la Reichswehr et dont le nombre va encore être augmenté.

#### CE QUE PENSENT LES POLONAIS

*Varsovie, 17 juin.*

On pourrait actuellement caractériser la situation en modifiant un peu la fameuse formule du général Paskievitch. « Le calme règne à Varsovie », serait, en effet, la meilleure défini-



tion de l'état d'esprit des Polonais. C'est chez eux que l'on entend le moins parler de la possibilité d'un conflit dont les échos sont venus jusqu'à Paris. La Pologne a beau être grande et riche et posséder de glorieuses traditions, ce n'en est pas moins un jeune État qui a encore beaucoup à faire pour se réorganiser et ne peut dilapider ses forces dans des luttes extérieures.

Un des membres les plus distingués et les plus influents de l'opposition modérée, le sénateur Kostowski, me fait observer qu'en ce qui concerne la politique étrangère, tous les partis polonais sont d'accord. La seule critique légère que faisaient jusqu'à présent les opposants au Gouvernement, était de ne pas se rapprocher suffisamment de la Russie, et la tentative va en être précisément faite. Quant à la revision, il est impossible de trouver un Polonais qui en accepte l'idée. Les socialistes eux-mêmes se montrent ici patriotes. Comme leur organe, le *Robotnik*, avait reproduit, il y a quelques semaines, le manifeste revisionniste de M. Vandervelde, il souleva un tel *tolle*, qu'il expliqua trois jours plus tard cette publication par son intérêt documentaire et ajouta que personne plus que lui ne blâmait de telles théories.

18 juin.

Ce n'est que par des nuances que se distinguent les opinions de politique étrangère ; c'est ainsi qu'aujourd'hui j'entends discuter, dans un cercle de Varsovie, de l'envoi à Dantzig du croiseur *Wyshen* pour escorter la flotte anglaise. Tout le monde approuve le principe de cet acte. La marine de guerre polonaise, à laquelle a été refusé le droit de fixer le port d'attache de ses vaisseaux à Dantzig, doit, dit-on ici, ayant la représentation diplomatique de la Ville libre, avoir l'autorisation d'y recevoir selon les usages internationaux les escadres étrangères : l'acte du *Wyshen* va, par suite de la protestation du Sénat dantzigois, faire fixer ce point de droit à Genève. C'est seulement sur l'opportunité de ce nouveau débat, survenant dans une période de tension, que les opinions diffèrent. Certains estiment que le Gouvernement a bien fait de poser tout de suite la question ; d'autres pensent qu'il aurait mieux valu attendre que les esprits fassent moins montés.

— En tout cas, me dit un député de droite, c'est seulement dans nos relations avec Dantzig, que les traités de paix ont établi sur une base très compliquée et définissant très mal les droits respectifs de chacun, que nous avons de continuelles difficultés. Avec l'Allemagne, au contraire, nous n'avons eu aucun différend politique sérieux depuis fort longtemps, et nos dissentiments tiennent seulement à la campagne unilatérale des Allemands pour obtenir la revision dont la question ne se pose pas. Quant aux minorités dont on parle parfois à Berlin, ce n'est pas non plus un problème. Alors qu'il y a 884 105 Allemands en Pologne, il y a en effet 983 283 Polonais en Allemagne. Quant à la situation respective des uns et des autres, un chiffre la montre : il y a 813 écoles allemandes en Pologne et 81 écoles polonaises en Allemagne. Enfin il convient de remarquer que, de tout le pays, les provinces où il y a le moins d'allogènes sont précisément celles du corridor et de la Posnanie. A Posnan, le Posen d'avant guerre, grande ville de 240 000 habitants, il n'y a que 3 pour 100 d'Allemands ! Quant à la prétendue expulsion après la guerre de plus de 800 000 Allemands, elle s'est bornée à 30 000 agitateurs. Les autres optèrent volontairement pour l'Allemagne et s'en allèrent souvent sur les ordres du gouvernement prussien qui avait espéré, en faisant partir tout l'élément des fonctionnaires, empêcher la Pologne d'administrer convenablement les provinces reconquises.

Quant aux rapports commerciaux des deux pays, ils devraient être excellents, car leurs productions sont dans l'ensemble complémentaires. S'il n'en est pas ainsi, c'est d'une part à cause de la volonté longtemps manifestée par Berlin de ne pas procéder à un rapprochement économique tant que ses revendications politiques ne sont pas satisfaites ; c'est d'autre part le fait de la protection outrancière réclamée par les grands agriculteurs de l'Est, dont on connaît l'influence dans les milieux de droite. Ce sont eux qui empêchent depuis un an la mise en application de l'accord commercial enfin conclu et depuis longtemps ratifié à Varsovie. Et cependant, comme me le prouvait tout à l'heure un économiste, si l'Allemagne avait, dès après la guerre, négocié un bon traité de commerce avec sa voisine orientale, elle en aurait profité pour prendre chez elle une influence prépondérante, car, après les années de

guerre et d'invasion, la plus grande partie de la production industrielle était désorganisée en Pologne.

## LA QUESTION DE DANTZIG

*Dantzig, 21 juin*

Une remarque analogue s'impose encore bien davantage en ce qui concerne Dantzig, qui est en lutte ouverte contre la Pologne, à laquelle la lient tous les intérêts économiques, puisqu'elle a comme hinterland tout le bassin de la Vistule. Mais sa population est en grande majorité allemande et c'est même à cause de cette situation spéciale qu'elle a été érigée en 1919 en ville libre, situation devant lui permettre de garder sa culture, tout en étant rattachée économiquement à la Pologne.

— Depuis des années, m'expose un personnage neutre dans le conflit, la Ville libre refuse à la Pologne tout ce que le traité ne l'oblige pas strictement à lui accorder et les Polonais y répondent en délaissant de plus en plus Dantzig au profit de Gdynia, ce à quoi les Dantziçois déclarent qu'on veut les ruiner. Sur ce conflit fondamental se greffent quantité de disputes commerciales, soulevées par le fait que la ville, tout en faisant partie du territoire douanier polonais, y jouit de droits spéciaux. Les Polonais leur reprochent d'en abuser au point de commettre de véritables fraudes et, malgré les dénégations des autorités dantziçoises, ils prennent en conséquence des mesures restreignant les facilités d'importation des produits de la Ville libre. Pour citer un autre exemple, le départ de la direction des chemins de fer polonais a été réclamé par le Sénat dont la Société des nations a déclaré la demande légitime. Il y a plusieurs années de cela et, par une entente tacite, la direction n'est pas partie, mais voilà qu'il est de nouveau question qu'elle émigre. Ainsi, par suite de la crainte bien superflue de la polonisation de la ville, elle perdrait six cents familles et l'un des éléments de son activité. Vous comprendrez aisément que dans de telles conditions le commerce local souffre, malgré le développement du port.

Effectivement les Dantziçois avec lesquels j'ai eu l'occasion de causer se plaignent beaucoup; ils prétendent que leur ville est bien moins riche qu'avant la guerre, et que la Pologne

cherche à les ruiner pour les soumettre à sa volonté. On me cite d'innombrables cas d'espèce, au sujet desquels je demande des explications à des Polonais qui me citent à leur tour les actes à la suite desquels ont été prises des mesures contre les produits dantziens. Les industries de la ville ayant le droit de renvoyer en Allemagne des produits non finis pour les transformer et de réimporter le produit achevé, auraient employé ce droit, sous le contrôle bienveillant des autorités douanières locales, pour introduire en fraude des produits en Pologne.

Aux accusations portées contre le nouveau régime d'avoir ruiné Dantzig, les Polonais répondent que, malgré les difficultés dont souffrent les habitants et qui sont dues à leur mauvaise volonté, la ville a bien plus prospéré depuis l'union avec leur pays que sous le régime prussien. Effectivement la concurrence de Gdynia n'a pas empêché le port qui, sous la domination allemande, était séparé de la plus grande partie de son hinterland, de passer d'un trafic de 2 millions 112 mille tonnes en 1913 à 8 millions 213 mille tonnes en 1930. Si une baisse s'est fait sentir en 1931, elle est due à la crise mondiale et, une fois celle-ci passée, ce ne sera pas trop, selon mes interlocuteurs, d'avoir deux ports pour un pays de 32 millions d'habitants, exportateur de marchandises lourdes comme le charbon et le bois. La comparaison du trafic de Dantzig avec celui des autres ports de la côte sud de la Baltique est d'ailleurs significative. C'est le seul port qui ait augmenté son tonnage, celui de Stettin ayant fortement baissé et ceux de Königsberg et de Memel étant restés avec le même trafic ou à peu près.

#### LE NOUVEAU PORT DE GDYNIA

*Gdynia, 22 juin.*

Je visite aujourd'hui le fameux port de Gdynia, créé à vingt-trois kilomètres au nord de Dantzig, sur un rivage où il n'y avait il y a dix ans qu'un village de pêcheurs. Le port se divise en deux parties : l'une a été conquise sur la mer, l'autre creusée dans la terre. Les bassins sont vastes et permettent l'entrée aux bateaux calant neuf et dix mètres ; le long de bien

des quais s'élèvent déjà des docks et des magasins. On a vu grand et on a eu raison, car le trafic atteint déjà celui du Havre.

Évidemment, construire deux grands ports éloignés seulement de vingt kilomètres n'est pas très économique. Les Dantziçois reprochent au gouvernement de dépenser l'argent sans compter à Gdynia et de leur faire par là une concurrence contre laquelle ils ne peuvent lutter à armes égales. Les Polonais s'en défendent et il faudrait être un technicien pour se prononcer. Dantzig gardera d'ailleurs toujours l'avantage géographique d'être au bord de la Vistule, dont la navigation sera sans doute améliorée dans l'avenir. Mais pour les Polonais, ce que Gdynia signifie avant tout, c'est l'indépendance nationale, c'est le débouché maritime. A quoi cela leur servait-il d'avoir soixante-douze kilomètres de côtes, si aucun bateau n'y pouvait aborder ? En limitant autant qu'on l'a fait leurs droits sur l'usage du port de Dantzig, on devait forcément amener les Polonais à aménager leur propre littoral. C'est une raison de plus pour laquelle la Pologne ne saurait admettre de sacrifier ce corridor, par où son trafic avec la mer est de 87 pour 100, celui de l'Allemagne en Prusse orientale étant de 13 pour 100.

— D'ailleurs il est un fait qui, plus que tous les autres, nous a montré la nécessité d'avoir un accès indépendant à la mer, me disent tous les Polonais avec qui je m'entretiens de la question. Quand nous avons soutenu contre les bolchévistes une guerre où nous défendions la civilisation européenne, Dantzig, après l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, prétendit interdire le passage des munitions qui nous venaient de France. Sans doute, les Dantziçois finirent-ils par être obligés de nous laisser nous ravitailler par leur port, mais l'incident nous avait éclairés sur la nécessité de ne pas rester dans leur complète dépendance.

#### L'ARRIVÉE DE L'ESCADRE ALLEMANDE

*Dantzig, 23 juin.*

C'est ce soir qu'entre dans le port l'escadre allemande dont la venue provoque un nouvel incident dantzico-polonais.

Dès ce matin la ville est pavoisée de drapeaux parmi lesquels les anciennes couleurs impériales prédominent. A la fin

de l'après-midi, la foule se rend en masse sur les quais où attendent aussi les autorités, parmi lesquelles les officiers de la Schupo, sanglés dans leurs uniformes, semblent bien plus des militaires que des policiers. La masse grise, aux immenses mâts, du croiseur *Silésie* glisse dans le silence, suivie de deux petits torpilleurs. Des « hochs » sont poussés, quelques chants patriotiques s'élèvent, notamment d'un bateau dans lequel l'armée d'Hitler est venue en uniforme saluer la marine du Reich.

24 juin.

Ce matin visite du port avec deux guides, l'un du commissariat polonais, l'autre de Dantzig. Cette règle a été établie pour éviter que les reporters ne reçoivent des informations tendancieuses. Mais les faits parlent d'eux-mêmes : de très beaux aménagements modernes ont été réalisés depuis quelques années, notamment un bassin où d'un côté est chargé le charbon et de l'autre sont déchargés les minerais. Le même bateau peut donc accomplir très rapidement les deux opérations, ce qui est d'autant plus rare que, dans la plupart des ports, on manque de fret de retour. En revanche, il est manifeste qu'il y a actuellement peu d'activité et que la longueur des quais pourra encore être très considérablement augmentée. Les Allemands seraient seulement bien mal venus de le reprocher aux Polonais, alors qu'ils n'avaient fait de Dantzig qu'un port de second ordre, et à l'heure actuelle le meilleur service qu'ils puissent lui rendre est de ne pas entraver ses relations avec la Pologne, qui seule peut assurer la prospérité du grand port de la Vistule.

25 juin.

A Dantzig même, on reconnaît la nécessité d'un rapprochement : non seulement les socialistes qui le tentèrent pendant leur passage au pouvoir mais aussi certains nationalistes. Le président du Sénat, M. Ziehm, a prononcé, il y a quelques jours, un discours dans ce sens, en ajoutant, il est vrai, que les torts de la mésentente étaient du côté polonais, et sans qu'aucune mesure conciliante ait été prise depuis lors par la Ville libre.

Néanmoins l'opinion y semble assez fatiguée d'une lutte stérile, ruineuse et dangereuse. En voulant bien me recevoir ce matin, M. Ziehm m'expose avec beaucoup de modération sa politique et ajoute « qu'il voudrait voir l'Allemagne exercer une influence apaisante auprès de Dantzig et la France auprès de la Pologne ». Il proteste contre les bruits alarmistes qu'on a répandus sur la situation de la ville, déclarant qu'il ne croit pas du tout à une attaque polonaise et que les hitlériens dantziçois sont désarmés. Une amélioration de la situation lui semble donc très possible.

Malheureusement, quels que soient les armements des nationaux-socialistes, leurs continuels mouvements en uniforme ne sont pas un élément calmant et l'actuelle visite de la flotte allemande, si elle n'a pas amené d'incidents en ville, a encore accentué le différend polono-dantziçois.

La Pologne a un intérêt politique évident à ce que la paix se consolide et doit désirer pour cela que son principal débouché cesse d'être un foyer d'agitation et de mécontentement. Dantzig, malgré ses sentiments allemands, commence à se rendre compte que la lutte actuelle la conduit à la ruine. Une détente devrait donc se produire, mais cela exigerait que les relations ne se traduisissent plus par ces continuels procès genevois où les difficultés les plus minimales deviennent des questions de prestige. Comme je l'entendais dire à un ouvrier revenant d'une retraite aux flambeaux des associations sportives socialistes en l'honneur des vaisseaux allemands :

— Tout cela est très joli, mais finalement c'est nous qui en supporterons les conséquences.

ANDRÉ NICOLAS.



## II

## IMAGES DE LAUSANNE (1)

*Lausanne, samedi 18 juin.*

M. Herriot est parti hier soir pour Paris, avec la plupart des délégués français. Cependant les échanges de vues se poursuivent entre Allemands et Britanniques, et l'on voit courir les autos le long de la côte, de l'hôtel Savoy à l'hôtel Beau-Rivage. Quel est l'objet de ces entretiens? Les deux journées précédentes ont mis en lumière la conformité des intentions anglaises et allemandes : pour des raisons différentes, MM. MacDonald et von Papen sont tous deux partisans du « coup d'éponge ». Dans l'annulation des réparations, le premier voit surtout un moyen de « dégeler » les crédits anglais immobilisés en Allemagne, et peut-être aussi une gratitude appréciable à la veille de l'échéance de décembre. Quant au chancelier du Reich, il reste fidèle au programme de son prédécesseur : plus de tribut !

Comment ce point de vue pourra-t-il être concilié avec la volonté française de payer et de réclamer à chacun son dû? Voilà ce qu'on se demande. A-t-on arrêté en commun une méthode de travail? S'est-on mis d'accord sur l'ordre dans lequel les problèmes seraient examinés? Il ne le semble pas. A deux jours de distance, la fameuse « déclaration commune » n'apparaît déjà plus que comme un geste de pure forme, vide de contenu positif. Le moratoire est prolongé pour la durée de la conférence; mais le problème à résoudre n'a point changé d'aspect. Demain, les thèses vont s'affronter, sans que des entretiens préliminaires se soit dégagé un principe commun, qui puisse servir de point de départ à la discussion.

A la fin de la journée, M. von Papen prononce devant le microphone un discours qui doit être transmis par toutes les stations allemandes : le chancelier s'engage à faire comprendre aux représentants des Puissances étrangères que le peuple allemand ne traverse pas seulement une crise économique, mais une crise morale, à laquelle on doit mettre fin; et

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> juillet, p. 203 et suivantes.

il invite la nation tout entière à faire bloc derrière son gouvernement.

Cependant tout Lausanne est descendu vers Ouchy. En l'honneur de la Conférence, les autorités de la ville ont organisé sur le lac une fête de nuit. Trois grands bateaux illuminés promènent les invités, au son des orchestres et des fanfares, le long des rives que dessinent des guirlandes de lumières. Plus haut, sur la colline, la cathédrale et la Tour Bel-Air apparaissent, révélées par les projecteurs. Lentement, la lune surgit des montagnes de Savoie, monte dans le ciel et répand sur le lac une clarté, si calme, si douce, que le feu d'artifice, somptueux et brutal, éclate comme un trouble-fête...

#### *Lundi 20.*

A peine arrivé de Paris, M. Herriot s'est fait conduire à Beau-Rivage, où l'attendait M. MacDonald. Les deux hommes d'État ont causé longuement. Puis le Premier anglais a reçu le chancelier du Reich. Résultat : la séance qui devait avoir lieu cet après-midi, est ajournée. Aucun accord ne serait en vue, même sur la méthode.

On parle vaguement de propositions britanniques, tendant à gagner le gouvernement français à la thèse de l'annulation, par l'offre d'une action concertée vis-à-vis de l'Amérique et d'un accord entre les deux politiques de Londres et de Paris sur quelques points essentiels. Mais ces bruits trouvent peu de créance. Il est aussi question d'un effort tenté en vue de lier le problème des réparations à celui du désarmement, et de conjurer Lausanne et Genève : on compliquerait le problème, faute de le résoudre.

#### *Mardi 21.*

Que s'est-il passé la nuit dernière ? Les couloirs du Lausanne-Palace sont pleins de chuchotements mystérieux. On affirme, on dément, on confirme. Mais bientôt le doute n'est plus permis : il est exact que, répondant à l'appel d'un coup de téléphone, M. Herriot s'est rendu dans la nuit à Morges, où l'attendait M. Gibson accompagné de M. Paul-

Boncour. L'hôtel du Mont-Blanc, qui offrit asile à ces conspirateurs, n'était connu jusqu'à présent que pour certains filets de perche au vin blanc, très appréciés des gourmets lausannois; le voilà inscrit dans l'histoire. A quand les rendez-vous nocturnes d'hommes d'État au château de Chillon, dans le cachot de Bonivard, ô Tartarin !...

Il n'est toujours pas question de tenir séance, mais la conversation franco-anglaise continue. Le soir, en rentrant de l'hôtel Beau-Rivage, M. Germain-Martin, qui serait fort en peine d'annoncer un résultat, nous offre du moins l'exposé lumineux de la thèse française. A l'idée simpliste du « coup d'éponge » guérisseur de tous maux, nous opposons les principes suivants : l'annulation totale du paiement n'est point par elle-même un facteur de restauration; le problème des réparations n'intéresse pas la seule Allemagne : il doit être examiné et résolu dans le cadre d'une réorganisation économique de l'Europe; or les États de l'Europe centrale, pour qui cette réorganisation est désormais une question de vie ou de mort, représentent une masse de 75 millions de consommateurs, laquelle n'est pas plus négligeable pour l'Allemagne que pour ses créanciers.

Nous sommes prêts à admettre que, pour le moment, on ne peut exiger de l'Allemagne aucun paiement, si ce n'est l'exécution des contrats de prestations en nature, qui ne comporte pas de transfert. Nous consentirions à faire, durant une période assez courte, — deux ou trois ans, — l'expérience de l'annulation, à condition que les États-Unis nous permettent ce sacrifice par un sacrifice correspondant. Après quoi, la dette de l'Allemagne devrait être ajustée à sa capacité de paiement et aux conditions de l'économie mondiale. Voilà, définie à grands traits, notre position présente. Celle de la Grande-Bretagne en paraît encore très éloignée.

*Mercredi 22.*

Le mystère de Morges s'éclaircit. Avant de saisir la Conférence du désarmement d'un message adressé par le président Hoover, M. Gibson désirait en faire connaître le sens à M. Herriot et apprendre de lui s'il voyait des inconvénients à sa publication. Comment M. Herriot n'y en aurait-il pas vu ? Il s'agit

simplement de réduire d'un tiers, sans distinction, à l'américaine, tous les armements du monde. Le chef du gouvernement français a fait ses objections ; M. Gibson les a téléphonées à Washington, qui a répondu : « Marchez tout de même ! » Et voilà pourquoi la Commission générale de la Conférence du désarmement est convoquée en séance extraordinaire, pour cet après-midi, à quatre heures et demie.

Grand branle-bas à Lausanne. Fonctionnaires, journalistes, mouches du coche se précipitent vers Genève, qui par le chemin de fer, qui par la route. Dans le train, au lieu d'admirer un paysage magnifique, on commente, sans d'ailleurs la connaître, une note que le baron de Neurath, ministre des Affaires étrangères du Reich, a remise hier soir à M. MacDonald. En échange de l'annulation totale des réparations, l'Allemagne offrirait à la France, outre des avantages économiques, un « pacte consultatif » garantissant, par l'arbitrage obligatoire, le règlement pacifique de tous les conflits à venir.

Le soir, à Lausanne, au « rapport » il n'est malheureusement question que de Genève et du nouvel édit de M. Hoover.

#### *Jeudi 23.*

Au mépris de toute règle, — puisque nous ne causons encore qu'avec les Britanniques, — je descends ce matin au Savoy pour voir les Allemands. Les verrières ouvertes d'un grand salon laissent pénétrer, avec la fraîcheur du lac, les parfums mêlés du chèvrefeuille et des roses. Le personnage qui me donne audience est un spécialiste des réparations : il était à Paris à l'hôtel George V, au printemps de 1923 ; il était à La Haye en septembre 1929 et en janvier 1930 ; à Londres et à Bâle en 1931 ; et le voilà à Lausanne, plutôt mélancolique, parce qu'il ne voit aucune issue au débat qui vient de s'engager.

— A Paris et à la Haye, me dit-il, le principe d'un paiement était admis de part et d'autre : on ne discutait que sur la quotité et les modalités d'exécution ; c'était une question de plus ou de moins. Ici, au contraire, deux thèses sont en présence. Celle de l'Allemagne, — à laquelle semblent adhérer, dans ses termes essentiels, la Grande-Bretagne et l'Italie, — est qu'il faut en finir une fois pour toutes avec les réparations et les dettes de guerre, et organiser enfin l'éco-

nomie européenne, que le paiement des réparations et des dettes a complètement détraquée. La thèse française, c'est que le principe des réparations doit être maintenu, et que les paiements auxquels l'Allemagne s'est obligée à ce titre, s'ils peuvent être différés, ne doivent pas être définitivement abolis. Or entre ces deux thèses opposées, je ne vois pas de *bridge*, comme disent les Anglais, pas de terrain d'entente ou de rapprochement, donc pas de solution possible. Nous ne renions point notre signature ; nous ne contestons pas l'obligation juridique qui nous incombe du fait des accords conclus à la Haye. Mais nous nous déclarons parfaitement incapables de la remplir aujourd'hui, et demain comme aujourd'hui.

Je demande : — Qu'arrivera-t-il, si la Conférence de Lausanne ne se range pas au point de vue de votre gouvernement ?

— D'abord, ne parlons plus de transferts. Vous admettez qu'ils sont inconcevables, alors que la couverture du mark, en or ou en devises, n'est plus que de 8 pour 100. Nous ferons face aux obligations découlant de l'emprunt Dawes et de l'emprunt Young. Mais nous serons contraints de suspendre le service de tous les autres emprunts contractés à l'étranger. Quel moyen avons-nous d'augmenter nos ressources ? Impossible d'exporter, donc inutile de produire. C'est le chômage toujours croissant, la faillite et la ruine, avec toutes les conséquences qu'elles entraînent pour nous et pour nos créanciers.

— Dans le mémoire remis par le baron von Neurath à M. MacDonald, n'envisage-t-on point, d'une part, le moyen d'offrir à la France certaines garanties politiques de sécurité, de l'autre, la possibilité d'une collaboration franco-allemande sur le terrain économique ?

— Sur la question politique je ne saurais vous répondre. Quant au second point, permettez-moi de vous dire qu'envisager, dans les conditions actuelles de l'Allemagne, une collaboration économique franco-allemande, c'est mettre la charrue devant les bœufs. Pour collaborer, il faudrait que nous fussions en état d'apporter quelque chose. Or, tant que pèsera sur nous la menace de paiements, même différés, nous n'aurons rien à offrir. D'ailleurs, comment ferez-vous accepter par votre opinion que des capitaux français viennent s'investir dans les affaires allemandes, telles qu'elles sont aujourd'hui, et procurent du travail aux chômeurs allemands,

quand il n'y en a point pour les chômeurs français ? Non, je ne vois là aucune solution, avant qu'on n'ait procédé à l'assainissement économique général, dont l'annulation des réparations et des dettes est la condition préliminaire et inévitable.

Allons ! ce n'est pas à l'hôtel Savoy qu'il faut aller chercher des raisons d'espérer. En trouverai-je ce soir au Lausanne-Palace ? Hélas ! pas davantage. Le bref communiqué qu'on y distribue nous apprend que « les entretiens franco-anglais, après s'être poursuivis cordialement et utilement, — ah, ces deux adverbes joints !... — ont été suspendus, pour permettre aux délégations française et allemande d'entrer directement en contact ». En d'autres termes, M. MacDonald, après quatre jours de conversation avec M. Herriot, renvoie celui-ci à M. von Papen et dit à tous les deux : « Arrangez-vous sans moi. » Pour adoucir une déconvenue que nous ne cachons point, on nous explique que la Conférence entrera demain dans sa deuxième phase. Sans doute, mais est-ce un progrès ?

#### *Vendredi 24.*

Les pourparlers franco-allemands ont commencé ce matin par l'entretien des deux chefs de gouvernement, aussitôt suivi d'une conférence réunissant les membres des deux délégations. Ce sont les Français qui reçoivent, dans la salle de lecture du Lausanne-Palace, dont on a fermé les portes vitrées et tiré les rideaux. Les délégués sont assis autour de la table ronde où, hier encore, le petit chasseur préposé aux journaux disposait en éventail les principales feuilles d'Europe et d'Amérique ; les experts ont pris place à droite et à gauche devant des guéridons branlants. Une fois de plus, le ministre des Finances du Reich, M. von Krosigk, expose la détresse de l'Allemagne et les raisons qui l'empêchent de remplir ses engagements ; à la fin de son discours, on lève la séance.

Elle est reprise à cinq heures et demie : M. Germain-Martin répond à son collègue allemand, en soutenant le droit de la France aux réparations, droit auquel correspond son obligation à l'égard de l'Amérique. Vers sept heures, les portes s'entrouvrent, pour laisser passer le chancelier, qui doit repartir pour Berlin, et M. Herriot qui le reconduit jusqu'au seuil de l'hôtel. Happé au passage par les journalistes allemands, M. von

Papen répond aux questions par un sourire et par un mot : *Gut!* (ça va bien). C'est au tour du délégué français de subir l'assaut et l'interrogation des curieux. « *Die Luft ist kuell, aber es dunkelt nicht* » (1), proclame M. Herriot avec le poète de *Lorelei*. Ce n'est pas très clair ; le communiqué publié une heure après ne l'est pas davantage : il annonce simplement que les négociations reprendront demain matin. Mais le seul ministre français qui pourra y prendre part est M. Germain-Martin, car M. Herriot et les autres délégués doivent être demain à Paris.

Samedi 25.

On cause entre experts allemands et français. On cause, et l'on ne s'entend pas. La seconde phase de la Conférence ressemble fort à la première. Mais les officiels se gardent bien d'en convenir. « Si nous n'avions pas d'abord conféré ensemble pendant quatre jours, me confie un diplomate anglais venu aux nouvelles, vos pourparlers avec les Allemands i raient encore beaucoup plus mal. » Il serait impertinent de ne point l'en croire. On nous assure que la Conférence avait été préparée minutieusement : qu'en serait-il, si elle s'était ouverte sans préparation ? Le bruit court, dans la soirée, que les Italiens ont remis à leur tour un *memorandum* à M. MacDonald.

Lundi 27.

M. Herriot est rentré ici ce matin à sept heures, et M. von Papen un peu avant midi. Mais le chancelier du Reich a amené de Berlin le ministre de l'Agriculture, M. von Braun. Hum ! Il n'y a pas de problème agricole à l'ordre du jour de la Conférence. Seulement M. von Braun est l'un des hommes les plus influents d'Allemagne et, avec le général von Schleicher, c'est lui qui donne au présent cabinet sa couleur impérialiste et réactionnaire. S'il exerce sur le chancelier quelque influence, ce ne sera pas en faveur de la conciliation.

A trois heures après-midi, Français et Allemands se réunissent. M. von Krosigk prend la parole ; on attend de lui

(1) « L'air est froid, mais on n'en est pas encore aux ténèbres de la nuit. »



qu'il fasse connaître ces fameuses « compensations », en échange desquelles nous pourrions renoncer à une partie de nos droits. Le ministre allemand parle de la stabilisation des monnaies, de la réforme douanière, du secours à l'Autriche ; mais de compensations, pas un mot. Tout au plus exprime-t-il, en termes assez vagues, la volonté allemande de collaborer à une reconstruction économique de l'Europe. Après quoi M. von Papen, s'adressant sur un ton pathétique aux délégués français, déclare que les pourparlers sont arrivés à un tournant décisif : selon qu'on choisira l'une ou l'autre route, ce sera le salut ou la catastrophe. Informé de ce médiocre résultat, M. MacDonald mande à Beau-Rivage, l'un après l'autre, le président du Conseil français et le chancelier allemand. Tous deux lui exposent, chacun à sa mode, l'état des négociations. Et M. MacDonald constate avec tristesse que l'accord qu'il espérait voir sortir du tête-à-tête est plus éloigné que jamais.

*Mardi 28.*

Nous entrons, je pense, dans la troisième phase, puisque ce matin le Premier anglais, reprenant en main la direction, a convoqué simultanément MM. Herriot et Germain-Martin, von Papen et Krosigk. Si du moins cette troisième phase pouvait être la dernière ! Mais les deux longues séances de cette journée, une le matin, une l'après-midi, ne servent qu'à mieux démontrer, s'il en était besoin, l'intransigeance des négociateurs allemands. « Négociateur, c'est offrir quelque chose, leur fait observer M. MacDonald ; or vous n'offrez rien. » La position prise par le chancelier du Reich marquerait plutôt un recul sur celle qu'il avait adoptée la semaine dernière. D'aucuns expliquent ce changement par les protestations qu'aurait soulevées à Berlin, dans les milieux dirigeants, l'idée de « compensations » vaguement formulée par M. von Papen au début des pourparlers ; on l'aurait invité, très sévèrement, à se montrer moins généreux. Mais pourquoi chercher si loin une explication que la psychologie allemande offre à meilleur compte ? Le chancelier du Reich jetait négligemment dans le débat le mot de « compensations », quand nous n'en parlions pas encore ; dès que nous en avons parlé, et que nous lui avons demandé de préciser son offre, il a fait celui qui n'avait rien

dit. Les Allemands ont usé si souvent de ce procédé, qu'il ne devrait plus nous surprendre.

Le seul résultat de ces conversations, où les ministres britanniques jouaient le rôle d'arbitres, a été de rapprocher, par voie indirecte, les points de vue anglais et français. Devant la résistance opposée par les Allemands à sa volonté de conciliation, M. MacDonald en est venu à considérer avec plus de bienveillance la thèse française, et même à adopter dans la discussion quelques-uns des arguments qui l'appuient. Malgré tout, son effort est resté inutile, et la journée s'achève dans le marasme le plus complet. Que faire? ajourner la Conférence? en prolonger artificiellement le cours en constituant, selon l'usage, une ou deux commissions? Deux perspectives également désolantes.

*Mercredi 29.*

En attendant que la crise se dénoue, je vais consulter un expert italien. Je ne lui demande pas « ce qu'il pense de la situation », mais bien de quelle manière son gouvernement envisage, sous sa nouvelle forme, le problème des réparations et des dettes de guerre.

— Ce que l'on déplore à Rome, me répond-il, c'est que la négociation de Lausanne ait été aussi mal engagée. Nous sommes ici en face de deux problèmes : l'un, le plus général, est celui d'une reconstruction économique de l'Europe; le public n'y comprend à peu près rien. L'autre, plus spécial, est celui des réparations; il passionne à l'extrême les deux opinions publiques française et allemande, qu'on n'a d'ailleurs nullement préparées aux solutions de compromis qu'elles devront sans doute accepter. Que fallait-il faire ici? aborder officiellement le problème général, qui n'excite ni passion ni curiosité; mettre sur le tapis la question de l'or, celle des monnaies, celle des tarifs douaniers : tandis que, discrètement, dans la coulisse, les hommes politiques auraient réglé l'affaire la plus délicate, celle des réparations. Malheureusement, on a fait tout le contraire.

« Notre position dans le débat est connue; elle n'a point varié depuis les premières déclarations de M. Mussolini. Nous nous tenons tout près de la Grande-Bretagne en ce qui concerne

le « coup d'éponge », et plus près de vous, touchant la subordination d'un règlement européen à l'acquiescement de l'Amérique. Nous sommes d'ailleurs d'autant plus à l'aise, que l'échéance de décembre prochain ne comporte pour nous qu'un versement peu important, environ deux millions de dollars. Or les Anglais, à la même date, devront transférer à New-York une somme très considérable.

« Je crois néanmoins que nous aurions pu, nous créanciers de l'Allemagne, former ici vis-à-vis de l'Amérique le « front commun » qui rendrait notre position plus claire et plus forte. Mettre le Gouvernement et l'opinion des États-Unis en face d'un accord européen, c'était, à mon avis, toute la tâche de Lausanne. Mais nous ne sommes pas en voie de la réaliser. La solution du problème des réparations se heurte à l'irréductible conflit entre les deux thèses française et allemande. Quant aux projets de reconstruction européenne, les vues égoïstes et les illusions s'y mêlent d'une étrange manière. Chacun veut reconstruire pour soi, en fonction de ses intérêts et prétend que les autres tiennent son plan pour conforme à l'intérêt de tous. On parle depuis quelques jours d'un « fonds de reconstruction », auquel l'Allemagne elle-même, libérée du paiement de réparation, apporterait sa quote-part. Mais qui nous assure que l'Allemagne ne réclamera pas ensuite, en qualité d'État malade, et comme secours de détresse, un peu plus d'argent qu'elle n'en aura versé? Soyons ingénieux, mais soyons prévoyants!

Tandis que nous parlions, M. MacDonald agissait. Le tête-à-tête franco-allemand n'avait pas abouti. La conversation reprise, avec les Anglais en tiers et en arbitres, n'avait pas réussi davantage. On reviendrait donc aux pourparlers à six, et le Premier britannique de convoquer pour cinq heures, au château d'Ouchy, les délégués de l'Allemagne et ceux des cinq Puissances invitantes. Avant de présider lui-même cette séance, il a reçu ensemble M. von Papen et M. Herriot, et l'on attribue à cet entretien préliminaire une importance considérable. Le château d'Ouchy? tout le monde en avait oublié le chemin. Tout le monde le reprend avec un espoir nouveau. A six heures les délégués sortent, l'air presque satisfait. Après avoir résumé le travail des deux dernières semaines, M. MacDonald a invité les six délégations à nommer chacune un représentant : ils

formeront ensemble le « Bureau de la Conférence », chargé de mettre au point les diverses propositions et de préparer les solutions. Un second comité, composé des six ministres du Commerce, s'occupera des problèmes économiques. On travaillera le jour, on travaillera la nuit. M. MacDonald veut qu'on aille vite, qu'on en finisse. Et ce que veut un Écossais...

*Jeudi 30.*

Le Bureau s'est mis à l'œuvre. Il a siégé jusqu'à deux heures du matin, et reprendra séance au début de l'après-midi. Avec quel résultat? on ne l'aperçoit pas encore. Cependant le bruit court que, sur les instances de M. MacDonald, les Allemands seraient sur le point d'accepter, dans ses grandes lignes, un plan français qui liquiderait l'affaire des réparations. Le Reich, libéré de tous paiements pour deux ou trois ans, devrait ensuite verser à ses créanciers, pour solde de tout compte, une somme forfaitaire, dont une part servirait à payer l'Amérique, tandis que l'autre serait employée à la reconstruction économique de l'Europe. Cette somme serait représentée par une émission de bons ou d'obligations, portant intérêts, le premier coupon ne devant être détaché qu'au moment où des conditions plus favorables permettront à l'Allemagne d'exécuter son engagement. Enfin la solution ainsi conçue serait subordonnée à l'acquiescement des États-Unis, suivant la volonté formelle de la France de n'envisager le règlement européen que dans le cadre d'un règlement universel.

Les délégués du Reich auraient fait un effort pour obtenir, en échange de leur adhésion au plan français, certains avantages, et notamment l'égalité de droits en matière d'armements et la fin de la « discrimination » établie au détriment de leur pays par les parties V et VIII du traité de Versailles. Cette prétention aurait été jugée inacceptable, non seulement par les Français, mais aussi par les Britanniques, et, devant l'attitude commune des deux grandes Puissances, les Allemands y auraient renoncé.

Approchons-nous enfin de la solution? Les uns l'assurent, d'autres en doutent. Nous serons bientôt fixés.

MAURICE PERNOT.

## III

## LE CONGRÈS EUCHARISTIQUE DE DUBLIN

*Lundi matin, 20 juin 1932.*

Me voici, depuis quelques heures, à Dublin, dans l'*University-Hall* où les Pères Jésuites m'ont offert une cordiale et prévenante hospitalité. Car toutes les institutions de la capitale et de la grande banlieue rivalisent d'empressement attentif et allègre pour accueillir les pèlerins. Leur exemple est suivi par des milliers d'habitants. Ici, l'on reçoit particulièrement les membres du *Comité permanent des Congrès eucharistiques internationaux*.

Demain, quand la délégation sera au complet, les représentants de vingt peuples y cohabiteront dans la fraternité la plus franche et la plus profonde ; ce matin, j'y ai déjà rencontré un écrivain belge, un curé suisse, un comte italien, un prélat maltais, un prince allemand, un prêtre roumain de lignée royale, un professeur yougoslave, un religieux de Lithuanie, un vicaire général indo-portugais, le secrétaire du Congrès de Chicago. Raccourci de la Société des nations, dont l'accord est toujours facile et parfait.

C'est ce Comité qui, voilà deux ans, sous la présidence de Mgr Heylen, évêque de Namur, choisit, avec l'approbation du Saint-Père et à la demande de l'épiscopat irlandais, la ville de Dublin pour siège de la trente et unième Assemblée de cette brillante série de manifestations eucharistiques, inaugurée à Lille, en 1881. La capitale d'un État qui, sur 2 943 000 habitants, compte 93 pour 100 de catholiques, et de catholiques convaincus et pratiquants, — sans parler des 400 000 Irlandais de même foi qui se trouvent englobés dans la majorité protestante de l'Ulster, — méritait bien l'honneur et la grâce de ces assises religieuses, dont bénéficièrent déjà dix nations d'Europe, ainsi que Jérusalem, Montréal, Chicago, Sydney, Carthage. « D'autant plus, insiste un prêtre irlandais, que Dublin n'est pas seulement la capitale d'un petit État de trois millions d'âmes ; il est, pour ainsi dire, le foyer d'une race, dont les trente millions de fils émigrés loin de la mère-

patrie forment l'armature catholique de plusieurs peuples puissants ».

Dublin, cependant, devait attendre un demi-siècle après la fondation de ces Congrès. Comme si la Providence avait voulu que cette grande manifestation spirituelle s'épanouît dans l'atmosphère de l'indépendance nationale enfin reconquise, et que les pèlerins des trente-deux nations qui abordent aujourd'hui sur le sol irlandais fussent reçus dans un « État libre ».

Nulle date, au surplus, ne pouvait mieux convenir au peuple d'Erin. L'Irlande, en effet, célèbre en 1932 le quinzième centenaire de l'arrivée de saint Patrice, évangéliste de ses ancêtres, et véritable père de sa nationalité.

*Lundi soir.*

Deux jours avant la cérémonie d'ouverture, les Congrès eucharistiques internationaux sont précédés d'une manifestation, qui n'est pas la moins solennelle, ni la moins impressionnante : la réception du Légat du Pape.

Le Légat du Pape, envoyé personnel du Souverain Pontife et chargé en son nom de porter la parole ou de présider une fête, a le pas sur les nonces et même sur les autres cardinaux. Il est, en quelque sorte, une incarnation, ou du moins une figure, du chef de l'Église. C'est dire avec quels honneurs il peut être salué par un peuple croyant.

Ces honneurs et cette vénération, le cardinal Lauri, grand pénitencier, choisi par Pie XI pour le représenter au Congrès de Dublin, les a pleinement reçus de l'État libre d'Irlande et de la nation irlandaise.

Avant de débarquer du *Cambria* sur les quais de Dun-Laoghaire, il a vu, près de Mgr Byrne, archevêque de Dublin, M. de Valera s'incliner devant lui, non seulement comme un chef d'État qui souhaite une bienvenue respectueuse au représentant d'un haut souverain, mais aussi comme le mandataire du pouvoir séculier qui rend hommage au dépositaire de l'autorité spirituelle. Un peu plus tard, à Merrian, sous le portique érigé au seuil de la capitale, le lord-maire de Dublin, dans l'appareil archaïque et somptueux dont il avait voulu s'envelopper, renouvela le même geste, j'allais dire la même obé-

dience, au nom de la cité qu'il administre et de la population qui l'a choisi pour premier magistrat.

Mais plus impressionnante encore la manifestation des foules !

Du port de Dun-Laoghaire au parvis de la pro-cathédrale, sur une longueur de dix kilomètres, une multitude ininterrompue, compacte et profonde. Étirée parfois, le long des avenues bordées de jardins ; mais, dans la ville, couvrant les trottoirs, inondant les places et refoulée dans les rues transversales. Et j'allais oublier les bouquets de têtes encadrées dans les fenêtres et les spectateurs audacieux perchés sur les toits. Sans exagération, cinq cent mille personnes !

Et quelle joie dans ce peuple ! Oui, la joie, c'est la note dominante. Oh ! sans doute, un enthousiasme ardent qui déborde en acclamations quand paraît le cortège, une vénération profonde qui courbe les têtes et plie les genoux sous la bénédiction du Légat pontifical. Mais la joie rayonne, éclate, et je dirais volontiers rit et gesticule, avec une exubérance d'allégresse qui fait plaisir à voir. On y sent tout le bonheur d'une grande famille, qui reçoit le Père.

Le flot s'arrêta sur le seuil de la pro-cathédrale, ainsi nommée parce qu'elle ne constitue qu'un sanctuaire provisoire. La grande et majestueuse église, autrefois bâtie par les prédécesseurs de Mgr Byrne et confisquée par la Réforme, appartient toujours à la petite minorité protestante de Dublin. Ce soir, pour une cérémonie d'ailleurs très brève, elle n'a guère pu recevoir que les évêques et les autorités.

Au premier rang de celle-ci, M. de Valera, Président de l'État libre, entouré de tous ses ministres, et, derrière lui, son prédécesseur, M. Cosgrave, aujourd'hui chef de l'opposition, piquaient la curiosité des pèlerins.

Dans l'attitude et la physionomie de ces deux hommes célèbres, auréolés non seulement du prestige du pouvoir, mais encore du souvenir de leurs luttes et de leurs épreuves, on essayait, peut-être avec d'inconscients préjugés, de démêler leur caractère. Il est certain qu'entre eux, le contraste est frappant. Grand et maigre, la tête petite et tendue en avant sur un col élancé, la chevelure brune et retombant sur le front qui en paraît un peu rétréci, le nez long coupant et pointu s'avancant entre deux yeux vifs et quelquefois durs,



la lèvre serrée, M. de Valera se tient, sur son fauteuil ou sur son prie-Dieu, droit, raide et austère; on croit sentir, dans son attitude et dans son regard, une volonté toujours en action, infrangible et passionnée. Il doit poursuivre son but avec une ardeur tenace et mystique : on comprend qu'il puisse conquérir des dévouements fidèles, absolus, presque farouches, et qu'il ait le don de soulever des foules enthousiastes, ou plutôt ferventes et résolues. Tout autre apparaît M. Cosgrave. Il est de taille médiocre et d'apparence un peu frêle ; sa tête incline très légèrement sur l'épaule, comme celle des rêveurs ou des méditatifs; ses cheveux pâles et drus, relevés en touffe, dégagent un beau front ; les yeux clairs ont un regard doux ; la bouche est volontiers souriante ; au premier coup d'œil, on le prendrait plutôt pour un artiste en quête de son idéal, que pour l'homme d'État qui, plusieurs années durant, vient de gouverner son pays dans les conjonctures les plus difficiles ; à l'examiner de plus près, sous ces dehors paisibles et aimables, on devine une âme forte et un esprit fin ; ce doit être un de ces patients obstinés qui triomphent de tous les obstacles.

Ici, d'ailleurs, entre les deux chefs, plus de divergences : ils ont, tous deux, la même attitude de croyants.

*Mardi soir, 25 juin.*

Blackrock College est installé en terrasse au-dessus de la route qui relie Dun-Laoghaire à Dublin ; c'est là que le Comité local offrait tout à l'heure une *garden party* au légat du Pape, aux évêques et aux principaux congressistes étrangers. Après la bienvenue et l'ovation au cardinal Légat, debout et bénissant sur le haut perron dans sa pourpre ensoleillée, ce fut l'atmosphère d'une grande réunion de famille, M. de Valera, moins austère et moins tendu qu'hier soir, M. Cosgrave, toujours affable et souriant, circulaient parmi la floraison violette des manteaux d'évêque ou prenaient le thé dans les salles du Collège. Pour ma part, j'ai rencontré tour à tour, ou presque à la fois, Mgr Redwood, archevêque de Wellington et doyen de l'épiscopat, venu de la Nouvelle-Zélande à quatre-vingt-treize ans, les vicaires apostoliques (trois religieux français) du Yukon, du Natal et des Iles Fidji, l'archevêque hindou du rite syro-malabare, qui vient de passer du schisme

à la communion romaine, avec deux mille fidèles de son église, Mgr Czarnicki, de rite slave, etc.

Ce soir, réception officielle de Dublin-Castle. Bien entendu, si vastes qu'ils soient, les salons du gouvernement ne peuvent aujourd'hui contenir qu'une élite. Mais, du dehors, la population prend part à cette cérémonie, dont elle comprend toute la valeur historique. Les autos ont peine à se frayer un passage, au milieu de la multitude frémissante, allègre, enthousiaste, aisément maintenue néanmoins par des *policemen* ordinairement placides, par de petits scouts quelquefois plus impérieux et par quelques-uns des vingt mille commissaires enrégimentés pour la durée du Congrès, — l'armée bénévole et serviable du secrétaire général O'Reilly.

Sous les lambris du palais, c'est presque une cohue d'uniformes, de manteaux archaïques, de toilettes et d'habits noirs. Grave et souriant, sur l'estrade érigée dans Saint-Patrick's Hall, le légat du Pape, encadré du cardinal Mac Rory, archevêque d'Armagh et primat d'Irlande, teint vif, regard clair et traits fortement modelés de sa race, du cardinal Bourne, de Westminster, haute et distinguée physionomie de bon Anglais, du cardinal Lavitrano, de Palerme, figure aimable et spirituelle d'Italien, du cardinal Verdier, de Paris, visage paternel, ouvert et fin de prêtre français, — le cardinal Lauri reçoit les hommages d'un interminable et respectueux défilé, que scande un orchestre harmonieux et discret.

Mais le défilé s'arrête et les musiciens se taisent. Debout, le torse maigre et nerveux sanglé dans l'habit noir, qui a remplacé le veston démocratique, M. de Valera salue, au nom de tout le peuple irlandais, le représentant du chef de l'Église. Il s'exprime d'abord dans le vieil idiome national, en langue gaélique; il traduit ensuite en latin. Il ne veut point se servir de l'anglais, comme il n'a pas voulu, à cette fête officielle, inviter le gouverneur britannique. Seule dissonance, et très légère, entre l'attitude officielle et l'ordonnance du Congrès; car le gouverneur, ce personnage honorifique et qui n'est plus qu'un symbole, occupera sa place protocolaire à toutes les cérémonies religieuses. Au surplus, la déclaration du Président de l'État libre est très nette: il tient, pour un devoir de sa charge, de prendre une part effective à cette assemblée.

Et, tandis qu'à la nuit tombée, nous revenions, par les

rues plus illuminées qu'en plein jour, un de mes compagnons me fit remarquer que la catholique Irlande n'avait pas assez de la terre pour affirmer cette profession de foi ; de puissants réflecteurs écrivaient dans le ciel des hommages au Pape et à l'Eucharistie.

*Mercredi, 22 juin.*

Trois heures, à la pro-cathédrale : ouverture du Congrès. Huit cardinaux et cent cinquante évêques environnent le Légat, quand le représentant du Pape entonne le *Veni Creator*. On a fort heureusement choisi, pour l'hymne à l'Esprit-Saint, l'air familier à tous les catholiques du monde ; et toute l'assistance, unie de vingt langues dans la langue latine, peut s'associer aux chœurs. Les « officiels » y confondent leurs voix. Ces « officiels », aujourd'hui, sont rangés derrière deux fauteuils parallèles, occupés, à droite, par le gouverneur MacNeill, à gauche par le Président de Valera. Puis, la suite des discours. Le Bref du Pape au cardinal Lauri : évocation, par un Père, qui est un historien, de la foi des Irlandais, tour à tour missionnaires et martyrs ; appel émouvant, par un Pontife qui est un père, à la réconciliation des hommes dans la charité du Christ. La bienvenue de Mgr Byrne, un vieillard brisé par les labeurs d'une carrière apostolique et, dit-on, par les souffrances d'un cœur aimant, que déchira la division de ses fidèles, mais un vieillard à qui peut s'appliquer le mot de Bossuet sur les âmes maitresses du corps qu'elles animent. L'inauguration du Congrès, par Mgr Heylen, dont la voix robuste et pénétrante apporte aux Irlandais le salut du *Comité permanent des Congrès eucharistiques* et dont la générosité d'évêque belge offre à l'archevêque de Dublin les reliques des missionnaires d'Erin dont la Belgique a gardé la mémoire. Enfin, la bénédiction du cardinal Légat.

Nous nous attendions, pour le Salut final, à un régale de grande musique religieuse. Eh bien, non ! « Nous avons voulu réduire au minimum, expliquait l'un des organisateurs, le côté spectaculaire du Congrès. » Donc, au lieu de chœurs ou de soli d'artistes, l'*O Salutaris* et le *Tantum ergo*, chantés, comme le *Veni Creator*, sur un air connu de tous, — et qui, pour cette raison, furent, dans l'église et dans la rue, répétés par tous.

« Et c'était bien plus beau », me déclare un de mes compagnons... Je ne dis pas le contraire.

*Jeudi matin, 23 juin.*

Hier après-midi, c'était l'ouverture officielle du Congrès; cette nuit, ce fut l'inauguration populaire. Dans toutes les paroisses, exposition du Saint-Sacrement, veillée d'adoration, messe de minuit.

« Dans toutes les paroisses! En vérité, c'est trop, critique un pèlerin, qui vient de débarquer d'un pays, mettons un peu tiède. On va fragmenter, en trente ou quarante cérémonies médiocres, une manifestation qui, condensée dans deux ou trois églises, eût été grandiose. »

Ramassons ces fragments!

Vers onze heures du soir, on peut dire, alternativement, que toute la ville est dans les églises, ou que toute la ville est dans les rues. Les églises déversent leur trop plein dans les rues, les rues roulent un torrent qui veut s'engouffrer dans les églises. Toutes les demeures, il est vrai, semblent encore habitées; car des bougies, aux fenêtres, auréolant des images pieuses, associent les foyers à la veillée des temples. Mais des familles entières ont quitté la maison, les bébés endormis dans les bras des mamans.

A minuit et demi, tout s'est arrangé. Sur certains points, comme à Saint-Stephen's Green, on a érigé des autels en plein air. Ailleurs, c'est en plein air, — il fait un temps très doux, — que la foule est associée par la voix des prêtres, ou qu'elle s'unit elle-même par les prières et les cantiques, à la messe de l'intérieur. Devant certaines églises, à Saint-André, par exemple, et sur le terre-plein de l'Immaculée-Conception, ces fidèles extérieurs se comptent par milliers.

L'instant critique est celui de la Communion. Mais la triple alliance de la bonne humeur, de la discipline et de la dévotion réalise des miracles. L'ordre est à peine troublé, la paix et la piété demeurent imperturbables. Et, pourtant, toute cette foule a faim de l'Eucharistie. « Nous avons préparé plusieurs ciboires, me disait tout à l'heure un Père Oblat; vers une heure et demie, l'un de nous dut célébrer une autre messe, afin de pouvoir consacrer de nouvelles hosties; à trois

heures seulement, la Table sainte cessa d'être assiégée ; l'aurore éclairait la fin de cette cérémonie nocturne, où dix mille communions furent distribuées... »

Dans une seule église !

*Jeudi soir.*

Pour suivre intégralement un Congrès eucharistique international, le don d'ubiquité serait nécessaire. Entre huit heures du matin et six heures du soir, vingt et une sections nationales, y compris celle des rites orientaux, — sous la direction du Jésuite français, Mgr d'Herbigny que le Pape envoya naguère, chargé de secours, aux Russes affamés, — se réunissent simultanément pour une cérémonie religieuse et une séance d'études. Douze langues diverses, allemand, anglais, espagnol, flamand, français, hollandais, italien, lithuanien, polonais, portugais, serbe et tchèque, y traitent, avec le même esprit, des sujets identiques. Et j'oublie le latin, dont se servent les prêtres assemblés de plusieurs nations, pour leurs conférences sacerdotales. Et j'oublie le grec, le russe et l'arménien, qu'on entend psalmodier ou chanter dans les messes orientales. En outre, à la fin de la matinée, la pro-cathédrale attire dans ses murs et dans les rues voisines l'élite des pèlerins et la foule irlandaise. Enfin, dans le cours de l'après-midi, pour la population de Dublin, deux grandes réunions, l'une en gaélique et l'autre en anglais, remplissent à la fois les deux plus beaux théâtres de la ville. Et toutes ces manifestations, sans préjudice des sermons donnés dans les églises, où la prière est ininterrompue !

Ce soir, assemblée générale des hommes à Phœnix-Park.

Sur le plan de Dublin, la tache verte de Phœnix-Park est presque aussi large que la ville elle-même. Au milieu de ce paradis de verdure, une prairie de trente-cinq à quarante hectares, encadrée par des bois sur trois de ses bords, élargit de l'autre côté son horizon, par delà les bosquets placés en contrebas, sur une partie de la ville, et sur la ligne des monts Killeney. Cette large esplanade est devenue sanctuaire. Surmonté d'un dôme blanc que domine une croix d'or, un autel, monumental par ses dimensions, mais d'un goût sobre et harmonieux, repose lui-même sur une vaste plate-forme élevée

de trente marches au-dessus du gazon. De droite et de gauche, une tribune en demi-cercle embrasse une sorte de chœur, où pourraient évoluer deux à trois mille personnes...

Tout à l'heure, en face de cet autel, que flanquait le trône du Légat, 230 000 hommes, en groupes compacts et serrés, quadrillés par des avenues dont l'ordonnance était spontanément respectée de la foule, immobiles et silencieux, priaient. Les discours furent certes émouvants que, par la voix des haut-parleurs, jetèrent à ces catholiques irlandais l'évêque de Raphoë dans l'idiome gaélique, et l'archevêque de Saint-Louis en anglais; le tableau fut assurément pittoresque, des 230 000 cierges allumés soudain, dans le jour déclinant, qui, sur cette immense prairie humaine, étendirent comme une prodigieuse nuée de papillons d'or aux ailes palpitantes. Mais le spectacle dont les yeux ne pouvaient se rassasier, ni les cœurs s'assouvir, c'étaient ces 230 000 hommes. Nous avons vu, ces jours derniers, leur exubérance; ils furent, ce soir, admirables et presque surnaturels de recueillement. Et, à genoux au premier rang, le Président de l'État libre et tous ses ministres autour de lui, le cierge en main, priaient avec les hommes d'Irlande.

*Samedi soir.*

Hier soir, au même lieu, j'ai vu 200 000 femmes aussi recueillies que les hommes. Aujourd'hui, à midi, j'ai assisté, toujours sur cette prairie de Phoenix-Park, à la messe des enfants. Ils étaient 100 000, parmi lesquels les fillettes en blanc jetaient dans la verdure une nappe de narcisses ou de pâquerettes. Je pourrais noter mille autres détails pittoresques ou gracieux. Mais la beauté supérieure qui me saisit encore, ici comme aux deux assemblées d'hier et d'avant-hier, — ici plus encore, puisqu'il s'agit, cette fois, de l'âge indocile, jaseur et remuant, — c'est l'admirable tenue de toute cette enfance. Oui, ces petites filles et ces petits garçons, comme leurs pères et leurs mères, étaient, devant l'autel et sous la voix du prêtre, immobiles, attentifs et silencieux, Passivité? Non, certes! Ils sont éclatants de vie, ces petits Irlandais. Nous avons vu, sur les chemins, leur joyeuse animation; nous pouvions, dans la délicieuse et touchante

gravité de leur attitude, apercevoir, au pétilllement des yeux sur le visage épanoui, la tension de leurs petites âmes ; et, la messe finie, nous entendîmes, au milieu de la floraison multicolore des petits drapeaux agités de leurs mains vibrantes, la stridence aiguë de leurs acclamations. Mais, durant tout l'office, étonnants de discipline, de ferveur et de respect, ils étaient restés « sages ». Sur ce champ de têtes, voilées de blanc ou coiffées de blond, pas même la légère ondulation que fait courir la brise à la surface des blés.

*Dimanche soir.*

« Attendez dimanche », me conseillait, jeudi soir, à la sortie de Phoenix-Park, un Irlandais. Le dimanche est venu, l'attente est dépassée.

J'ai déjà esquissé le décor : devant l'autel monumental, les trente-cinq ou quarante hectares de prairie. Dans ce décor, il ne me reste plus qu'à poser les acteurs, — ou plutôt l'acteur : un peuple.

Ce n'est pas une figure. On abuse fort, il est vrai, de cette évocation du peuple ; on prétend parler en son nom, le personnifier dans une sorte d'individu collectif ; on lui prête une volonté unanime et consciente. Or, sauf des cas exceptionnels, derrière ce peuple imaginaire il n'y a généralement qu'une partie de la nation, souvent qu'une minorité, parfois qu'une fraction.

Mais, aujourd'hui, j'ai vu réellement un peuple, et j'ai senti son âme, unie, presque unifiée, dans une conviction supérieure et pour une minute exaltante.

Quand, sur une population de trois millions d'âmes, un million d'habitants se mobilise, se rassemble, affirme la même foi, la même volonté, le même amour, on peut certifier que ce tiers du pays, concentré sur un seul point, représente l'unanimité morale.

Et j'ai vu ce million. Ce n'est pas un calcul de fantaisie. Grâce à des points de repère assez sûrs, comme les vastes carrés humains dessinés par les avenues, ou les mâts pavoisés qui, de l'autel au fond de l'esplanade, s'alignaient de vingt en vingt mètres, on peut évaluer à vingt-cinq hectares, *au moins*, la superficie couverte par la foule compacte et pressée. A quatre



personnes au mètre carré, — chiffre que la densité de cette multitude autorise à prendre comme un minimum, — on a le million.

Par ailleurs, encadrant ce peuple, on reconnaissait tous ses mandataires élus : le président de l'État et le chef de l'opposition, de Valera et Cosgrave en tête qui portèrent à la procession les premiers cordons du dais, de ce dais qui mettait entre eux le trait d'union du Christ ; à leur suite, les membres du gouvernement, les députés, les sénateurs, les représentants de tous les comtés, les maires de toutes les communes.

Oui, le peuple était là, tout entier ; qu'on l'admire ou non, c'est un fait. Et, tout entier encore, par son immobilité recueillie, par son inclinaison unanime, et simultanée, — d'un million de têtes, — au verset du *Credo* qui proclame que Dieu s'est fait homme, à l'élévation de l'hostie et sous la bénédiction du pontife, oui, tout entier, il affirmait la même foi ; c'est un fait également.

Devant ce fait, auquel nul ne saurait contester une haute valeur, spirituelle par l'objet de cette croyance et sociale par la croyance de cette collectivité, j'hésite à noter les mille détails, pittoresques ou touchants, grandioses ou minuscules, impressionnants par leur magnificence ou frappants par leur signification, que mes regards ont captés, que mon carnet a recueillis.

Et pourtant ! La formidable vision de ce million d'êtres, embrassés d'un seul regard, et la prévoyante minutie de l'organisation qui avait canalisé leur masse et disposé leurs rangs ; la majesté de ces deux cents évêques encadrant la pourpre de dix cardinaux, dont un légat du Pape, et l'harmonie de ce chœur de six cents voix répandant sur la foule la mélodieuse gravité du plain-chant ; les cinquante officiers d'élite, immobiles et droits comme des statues sur les marches de l'autel, saluant de l'épée l'apparition du Christ, ce pendant qu'une fanfare sonne au drapeau et qu'aussitôt après, dans le silence impressionnant de ce million d'âmes, la clochette de saint Patrice annonce aux Irlandais du *xx<sup>e</sup>* siècle le mystère de l'Eucharistie, dont elle était déjà la messagère auprès de leurs aïeux du *ve* ; enfin, la messe à peine finie, ce million de fidèles attendant, souffle coupé, que leur parvienne à travers l'étendue la voix du Père commun, qui va leur parler de Rome, et cette

voix elle-même, semblant tomber du ciel pour faire planer sa bénédiction sur la multitude,... toutes ces émotions, j'aimerais à les revivre.

Et, de même, la procession de clôture, une des plus sobres en sa grandeur magnifique, et des plus émouvantes et des mieux ordonnées, que j'aie contemplées ou suivies! La majesté du spectacle et du décor était constituée surtout d'un triple élément : la discipline consciente et recueillie de ce long cortège dont chaque unité mit trois heures à couvrir les six kilomètres du parcours, la respectueuse et fervente attention de la multitude accumulée sur son passage et la décoration splendide et spontanée de toutes les maisons qui en formaient les rives. Autant de signes où s'atteste, une fois de plus, la croyance de ce peuple à la présence de Dieu.

Par le *Te Deum* et le Salut, ce défilé triomphal acheva sa course au reposoir élevé sur le pont O'Connell. A considérer, non seulement la disposition des lieux, mais leur valeur symbolique, on n'aurait pu certainement mieux choisir. Par ses dimensions, le pont O'Connell apparaît comme une place publique jetée sur la rivière, au confluent de deux avenues qui l'égalent en largeur; par le monument qui lui donne son nom, il est placé au grand carrefour de l'histoire irlandaise, comme au centre de la cité. Du haut de son imposant piédestal, le libérateur, qui conquiert l'émancipation religieuse, prélude et ressort de l'indépendance politique, semblait regarder l'autel et dominer la foule. Il contemplait sa patrie à genoux devant le Christ et debout dans son indépendance. On eût dit que le bronze vivait le rêve de l'homme.

FRANÇOIS VEUILLLOT.

---

# REVUE MUSICALE

---

CONCOURS DU CONSERVATOIRE. — THÉÂTRE DE L'OPÉRA : *Un divertissement*, ballet de M. Serge Lifar, d'après la chorégraphie de Petipa, sur la musique de Tchaïkovski. — Le monument de Claude Debussy. — Concerts.

C'est le temps des moissons universitaires, où les maîtres cueillent et examinent les fruits du labeur. Baccalauréat, licence, diplômes variés, concours des grandes écoles jettent l'émoi dans les familles et donnent la fièvre aux candidats. Mais les concours du Conservatoire sont un événement parisien.

Qu'on y admette le public, rien de plus naturel, puisque les élèves dont il faut vérifier les talents devront, du début à la fin de leur carrière, les produire en public. L'épreuve ne serait pas complète si elle se passait à huis clos. Il faut voir comment ils se tiennent quand ils se savent écoutés. Il en est, qui, trop timides, perdent leurs moyens ; d'autres, stimulés par cette foule à conquérir, s'imposent d'autorité. Ces réactions différentes doivent entrer en ligne de compte, car le succès futur en dépend.

Mais que l'on se dispute, comme une rare faveur, le droit d'entrer dans la salle où siège le jury, voilà ce qui m'a toujours surpris. Trente-cinq chanteuses, l'autre jour, se sont avancées tour à tour sur l'estrade pour nous offrir deux mélodies de Fauré, entre neuf heures et demie du matin et une heure de l'après-midi. La séance a repris à deux heures pour ne se terminer qu'à sept heures du soir : les mêmes candidates y défilaient dans le même ordre, munies, cette fois, chacune de son air d'opéra ou d'opéra comique. En arrière de l'étroit espace où sont cantonnés les critiques, toutes les

places étaient occupées, des fauteuils au dernier amphithéâtre, et personne ne bougeait. Le concours était fort médiocre, et seule M<sup>lle</sup> Renaux, récompensée d'un premier prix, y a montré des qualités solides de voix et de style. Le jury a été généreux, comme de coutume en pareil cas. Je sais bien qu'il faut faire place nette. Mais n'est-ce pas rendre un mauvais service à ces jeunes femmes que d'entretenir leurs illusions ? Ne valait-il pas mieux, si l'on avait commis la faute de les admettre, les renvoyer au plus tôt à des métiers non moins honorables, mais mieux à leur portée, comme la couture ou la dactylographie ?

Le concours des chanteurs, la veille, était, certes, meilleur. C'est pourquoi l'affluence du public fut moindre, de même que le nombre des candidats et des récompenses. Aucun des concurrents ne fut jugé digne d'un premier prix. Cependant M. Pactat, qui en eut un deuxième, avait chanté avec goût son air du *Messie* de Haendel, et M. Durel, placé au même rang, a une jolie voix de ténor, avec le sens des nuances. Parmi les accessits, il faut citer particulièrement M. Enot, qui semble bon musicien, et M. Renaudin, dont la voix de ténor élevé, fort rare de nos jours, trouverait son emploi dans les œuvres anciennes, qui souvent font appel à ce qu'on appelait alors la haute-contre.

Les classes d'instruments, surtout celles des instruments en bois, sont l'honneur de notre Conservatoire. Aussi n'y avait-il qu'une assistance fort clairsemée pour écouter les hautbois, les bassons, les clarinettes et les flûtes. Le jury a prodigué les récompenses, et cette fois à juste titre. Mais comment expliquer que l'affluence du public, aux concours du Conservatoire, soit en raison inverse de l'intérêt que peuvent présenter ces épreuves ?

\*  
\* \*

L'Opéra est le Conservatoire de la danse. Aussi a-t-il, chaque année, son concours. Cette fois, même, il en eut deux. Le premier, comme d'ordinaire, a fait comparaître quadrilles, coryphées et sujets devant le jury qui s'isolait dans la pénombre des fauteuils d'orchestre, les invités massés plus loin, du balcon aux troisièmes loges, où les élèves des classes préparatoires, garçons et fillettes de neuf à douze ans, contemplaient, avec des yeux gourmands, la scène où ce serait bientôt, peut-être, leur tour de se produire. L'excellent enseignement de M. Ricaux pour les danseurs, de M<sup>lle</sup> van Goethen pour les danseuses des quadrilles et les cory-

phées, de M. Aveline pour les petits sujets, a donné de fort intéressants résultats, surtout pour cette dernière classe, dont les morceaux de concours étaient une variation réglée d'une façon charmante, et un galop semé de pièges, véritable course d'obstacles. M<sup>lles</sup> Grellier, Bonnet et Legrand, placées aux trois premiers rangs, se suivaient, non d'une tête, mais d'une pointe de chausson, aussi agiles que gracieuses.

L'autre concours s'est répété quatre fois, à la fin du spectacle, après *Elektra* ou *l'Illustre Fregona*. M. Serge Lifar avait réglé le programme, et les grands sujets, qui contents de leur sort s'étaient retirés de l'autre, ont accepté de prendre part à celui-ci. Après une entrée en cortège, chacune des danseuses se détachait du groupe pour exécuter son pas, alerte, langoureux, moqueur, selon son caractère. Ensuite apparurent les étoiles : M. Lifar lui-même, dansant avec M<sup>lle</sup> Lorcía un pas de deux superbe ; M. Peretti, léger et délicat ; M<sup>lle</sup> Bos, d'une élégance souveraine, M<sup>lle</sup> Lamballe, merveilleuse de vivacité et d'esprit. Les figures, habilement conçues, énuméraient tous les mouvements dont la danse classique est capable. Mais pourquoi, devant nous, ces exercices de récapitulation ? Pourquoi surtout les appliquer sur une musique en constante discorde avec eux ?

*La Belle au bois dormant* est un ballet de Tchaïkovski dont le thème est emprunté aux contes de Perrault, enseignés aux enfants bien élevés de la Russie, en ce temps-là, par leurs gouvernantes françaises. Le musicien est une sorte de Massenet rus, se aussi heureusement doué par la nature, sujet aux mêmes tentations de fadaise et d'emphase. Sa partition contient quelques morceaux d'ensemble dont l'éclat est un peu vulgaire, pailleté de clinquant. Mais les épisodes sont tous dans le goût du sujet, croquis légers et fins, où l'on sent le sourire. Le grognement du loup effraie le petit Chaperon rouge, joli comme un cœur. Le Chat botté miaule. La Princesse s'endort sous la caresse aérienne du célesta soutenu par la flûte. En l'une de ses dernières saisons, Diaghilev avait remis à la scène ce ballet, pour en faire un livre d'images, au coloris naïf et splendide. M. Lifar ne suit pas son exemple, mais celui de Petipa, l'un des maîtres de ballet de qui l'autorité au siècle dernier imposa la tradition de la danse française aux théâtres impériaux de la Russie. N'avait-il vraiment pas trouvé mieux que ces prouesses d'école pour illustrer une musique aussi pittoresque ? Il fallait en ce cas se garder de l'imiter.

L'erreur s'explique par une intention d'apologie. Entré à l'Opéra avec une réputation de romantisme qui servit de prétexte à de malveillants commentaires, M. Lifar a voulu montrer de quoi il était capable dans le genre classique. La preuve est faite : il est capable d'exagération. Trop intelligent pour ne pas reconnaître ses torts, trop artiste pour ne pas chercher à faire mieux, on peut compter qu'à l'avenir il écouterait moins les donneurs de conseils.



Le 29 mars 1918, quelques amis accompagnaient, de l'avenue du Bois-de-Boulogne au cimetière du Père-Lachaise, la dépouille mortelle d'un grand musicien. Le 17 juin 1932, devant les représentants officiels de Paris, de la France et des nations étrangères, était inauguré le monument de Claude Debussy.

En nous quittant, les morts vont vite. Mais il nous appartient de les ramener à nous. On croirait qu'ils se cachent, dans les premiers temps, comme s'ils avaient honte d'être morts. Plus que tout autre, il nous échappait, parce que nous avions le cœur troublé. Les nouvelles de la guerre étaient mauvaises. Si l'on ne réparait cette brèche, ouverte en notre front de combat par une attaque massive, la capitale était en danger. Pour nous le faire sentir, une pièce à longue portée envoyait de temps à autre un obus qui tombait au hasard, sur un kiosque de tramways, une mansarde, une salle d'hôpital, des enfants dans la rue, avant d'ensevelir sous les décombres d'une église les fidèles venus pour écouter les vêpres du vendredi saint et les chanteurs de Saint-Gervais.

Comme en un mauvais rêve j'aperçois le cercueil près du piano, je reconnais, sous l'uniforme, des musiciens mobilisés qui s'étonnent du mien. La porte s'ouvrait, se refermait sans cesse. On ne savait où mettre ses fleurs.

Le cortège formé, le ministre de l'Instruction publique en prenait la tête. Devant moi, côte à côte, les deux chefs de nos grandes associations symphoniques, Camille Chevillard et M. Gabriel Pierné, cheminaient en silence, après tant de concerts où sa musique, par leurs soins attentifs, avait trouvé l'accent et l'harmonie. Le ciel était couvert. Ce grondement, au loin, était-ce l'orage, l'explosion d'un projectile, le canon des armées ? Au long des larges avenues, on ne rencontrait

que des voitures militaires, et les passants, sur les trottoirs, se hâtaient sans détourner les yeux. Mais les rues montantes de Montmartre gardaient leur animation populaire. Des enfants, pour nous faire place, se rangeaient au bord du ruisseau, en ouvrant de grands yeux. Des marchandes s'interrogeaient, sur le seuil des boutiques, lisaient les banderoles attachées aux couronnes : « Il paraît, disaient-elles, que c'était un musicien. »

Au cimetière, nous n'étions plus qu'une trentaine, à l'étroit cependant, serrés par les tombeaux dont la foule de pierre laissait à peine voir l'entrée du caveau provisoire. Il nous avait paru superflu, en raison des circonstances, de prononcer aucun discours. Il y en eut un, cependant, au nom, je crois, de la Société des auteurs. Je n'ai pu l'écouter, occupé à recueillir ma pensée qui fuyait, indocile, pour un dernier adieu à l'ami qui ne répondait pas.

Français de goût, de pensée et de cœur, la guerre ne lui avait pas fait revêtir, comme à d'autres « intellectuels » de ce temps-là, un patriotisme flambant neuf et quelque peu gêné aux entournures. Il n'avait pas dû, comme Saint-Saëns, renvoyer une décoration à l'empereur d'Allemagne, ni comme Anatole France abjurer à grand éclat l'erreur du socialisme international. « Vive Rameau ! A bas Gluck ! » Ce cri d'enthousiasme, jeté jadis non loin de moi, dans la cour de la *Schola* où Charles Bordes venait de nous révéler du maître français l'exquise *Guirlande*, combien de doctes mélomanes ne l'avaient-ils pas relevé comme un outrage ! Combien d'autres, jusqu'à la guerre, l'avaient tancé ou sermonné, parce qu'il manquait de respect à Wagner ! En art, il était nationaliste et devait l'être jusqu'à l'intolérance. Il aimait Rameau comme un père spirituel. Il défendait le territoire où il avait son champ, malgré les récriminations de ces mauvais voisins, complices sans le savoir de l'invasion étrangère.

Retenu d'abord loin de lui, j'avais été frappé, quand j'avais pu le revoir sur la fin de 1915, par l'accablement de son humeur, la tristesse de son regard. Il venait d'achever son *Noël pour les petits enfants qui n'ont plus de maison*, plainte déchirante des innocents après les incendies et les massacres dont la Belgique avait été punie pour sa loyauté. Nous ne fimes, ce jour-là, aucune autre allusion à ce crime : sa musique suffisait. Pas davantage nous ne parlions des opérations militaires, mais de la cathédrale de Reims, et de Jeanne d'Arc. L'idée lui était venue d'une cantate



où l'on entendrait sa pitié, son courage, sa douleur, et dans les flammes du supplice sa foi prophétique annonçant pour l'avenir, après d'autres épreuves, le salut du pays. Il me demanda de lui en écrire le poème, et tel fut depuis lors le sujet principal, sinon unique, de nos trop rares entretiens. Il lisait à voix basse, réfléchissait, jetait une indication d'orchestre ou de mouvement sur la marge du manuscrit, me demandait un autre rythme, une reprise, souvent se rétractant lui-même, changeant de route après essai, tournant autour de l'ébauche et l'examinant sous tous ses aspects, fidèle à cette méthode d'approximation patiente et d'accommodation progressive qui aboutit finalement à la plus exacte adhérence entre la pensée et le style. C'est au cours d'une de ces études qu'il lui arriva de me dire, au sujet d'un strident appel de trompettes qu'il avait proposé d'abord, puis abandonné : « Je me méfie de l'exceptionnel. » C'est le dernier conseil que j'ai reçu de lui. Je voudrais le transmettre à la postérité.

Mais la guerre se prolongeait. Il en souffrait comme d'une blessure qui ne guérissait pas. Ce chagrin persistant fut certes pour beaucoup dans l'altération de sa santé, qui se préparait sourdement sans doute, mais ne se manifesta que l'année suivante par des symptômes graves, bientôt alarmants. Il quitta Paris, à la recherche d'un climat plus doux, et je ne pus le joindre, à son retour, que couché, sans mouvement, sans une plainte, répondant d'une voix éteinte ou d'un pâle sourire à nos rassurants mensonges, déjà noyé à demi par les ténèbres et le silence où bientôt il allait disparaître. Je n'assistais pas à l'inventaire de ses manuscrits et ne devais apprendre que dix ans plus tard qu'il laissait une esquisse, pour le chant et le piano, de notre *Ode à la France*.

Jamais, depuis qu'il n'est plus, je ne l'avais senti si près de nous qu'en ce lumineux après-midi où brillait pour la première fois la blancheur du marbre votif. La veille, dans les salons du ministère des Beaux-Arts, il eût, certes, remercié de tout cœur M. Paul Léon et félicité les artistes, M. Kretzky et ses trois compagnons d'archet, M<sup>me</sup> Ninon-Vallin, MM. Alfred Cortot et Jacques Thibaud, pour ce programme choisi qui réunissait, en une exécution parfaite, deux œuvres non de sa jeunesse, mais du début de sa maîtrise, le *Quatuor* à cordes élégiaque et fantasque, les *Chansons de Bilitis* en leur tendresse subtile, et la *Sonate* pour piano et violon, écrite dans les dernières années de sa vie, d'une grâce plus délicate encore en sa netteté de cristal.

Le monument des frères Martel est d'une très noble conception. C'est l'œuvre qu'il veut célébrer, et non pas l'homme, par ces deux figures de musiciennes, l'une portant la lyre et l'autre effleurant de l'archet les cordes du violon, postées de part et d'autre du panneau central, dont les bas-reliefs se déchiffrent comme des hiéroglyphes : saint Sébastien en son armure, la chevelure de Mélisande, le Faune avec sa flûte oblique, les flots marins engloutissant la cathédrale. Pour atténuer la rigueur de la pierre, un miroir d'eau en répète l'image, amollie de reflets légers. Allusion heureuse, et nécessaire, à une musique amie des sources, des grottes et de la mer.

La ville finit là, sur une esplanade qui la sépare du Bois de Boulogne, non loin de la maison où il a vécu, à l'abri des soucis matériels, entre le jardin où, sur la fin du jour, il lisait à petits pas son journal, et le cabinet de travail où il retrouvait ses estampes japonaises, ses faïences favorites. La fenêtre laissait voir le talus du rempart, les flocons de vapeur décelant le passage d'un train dans la tranchée du chemin de fer de Ceinture. Le bruit venait avec eux, mais il s'y était accoutumé, s'arrêtant un instant, s'il était au piano, sans perdre son idée. Il était casanier, n'aimait pas les voyages, parce que les plus beaux étaient ceux de sa pensée.

Ce sont les danseuses javanaises d'une exposition universelle qui lui avaient inspiré ses *Pagodes*. Entre les boutiques et les bosquets d'une fête foraine, sous un ciel nuageux, écoutant les échos de lointaines fanfares, il rêvait ses *Nocturnes*. D'une plage envahie par la foule des baigneurs, il rapportait le poème de la *Mer*. L'Espagne chante en son *Iberia*, bien qu'il n'ait jamais dépassé Saint-Jean de Luz.

Le paysage qui entoure son monument ressemble à celui qu'il découvrait quand il quittait sa lecture ou son papier à musique, et je crois qu'il l'eût volontiers choisi, pour un séjour plus long encore. De la tribune où ses anciens amis trouvaient leur place, devenus membres du Comité dont M. Gabriel Astruc fut l'organisateur magnifique, il eût, auprès de nous, goûté la fraîcheur de la brise agitant d'un aimable murmure le rideau noir des arbres et, de l'autre côté, la gaieté presque balnéaire des maisons pavées de stores jaunes, et même, devant nous, ce chantier de maçons dans un terrain vague, rappelant le faubourg. La nature était là, mais proche de la ville, résumée en un bois propice aux promenades. Un luxe de surface décorait, sans l'effacer, le sol

ingrat de la misère et du labeur, où le génie enfonce ses racines les plus solides.

Un monument officiel est parfois bien placé. Un discours officiel peut sortir de la banalité. M. François Latour, président du Conseil municipal, a revendiqué pour l'Île-de-France non seulement le musicien, né à Saint-Germain en Laye, mais aussi sa musique, digne d'un pays noble et clair. MM. Paul Léon, directeur des Beaux-Arts, et Jean Mistler, sous-secrétaire d'État, l'un plus philosophe et l'autre plus littéraire, ont su définir en mots heureux leur admiration. M. le Président de la République honorait la cérémonie de sa présence et, ce qui vaut mieux encore, M. Albert Lebrun y prenait le plus vif intérêt, également attentif aux paroles et à la musique : clarinettes de la Garde républicaine, aussi agiles que les violons de l'orchestre symphonique pour ce frémissement de lumière, autour de l'ascension au Paradis de *Saint Sébastien*; chœurs des *Chansons* de Charles d'Orléans, cueillis par le vent au passage ; et, surtout, annonçant aussi *Saint Sébastien*, ces fanfares mélancoliques.

Le soir, au théâtre des Champs-Élysées, la gloire du musicien était célébrée par ses œuvres, et, cette fois encore, parmi les membres du Gouvernement et les diplomates étrangers, le plus haut magistrat de notre République restait jusqu'à la fin du concert; qu'il appréciait en connaisseur. Cinq chefs d'orchestre, dont l'un était loin, s'y succédaient. C'est de Bâle, en effet, que nous venait, par la téléphonie sans fil, le *Prélude à l'après-midi d'un Faune*, dirigé par M. Weingartner. L'intention était excellente. Il faut avouer que le résultat fut décevant. Ce n'est pas impunément que l'on cueille dans l'air, pour les y replacer ensuite, après un trajet sur des ondes d'une tout autre nature, des vibrations aussi délicates. La flûte égrenait des sons nasillards à mettre en fuite jusqu'au souvenir des nymphes, les violons grinçaient, les cors avaient disparu.

M. Ph. Gaubert, au début de la soirée, nous a rendu avec la plus souple et musicale intelligence une autre partie de cette cathédrale inachevée, le *Martyre de saint Sébastien* : c'était le premier tableau, avec sa dolente prière, la menace insidieuse du feu sans flamme, la foi pure qui le dompte, le miracle et ses cris de joie, comme devant le ciel qui s'ouvre : musique haute, jaillie en blancs piliers jusqu'à la rosace qui rayonne sans éblouir.

Je ne l'écoutais pas sans remords. Après la première représentation, en 1911, où M<sup>me</sup> Ida Rubinstein eut un si beau succès de geste expressif et d'imagerie vivante, Claude Debussy ayant remarqué comme nous tous que la musique était trop brève en comparaison du poème récité et s'adaptait mal avec lui, avait formé le projet de remanier son ouvrage, pour que tout y fût chanté. Il fallait abrégé le texte et le remanier. Nous devions accomplir ensemble ce travail. Avec sa générosité coutumière, Gabriele d'Annunzio nous donnait pleins pouvoirs. Par ma faute, il était à peine commencé lorsque survint la guerre. Nous étions loin de nous y attendre, plus loin encore de prévoir que l'un de nous n'en verrait pas la fin.

Combien M. Gabriel Pierné, dirigeant les *Nocturnes*, était touchant à voir comme à entendre, tirant d'un bras attentif la sonorité juste, détachant sans effort de son enveloppe d'accords la phrase pour la laisser librement s'épanouir, et ensuite, quand on applaudissait après la fin du morceau, immobile devant son pupitre, l'habit noir accroché aux épaules et la tête penchée, recueilli en une émotion que les acclamations n'atteignaient pas, car c'était celle à la fois d'un musicien et d'un ami ! Ce fut, en 1901, une révélation dont les uns éprouvèrent d'emblée le charme et les autres la surprise, jusqu'à y soupçonner l'hérésie, que ces trois paysages suspendus entre ciel et terre et dématérialisés, nuages chantants, fêtes imaginaires, sirènes insaisissables, mirages de musique. Trente ans plus tard, c'est toujours cet émoi, étrange et délicieux, d'un rêve qu'on n'osait espérer.

De même, *Pelléas*, dont M. Inghelbrecht, à la tête de l'orchestre excellent, a su marquer les accents d'une intense ferveur. C'était le quatrième acte, où manquait seulement la scène où l'enfant Yniold sourit à des moutons menés à l'abattoir ; on la supprime au théâtre pour éviter, je crois, un changement de décor ; c'est grand dommage, car la musique est charmante et forme, entre la jalousie de Golaud en fureur et l'aveu du rendez-vous nocturne au bord de la fontaine, une diversion nécessaire d'innocence apeurée et de mauvais présage. Les interprètes étaient ceux de la création, sauf M. Bourdin qui, malgré sa belle voix, ne fait pas oublier Jean Périer dans le rôle de Pelléas. C'est un gros contre-sens que de tomber à genoux et la main sur le cœur pour crier à Mélisande : « Je t'aime ! » Malgré lui, ces mots lui échappent, et elle répond, si bas qu'il l'entend à peine : « Je t'aime aussi. »

C'est un secret qu'ils n'osaient s'avouer à eux-mêmes et que leur arrache enfin cette dernière nuit, complice et dangereuse. Mme Mary Garden a su retrouver en cet endroit le murmure, comme étonné de s'entendre, que le musicien a voulu d'accord avec le poète, mais eut le tort, à la scène précédente, de sangloter à voix haute, sans égard pour la musique, et d'obliger Arkhel à l'emporter, convulsive et pleurante, comme pour détourner l'attention de sa phrase qui, seule, doit conclure : « Si j'étais Dieu, j'aurais pitié du cœur des hommes. » M. Vieulle, en ce rôle, et M. Dufranne, en celui de Golaud, restent ce qu'ils furent toujours, admirables l'un de sagesse et de pitié, l'autre de douleur naïve et de rude bonté.

*Pelléas*, comme les *Nocturnes*, était et demeure une révélation, non pas d'un autre monde mais de nous-mêmes, comme un éclair soudain dans la nuit de nos cœurs. Sauf les premiers essais et plus tard quelques travaux faits sur commande, chaque œuvre de Debussy reste unique en son genre, parce qu'elle a toujours un objet déterminé, choisi par sa pensée, observé, étudié, médité, macéré jusqu'à dissolution complète et transmutation de la substance en forme musicale. Après quoi, il n'y avait plus à y revenir.

Quand ce drame, défendu par Albert Carré et sauvé par André Messager, eut remporté une victoire dont Debussy fut plus surpris que personne, durant plusieurs années ceux qui applaudissaient à ce succès assiégèrent sa porte, lui demandant de leur donner un autre *Pelléas*. Mais il faisait la sourde oreille : « Quand je le voudrais, me disait-il d'un ton las et plaintif, je n'y arriverais pas. »

La déception fut vive, pour ces solliciteurs, lorsque trois ans plus tard un concert symphonique leur fit entendre la *Mer*. Ils ne reconnaissaient plus l'auteur de *Pelléas*, n'admettaient pas qu'il leur manquât de parole à ce point, rebutaient cet ouvrage, parce qu'il dépassait la densité prévue. Leur excuse, si toutefois ils n'étaient pas capables de lire la partition, est que le chef d'orchestre, pris lui-même au dépourvu, se dépêtrait mal de ce filet aux mailles serrées, où il ne savait ouvrir des jours ni appeler l'air.

Cette fois, grâce à M. Toscanini, la *Mer* a eu les honneurs de la soirée. C'est un musicien infailible et un virtuose de l'orchestre. Bien pris en son habit, le profil impérieux mais le sourire aux lèvres, sous la couronne en fin duvet des cheveux gris, il s'avance d'un pas délibéré, remercie et apaise à la fois, d'une main cour-

toise et amicale, la salle qui l'acclame, puis, tourné vers les instruments, c'est à eux qu'il impose, sans discussion possible et comme en se jouant, sa volonté lucide. Pour la première fois, entre l'aube et midi sur la mer, les triolets des violoncelles n'ont pas pris le balancement d'une barcarolle, strictement réduits au remous à perte de vue, laissant flotter à la surface l'éclat glauque des clarinettes et des cors. Pour la première fois, les vagues en leurs jeux n'ont pas un instant interrompu leur ronde où des refrains joyeux et tendres s'enroulaient tour à tour. Pour la première fois, le pialement des flûtes, comme l'oiseau de la tempête, a plané sans arrêt sur l'ouragan des contrebasses. A ces fortes pensées, dans un ordre enfin clair, l'auditoire a répondu par une ovation unanime et depuis lors la *Mer* est réhabilitée.

Ce musicien est un poète, et sa musique est pure comme peut l'être la poésie, sans contrainte extérieure et sans formules pour ses lois dont le goût seul est juge. Tradition bien française, née du chant grégorien dont il a fait revivre, en son *Martyre de saint Sébastien*, les jubilations de pieuse allégresse. Les musiciens de notre Renaissance, dont il a étudié les chansons à voix multiples, Rameau à qui il n'a cessé de rendre hommage, Couperin qu'il adorait, tels sont ses ancêtres directs. Au dernier siècle, Gounod et Massenet sont de la même famille, mais en ligne collatérale et non sans mésalliance avec les beautés fardées du théâtre et les élégances mondaines. Debussy est d'une noblesse sans mélange. Sa musique n'est jamais frivole. Le mensonge ne lui est pas interdit, mais impossible. Son génie incorruptible se refuse à toute concession. De là ce magique pouvoir. Comme dans les contes qu'il aimait, on croirait qu'il le tient d'une fée qu'on n'a pas vue venir auprès de son berceau. Il y a toujours eu des fées en France laissant leurs cadeaux magnifiques, si tel fut leur caprice, aux plus humbles logis.

Cinquante deux villes françaises et soixante-quatorze villes étrangères ont leurs noms gravés dans la pierre du monument, comme ils furent inscrits sur les listes de subventions. Dans les pays du monde entier, des comités s'étaient formés, pour donner des concerts et recueillir les souscriptions. Telle est aujourd'hui la gloire de « Claude Debussy, musicien français ». Cette désignation, qu'on peut lire de part et d'autre du bas-relief, est bien celle qu'il eût souhaitée comme le plus beau des éloges.



Le charme de la voix est toujours efficace. Le concert de M. Tito Schipa remplissait jusqu'aux bords la salle de l'Opéra. Succès heureux pour l'œuvre charitable qui en avait le bénéfice. Succès mérité, car le célèbre artiste ne s'est pas contenté de la sonorité pleine qu'il doit à la nature ; il l'a rendue docile jusqu'à lui permettre, dans les notes les plus élevées où atteint ce ténor, l'extrême douceur. Tous les morceaux furent redemandés. A la fin, on en voulait encore. Le chanteur écoutait, cueillait un titre parmi les acclamations, demandait le silence, et prolongeait ainsi pour la joie de tous son concert. On eût passé la nuit, sans les règlements du théâtre. C'est ainsi qu'un grand talent apporte avec lui le goût et le climat de son pays natal. Nous avons aussi, en France, de beaux ténors, un Franz, un Georges Thill, mais nous leur demandons autre chose que ce plaisir instrumental. Les airs étaient ceux du répertoire italien. Mais la musique française eut sa part. La romance de *Manon*, *En fermant les yeux*, chantée en notre langue, à mi-voix d'abord, comme en rêve, puis avec une chaleur contenue, n'a pas procuré à Massenet moins d'applaudissements qu'à Verdi et Donizetti. Et c'était justice.



Le concert religieux dont la *Société de musique d'autrefois* accompagnait, le 9 juin, en l'église Saint-Joseph, un Salut solennel, a fait entendre une composition de Monteverdi sur la prose *Ave maris stella*, où ce maître de l'émotion dramatique reste volontairement grave et sévère, et deux cantates, l'une de Bach, remarquable par son expression pathétique, l'autre de Buxtehude, plus variée de ton, plus précieuse de style, bien que ce musicien soit antérieur à Bach d'un demi-siècle. Toutes ces œuvres étaient données avec les instruments anciens que leurs auteurs, quand ils les écrivaient, écoutaient en esprit. Fondée en 1926, présidée par un éminent historien de la musique, M. Lionel de la Laurencie, cette Société réunit le seul orchestre d'instruments anciens qui existe au monde. Elle restitue à la musique des siècles passés le coloris sonore que l'orchestre moderne, gagnant en précision et en facilité, a perdu. Car tout progrès a sa rançon.

LOUIS LALOY.



---

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

## LA PRUSSE ET LA BAVIÈRE

Comme l'Antée de la fable qui retrouvait sa force en touchant la terre sa mère, le vieux hobereau Hindenburg reprend le goût de l'énergie et le sentiment de son devoir de soldat prussien quand il se replonge dans l'atmosphère de sa terre natale. Il est symbolique que ce soit à Neudeck, en Prusse orientale, qu'ait été arrêtée la résolution du Président du Reich d'appeler au pouvoir M. von Papen et de signifier un congé brutal à M. Brüning. Il n'est pas moins significatif que ce soit en Bavière, dans l'Allemagne du sud, que le nouveau Gouvernement rencontre quelque opposition.

Nous avons expliqué déjà, dans la Chronique du 15 juin, ce que signifie la constitution du gouvernement von Papen : il représente une réaction très nette du militarisme et du féodalisme de l'Allemagne orientale contre la démocratie issue de la révolution de 1918 et dirigée par la coalition des social-démocrates et des catholiques du Centre. Il s'agit de leur enlever le Gouvernement du Reich et surtout celui de la Prusse. Ce sont les militaires qui mènent l'affaire ; l'ancien officier von Papen, soldat discipliné, obéit à ses chefs. Il s'agit d'arracher à l'action démocratisante des Braun et des Severing cette Prusse qui était fière jadis d'être appelée « le rocher de bronze de la monarchie » et de lui rendre son rôle de domination et d'unification du peuple allemand. Le mouvement hitlérien, venu de l'Allemagne du sud, est, certes, nationaliste, mais à la façon romantique et il se rattache par certains côtés à l'idéologie unitaire et démocratique de 1848. Les hobereaux ont reconnu, en Hitler et ses amis, le vieil ennemi, celui que Bismarck avait terrassé et qui reparait toujours parce qu'il représente l'authentique tradition de 1813 et de 1848, cette « nation allemande » que réveilla le « discours » de Fichte,

qui se leva contre Napoléon, qui voulut, au chant de *la Marseillaise*, faire la « grande Allemagne » en 1848 et dont Bismarck détourna les énergies et confisqua les libertés au profit de la Prusse et des Hohenzollern. Il y a, dans le mouvement hitlérien, quelque chose de démagogique et de désordonné, qui répugne à l'esprit d'ordre et au respect de l'autorité qui caractérisent l'Allemagne prussianisée. Les militaires prussiens cherchent à s'en servir, mais ils ne le servent pas.

En 1910, lors des débats dramatiques sur la question du suffrage en Prusse, l'un des chefs des conservateurs prussiens, M. de Oldenburg, disait : « Le grand chef de l'armée, le roi de Prusse et empereur allemand, doit toujours pouvoir dire à n'importe quel lieutenant : prenez dix hommes et allez fermer le Reichstag ! » Le même esprit n'a pas cessé d'animer les mêmes hommes. Ils ont conduit le peuple allemand à la guerre et à la ruine ; après une éclipse partielle de quelques années, ils reviennent, et, tout d'abord, prétendent se débarrasser de la constitution de Weimar, à leur gré trop libérale et démocratique. Ce n'est pas le suffrage universel, c'est l'armée et la monarchie prussienne qui ont fait l'Empire allemand « par le fer et par le feu ». Si Bismarck a institué le suffrage universel, c'est qu'il voyait plus large et plus loin que ses pairs et qu'il entendait s'appuyer sur l'opinion du peuple allemand pour résister au particularisme des princes ; mais les hommes d'aujourd'hui ne sont point de cette taille.

Rien de plus curieux que le langage des journaux d'Hitler à l'égard du ministère von Papen et que l'attitude des chefs nationaux-socialistes. Malgré les sourires et les concessions du Gouvernement à leur égard, ils se sentent trompés, menés où ils ne voudraient pas aller, et ils ne savent comment échapper à l'emprise de la discipline. Eux, les déracinés, les déclassés, ils se trouvent pour la première fois en présence non plus d'un Gouvernement issu du suffrage universel, mais de la puissante armature sociale et politique de la vieille Allemagne encadrée, prussianisée, militarisée, et ils sont déroutés (1). Ils espèrent que, le 31 juillet, le suffrage universel dont ils médisent leur donnera le moyen d'accéder au pouvoir ; mais, d'abord, leur essor sera emprisonné dans les lacs de la représentation proportionnelle intégrale et,

(1) Sur le caractère du mouvement hitlérien, voyez le livre nouveau de M. René Laurent : *Le national-socialisme : Vers le troisième Reich*. Préface de René Pinon, 4 vol. in-8 ; Hachette.

ensuite, ils sentent que, même s'ils sont vainqueurs, les militaires ne leur céderont pas le pouvoir et qu'eux-mêmes n'oseront pas le leur arracher. Tant est puissante la discipline traditionnelle et inné le sentiment de l'ordre hiérarchique. Et que feraient-ils, d'ailleurs, du pouvoir ? Les plus éclairés d'entre eux se rendent compte que leur programme, bon pour agiter les masses, n'est guère possible à appliquer et qu'il faudra qu'il soit canalisé, filtré. Leur mouvement aura servi à ramener au pouvoir tout l'état-major social de la vieille Prusse. Eux-mêmes ne proclament-ils pas que là où ils sont, là aussi est la Prusse ?

Le ministère Brüning avait interdit le port de l'uniforme aux sociétés nationalistes, comme le « casque d'acier » et les sections d'assaut d'Hitler. Ce sont les gouvernements de l'Allemagne du sud, inspirés par les organisations catholiques, qui avaient obtenu de M. Brüning cette mesure de défense constitutionnelle. M. von Papen s'est hâté d'accorder aux hitlériens la faculté de porter l'uniforme; et ils se sont réjouis de ce cadeau fallacieux. Mais quand les « chemises brunes » seront emprisonnées sous la casaque militaire, elles perdront cet aspect révolutionnaire qui avait fait leur succès et trouveront leur place dans les cadres réguliers de l'armée et de l'État militarisé; elles resteront une force, mais au service de l'État; elles seront peu à peu absorbées, domestiquées, et il se trouvera qu'en définitive elles auront apporté à l'État prussianisé une vigueur nouvelle et un regain d'énergie conquérante. Pourtant, parmi les chefs hitlériens, il en est qui flairent le piège et devinent la manœuvre. Mais quelle sera leur réaction ? Ce qui se passera après les élections du 31 juillet sera décisif pour l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe.

Le député Gœbbels, chef des organisations nazis de Berlin, a, le 24 juin, dans un discours au palais des Sports, violemment attaqué le gouvernement von Papen. Il lui a reproché sa lenteur à dissoudre le Reichstag, ses hésitations avant d'autoriser les troupes d'assaut d'Hitler : « Nous autres, nazis, nous n'aurions pas eu besoin de quinze jours pour annuler le décret-loi interdisant les sections d'assaut et rappeler à l'ordre les frondeurs séparatistes et traîtres à la patrie. Les nationaux-socialistes auraient permis aux États rebelles de réfléchir pendant cinq minutes; s'ils avaient refusé de se plier aux ordres du Reich, l'état d'exception aurait été immédiatement proclamé. » Qui sont ces « traîtres », ces « rebelles » ? C'est la Bavière, où le gouvernement de M. Held a refusé d'exé-

cuter la décision du gouvernement du Reich relative au port de l'uniforme pour les formations non militaires, telles que les sections d'assaut des nazis. C'est encore le ministère bavarois qui avait inspiré à M. Bruning des mesures énergiques contre ces organisations militarisées pour la guerre civile et qui, maintenant, refuse d'obtempérer aux nouvelles ordonnances. La presse catholique de Bavière soutient énergiquement le gouvernement de Munich. Le journal officiel du ministère, la *Bayerische Staatszeitung*, du 2 juillet, critique amèrement les dispositions prises à Berlin : « De telles initiatives sont de nature à provoquer des troubles graves dont le Reich portera toute la responsabilité. »

Ainsi le national-socialisme prend figure d'un parti centralisateur et antifédéraliste. C'en est assez pour réveiller, en Bavière, les sentiments particularistes et donner un regain de popularité au prince Rupprecht qui s'empresse de saisir l'occasion de revendiquer les droits de son pays. Depuis longtemps certaines espérances, certaines ambitions s'agitent autour de l'héritier de la couronne de Bavière. Ne parle-t-on pas, dans certains milieux, en Allemagne et ailleurs, d'un nouvel empire dont seraient souverains les Wittelsbach et qui aurait son centre de gravité au sud du Mein ? Cette politique serait appuyée, en Autriche, par Mgr Seipel et ses amis et se promettrait le concours des catholiques rhénans.

De telles velléités ne datent pas d'aujourd'hui. Les Wittelsbach étaient déjà, à l'époque de la guerre de Trente ans, candidats à l'Empire et ils essayaient sous-main de se faire appuyer par la France ; mais ils n'ont jamais eu l'énergie ou le pouvoir de pousser leur fortune. Ils virent avec dépit, en 1870, Bismarck constituer l'Empire au profit de la Prusse, mais ils ne firent pas d'opposition sérieuse à la proclamation des Hohenzollern. Pour rappeler un mot historique qui s'appliquait aux Parlements sous l'ancienne monarchie : la Bavière pourra dresser des barricades, elle n'élèvera jamais de barrière. L'énergie constructive et exécutive, en Allemagne, n'est pas de ce côté-là. Les Bavarois subissent la brutale suprématie de la Prusse, ils s'en plaignent, ils détestent les Prussiens, mais, finalement, ils leur obéissent. Bismarck ne disait-il pas que le Bavarois est la transition entre l'homme et l'Autrichien ? Il est peu probable que la Bavière montre, dans les circonstances actuelles, plus d'énergie et de résolution que par le passé. Déjà, le dimanche 3 juillet, le grand défilé des forces

d'Hitler, alignant une quarantaine de mille hommes en uniforme, s'est déployé dans les rues de Munich sans que des troubles s'en soient suivis. Le peuple de Munich, qui a laissé assassiner Kurt Eisner, finira toujours par subir la loi du plus fort.

Cela dit, le particularisme des États du sud et de l'ouest, de la Bavière en particulier, est un fait dont il convient de tenir compte. Clemenceau avait raison de dire, en réponse à une interpellation au Sénat, que l'on ne saurait rompre par la force « une unité qui est dans le cœur des hommes » ; mais, quand il ajoutait : « Par une de ces contradictions que je ne suis pas chargé d'expliquer, parce que c'est l'affaire de la Providence, les Allemands sont allés de l'extrémité du particularisme à l'extrémité de la centralisation », il commettait la plus regrettable des erreurs. Lorsque M. von Papen a laissé dire qu'il s'apprêtait à nommer pour gouverner la Prusse un commissaire du Reich, il a inquiété le sentiment d'indépendance des États du sud et réveillé leurs tendances libérales. C'est pourquoi les sections d'assaut hitlériennes les inquiètent comme l'instrument éventuel de leur sujétion à la Prusse ou à un Reich centralisé. La presse démocratique, catholique et socialiste de toute l'Allemagne prend fait et cause pour les droits des Pays. Le *Berliner Tageblatt* du 2 juin écrivait ces mots qui portent loin : « Confondre l'idée de l'unité allemande avec le désir de la noblesse d'étendre son pouvoir sur le Reich est une erreur funeste. Chercher l'unité allemande par le moyen de la contrainte prussienne, c'est s'écarter du but. » Ainsi, l'Allemagne se retrouve toujours en face du même problème, qui est aussi important pour l'Europe que pour elle-même : est-ce la Prusse qui absorbera le Reich et unifiera par la force le peuple allemand, ou est-ce le Reich qui absorbera la Prusse ?

Le Gouvernement bavarois, en laissant se déployer le cortège hitlérien, a donné une preuve de son libéralisme. Mais, tandis qu'Hitler prononçait à Munich un grand discours électoral et proclamait sa volonté de sauver la nation entière et non pas seulement une classe ou une profession, M. Schæffer, président du parti populiste (catholique) bavarois, parlant à Landshut, déclarait : « Une politique qui combat pour la Bavière sert en même temps la cause allemande tout entière. Quiconque gouverne en Allemagne doit s'habituer au fait qu'au sud des montagnes de ce pays habitent des Allemands dont l'état d'esprit est différent de celui des habitants de la plaine du nord. Les Bavarois

ne veulent ni commander ni être commandés. L'idée de n'importe quelle dictature leur est en horreur. Adolf Hitler le sait, lui qui est obligé, en Bavière, de réciter des dictons fédéralistes qui s'harmonisent avec ses véritables doctrines politiques comme des malédictions avec un bouquet de roses. »

Ainsi se trouvent précisées les positions des adversaires, tandis que le ministère von Papen cherche à les neutraliser l'un par l'autre. En attendant, une sorte de « petite guerre civile » s'étend sur le pays ; on signale, presque chaque jour, de sanglantes collisions, surtout entre communistes et hitlériens. L'Allemagne est en proie aux extrémistes. Les populations qui, comme celles de Bavière, cherchent à garder leur sang-froid et à se préserver de tels excès, ne sont pas soutenues par le gouvernement du Reich qui est obligé de ménager Hitler et de lui faire des concessions tout en cherchant à le démonétiser et à disloquer ses forces. M. von Papen et Hitler se trouvent d'accord pour attaquer les partis qui ont porté, depuis 1918, la responsabilité des affaires. Le Gouvernement est dictatorial. Le ministre de l'Intérieur du Reich, M. von Gayl, un conservateur prussien, a suspendu pour cinq jours le grand journal catholique rhénan, la *Gazette populaire de Cologne*, et le journal du parti socialiste, le *Vorwaerts*, sous prétexte qu'ils avaient publié des articles et des dessins injurieux pour le Gouvernement. Le ministre de l'Intérieur de Prusse, M. Severing, ayant porté le différend devant la haute cour, se vit donner tort, et la suspension des journaux est devenue effective. Mais toute licence est laissée aux organes d'Hitler. A Berlin, les étudiants nazis ont prétendu interdire aux étudiants juifs l'entrée des cours. Le « racisme » allemand se donne carrière avec une intolérance grandissante. Partout les passions s'échauffent, les haines s'enveniment. Il coulera sans doute beaucoup de sang dans les rues des villes allemandes avant le 31 juillet et davantage peut-être encore après les élections. Entre le ministère, émanation des militaires, Hitler et le fédéralisme du Sud, la partie est très serrée et l'issue reste douteuse.

#### LA CONFÉRENCE DE LAUSANNE

Il saute aux yeux qu'en de telles circonstances, la politique extérieure, l'attitude de l'Allemagne aux Conférences de Lausanne et de Genève, tout est commandé par des préoccupations

de politique intérieure. M. von Papen a besoin d'un succès; ses adversaires lui reprocheront toujours de ne pas défendre avec assez d'énergie les intérêts allemands. C'est ce qui rend si difficiles et si inopportunes les négociations de Lausanne. Mais, d'autre part, le retour au pouvoir, en Allemagne, des militaires, des hobereaux et de toutes les forces qui ont entraîné Guillaume II à la guerre, semble avoir fait comprendre aux dirigeants de l'Angleterre et à l'opinion publique que l'Allemagne, si elle s'affranchit des traités, se trouvera reconstituée telle qu'elle était avant la guerre, aussi menaçante pour la paix de l'Europe et puissamment outillée pour une concurrence économique dangereuse. Le résultat a été un rapprochement du point de vue britannique et du point de vue français devant lequel, comme il arrivera toujours, l'Allemagne a baissé pavillon.

Dès l'abord, nous l'avons dit, M. von Papen, faisant écho à M. MacDonald, avait reconnu la valeur juridique des accords de La Haye. La résistance de l'Allemagne se trouvait donc confinée sur le terrain des faits : l'Allemagne ne peut pas et ne veut pas payer. Le Chancelier semblait même disposé à aller plus loin dans la voie des concessions. Le 24 juin, il avait un long entretien avec M. Herriot, dont il répétait ensuite l'essentiel à M. Stéphane Lauzanne, du *Matin* : « Je suis, disait-il à celui-ci, le premier à reconnaître que, dans ce qu'on appelle la liquidation des réparations, la France a droit à une compensation. Si je pouvais matériellement offrir cette compensation sous une forme pécuniaire, je le ferais de grand cœur; mais, comme cela m'est impossible, je demande que nous cherchions à la trouver ensemble dans un autre domaine, le domaine économique, dans le cadre de la réorganisation de l'Europe centrale. » Et il ajoutait que, jusqu'ici, la France n'avait obtenu que l'engagement de l'Allemagne de gauche, tandis que lui-même représente l'Allemagne de droite, et que les engagements qu'il prendrait se trouveraient ainsi ratifiés par toute l'Allemagne. Si M. von Papen a tenu le même langage à M. Herriot, nous espérons que celui-ci n'a pas manqué de répondre que la France n'a pas à connaître, en Allemagne, les partis, mais que la signature d'un Gouvernement engage un pays et que, jusqu'ici, seuls les bolchévistes de Russie ont violé ce principe.

Ces paroles du Chancelier produisirent en Allemagne un mouvement très vif de mécontentement. Le Gouvernement natio-



naliste de M. von Papen allait-il donc se montrer moins intransigeant que celui de M. Brüning ? Lorsque, deux jours après, le Chancelier se rendit en Allemagne, il fut mal accueilli. Cependant, son offre de contribuer à la formation d'une caisse pour la reconstitution de l'Europe centrale ne pouvait passer pour sérieuse. A son retour de Berlin, les « compensations » qu'il envisageait se réduisaient à rien et son ministre des Finances, le comte Schwerin von Krosigk, expliquait que l'avantage de la France consisterait dans la reconstruction de l'Europe centrale, dont elle-même, d'ailleurs, ferait les frais, et dans un retour de l'Allemagne à une prospérité qui accroîtrait l'importance et la valeur des échanges commerciaux avec elle. M. Herriot déclara sans ambages qu'il n'entendait pas se payer de cette monnaie de singe et que l'opinion publique, en France, ne l'admettrait pas.

C'est alors qu'intervint, fidèle à son rôle de conciliateur et d'arbitre, M. Ramsay MacDonald. Dans le *Times* du 27 juin apparaissait l'idée d'un solde à payer par l'Allemagne pour la liquidation définitive des réparations. Un projet fut établi par la Commission des cinq Puissances (Angleterre, Belgique, France, Italie, Japon), comportant la création de bons, payables par l'Allemagne dans un certain délai, qui seraient commercialisés et émis au moment que jugerait favorable la Banque des règlements internationaux. On vit alors, non sans quelque surprise, les ministres allemands, cédant aux instances du Premier britannique, accepter le principe de nouveaux paiements. Cette concession a surtout une valeur morale. Depuis des mois, la presse, les orateurs politiques, les ministres allaient répétant que l'Allemagne ne paierait plus rien, que « le tribut » allait prendre fin, et que, par là, disparaîtrait l'article 231 qui, dans l'opinion allemande, constitue un aveu des responsabilités de l'Allemagne et de sa culpabilité. On s'accordait à reconnaître que l'Allemagne, pour le moment, ne pouvait rien payer ; mais les Allemands tenaient à ajouter que, même s'ils l'avaient pu, ils ne voulaient rien payer. C'est donc sur le terrain des principes qu'ils entendaient porter le débat. Et voilà que, sur ce terrain, M. von Papen admet la nécessité des compensations et l'éventualité de nouveaux paiements. L'entente franco-anglaise a produit ce résultat qu'il ne faut, certes, pas célébrer comme une victoire, mais qui a, du moins, l'avantage de masquer la retraite et de sauver les apparences.

On discute encore, à l'heure où nous écrivons, sur les chiffres

et les modalités. M. Herriot, revenu à Lausanne le 6 juillet, a repris les négociations. La Délégation française proposait un paiement forfaitaire de 7 milliards de marks (42 milliards de francs-papier) ; les Allemands ont offert 2 milliards. Il semble assuré que, sous la pression de M. MacDonald, on finira par transiger aux alentours de 3 milliards, y compris l'annuité Young moratorisée. Devant la résistance française, l'Allemagne a dû renoncer à toute condition d'ordre politique ; aucun lien n'est établi entre Lausanne et Genève, entre les réparations et le désarmement.

Quant aux paiements, le passé nous enseigne ce qu'on peut en attendre. Ils ne commenceront, en tout cas, que dans trois ans. Si l'on s'arrête à un système d'annuités réparties sur dix ans, comment serions-nous assez naïfs pour croire qu'elles seront payées jusqu'au bout ? Comment, après ce qui s'est passé pour le plan Young, librement accepté par l'Allemagne, pourrions-nous avoir la moindre confiance en sa signature ? La théorie allemande du dynamisme, sous ses apparences philosophiques, prépare et justifie tous les manquements, tous les parjures, puisqu'il suffit que les circonstances aient changé ou soient réputées avoir changé pour que les engagements, les plus solennels ne soient qu'un chiffon de papier de plus. Comment ne s'aperçoit-on pas qu'avec un tel système les relations internationales ne sont plus qu'une foire d'empoigne ?

Les textes en préparation prévoient aussi les méthodes de ratification des accords à conclure. La ratification ne pourra avoir lieu qu'après qu'une entente sera intervenue avec les États-Unis au sujet des dettes. Il est impossible de prévoir quand un tel accord sera acquis. Un *gentlemen's agreement* prévoit l'attitude concertée des Puissances européennes débitrices des États-Unis et aussi un nouvel aménagement des dettes de guerre entre la France et l'Angleterre (contrat Caillaux-Churchill). Des accords répartissent les paiements éventuels entre les intéressés.

La presse italienne commente défavorablement la solution préparée qui est surtout l'œuvre de M. MacDonald ; M. Grandi s'est prononcé, dans une déclaration retentissante, pour « le coup d'éponge » ; l'Italie, en effet, est particulièrement intéressée à l'annulation de sa dette à l'égard de la Grande-Bretagne. La politique du « coup d'éponge » aurait l'inconvénient grave de commencer la démolition des traités et, par conséquent, de faire

le jeu de l'Allemagne; mais on peut se demander si une politique comportant certaines concessions de la part de l'Allemagne n'aurait pas été plus avantageuse, au moins pour nous. Un arrangement pour la Sarre et ses charbonnages, une refonte améliorée du traité de commerce franco-allemand nous auraient apporté des avantages plus substantiels que les paiements problématiques du plan MacDonald. La peau de chagrin des réparations s'est déjà tellement rétrécie qu'elle ne nous intéresse plus guère. Le seul bénéfice net des négociations de Lausanne est que, vaille que vaille et quoique la politique britannique fasse des concessions à l'Allemagne dont la France paie les frais, l'accord soit établi entre la France et l'Angleterre et que cet accord qui, en définitive, oblige l'Allemagne à rabattre considérablement ses prétentions, pourra se retrouver sur d'autres terrains. C'est, — il faut toujours le redire, — la plus solide garantie de la paix et de l'ordre dans le monde. Il est juste de reconnaître aussi que le chancelier von Papen a apporté à ces négociations, en des circonstances difficiles pour lui, une certaine loyauté et un désir manifeste d'entente.

#### L'OFFENSIVE DES RADICAUX-SOCIALISTES CONTRE LE GOUVERNEMENT

Si M. von Papen est menacé par les nazis et combattu par les démocrates, M. Herriot, lui non plus, n'est pas sur un lit de roses. Et il faut plaindre les chefs de gouvernement obligés de négocier dans de pareilles conditions, obligés de faire face sur deux fronts et, tandis qu'ils défendent les intérêts vitaux de leur patrie, attaqués sournoisement dans leur propre pays. Le cas de M. Herriot diffère cependant de celui du Chancelier allemand, car c'est contre ses propres troupes qu'il a été contraint de revenir se défendre. La cohésion, parmi les vainqueurs aux dernières élections, est loin d'être parfaite. Sur la politique extérieure, notamment sur la tactique à suivre à Lausanne et à Genève, non seulement le désaccord est complet entre les amis de M. Léon Blum et le Gouvernement, mais encore la mésentente est flagrante au sein même du parti radical-socialiste. A l'aile gauche du groupe, plusieurs « jeunes-turcs », — on a tort de les nommer ainsi, car les jeunes-turcs furent avant tout des patriotes, — blâment ouvertement M. Herriot de trop défendre les droits de la France et les traités. Le « coup d'éponge » sur les réparations

ne leur suffirait pas ; ils veulent aussi la revision ou plutôt la destruction des traités, l'abandon des alliances ; ils reprochent à M. Herriot de se complaire à des errements nationalistes et de retarder l'heure de la fraternisation des peuples dans l'internationale socialiste.

Profitant de la réunion hebdomadaire du parti, ces impatients ont mené, le 28 juin, contre M. Herriot absent, une vigoureuse offensive. Ce fut d'abord M. Nogaro qui réclama « le coup d'éponge » complet sur les réparations et qui insista pour que l'on dît son fait à l'Amérique. M. Bergery, lui, passant tout de suite aux moyens révolutionnaires, voulait que le parti signifiât à son chef sa volonté d'une politique plus accentuée à gauche et disposée à accepter d'enthousiasme le plan de M. Hoover pour le désarmement ; et M. François-Albert, président du groupe radical-socialiste, suggéra qu'une délégation fût envoyée à Lausanne. Il fallut, pour arrêter un tel zèle, que des esprits plus pondérés intervinssent ; ils ne réussirent cependant pas à enlever le vote d'un ordre du jour de confiance en faveur de M. Herriot. De cette tempête dans la mare radicale-socialiste, deux enseignements résultaient. Le premier, c'est que le cabinet Herriot n'est soutenu qu'à contre-cœur par une partie importante du groupe radical-socialiste qui travaille pour un ministère de cartel où la pensée marxiste dominerait. Le second, c'est qu'une partie importante des troupes gouvernementales est prête, au dehors, à une série d'abandons au bout de laquelle, — quand, après avoir pris notre chemise, on exigerait notre peau, — nous trouverions la guerre.

L'émotion provoquée par l'offensive de M. François-Albert était à peine apaisée que l'attaque se renouvelait. Cette fois, c'était à la Commission des finances. M. Palmade, ministre du Budget, vint, le 30 juin, faire part à la Commission des inquiétudes que lui donne la situation financière. Le déficit pour l'exercice 1931-1932 est de 4 748 millions, y compris les 1 200 millions que l'Allemagne ne paiera pas. Pour 1933, le déficit prévu est d'environ 6 milliards et demi. Dans ces conditions, il est urgent de comprimer les dépenses le plus possible et de trouver des recettes nouvelles, sous peine de compromettre la stabilité budgétaire laborieusement rétablie par M. Poincaré et de préparer une prochaine dépréciation du franc. M. Palmade s'est donc hâté de préparer un premier projet de redressement financier qui comporte des compressions de dépenses et des aménagements fiscaux qui procu-

reraient 1 300 millions. Parmi ces mesures, il en est d'excellentes, de discutables et de mauvaises. Le Gouvernement, en les proposant, prend ses responsabilités en face d'une situation difficile, et le devoir de sa majorité était de le soutenir.

La Commission des finances a fait tout le contraire. Elle n'a vu, dans le projet, d'ailleurs insuffisant, de M. Palmade que l'occasion de manifester au Gouvernement sa mauvaise humeur et d'affirmer ses tendances socialistes. Voter une loi fiscale, pour certains politiciens, n'est pas une pénible nécessité de salut national, c'est l'occasion souhaitée d'opprimer toute une catégorie de citoyens et de favoriser leur propre clientèle électorale. La Commission a donc bousculé le projet du Gouvernement, n'en conservant que le pire. Le ministre avait osé toucher non pas aux traitements des fonctionnaires qui, pour certaines catégories, sont trop élevés, mais à certaines allocations. On vit aussitôt les syndicats de fonctionnaires s'insurger et menacer leurs élus. Que pouvait-on leur répondre quand ils rappelaient les récentes promesses électorales ? M. Herriot accourut de Lausanne, cherchant à rallier ses troupes en désarroi, lançant au Parlement et à la nation un éloquent appel. Maintenir l'équilibre budgétaire, sauvegarder le crédit, ne sont-ce pas là les devoirs d'un Gouvernement ? Toutes les démocraties, celle des États-Unis, celle d'Angleterre, sont aux prises avec le même problème d'assainissement financier. Et comme M. Herriot se plaignait à ses amis politiques des pressions qu'ils avaient voulu exercer sur lui, il entendit M. François-Albert invoquer comme une excuse la pression intolérable qu'eux-mêmes subissent de la part des fonctionnaires et des électeurs. M. Tardieu avait donc raison quand il prédisait qu'une majorité issue du cartel subit fatalement la loi du cartel. M. Herriot, en jetant dans la balance son autorité, obtiendra sans doute la majorité pour ses projets fiscaux ; mais il sera démontré, une fois de plus, que, comme le dit M. Murray Butler, le système parlementaire n'est plus approprié aux nécessités de la vie en ces temps difficiles.

RENÉ PINON.

